

Université de Montréal

La migration féminine qualifiée d'origine sud-américaine à Montréal :
Ressources culturelles et symboliques, et stratégies d'accès au marché de l'emploi

par

Maritza Guillen Castro

Département de sociologie
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
En vue de l'obtention du grade de Maître ès sciences (M. Sc.) en sociologie

Juin 2009

© Maritza Guillen Castro, 2009

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

La migration féminine qualifiée d'origine sud-américaine à Montréal :
Ressources culturelles et symboliques, et stratégies d'accès au marché de l'emploi

Présenté par
Maritza Guillen Castro

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Stephan Moulin
Président-rapporteur

Sirma Bilge
Directrice de recherche

Victor Armony
Membre du jury

Résumé

Au Canada et au Québec, au cours des années 2000, la migration des travailleurs qualifiés originaires d'Amérique du Sud a connu une croissance très rapide. Pourtant, ce flux migratoire et sa composante féminine ne semblent pas avoir fait l'objet d'une lecture sociologique. Ce travail vise à combler quelques lacunes dans ce domaine des connaissances, en examinant le processus d'intégration économique d'immigrantes d'origine sud-américaine arrivées durant cette décennie. L'étude comprend l'analyse de 16 cas de femmes originaires de divers pays d'Amérique du Sud qui ont un diplôme universitaire ou l'équivalent, qui avaient déjà une expérience de travail dans leur pays d'origine et qui possèdent une bonne maîtrise de la langue française.

Les questions qui guident cette recherche dépassent l'aspect statistique ou sociodémographique d'un groupe non étudié dans le contexte canadien. Le but principal de ce mémoire consiste à examiner l'importance d'une variété de ressources culturelles et symboliques qui sont déployées tout au long du processus d'intégration socioéconomique par des immigrantes sud-américaines de la catégorie des « travailleurs qualifiés » dans le contexte montréalais. Dans ce but, l'étude analyse comment les ressources acquises dans la société d'origine ont des impacts sur le parcours professionnel de ces femmes, en leur permettant de définir des stratégies d'intégration sur le marché du travail dans la société réceptrice.

L'analyse se déploie à partir de la problématisation des facteurs construits socioculturellement comme catégories de structuration et de hiérarchisation qui, selon le contexte, définissent la position sociale et qui, à travers l'expérience, expliquent la position situationnelle des immigrantes sud-américaines. L'accès, l'utilisation et la mobilisation des ressources pour définir des stratégies d'intégration socioprofessionnelle sont analysés à partir de quatre axes : l'expérience, la dimension intersubjective, le contexte institutionnel et organisationnel, et finalement, la dimension représentationnelle.

Mots clés : Migration féminine qualifiée, sud-américaines, ressources culturelles et symboliques, stratégies d'intégration socio-économique, intersectionnalité.

Abstract

During the beginning of the 21st century the migration of skilled workers from South America to Canada and Quebec has grown very fast. However, this migration and its female component do not appear to have been the subject of a sociological reading. This work aims to fill some gaps in this subject by examining the process of economic integration of South American female immigrants who have arrived in Canada in this last decade. The study includes the analysis of 16 cases of women from various South American countries, specifically women who have a university degree or equivalent, who have working experience in their country of origin and who have a good knowledge of French.

The questions guiding this research go beyond the statistical or socio-demographics analysis of a group not studied before in the Canadian context. The central aim of this work is to examine the importance of a range of cultural and symbolic resources that are deployed in the process of the socio-economic integration of South American female immigrants in Montreal who arrived into the category of "skilled workers." With this aim, the study analyzes how the cultural and symbolic resources acquired in the society of origin can affect the success of these women by allowing them to define strategies of labour market integration in the receiving society.

In considering the original and host societies as the social referents, this study offers an understanding of the importance of both the context and the personal experience that will impact directly on the career paths of female skilled immigrants in the post-migratory context. The analysis extends from the study of factors constructed as socio-cultural and hierarchical categories which, depending on the context, defines the social position and through experience, defines the situational position of immigrants. The access, use and mobilization of resources to develop strategies of socio-professional integration are analyzed from four axes : the experiential, the inter-subjective, the organizational and the representational dimensions.

Keywords: Skilled female migration, South American women, cultural and symbolic resources, strategies of socio-economic integration, intersectionality.

Table des matières

Résumé.....	iii
Abstract.....	iv
Table des matières.....	v
Liste des tableaux.....	vii
Liste de graphiques.....	vii
Remerciements.....	viii
 INTRODUCTION	 1
 PREMIÈRE PARTIE L'INTÉGRATION SOCIOECONOMIQUE DES IMMIGRANTES QUALIFIEES CADRE CONCEPTUEL ET PROBLEMATIQUE	 4
 CHAPITRE I PERSPECTIVE GÉNÉRALE ET OBJECTIFS DE RECHERCHE	 5
1.1. La migration internationale qualifiée et sa composante féminine	5
1.2 La féminisation des flux migratoires sud-américains	9
1.3 Les immigrantes qualifiées et leur intégration socioéconomique au Canada	18
1.3.1. L'ambiguïté du concept d'intégration socioéconomique	19
1.3.2. Les immigrantes de la catégorie économique « travailleurs qualifiés » et leur participation au marché du travail.....	24
1.4. Pertinence, objectifs, et questions de recherche.....	46
 CHAPITRE II LE CADRE CONCEPTUEL	 50
2.1. La théorie intersectionnelle.....	51
2.2. L'approche de la « translocational positionality »	59
2.3. Les ressources culturelles et symboliques	69
2.3.1. L'utilisation des ressources et l'intégration socioéconomique	69
2.3.2. L'acquisition, la mobilisation des ressources et la positionnalité	74
2.4. L'intersection du genre, de l'ethnicité-race et de la classe dans l'intégration socioéconomique des immigrantes qualifiées.....	78
 CHAPITRE III LA DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE	 86
3.1. La population de notre recherche.....	86
3.2. Méthodes et instruments pour la récolte d'informations	90
Le guide d'entretien	90
Situation d'entretien.....	92
3.3. Le traitement et l'analyse des données	93

DEUXIÈME PARTIE	
LES RÉSULTATS DU TERRAIN	96
CHAPITRE IV	
LA PORTÉE DE L'ORIGINE	99
4.1. La migration sud-américaine au Canada.....	99
4.2. Le profil des professionnelles sud-américaines au Québec	103
CHAPITRE V	
L'ACQUISITION DES RESSOURCES CULTURELLES ET SYMBOLIQUES DANS LA SOCIÉTÉ D'ORIGINE	113
5.1. La position situationnelle dans le contexte de départ	113
5.1.1. L'expérience dans le contexte de départ	114
5.1.2. La dimension intersubjective: Le projet migratoire.....	123
5.1.3. L'importance du contexte de départ: les facteurs organisationnels	126
5.1.4. La dimension représentationnelle	128
5.2. La position sociale dans la société d'origine et la définition du projet migratoire.....	134
A) Le projet familial	135
B) Les projets d'émancipation personnelle.....	137
C) Les projets d'auto-affirmation identitaire	138
CHAPITRE VI	
LA MOBILISATION DES RESSOURCES CULTURELLES ET SYMBOLIQUES DANS L'INTÉGRATION SOCIO-ÉCONOMIQUE	141
6.1. La position situationnelle dans le contexte de réception	142
6.1.1 Les premières démarches pour l'établissement et l'intégration professionnelle	142
6.1.2. La redéfinition du projet migratoire et la façon d'agir dans le contexte de réception.....	149
6.1.3. Les épreuves du contexte pour y rester.....	155
6.1.4. Les images et perceptions de soi devant la société réceptrice	159
6.2. La définition des stratégies d'accès au marché de l'emploi	163
6.2.1. Les expériences d'insertion au marché de l'emploi.....	163
A) Déqualification	167
B) Déqualification avec un projet d'intégration professionnelle	168
C) Intégration professionnelle équivalente	171
D) Intégration professionnelle en voie ascendante.....	174
6.2.2. La dimension intersubjective des logiques d'action	176
6.2.3. La reconnaissance dans la société d'accueil	179
6.2.4. Les impacts de l'intégration/exclusion socio-économique sur la position sociale et les rapports de genre	183
Discussion	189
Conclusions	193
Bibliographie	200

Liste des tableaux

Tableau 01 : Ratio de revenu moyen selon le statut d'immigration et le sexe pour les personnes âgées de 15 ans et plus ayant travaillé à plein temps toute l'année entre 2000 et 2005	28
Tableau 02 : Secteurs d'emploi des femmes immigrées dans leur pays d'origine et six mois après leur arrivée au Canada, 2001 (en %)	29
Tableau 03 : Taux de participation féminine au marché du travail par appartenance à une minorité visible au Canada 1996, 2001 et 2006	30
Tableau 04 : Taux de déqualification selon le sexe et la durée de séjour au Canada.....	31
Tableau 05 : Taux de déqualification selon le sexe dans divers pays de l'OCDE	32
Tableau 06 : Taux d'activité et de chômage selon le sexe et le statut d'immigration, région métropolitaine de recensement de Montréal	43
Tableau 07 : Ratio de revenu moyen par rapport à la population native selon le sexe et le statut d'immigration des personnes de 15 ans et plus ayant travaillé toute l'année au Québec	44
Tableau 08 : Données sociobiographiques de participantes dans l'étude.....	88
Tableau 09 : Résidents permanents d'origine sud-américaine établis au Canada selon la période d'admission	101
Tableau 10 : Population immigrante née en Amérique du Sud résidant à Montréal selon les recensements de 1986, 1991, 1996, 2001 et 200.....	104
Tableau 11 : Exemples d'intégration socioéconomique dans le marché de l'emploi montréalais.....	166

Liste de graphiques

Graphique 1 : Immigrants d'origine sud-américaine admis au Québec par période d'admission	104
Graphique 2 : Population sud-américaine installée à Montréal selon sexe en 2006.....	106
Graphique 3 : Immigrantes sud-américaines établies à Montréal avec scolarité universitaire, selon le sexe et pays d'origine.....	108
Graphique 4 : Immigrants d'origine sud-américaine : Revenu moyen selon pays par sexe	109
Graphique 5 : Taux d'activité et chômage de la population immigrante d'origine sud-américaine	110

Remerciements

Toute ma reconnaissance et mes remerciements vont à Madame Sirma Bilge pour avoir accepté la direction de ce projet, pour ses conseils théoriques et méthodologiques constants et pour son regard critique ainsi que pour son inestimable accompagnement scientifique et son appui pédagogique et personnel tout au long de la recherche.

Je remercie profondément aussi le Département de sociologie de l'Université de Montréal pour les deux bourses qui m'ont été offertes et qui m'ont permis de mener à bien cette entreprise.

Mes remerciements s'adressent également au Centre d'études ethniques des universités montréalaises (CEETUM) pour la bourse de fin de rédaction octroyée ainsi que pour l'accueil de son personnel et le soutien logistique dont j'ai pu bénéficier.

Merci également à tous celles et ceux qui de près ou de loin ont suivi et encouragé la naissance de ce mémoire, tout particulièrement à Olivier Roy et Roxanne Milot pour leur lecture et pour leur collaboration à la révision linguistique des chapitres ainsi qu'aux amies qui de loin m'ont donné leur chaleureuse présence et disponibilité.

Je voudrais également exprimer ma profonde gratitude à l'égard de toutes les femmes sud-américaines qui ont nourri ce projet. Merci pour l'énorme confiance qu'elles m'ont témoignée en acceptant dès le premier moment de participer à cette étude.

Enfin, je m'incline devant le précieux et inestimable soutien moral, spirituel et matériel de mes enfants et de ma mère. Leur collaboration, leur patience pour le temps volé et leur amour m'ont permis de n'avoir jamais cessé de croire en moi. Je leur en suis fort reconnaissante. Espérant que ce mémoire puisse vous apporter une certaine compensation ou satisfaction, je vous le dédie.

INTRODUCTION

Les processus de globalisation et de restructuration des marchés économiques exercent une influence directe sur la dynamique des flux migratoires internationaux qualifiés des dernières années dans toutes les régions du monde. Selon les informations recueillies par le CELADE (Centre latino-américain de démographie), les statistiques dans la région latino-américaine démontrent que le nombre de professionnels et de techniciens à l'extérieur de leur pays d'origine a fortement augmenté depuis 1970, s'élevant de 300 000 personnes, en 1990, à un peu plus d'un million, en 2000. Dans le cas sud-américain¹, les migrations des élites scientifiques et techniques, qui ont eu, depuis les années 1960s, une forte présence dans le flux migratoire transnational, représentent aussi l'une des facettes les plus dynamiques de la mobilité dans le contexte international (Barrere, Luchilo et Raffo, 2004).

Par ailleurs, la féminisation grandissante des divers flux migratoires latino et sud-américains est un phénomène incontestable. La participation des femmes à l'intérieur de ces flux a augmenté de 44,7 %, en 1960, à 50,5 %, en 2000 (Zlotnik, 2003), et sa présence se situe aux extrémités de l'échelle migratoire de qualification (Villa y Martinez, 2001). Pourtant, la plus grande partie de la documentation sur la migration féminine d'origine latino et sud-américaine a favorisé l'étude des immigrantes issues de migrations forcées et travaillant dans des conditions précaires, ignorant en grande partie l'hétérogénéité de la présence féminine à l'intérieur des flux migratoires qualifiés et la particularité des différents contextes récepteurs.

Diverses études démontrent que la plupart des émigrants latino-américains qualifiés se dirigent vers l'Europe et les États-Unis (Barrere, Luchilo et Raffo, 2004; Martinez-Pizarro, 2006; Pellegrino, 2005). Cependant, on peut constater que, après les premières vagues migratoires, mobilisées notamment pour des raisons politiques, le Canada, tout

¹ À cause du fait qu'une grande partie des émigrants, en particulier des pays comme l'Argentine, le Brésil, le Chili et l'Uruguay, ont la double nationalité, il est difficile d'évaluer l'ampleur des migrations à partir de l'Amérique du Sud. Quoi qu'il en soit, il ne fait aucun doute que dans la dernière décennie, l'émigration en provenance de l'Équateur, de la Colombie et de l'Argentine s'est intensifiée, en particulier vers l'Europe et d'autres pays comme le Canada (Oteiza, 1998 ; Salt, 2001).

particulièrement dans les dix dernières années, est devenu une destination cible des immigrants sud-américains qualifiés, et la féminisation de ce nouveau flux est indéniable (Rojas-Viger, 2006). Dans la dernière décennie, approximativement 73 % des immigrantes d'origine sud-américaine ont immigré officiellement au Canada sous la catégorie « travailleurs qualifiés », tandis que 26 % des immigrantes venues d'Amérique du Sud sont entrées pour des raisons de regroupement familial (Citoyenneté et Immigration Canada, 2008). Pourtant, la documentation sur les immigrantes sud-américaines hautement instruites dans le contexte canadien est presque inexistante, malgré que celles-ci soient très nombreuses (53 %) et qu'il s'agisse d'une migration beaucoup plus qualifiée par rapport à la migration latino-américaine.

Il est à noter que dans le but d'analyser la meilleure approche pour comprendre la dynamique d'insertion des immigrantes qualifiées au marché du travail, quelques auteures ont plaidé pour la nécessité d'évaluer le rôle des perceptions influençant la valeur attribuée aux ressources personnelles et éducatives des femmes immigrantes de la catégorie économique « travailleurs qualifiés » (Bauder 2003; Cardu et Sanschagrin, 2002; Vatz Laaroussi, 2008). Par contre, d'autres recherches insistent sur l'importance de la segmentation ethnique et du genre produisant un accès inégal au marché du travail (Boyd, 2000; Chicha, 2009 ; Labelle, 2004; Pierre, 2005). Un arrangement complet de l'analyse du positionnement et des ressources disponibles ainsi que des inégalités sociales dans le marché du travail du contexte postmigratoire exige une approche intégrée. C'est dans cette perspective que nous proposons dans cette étude d'examiner l'effet de plusieurs marqueurs de différence associés au positionnement social, en considérant la région d'origine, la classe, l'appartenance ethnique- raciale et le genre pour comprendre la valeur des ressources culturelles et symboliques acquises dans la société de départ et mises à jour dans la société d'accueil (Anthias, 2001a, 2001b, 2001c, 2005 et 2006; Kofman 2000; Riaño, 2004). Dans ce sens, cette recherche vise à appréhender les expériences migratoires des immigrantes qualifiées participant dans cette étude, en montrant l'importance des facteurs structureaux, sociaux et culturels de deux contextes de référence sur les parcours personnels.

Cette recherche conteste donc la définition exclusivement économique, dite objective, de l'intégration, pour y inclure un deuxième domaine qui mesure l'expérience subjectivement définie d'un individu. L'objectif de notre recherche n'est pas de mesurer systématiquement ou de faire des généralisations comme dans une enquête quantitative. Il s'agit plutôt d'une étude exploratoire encadrée par un schéma interprétatif d'analyse des systèmes de valeurs, des représentations et des interactions sociales des immigrantes qualifiées d'origine sud-américaine installées à Montréal, contexte urbain nord-américain caractérisé par la multiethnicité, une histoire et une identité particulières, et la double présence linguistique francophone et anglophone. Dans la construction de ce schéma interprétatif, nous chercherons à saisir la façon dont les professionnelles sud-américaines définissent leurs stratégies de participation au marché du travail, en utilisant les diverses ressources matérielles et symboliques acquises dans leur société d'origine et déployées dans la société d'accueil.

Le texte comprend six chapitres organisés en deux parties. La première partie, qui comporte trois chapitres, présente la revue de la documentation sur notre sujet. Dans les trois premiers chapitres, nous abordons la problématique, le cadre conceptuel, ainsi que la démarche méthodologique. La seconde partie est consacrée à l'analyse des données du terrain. Pour ce faire, dans un premier temps, nous présenterons une brève révision des indicateurs « objectifs » de la position désavantagée qu'occupent les immigrantes sud-américaines très instruites sur le marché du travail montréalais et les changements qui se seraient produits au cours des années 2000. Ensuite, nous mettrons en rapport la légitimation de la « positionnalité transnationale » (Anthias, 2001a et 2006), qui propose d'appréhender les dimensions de l'expérience, de l'intersubjectivité, de l'organisation et des représentations selon la position sociale et situationnelle des femmes de notre étude. En abordant ces questions et en nous basant sur l'approche intersectionnelle des rapports du genre, de la classe et de l'ethnicité-race, nous en déduisons une tendance de l'immigration des femmes de l'étude à refléter les voies d'accès aux ressources et à leur usage ainsi qu'à leur mobilisation, dépendant de chacune des dimensions proposées dans l'analyse.

Première partie

Cadre conceptuel et problématique

CHAPITRE I

PERSPECTIVE GÉNÉRALE ET OBJECTIFS DE RECHERCHE

1.1. La migration internationale qualifiée et sa composante féminine

Au cours des dernières années, la documentation sur la migration féminine internationale qualifiée a crû en volume et en variété en réponse à la complexité des processus migratoires liés à la globalisation, à la restructuration des marchés économiques internationaux et à la féminisation des flux migratoires. Force est donc de constater que si la migration des femmes est une constante dans l'histoire, dans les dernières années, l'ampleur et la diversité des flux migratoires féminins ont augmenté au point qu'il n'existe presque aucune région qui ne soit touchée comme territoire de destination, de départ, de circulation ou de transit des femmes.

Plusieurs auteurs affirment que le caractère transnational de la mobilité féminine qualifiée est lié à divers processus complexes et multidimensionnels qui n'expriment pas uniquement les processus de modernisation et le surgissement d'espaces plurilocaux et non homogènes marqués par les processus économiques globaux des dernières années (Agrela, 2002 ; Castels et Davidson, 2000 ; Sassen, 2003 ; Simmons, 2002). Il s'agit aussi de l'évolution des identités nationales dans les divers contextes pré et postmigratoires (Iredale, 2005 ; Simmons, 2002), du transnationalisme des diverses pratiques et présences des chaînes migratoires (Riaño et Richter, 2008; Smith et Guarnizo, 1998; Wimmer et Glick Schiller, 2002), de la diversification des mouvements migratoires ainsi que de la présence de grands changements culturels et géopolitiques aux niveaux macro, méso et micro sociaux des dernières années (Boyd, 2002 ; Portes, 1997 ; Salt, 1997 ; Sassen, 2002).

Un examen rapide de la documentation scientifique traitant de l'immigration qualifiée permet de mettre à jour trois phases dans la manière d'aborder la situation des immigrantes qualifiées : de l'invisibilité des femmes dans ces flux, on est passé à la construction d'approches intégrées qui ont aidé à la compréhension des processus de

mobilité féminine, et enfin à la conception des migrantes comme des actrices économiques et sociales inscrites dans des systèmes complexes de stratification des sociétés d'origine et de destin (Kofman, 2002 et 2004 ; Morokvasic, 2004 ; Nedelcu, 2004 ; Raghuram, 2004).

Il est possible de noter que dans les études initiales des années 1960 et 1970, la mobilité internationale des travailleurs qualifiés a été rapportée à partir de l'analyse de la fuite des cerveaux et qu'elle était liée aux facteurs push-pull endogènes et exogènes des pays récepteurs et expulseurs (Beine *et al.*, 2002). Dans cette perspective et pendant plusieurs années, la documentation sur la migration qualifiée s'est concentrée sur les individus, pour la plupart des hommes, qui émigraient pour occuper un poste à l'université, dans les entreprises multinationales ou dans le secteur informatique et des communications, tandis que les femmes étaient simplement invisibles, en tant qu'accompagnatrices ; ou cantonnées à des activités de reproduction sociale.

Un peu plus tard, les études se sont concentrées sur les changements dans les processus de restructuration du marché international du travail (Stalker, 2000), sur le processus d'intégration des immigrants à la société d'accueil et sur son impact au niveau macro et microsocial (Iredale, 2005 ; OECD, 2002) ainsi que sur les effets et les conséquences dans les pays d'origine (Docquier et Rapaport, 2004 ; Pellegrino, 2005). Et bien qu'une bonne partie de ces travaux montraient la participation féminine dans les migrations des travailleurs qualifiés, ils considéraient cette mobilité comme un simple miroir ou comme le reflet de celle des hommes. Ils abordaient la problématique des femmes comme dépendante de l'expérience vécue par les hommes et résultante des processus de modernisation² et de globalisation ou simplement, ils ne prenaient pas en considération les particularités des expériences des femmes qui, par exemple, entraînent dans le pays

² Des auteurs comme Mirjana Morokvasic (2004) ont critiqué l'application des théories comme celle de la modernisation, qui montrait les femmes immigrantes comme des êtres universellement opprimés par la culture traditionnelle patriarcale du groupe d'origine et dont la migration devenait directement une voie d'émancipation pour permettre de côtoyer la modernité de la société réceptrice ou d'accueil. À cause de ce fait, pendant longtemps, les femmes n'apparaissaient pas dans les flux migratoires qualifiés.

de destination par regroupement familial (Riaño, 2006) ou avec un visa de travail temporaire. Ainsi, pendant un certain temps, les travaux sur les migrations qualifiées ont été caractérisés par des simplifications et des généralisations marquées par l'évolutionnisme.

À partir des années 1990, de nouvelles approches intégrées ont émergé pour analyser l'interconnexion des divers changements dans les dernières années et l'évolution des identités nationales (Iredale, 2005 ; Simmons, 2002), en allant donc plus loin de la reconfiguration de la discussion « brain drain », « brain gain », « brain exchange » et/ou « brain waste » entre pays récepteurs et d'origine (Kofman, 2000 ; Pellegrino, 2005). Ces nouvelles approches³ ont servi à surpasser, d'une part, la lecture économique qui assumait que l'organisation et le fonctionnement interne des marchés du travail et les conditions structurelles des sociétés d'accueil constituaient les principaux facteurs d'inclusion/exclusion pour les travailleurs qualifiés en général, et d'autre part, la vision qui considérait les femmes comme des dépendantes de l'expérience des hommes. Cependant, ces deux modèles explicatifs, comme l'affirme Kofman (2004), fonctionnaient d'après une logique cause/conséquence de type déterministe. Et, entre autres critiques, ils n'ont pas pu rendre visible la participation féminine à l'intérieur des flux migratoires transnationaux des travailleurs qualifiés, la définition et l'utilisation du capital social et culturel dans le processus migratoire de femmes (Dallalgar, 1995 Salt, 1997) ou le transnationalisme des mariages de professionnels et leur famille (Hardill, 2004) entre autres.

Par contre, il s'est avéré que grâce à l'influence des approches intégrées, au cours des années 1990, plusieurs travaux ont rendu visible la problématique de la participation féminine aux flux des travailleurs qualifiés (Kofman, 2004 ; Kofman et Raghuram, 2006; Pratt et Yeoh, 2003; Raghuram, 2006 ; Syed, 2008). Un premier axe d'analyse correspondant à une préoccupation centrale a été la visualisation et la dénonciation des

³ Les approches intégrées auxquelles nous faisons référence sont : le structurationisme, l'analyse des circuits alternatifs de globalisation, la nouvelle économie de la migration et le transnationalisme (Boyd, 2006 ; Kofman, 2005).

conditions difficiles d'intégration socioéconomique que les immigrantes qualifiées, notamment celles qui appartiennent aux groupes racialisés, vivent et confrontent dans les divers contextes postmigratoires des pays européens ou nord-américains (Boyd, 1992 ; Grieco et Boyd 1998 ; Kofman, 2004 ; Man, 1998 ; Massey *et al.* 1993). Certaines études ont tendu à privilégier les facteurs personnels et les conditions familiales comme déterminants du processus migratoire et d'intégration socioéconomique au contexte postmigratoire. D'autres, par contre, invitaient à réfléchir sur le rôle des facteurs socioculturels et sur les préjugés sexuels et raciaux dans le comportement et la performance des immigrantes dans le marché international du travail comme principaux facteurs de discrimination.

Enfin, c'est à partir de la préoccupation de visualiser la participation féminine dans les flux migratoires et circulatoires des travailleurs qualifiés ou « skilled workers », qu'on note l'émergence d'une nouvelle perspective utilisant comme référence centrale la relation entre les processus de mobilité sur les marchés internationaux du travail (Catarino et Morokvasic, 2005; Syed, 2008), avec les rapports de genre, d'appartenance raciale-ethnique, de classe ou de statut migratoire – parmi autres -, aux niveaux du contexte et des expériences personnelles (Kofman, 2000 et 2004 ; Kofman et Raghuram, 2004, 2005 et 2006 ; Raghuram, 2004a, 2004b et 2007 ; Riaño, 2006 et 2007 ; Riaño et Baghdadi, 2007).

La redéfinition du concept de « mobilité » (Catarino et Morokvasic, 2005), faisant référence au « passage d'un statut ou d'une position sociale à une autre dans la hiérarchisation sociale, tel que nous pouvons rapprocher des changements/reconfigurations des rapports sociaux de sexe » a permis le passage de l'étude des femmes en migration à celle du genre en migration et mobilité, pour s'occuper de l'analyse des expériences et des trajectoires de mobilité spatiale et sociale vécues par les immigrantes qualifiées (Kofman, 2000, 2004 et 2006). Ainsi, cette référence qui tente de capter la complexité des phénomènes multidimensionnels de la migration féminine qualifiée, de même que des autres flux migratoires, est liée à l'analyse des facteurs structureaux des sociétés d'accueil et de départ et aux changements sociaux

internationaux liés aux processus de globalisation et de plurilocalité de l'économie de la connaissance (« knowledge economy »), mais aussi, aux facteurs individuels et aux expériences à toutes les étapes du processus migratoire : prémigratoire, migratoire et postmigratoire (Grieco et Boyd, 2002; Kofman, 1999; Catarino et Morokvasic, 2005). La plupart des auteures qui travaillent dans cette perspective soutiennent que l'analyse des flux migratoires qualifiés dans le contexte des transformations socioéconomiques et politiques de ces dernières années soulève l'importance d'analyser l'imbrication des systèmes hiérarchiques dans les processus de globalisation et de changement des marchés et les flux circulatoires internationaux, avec la nécessité de reconnaître la capacité d'agentivité féminine dans les processus migratoires internationaux.

Tel qu'en Europe, en Australie, aux États-Unis et dans d'autres régions, les nouvelles recherches sur la migration internationale féminine qualifiée au Canada (Man, 2004 ; Nedelcu, 2005a ; Preston et Giles, 2004 ; Salaff et Greve, 2003), surtout dans une perspective ethnographique, visent à appréhender les expériences migratoires des immigrantes en montrant l'importance des facteurs structureaux, sociaux et culturels des contextes de départ et de réception, mais aussi les parcours personnels des femmes ayant une formation professionnelle et/ou technique permettant leur mobilité en tant que « travailleurs qualifiés ». Inscrite dans cette approche, cette recherche se veut une exploration de l'étude des divers facteurs et des manières différentes selon lesquelles les femmes professionnelles provenant des pays de l'Amérique du Sud s'intègrent sur le marché du travail canadien et plus particulièrement montréalais, en mobilisant les ressources qu'elles ont acquises dans leur société d'origine.

1.2. La féminisation des flux migratoires sud-américains

Dans les études récentes des divers flux et processus migratoires latino et sud-américains, la présence féminine a commencé à acquérir graduellement une place très importante (Daeren, 2000). Il ne s'agit pas de dire qu'avant, les femmes sud-américaines ne migraient pas. Elles le font depuis des décennies, mais l'analyse de leur présence dans les flux migratoires jusqu'aux années 1990s était liée principalement à

trois lignes explicatives : l'accompagnement, le regroupement familial, et surtout les conditions et les facteurs push-pull des sociétés d'accueil et d'origine. Comme le précise Augustin (2003), il est possible constater que ces explications étaient d'un coté, chargées d'une opérativité rationnelle liée à la précarité des sociétés d'origine et à la vision récurrente des femmes sud-américaines comme sujets invisibles ou comme victimes. D'autre coté, il est possible voir que ces explications ont conduit à accepter que la migration féminine sud-américaine obéissait à l'existence d'un modèle d'analyse de prédominance masculine qui, par ailleurs, rendait compte d'une vision paternaliste et protectionniste des États et des sociétés d'origine, mais qui était également liée au préconcepts et aux stéréotypes de genre et d'origine ethnique- raciale dans les sociétés d'accueil. Ainsi, loin de contribuer à l'amélioration de la reconnaissance de la présence féminine sud-américaine aux divers flux migratoires, ces explications l'ont relégué en marge de l'analyse, tant dans les sociétés d'accueil que dans celles d'origine.

Pour sa part, Fernandez-Rasines (2003) identifie l'utilisation de ces modèles d'interprétation comme une fiction androcentrique qui a recréé une interprétation restrictive de la migration féminine latino et sud-américaine tant dans le contexte de pays récepteurs comme dans les sociétés d'origine. Fondée sur certaines constructions sociales autour le pouvoir, le droit et l'autorité paternelle, d'un coté, et le système d'organisation patriarcal et l'idéologie « marianiste »⁴ d'autre coté, cette perspective considérait l'homme migrant comme le représentant devant l'État et les institutions des sociétés d'origine et de réception. Ainsi, la capacité d'agence des femmes du sud du continent américain en tant que sujets sociaux s'est diluée dans la mesure où l'acte migratoire a été implicitement associé à la masculinité hégémonique de la migration

⁴ En étudiant l'influence profonde que l'Église Catholique a exercée sur la culture latino-américaine, Evelyn Stevens a utilisé le terme « marianismo » (marianisme) pour désigner les représentations de féminité associées à la supériorité morale et spirituelle féminine, l'hyperaffirmation de la maternité, le refus de la sexualité et l'esprit de sacrifice. L'origine du terme peut être suivie dans la documentation à partir du XVII^e siècle. Cette catégorie d'analyse est considérée comme opposée ou complémentaire au « machisme », qui exalte la virilité et l'agressivité masculines. Et bien que, comme l'affirme Nencel (1991), ce concept aurait de plus grandes répercussions au Mexique et en Amérique Centrale, parce que l'image féminine est associée au culte national de la « Vierge de Guadalupe », son utilisation comme catégorie explicative est valable pour les pays de toute l'Amérique Latine, étant donné la grande influence que l'Église catholique a eu au cours des trois derniers siècles.

(Montecino, 1995 ; Nash, 1997). Force est donc de constater que pendant plusieurs années, le rôle du genre dans l'étude de la configuration des processus migratoires et de la mobilité féminine sud-américaine a été un parent très pauvre de la production scientifique des migrations internationales.

C'est au cours des deux dernières décennies que la reconnaissance de l'importante présence des femmes dans tous les flux et processus migratoires a ouvert d'importantes pistes pour l'analyse. En effet, on peut confirmer que comme dans autres cas, l'émigration sud-américaine a été majoritairement féminine pendant les dernières années. Au Pérou, par exemple, 56 % des émigrants des années 1990 étaient des femmes (Altamirano, 2001). De la même façon, tout au long de cette période, les flux sud-américains vers divers destins montrent une claire tendance à la féminisation. En effet, si on parle du cas européen, on peut noter que la population immigrante d'origine latino-américaine était composée majoritairement de femmes : 70,6 % en Italie, 64,1 % en Suisse, 57,6 % en Espagne (IOM, 2004 ; Martinez Buján, 2003 ; Riaño, 2006). Et ce pattern est également observable au Canada, où la présence d'immigrantes d'origine latino-américaine représente 54,3 %.

Néanmoins, cette reconnaissance de la féminisation des flux, généralement associée aux contextes d'insécurité politique et économique ainsi qu'aux déséquilibres économiques internationaux, a été toutefois limitée dans sa façon de construire et d'interpréter le phénomène migratoire féminin, en provoquant un déficit structurel qui se trouve actuellement – comme Belén Agrela (2006) le précise –, dans un état de transition, puisqu'on est passé de la négation de la présence des femmes latino et sud-américaines à une hypervisualisation ou à un antagonisme sonore, fait qui se manifeste dans les nombreux discours et pratiques institutionnels ainsi que dans les programmes et les politiques des pays d'accueil, et qui, dans plusieurs cas, s'est installé à l'abri d'un circuit institutionnalisé résiduel et biaisé de victimisation (Oso-Casas, 2002 ; Riaño 2003, 2005 et 2007 ; Rojas Viger, 2006) qui encourage certaines tendances à proposer des stratégies qui peuvent rappeler l'intervention coloniale héritée (Agrela, 2006 ; Hernandez, 2003).

Ainsi, bien que ces dernières années, le niveau de participation des femmes sud-américaines aux migrations internationales est plus élevé que jamais, il a fallu aussi reconnaître les changements dans la nature de cette participation. Contrairement à la perspective qui considère les femmes migrantes comme les compagnes passives des hommes dans les processus migratoires, les recherches actuelles, basées sur différentes approches intégrées, démontrent que de plus en plus les femmes sont des actrices clés dans les processus migratoires. Plusieurs femmes sont activement engagées dans la décision et la motivation – de la famille ou d’elles-mêmes – d’émigrer/immigrer dans un autre contexte. À titre d’exemple, dans une étude sur les raisons et les formes de la migration féminine, Schotte et Treibel (1997) démontrent que les femmes qui émigrent de la région latino-américaine sont engagées dans la migration forcée, mais aussi dans la migration volontaire. Elles font partie de la migration interne, transnationale et transcontinentale et elles sont également engagées dans la migration temporaire et permanente, dans la migration légale et illégale. Elles migrent pour la nécessité existentielle d’assurer leur survie et/ou celle de leur famille, à la recherche d’un nouveau lieu d’appartenance, d’aventure ou à cause de désirs de changement, pour leurs études, pour la recherche de travail dans un domaine particulier ainsi qu’à cause de la violence faite à leur égard – qui est entraînée par l’appartenance à un groupe particulier, politique, religieux, ethnique –, ou à cause de leur préférence sexuelle qui sont en opposition aux règles spécifiques conçues dans leur société ou leur famille. De la même manière, Hernandez (2003) trouve également que la migration des femmes latino-américaines peut être associée à la recherche de travail, au regroupement familial, à la forte présence des réseaux sociaux dans les processus migratoires, à des raisons intellectuelles, à la recherche d’un refuge ou d’un asile, aux images promues par la mondialisation, à la recherche de nouvelles expériences, d’autres cultures ou d’espaces de coexistence, entre autres, fait qui provoque sa diversité et sa complexité.

Ainsi, la reconnaissance de la présence des femmes dans les flux migratoires sud-américains a constitué un important pas en avant, tant dans les agendas politiques des États d’accueil que d’origine ainsi que dans les milieux universitaires, car il a fallu reconnaître que toutes les immigrantes sud-américaines ne vivent pas les mêmes

expériences. Celles-ci dépendent du contexte, du positionnement dans les divers systèmes de hiérarchisation sociale pour accéder aux ressources et de la capacité à mobiliser ou non les différents types de ressources acquises selon l'expérience et le contexte.

Dans ce sens, il est à noter qu'au cours des quarante dernières années, la lecture des processus structuraux de modernisation et de crise des États et des sociétés sud-américaines, la présence de diverses pratiques basées sur les constructions sociales d'inégalité et sur hiérarchisation sociale ainsi que l'impact des discours politiques et universitaires qui font l'éloge de la mixité et de l'égalité, en insistant sur les relations raciales harmonieuses, mais qui se butent aux pratiques quotidiennes d'inégalité dans l'accès aux ressources dans les divers pays de la région, ont contribué à la construction des imaginaires entourant les processus migratoires.

Comme le souligne Anderson (2001), dans la mesure où l'existence du processus de construction symbolique du concept de race-ethnicité s'ancre dans les idéologies qui accompagnent l'histoire des rapports et des relations sociales interethniques (Mignolo, 1997) à l'intérieur des sociétés sud-américaines⁵, la valorisation de l'individu se fait par la présence des pratiques de ségrégation et de délimitation des frontières « nous-eux » dans les diverses sphères de la vie publique comme le marché du travail. Dans cette perspective, bien que l'éducation sert à promouvoir l'« emblanquecimiento » (blanchissement) de la population (Nobles, 2000), car la professionnalisation et la technicisation des membres des divers groupes ethno-raciaux sont plus ouvertes, l'existence des pratiques institutionnelles, sociales et d'État reste comme un marqueur des différences. Ces pratiques entraînent que certains groupes restent très désavantagés, notamment les femmes appartenant aux groupes fortement appauvris par des critères racialisants et discriminatoires. Par contre, ces pratiques se reflètent de façon inverse

⁵ Produit de l'immigration et de l'expérience coloniale sur le continent, il est possible de constater aujourd'hui, dans la plupart des pays du territoire sud-américain, un grand métissage ethnique et culturel. Cependant, l'expérience du métissage, à partir des invasions espagnole et portugaise durant la période coloniale et plus tard lors de l'arrivée des diverses vagues migratoires dans des pays comme l'Argentine, l'Uruguay et le Brésil, a laissé sur le sous-continent d'énormes traces qui se sont maintenues jusqu'à aujourd'hui (Mignolo, 1997).

pour les groupes les plus privilégiés, par exemple, pour les hommes des « élites blanches ». À ce sujet, on peut noter qu'il existe une nouvelle conceptualisation qui permet d'inclure le développement des constructions de l'identité et des processus complexes d'appartenance, différents de ceux qui sont habituellement étudiés. Par exemple, Silva (1994) a identifié, dans son étude sur le Brésil, l'existence d'une forte corrélation entre la condition socioéconomique des personnes voulant émigrer du pays et la perception qu'elles ont de la couleur de leur peau et leurs attentes de succès, tant dans le domaine éducationnel que sur le marché de travail. Cependant, il reste encore un énorme terrain à explorer sur les processus de hiérarchisation sociale dans les sociétés d'origine et la position sociale des femmes immigrantes dans le marché international du travail.

Après un bref survol, on constate que dans la dernière décennie, la manière d'appréhender la mobilité des femmes latino-américaines et sud-américaines s'est considérablement renouvelée, grâce aux récents travaux, qui soulignent, non seulement que la mobilité féminine est devenue une caractéristique clé des sociétés modernes interconnectées, mais aussi parce que cette mobilité relève également la dimension sexuée et ethnique des pratiques institutionnelles dans les pays de réception et dans ceux d'origine (Cobo, 2004 ; Hernandez, 2003 ; Riaño, 2006). Cette construction est sans aucun doute le produit des divers efforts académiques visant une meilleure compréhension des situations des femmes latino-américaines et sud-américaines dans les divers contextes postmigratoires.

Une des plus grandes richesses des nouvelles perspectives d'interprétation est l'analyse des positions des femmes immigrantes sud-américaines, en tant qu'elles sont influencées et qu'elles déterminent leur expérience et leur capacité d'agentivité selon les contextes de réception et d'origine (Hernandez, 2003 ; Riaño, 2005 et 2007 ; Oso-Casas, 2002). Dans ce sens, il est à noter que, si pour de nombreuses immigrantes, les conditions structurelles dans leurs pays d'origine constituent la marque du début des parcours migratoires forcés à travers des migrations définitives ou à travers des processus circulatoires d'aller-retour plus ou moins connus, pour d'autres, le processus

de mobilité se situe à l'avant-garde des changements, et leurs histoires illustrent l'accès et l'usage des ressources matérielles, culturelles et symboliques pour réaliser et atteindre des objectifs et des projets qu'elles-mêmes ont construits dans leurs sociétés d'origine et d'accueil.

Les données actuelles de la région montrent que les migrantes latino-américaines sont présentes aux deux extrémités de l'échelle migratoire, c'est-à-dire à la fois parmi les personnes hautement qualifiées et parmi les personnes les moins qualifiées ((Villa y Martinez, 2001). Par conséquent, il pourrait être erroné d'affirmer que toutes les femmes Latines proviennent de milieux socioéconomiques pauvres, qu'elles migrent pour des raisons de survie, qu'elles se retrouvent placées dans les emplois les moins souhaitables, qu'elles sont exploitées et qu'elles ne vivent que pour couvrir les besoins de leur famille (Hernandez, 2003; Rojas-Viger, 2006). De plus, l'idée présumée de l'homogénéité des « femmes migrantes latinas » est encore plus dangereuse si on associe le niveau de qualification à l'ethnicité et à l'origine socio-économique ou de classe.

Une des caractéristiques de la migration sud-américaine est qu'elle présente un niveau éducatif plus élevé que la moyenne totale de celui de l'Amérique Latine (Pellegrino, 2000 et 2005). Toutefois, elle a été insuffisamment abordée. D'un côté, l'étude de cette migration, s'est centrée sur l'analyse de l'impact macrosocial dans les contextes de départ et d'arrivée (Barrere, Luchilo et Raffo, 2004; Martinez-Pizarro, 2006 ; Pellegrino, 2005). Ainsi, on constate que la migration qualifiée sud-américaine est constituée en majorité par des spécialistes dans les domaines de la technologie de l'information, du génie, de la gestion financière et de la santé qui ont quitté et continuent à quitter leur pays de façon durable, attirés par des occasions plus intéressantes de travail et de vie. Pourtant, ces migrants, considérés au masculin dans la plupart d'études, ne sont pas comptabilisés dans la recherche comme des sujets actifs qui établissent leurs expériences migratoires dans les contextes micro et méso-sociaux. La recherche a négligé ainsi l'analyse de la richesse qui accompagne les stratégies novatrices de reproduction et de développement de la migration qualifiée d'origine sud-américaine.

D'autre côté, la documentation scientifique, tant dans les sociétés d'accueil⁶ que dans la région de départ, a marginalisé la thématique des femmes sud-américaines qualifiées en tant qu'actrices sociales dynamiques des processus migratoires récents. Toutefois, il faut remarquer que, cette invisibilité de la migration féminine qualifiée sud-américaine, produit du caractère limité, dispersé et confus des travaux existants et de la vision androcentrique de l'analyse de la migration qualifiée, a été questionnée dans divers contextes, à cause d'importants efforts de chercheurs-chercheuses indépendant(e)s ou qui font partie des divers réseaux de recherche dans divers pays et qui commencent à aborder cette thématique à partir de l'analyse de mariages mixtes (Riaño, 2003 et 2005) et déqualification en Suisse (Riaño, 2007 et 2008; Speranza, 2002) et en Allemagne (Diconca et De Souza, 2001 ; Hernandez, 2003), ou de l'économie ethnique en Espagne (Oso et Villares, 2005) parmi d'autres.

Il est également à noter que, même si le phénomène de la migration qualifiée a été peu étudié dans la région sud-américaine, le groupe de femmes universitaires migrantes travaillant dans des emplois bien rémunérés et de bonne qualité dans la même région, n'est pas négligeable. À titre d'exemple, il est possible constater que selon les données traitées par le projet IMILA-CELADE⁷, 46,6 % de la population immigrée au Chili –

⁶ Une explication de cette invisibilité serait le type d'approches qu'on a longtemps appliqué aux « *skilled migrations* ». Fondées sur la théorie du capital humain, ces approches ont mis de l'avant l'idée selon laquelle les migrants hautement qualifiés se déplaceraient sur le marché pour maximiser l'investissement dans leur formation (Martinez Pizarro, 2004 ; Pellegrino, 2005 ; Salt 1988). Ces analyses, aveugles à une perspective de genre, montrent tout d'abord comment le système d'éducation sud-américain a longtemps privilégié l'enseignement supérieur – ainsi la population universitaire est passée de 260 mille étudiants en 1950 à environ 9 million en 2000 – (Barrere, Luchilo et Raffo, 2004). Cependant, cette expansion n'a pas été accompagnée de la création de travaux exigeant des qualifications correspondantes et, par conséquent, il y a eu une augmentation marquée du sous-emploi. Ensuite, la migration qualifiée des pays sud-américains est relativement petite, particulièrement en comparaison avec celle des pays asiatiques et l'émigration mexicaine aux États-Unis. Finalement, la science et la technologie tendent à être marginales ou absentes des ordres du jour des gouvernements de la région, fait qui empêche l'obtention et l'analyse de bases de données statistiquement fiables (Martinez, 2001). Ainsi, en se concentrant sur la description des principales tendances, sur leurs volumes et leurs caractéristiques ainsi que sur une brève description du développement scientifique et technologique des principaux pays sud-américains, Pellegrino (2002) propose encore de placer ce phénomène dans le contexte des tendances migratrices dus à une combinaison de facteurs d'attraction et d'expulsion.

⁷ Base de données sur la recherche de la migration internationale en Amérique Latine. Centre latino-américain de démographie (Investigación de la Migración Internacional en Latinoamérica - Centro Latinoamericano de Demografía).

née dans d'autres pays de la région – et qui est présentement active, travaille dans des secteurs requérant de bons niveaux de qualification en tant que professionnels ou que gestionnaires. Dans le cas du Brésil, cette proportion est de 44,9 %, et dans le cas du Pérou, de 42 %. Malheureusement, le tableau de ces renseignements n'affiche pas les données désagrégées par sexe. Toutefois, par les indicateurs montrant les taux de participation féminine dans les domaines des études et de l'emploi ainsi que par la croissance de l'économie dans ces pays – et plus spécifiquement des entreprises et des unités de production –, il est prévu que la proportion de spécialistes et de travailleurs qualifiés est en train d'inclure de plus en plus la présence féminine issue de la région sud-américaine.

Finalement, il faut remarquer qu'en faisant un bref survol des études sur l'immigration féminine qualifiée et sur l'immigration latino-américaine au Canada et au Québec, notamment à Montréal, nous avons trouvé un nombre très réduit de recherches constatant la présence de femmes sud-américaines qualifiées. L'invisibilité de cette immigration vers le Canada, et particulièrement vers le Québec, peut aussi être constatée dans la façon dont les niveaux éducatifs n'ont pas été considérés à leur juste valeur dans les politiques d'immigration canadienne comme dans les recherches, probablement à cause des statuts d'entrée de ces immigrantes (Rojas-Viger, 2006).

Deux facteurs explicatifs pourraient être associés à cette invisibilité. Premièrement, bien que la migration de l'Amérique du Sud vers le Canada dans les deux décennies précédentes ait été directement liée aux crises politiques, sociales et économiques (Lamotte, 1991; Burgueño, 2004) et que nous pouvons constater que les femmes sont entrées dans la plupart des cas comme immigrantes de réunification familiale (Rojas-Viger, 2006), ou comme « personnes à charge de la catégorie travailleurs qualifiés » (en considérant que les requérants principaux sont majoritairement des hommes), cela ne trahit certainement pas un faible niveau de formation professionnelle, mais plutôt l'invisibilité du caractère qualifié des immigrantes. De ce fait, la composante féminine de la population sud-américaine qualifiée, avec de plus hauts niveaux éducatifs que ceux de la population latino-américaine en général, a été et continue à être dépeinte par

les médias, les différents programmes gouvernementaux et les chercheurs et chercheuses comme une population homogène, sans que les statuts d'entrée ni les niveaux réels de qualification des nouvelles arrivantes soient considérés (Rojas-Viger et Dedobbeleer 1996; Guanipa-Ho 1991; Rojas Benavente 1989; Avilés 1988). Deuxièmement, comme confirme Rojas-Viger (2006), il est possible constater que, dans plusieurs recherches au Québec, les femmes latino-américaines sont représentées comme faiblement scolarisées, dociles, dépendantes de leur mari, ayant des enfants en bas âge et exposées à subir de la violence familiale.

C'est donc à travers la mise en scène de cette invisibilité que nous voudrions contribuer à la compréhension de la migration féminine qualifiée d'origine sud-américaine au Canada.

1.3. Les immigrantes qualifiées et leur intégration socio-économique au Canada

Au cours des dernières années, conformément à la préférence exprimée dans la politique migratoire canadienne, la migration économique, notamment celle des travailleurs qualifiés⁸, a connu une croissance ininterrompue, en supposant qu'elle doit amplement accomplir les objectifs démographiques et économiques du pays (CIC, 1998 ; Hiebert, 2004). En effet, aux termes de la politique canadienne, l'immigration de la catégorie économique doit, d'un côté, permettre de résister aux effets du faible taux de natalité et du vieillissement de la population et, d'autre côté, accorder aux entreprises canadiennes l'accès au bassin de travailleurs qualifiés dont elles ont besoin pour poursuivre leur croissance et prospérer au XXI^e siècle (CIC, 2006).

Or, la question de l'intégration socioéconomique des immigrants, qui en majorité entrent dans la catégorie des « travailleurs qualifiés » - puisqu'on suppose que les immigrants les plus instruits auront plus de facilité à s'intégrer à l'économie locale -,

⁸ Selon l'Organisation de coopération et de développement économique (1995), la catégorie d'immigration « travailleurs qualifiés » inclut les spécialistes qualifiés, les cadres professionnels indépendants, les techniciens spécialisés, les investisseurs, les personnes d'affaires et les ouvriers spécialisés (SOPEMI, 1997 ; OCDE, 1995).

fait partie de plusieurs débats contemporains au Canada. De ce fait, responsables des politiques, critiques en matière d'immigration et intellectuels adoptent un langage conceptuel semblable pour exprimer leurs points de vue au sujet des moyens souhaitables par lesquels les nouveaux arrivants devraient devenir membres de la société canadienne d'accueil (Li, 2003).

Parmi la vaste quantité de travaux qui analysent l'intégration socioéconomique des immigrants qualifiés au Canada, on constate que plusieurs soulignent la variété des expériences migratoires concernant les particularités et les pratiques d'établissement et d'intégration à la société canadienne d'accueil des divers groupes nationaux ou ethniques, des diverses cohortes d'arrivée ou des groupes d'âge, et plus récemment, la dimension sexuée des flux migratoires des dernières années. Il est possible également de constater que, dans une grande partie des études des dernières années, l'approche économique qui considère l'individu comme un être rationnel possédant suffisamment d'informations pour faire le choix le plus adéquat selon les conditions économiques de la zone de départ et de la zone d'arrivée est en questionnement (Potter, 1999). Cependant, bien que le concept d'intégration soit largement utilisé dans les études portant sur les immigrants, la complexité et l'ampleur du concept rendent difficile la tâche de le définir. En effet, les éléments déterminants dans le processus d'intégration des immigrants sont divers, puisqu'ils renvoient aux conditions du contexte global et de la société d'accueil ainsi qu'à l'inégalité des rapports entre le groupe majoritaire et le ou les différents groupes minoritaires dans le contexte de l'accueil.

1.3.1. L'ambiguïté du concept d'intégration socioéconomique

Rapportant les idées de De Rudder (1995), Fortin (2000) souligne avec pertinence que le concept d'intégration en général recèle une ambiguïté conceptuelle, car il fait référence à un processus non linéaire et multidimensionnel ainsi qu'à un état de « cohésion » comme état d'être. Pour d'autres auteurs, cette ambiguïté conceptuelle serait triple. Par exemple, Schnapper (1994) soutient que l'intégration se réfère à un processus et à un état d'être, mais le terme désigne également autant l'intégration de la société que

l'intégration à la société. L'intégration des immigrants n'est donc pas une responsabilité à sens unique. Elle implique une participation des immigrants et de la société d'accueil à tous les processus et les espaces à travers lesquels les immigrants négocient leur participation (Reitz et Breton, 1994). En fait, comme le précise Piché (2004), l'intégration impliquerait la possibilité pour les immigrants et les divers groupes de participer pleinement à tous les aspects de la société, que ce soit aux niveaux social, économique ou politique.

L'intégration est donc un processus complexe et multidimensionnel qui évolue dans le temps et qui s'inscrit dans une dynamique relationnelle en partie déterminée par les différents niveaux contextuels (global, nationaux et locaux) et leur imbrication (Alonso, 1998; Bonneau et Tremblay 1993; Fortin, 2000; Schnapper, 1994); mais aussi au vécu quotidien des acteurs concernés : les immigrant(e)s et les citoyen(ne)s de la société d'accueil (Li, 2004) dans les différentes sphères (économique, sociale, culturelle et politique). Toutefois, il est possible constater dans la réalité, que les aspects relationnel et multidimensionnel ainsi que l'importance du contexte d'accueil sont souvent occultés plaçant l'entière responsabilité de l'intégration sur les immigrant(e)s.

Il est à noter qu'il semble y avoir un accord général chez les chercheurs sur l'importance primordiale de la participation à la sphère économique pour l'intégration : sans accès au marché du travail, les immigrants deviennent marginalisées à tous les niveaux de la société (Abella, 1984 ; Abbott, 1989 ; Billingsley et Muszynski, 1985; Boyd 1992; Henry et Ginzberg, 1985; Li, 2004; Reitz, 2002). En termes généraux, le processus d'intégration socioéconomique peut être défini comme une stratégie de survie que les personnes immigrantes utilisent dans le but de sortir de l'exclusion sociale, mais il peut aussi être défini comme un processus de négociation identitaire (Camilleri, 1989), selon la position sociale des individus. Ainsi, le concept d'intégration socioéconomique implique beaucoup plus que la simple satisfaction des besoins de base: il se rapporte également aux expériences quotidiennes vécues par les immigrants dans leurs interactions à court et à long terme avec la société d'accueil, dans l'espoir de développer un sentiment d'appartenance (Taboada Leonetti, 1989) et d'exercer la

citoyenneté (Li, 2004; Reitz, 2002). Or, l'intégration socioéconomique a un caractère multidimensionnel qui se manifeste dans divers champs et non seulement dans la sphère économique. Dans ce sens, De Rudder (1995) affirme que si bien la spécification de champs délimités pour la compréhension de l'intégration a l'avantage de faire prendre conscience de la pluralité des processus dans les diverses sphères, elle a aussi le désavantage d'isoler les différentes sphères sociales qui en font partie, alors que dans la réalité, elles s'avèrent intimement interreliées.

Un rapide examen de la documentation scientifique traitant de l'intégration et de la marginalisation socioéconomiques des immigrantes qualifiées au Canada permet de mettre en évidence trois façons d'aborder le problème : il est possible de trouver des études qui montrent tangiblement la présence des femmes ou qui s'appuient sur une vision familiste⁹ et sexiste du monde du travail, et d'autres qui rendent visible la présence féminine, en adoptant une ou plusieurs approches intégrées, utilisant dans plusieurs cas l'hypervisualisation des iniquités et des discriminations dans le contexte postmigratoire. Enfin, il est possible de trouver une perspective qui prend en considération l'analyse du contexte ainsi qu'une conception des immigrantes comme actrices économiques et sociales à part entière qui développent leur agentivité.

La première approche, employée surtout dans les études quantitatives, met l'accent sur les caractéristiques individuelles du capital humain comme déterminants majeurs d'une intégration réussie. Les auteurs qui se penchent sur cette approche (Aydemir et Skuterud, 2004 ; Ferrer *et al.*, 2004 ; Ferrer et Riddell, 2008 ; Frénette et Morissette, 2005 ; Galarneau et Morissette, 2004 et 2008 ; Green et Worswick, 2003 et 2004 ; Hawthorne, 2006 ; Hum et Simpson, 2004 ; Picot et Sweetman, 2005 ; Picot *et al.*, 2007 ; Wilkinson *et al.*, 2006) mettent en évidence les difficultés que confrontent les immigrants en général dans les processus d'intégration socioéconomique ces dernières années. Toutefois, il faut noter que la plupart de ces travaux partent de l'idée que les immigrants devraient, à un certain moment donné, atteindre pour leurs services le même

⁹ Cette perspective utilise l'analyse des stratégies et obligations familiales en assumant une division traditionnelle de rôles à l'intérieur de l'unité familiale.

niveau de rémunération que les Canadiens nés au pays. De plus, ces études expliquent une partie des écarts par l'influence de variables telles que le diplôme étranger, l'expérience professionnelle, la profession ou le secteur d'activité, et considèrent à peine l'entrecroisement des diverses différences comme le genre, l'origine nationale ou l'appartenance à un groupe racial-ethnique comme facteurs expliquant l'exclusion socioéconomique.

En analysant cette vision d'intégration réussie des immigrants – de la catégorie « économique », notamment –, nous trouvons que deux omissions principales caractérisent la documentation sur la présence féminine. Premièrement, les conceptualisations unidimensionnelles du processus d'intégration économique engendrent une problématique dominante qui constate la précarité des conditions d'intégration socioéconomique des immigrantes (Abu-Laban *et al.*, 1999 ; Basran et Zong, 1998 ; Geddie, 2002 ; Hegale et Layon, 2002), mais qui ne rend pas compte des diverses dimensions des processus différenciés selon les différentes caractéristiques sociodémographiques, socioculturelles et individuelles des femmes immigrantes. Deuxièmement, la plupart de ces études font confiance aux indicateurs objectifs, mais elles excluent les indicateurs subjectifs du succès des immigrantes, tenant pour acquis que les femmes comptent presque toujours un moindre niveau de capital humain (CIC, 2005).

Le deuxième courant se penche plutôt sur l'analyse des conditions sociales dans le contexte d'intégration (Leung, 2000 ; Li, 2000 et 2001 ; Potter, 1999 ; Reitz, 2000). Les auteurs remarquent l'importance des divers facteurs de différenciation socioculturelle chez divers groupes et les contraintes que pose le marché canadien du travail et d'autres institutions de la société d'accueil. Cette approche veut que la discrimination sexuelle et raciale constitue les facteurs déterminants des différences quant au degré d'intégration (Vatz-Laaroussi et Rachedi, 2002 ; Lauzon, 2001 ; Condition féminine Canada, 1998), tentant d'expliquer, entre autres, comment les institutions de la société d'accueil canadienne favorisent ou non l'accès des immigrantes à la sphère du travail.

Il est à noter que la plupart des travaux qui se situent dans cette perspective rendent visible, constatent, décrivent, expliquent ou dénoncent la précarité des conditions socioéconomiques des femmes immigrantes en général et de certains groupes en particulier, en développant l'analyse de la déqualification (Chicha, 2009 ; McGuinness, 2006 ; Boyd, 2006 ; Beauchesne, 2002), de la double ou de la triple discrimination (Battu et Sloane, 2002 ; Cardu et Sanschangrin, 2002 ; Pierre, 2006). Cependant, comme le précise Kofman (2005), les analyses basées sur ce type d'approches tendent à marginaliser la thématique des immigrantes qualifiées en tant qu'actrices dynamiques et elles s'occupent prioritairement de l'étude des difficultés qui contribuent à la précarité de leur situation sur le marché du travail canadien.

Enfin, la troisième approche dont nous parlons soutient qu'il faut prendre en considération le rôle de l'agentivité féminine pour briser le déterminisme économique et prendre en compte les différentes motivations qui incitent les femmes à intervenir dans les circuits alternatifs de la migration internationale qualifiée et à participer d'une certaine manière au marché du travail des sociétés d'accueil (Kofman, 2004 ; Nedelcu, 2005b). Cette approche émerge de l'influence des principaux débats liés à la manière de concevoir la réalité des femmes immigrantes provenant des « pays du Sud » et dont le parcours migratoire vise à parvenir à une plus grande autonomie ou à la définition de stratégies à long terme. Dans cette perspective, les chercheuses soulèvent la nécessité de réinventer un nouveau sujet du féminisme, pour apporter une nouvelle vision complète des expériences, des positions sociales et des intérêts des différents groupes qui se sont rendus visibles à partir de la reconnaissance de la diversité.

Toutefois, il faut reconnaître que, bien que l'influence du développement des diverses sources de la pensée féministe multiraciale, postcoloniale et poststructurelle des deux dernières décennies (Mohanty, 1991; Shoat, 1997; Anthias, 1998, 2000 et 2006) ont contribué beaucoup à la façon de comprendre les diverses problématiques des « femmes du Sud », il semble que jusqu'à aujourd'hui, plus d'efforts ont été investis dans la conceptualisation théorique que dans la constitution d'une base empirique pour alimenter le débat sur les processus d'intégration socioéconomique des immigrantes

qualifiées. Ce qui reste clair dans cette discussion est que la compréhension des processus d'immigration et d'intégration des immigrantes qualifiées au marché de l'emploi dépend de l'interaction entre les facteurs structureaux, tels que les effets de la politique d'immigration des pays récepteurs, les contraintes du marché et de la société d'accueil ainsi que les différentes structures hiérarchiques (de genre, de race-ethnicité et de classe), qui déterminent, d'un côté, la complexité des inégalités aux niveaux macro, méso y microsociaux sur le marché du travail, et d'un autre côté, l'accès aux ressources et aux capacités dont disposent les immigrantes pour effectuer des choix qui permettent de refléter leur agentivité.

L'attention portée sur les effets de la classe, de l'appartenance ethnique et du genre dans une bonne partie des études qui partent de cette approche (Man, 2004 ; Nedelcu, 2005b ; Preston et Giles, 2004 ; Salaff et Greve, 2003 ; Walgenbach, 2006) suggère qu'il s'agit de construire une perspective particulièrement appropriée à la compréhension de la position des immigrantes qualifiées sur le marché du travail des sociétés d'accueil.

1.3.2. Les immigrantes de la catégorie économique des « travailleurs qualifiés » et leur participation au marché du travail

Le contexte canadien

Selon la politique migratoire canadienne, dans une économie en évolution, dynamique et basée sur le savoir (Dubé et Mercure, 1997 ; Godin, 2005 ; Hiebert, 2004 ; Simard, 2000), l'accent mis sur la sélection d'immigrants de la catégorie économique s'est déplacé d'un modèle fondé sur le métier ou sur la profession vers un modèle dans lequel le travailleur sélectionné¹⁰ est celui qui possède des compétences flexibles et

¹⁰ Lorsqu'on s'attarde sur la plus récente grille de choix et d'évaluation pour la sélection des immigrants, on remarque qu'à partir de 2006, le seuil d'acceptation étant de 70 %, 46 points sur 100 sont accordés à tout ce qui entoure la scolarité et la situation professionnelle, et 44 points à tout ce qui peut permettre une meilleure adaptabilité (âge, connaissance des langues et qualités personnelles). De plus, dans le site du CIC (Citoyenneté et immigration Canada), le demandeur peut maintenant lui-même, avant de faire sa demande officielle, effectuer une première évaluation de son profil, afin de voir s'il obtient la note de passage, en d'autres termes, considérer s'il représente un potentiel intéressant pour le Canada en tant qu'immigrant de la catégorie des « travailleurs qualifiés ». Il faut noter également que dans certains

transférables au marché du travail canadien (Peter, 2003 ; Hawthorne, 2006 ; Hiebert, 2006).

À l'heure actuelle, parmi les pays de l'OCDE, le Canada est le pays qui, après l'Australie, reçoit, par rapport à sa population totale, le plus d'immigrants de la catégorie des « travailleurs qualifiés »¹¹. En effet, si on analyse brièvement les données disponibles sur l'immigration des dernières années, on constate que l'entrée des immigrants admis en tant que « travailleurs qualifiés » dans la catégorie « économique » s'est maintenue comme la source la plus importante d'immigration au Canada. Et, même si tout au long des années, ce pourcentage a diminué en termes relatifs¹², on peut confirmer que les travailleurs qualifiés en 2007 forment encore la majorité : 41,3 % (soit 97, 857) sur un total de 236, 758 immigrants (CIC, 2008).

Les trois caractéristiques principales du flux migratoire actuel sont : le niveau élevé de qualification, une importante tendance à la féminisation et des origines nationales plus diversifiées. D'abord, d'après le recensement de 2006, on observe que, concernant le niveau d'études, chez les nouveaux arrivants entre 2001 et 2006, environ 58 % des hommes et 49 % des femmes avaient déjà une formation du niveau « baccalauréat, maîtrise ou doctorat ». Il faut préciser aussi que, pendant la même période, 19 % des hommes et 23 % des femmes canadiennes comptaient sur un baccalauréat. De même, la répartition hommes-femmes est égale et, dans quelques cas, elle a tendance à être de plus en plus féminine. En effet, en 2007, 54 % de la population qui provenait d'Asie était composée de femmes, et 52 % de la population venant des Amériques était

pays comme ceux d'Amérique du Sud, les demandeurs doivent, en plus de faire leur demande d'admission, passer une entrevue pour témoigner de leur savoir-faire, de leurs expériences professionnelles et universitaires, et de leurs qualités et compétences ; ils doivent aussi passer des examens pour démontrer leur connaissance de la langue.

¹¹ Selon Miller (2006), en 2005, l'Australie comptait le pourcentage le plus élevé au monde d'habitants nés à l'étranger (24,6 % de la population et plus de 240 nationalités), suivie par le Canada (19,2 %) et les États-Unis (11,7 %).

¹² Dans les dernières années, il y a eu une augmentation importante des travailleurs admis sous statut temporaire, en dépit des immigrants admis en tant que « travailleurs qualifiés » de la catégorie « économique ». Ainsi, en 2000, 52,1 % des immigrants étaient des « travailleurs qualifiés » de la catégorie « économique ».

également féminine. Il est aussi à noter que, par rapport à 1991, les immigrants récents, en 2006, étaient en moyenne plus âgés, plus susceptibles de ne pas avoir l'anglais ou le français comme langue maternelle, et de même, ils étaient plus susceptibles d'être membres d'une « minorité visible ».

Concernant les caractéristiques des immigrantes récentes faisant partie de la catégorie économique d'immigration, on évalue que dans la période 2003-2007, les femmes représentaient 10,7 % des requérants principaux (soit 66 897) dans la catégorie « travailleurs qualifiés » contre 24,6 % des hommes. Elles formaient, par contre, la majorité dans la catégorie « travailleurs qualifiés – personnes à charge » (192 016), soit 30,8 % de la catégorie « économique ». Toutefois, il faut remarquer que, même si la plupart des immigrantes de cette catégorie sont entrées au Canada en tant que personnes à charge des requérants principaux (majoritairement des hommes) – ou dans un contexte de regroupement familial de résidents déjà établis –, cela ne correspond certainement pas à un faible niveau de formation ou de ressources culturelles. Il y a même certains groupes dans lesquels les femmes sont plus qualifiées que leurs homologues masculins. À titre d'exemple, on remarque que, parmi les femmes arrivantes en 2007, 62,5 % ont déclaré avoir plus de 14 années de scolarité. De plus, on constate que chez les immigrants de la catégorie économique « travailleurs qualifiés », le nombre de femmes ayant des niveaux de scolarité élevés et une grande diversité d'origines nationales s'est accru considérablement ces dernières années (CIC, 2008; Galarneau et Morissette, 2008; Picot *et al.*, 2007; Reitz, 2007).

Il faut également préciser que la tendance des immigrantes à avoir un niveau élevé de scolarité s'est maintenue vers le haut. À partir des données du recensement canadien et de Citoyenneté et immigration Canada (CIC), nous pouvons constater que parmi les femmes qui se sont établies au Canada dans les années 1990, presque la moitié (46,9 %) avaient une éducation universitaire, comparativement à 35 % des immigrantes dans la décennie précédente. Par ailleurs, comme plusieurs de ces femmes sont arrivées lorsqu'elles étaient enfants et qu'elles ont eu la majeure partie de leur éducation au Canada, elles ont eu plus d'occasions d'entreprendre des études techniques ou

universitaires. Ainsi, chez les femmes qui sont arrivées avant 1961, 41,3 % avaient fait des études universitaires au moment du recensement.

En mentionnant l'importance de documenter les conditions de vie des immigrantes ayant fait des études universitaires, puisqu'elles continuent à être admises en grand nombre au Canada et au Québec, Chard, Badets et Howatson-Leo (2000) ont calculé qu'entre 1991 et 1995, les immigrantes scolarisées ayant un baccalauréat ou un diplôme professionnel étaient quatre fois plus susceptibles d'être au chômage que les femmes nées au Canada et possédant une scolarité semblable (17 % comparés à 4 %), et qu'entre 1986 et 1996, le taux de chômage des immigrantes avait presque doublé, passant de 10 % à 19 %. Par contre, le taux de chômage des femmes nées au Canada n'avait augmenté que très légèrement au cours de la dernière décennie, soit de 8 % en 1986, à 9 % en 1996. De plus, ces auteures précisent que : « Parmi celles, âgées de 25 à 44 ans, 39 % avaient fait au moins certaines études universitaires [...], comparativement à 33 % des immigrantes qui sont arrivées au pays avant 1991 et à 28 % des femmes nées au Canada ».

On constate dans la plupart des études des dernières années, qui attirent l'attention sur l'importance de reconnaître la présence féminine à l'intérieur des flux migratoires qualifiés, que les difficultés et les contraintes que le marché du travail impose aux immigrantes ainsi que la précarité des conditions socioéconomiques des femmes immigrantes tendent à s'aggraver (Condition féminine Canada, 1998 ; Frenette and Morissette 2003 ; Pierre, 2005 ; Galarneau and Morissette 2008 ; Lauzon, 2001 ; Picot *et al.*, 2007 ; Statistique Canada, 2008 ; Vatz-Laaroussi et Rachedi, 2002). En effet, une bonne partie des travaux récents, se basant sur les statistiques de participation au marché de l'emploi, reflètent la contradiction existant entre les conditions d'arrivée des immigrantes et leurs parcours d'intégration au marché du travail canadien (Boyd, 2002 ; Chard, Badets et Howatson-Leo, 2000; Preston et Gilles, 2004 ; Man, 2004) et québécois (MICC, 2005 ; Myrlande, 2005 ; Cardu et Sanschagrín, 2005 ; Rojas-Viger, 2006).

Par ailleurs, les indicateurs démontrent que les immigrantes sont désavantagées par rapport à l'ensemble des femmes et aussi par rapport aux hommes immigrants : les revenus, les taux d'activité et d'emploi sont moindres, et le taux de chômage est plus élevé (Mongeau et Pinsonneault, 2007 ; Pierre, 2006). Dans ce sens, la situation est particulièrement difficile pour les immigrantes récentes, puisque des projections démontrent qu'elles devraient connaître un accroissement drastique de leurs revenus pour pouvoir espérer une convergence avec le revenu de la population native. D'une façon générale, Frenette et Morissette (2008), par exemple, expliquent cela par la détérioration des revenus relatifs que les immigrantes reçoivent lors de leur entrée sur le marché du travail canadien.

Tableau 01 : Ratio de revenus moyens selon le statut d'immigration et le sexe pour les personnes âgées de 15 ans et plus ayant travaillé à plein temps toute l'année, entre 2000 et 2005

ANNÉE	Nouvelles arrivantes	Immigrantes	Natives	Nouveaux arrivants	Immigrants	Natifs
2000	57,0 %	69,9 %	74,0 %	78,02 %	96,4 %	100,0 %
2005	54,0 %	68,0 %	73,7 %	73,1 %	91,4 %	100,0 %

Source : Statistique Canada, Recensement de 2006, 97-562-XCB2006008

Goldman et al. (2009), notent également que les immigrantes ont beaucoup plus de difficultés que les hommes immigrants à trouver un emploi correspondant à celui qu'elles avaient dans leur pays d'origine et que cela est durable. Leur analyse des données de l'enquête longitudinale sur les immigrants au Canada (ELIC) fait ressortir que six mois après leur arrivée, seulement 10% des femmes étaient employées dans une profession correspondant à leur emploi dans le contexte prémigratoire. En effet, si on vérifie les données de l'enquête canadienne, qui estime le nombre d'emplois des personnes immigrantes six mois après leur entrée au pays et qui permet de mettre en évidence l'adéquation entre l'emploi occupé par les immigrants avant leur entrée au

pays et celui occupé six mois après leur arrivée, montre que la situation des femmes immigrantes est préoccupante. Dans cette enquête, on constate qu'au cours des dernières années, les possibilités d'insertion à l'emploi selon les qualifications présentent une tendance négative (tableau 3). Les femmes immigrantes se concentrent dans les activités liées à la vente et aux services (37 %), elles travaillent dans le monde des affaires, la finance et l'administration (18 %), et dans les industries liées à la transformation et à la fabrication (18 %).

Tableau 02: Secteurs d'emploi des femmes immigrées dans leur pays d'origine et six mois après leur arrivée au Canada, 2001 (en %)

Secteur	Femmes immigrantes occupant ces emplois dans leur pays natal	Femmes immigrantes occupant ces emplois au Canada
Gestion	8,0	2,6
Affaires, finance et administration	25,3	17,9
Sciences naturelles et appliquées	16,8	6,8
Santé	10,0	4,2
Sciences sociales, éducation et Services gouvernementaux	17,6	6,2
Vente et services	12,1	37,3
Transformation et fabrication	4,4	17,9

Source : Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada, 2001

Il faut également noter que, bien que les différences des taux d'activité et d'emploi entre les femmes immigrantes et l'ensemble des femmes sont toutefois moins importantes que les différences observées entre les femmes et les hommes de la population immigrante; deux variables qui recoupent toutes ces différences sont la région d'origine et l'appartenance à une « minorité visible ». En effet, les immigrantes originaires des Philippines et de régions comme l'Asie du Sud et du Sud-Est qui ont un moindre taux de participation sur le marché du travail seraient, au cours des ans, les plus désavantagées, suivies par celles d'Amérique Centrale et du Sud ainsi que des Caraïbes.

Tableau 03 : Taux de participation féminine au marché du travail par appartenance à une minorité visible au Canada 1996, 2001 et 2006

Femmes appartenant à une « minorité visible »	1996	2001	2006
Philippine	87,6	83,5	75,3
Noire	74,4	82,4	67,3
Sud asiatique	78,1	64,7	60,5
Sud-est asiatique	74,3	64,0	63,8
Latino-américaine	76,4	69,0	65,0
Chinoise	76,2	61,2	57,8
Asie de l'Ouest	74,3	55,1	55,6
Arabe	60,8	47,5	51,9
Coréenne	77,5	54,4	49,0
Japonaise	66,4	61,4	56,0
Total Femmes des « minorités visibles »	77,9	65,6	62,0

Sources: Gender and Work Database, MIG CNS (2006) et Statistique Canada, 2006.

De cette manière, au cours de dernières années, plusieurs recherches au Canada ont démontré que malgré les niveaux plus hauts d'éducation des femmes immigrantes, la plupart d'elles, par le fait d'appartenir à une « minorité visible » et le fait de ne pas avoir le français ou l'anglais comme langue maternelle, éprouveraient considérablement le risque d'avoir un faible taux d'activité et de se trouver dans une profession à faible niveau de scolarité.

Alors, on peut retenir que, au cours des dernières années, le processus d'intégration au marché du travail des immigrantes démontrerait un « effet négatif à l'entrée ». Cet effet a représenté, dans plusieurs des cas, une forte rupture professionnelle (Hum et Simpson, 2002 ; Alba-Ramírez et Blázquez, 2003 ; Pierre, 2005), une lente progression à travers

les années de séjour, et dans d'autres cas, un processus de déqualification¹³ (Blain, 2006 ; Chicha, 2009 ; Conseil du Statut de la Femme, 2005). qui est plus marqué que celui vécu par les hommes immigrants.

Le tableau 4 nous donne un aperçu de comment le taux de déqualification s'est maintenu nettement plus élevé pour les femmes que pour les hommes quelle que ce soit la durée de séjour et qu'il a augmenté entre 1991 et 2006 pour toutes les cohortes et toutes les durées de séjour.

Tableau 04 : Taux de déqualification selon le sexe et la durée de séjour au Canada

Femmes immigrantes				Hommes immigrants			
Récentes		De longue date		Récents		De longue date	
1991	2006	1991	2006	1991	2006	1991	2006
36	40	24	29	22	28	12	21

Source : Galarneau et Morissette (2008)

Au plan international, les données de l'OCDE (2007) permettent de comparer la situation du Canada à celle d'autres pays et on note que le Canada se place très haute dans la liste, seulement après l'Espagne (tableau 5).

Pour analyser les processus de déqualification et d'intégration socioéconomique des immigrantes qualifiées, analysons d'abord les quatre principales approches¹⁴ explicatives présentes dans quelques enquêtes longitudinales¹⁵ et études qualitatives.

¹³ Le terme déqualification n'est pas utilisé par tous les auteurs : certains parlent de la surqualification ou le déclassement. Dans cette recherche nous employons le terme déqualification pour nous référer à la non correspondance entre le niveau du diplôme le plus élevé détenu par une immigrante et le fait de travailler dans une profession et/ou dans un emploi moyennement ou peu qualifiés.

¹⁴ L'analyse présentée ici correspond à une revue de la documentation générale sur l'intégration socioéconomique des immigrants, mais qui, la plupart du temps, ne considère pas nécessairement la perspective de genre.

¹⁵ Il y a une série d'enquêtes qui s'occupent de l'analyse de l'expérience des immigrants sur le marché du travail à intervalles fixes après leur arrivée. Dans ces études, la situation des nouveaux arrivants peut être comparée à celle des cohortes antérieures, dans un effort pour comprendre l'évolution de la dynamique d'intégration au marché de l'emploi. Par ailleurs, il existe également des études

Tableau 05 : Taux de déqualification selon le sexe dans divers pays de l'OCDE

Pays	Population née à l'étranger	
	Femmes	Hommes
Espagne	47,6	38,8
Canada	27,6	23,2
Italie	27,4	19,9
Belgique	24,6	19,4
Allemagne	23,6	17,9
Australie	21,6	17,4
Danemark	19,7	17,5
France	18,8	12,9
Royaume Uni	17,0	18,4
Pays Bas	16,6	16,9

Source : <http://www.ilo.org/public/french/bureau/stat/isco88>

En parcourant la documentation sur le sujet, nous trouvons une première approche qui se concentre sur le capital humain des immigrants, et dans laquelle il y a deux perspectives générales. Un ensemble de chercheurs met l'accent sur le fait qu'une proportion relativement faible d'immigrants admis au Canada a été évaluée par le biais du système de points, et que ce ratio a baissé à partir des années 1980. On suppose, dans cette perspective, que les femmes qui ont été admises à l'extérieur du système de points et qui sont venues principalement comme accompagnatrices, ne sont pas bien préparées pour le marché du travail canadien (Coulson et DeVoretz, 1993 ; Bloom *et al.*, 1995). Cependant, alors que cet écart a été important dans les années 1970, il s'est rétréci au fil du temps. Or, une variante de l'approche du capital humain ajoute une importante découverte : en réalité, les immigrantes en général, c'est-à-dire de toutes les classes, sont plus instruites que la population née au Canada.

À titre d'exemple, Galarneau et Morissette (2008) montrent qu'au cours de la période 1991-2006, la proportion d'immigrantes possédant un degré universitaire et travaillant dans des postes en dessous de leurs qualifications (comme vendeuses, caissières ou

transversales qui examinent la situation des immigrants qui sont à la base de données dans une année d'imposition.

ouvrières de manufacture) a augmenté. De même, chez les récentes immigrantes, la proportion de femmes travaillant dans des postes qui exigent de moindres qualifications que celles qu'elles détiennent a également varié entre 36 % et 44 % (et entre 22 % et 28 % chez les hommes). De plus, les augmentations de la surreprésentation aux postes se situant en deçà des compétences des immigrantes déjà établies suggèrent que les difficultés, qui ont longtemps affecté les nouvelles arrivantes, touchent aujourd'hui les immigrantes déjà établies. Cela suggérerait également que les difficultés éprouvées par les immigrantes d'arrivée récente ne soient pas provisoires. Alors, ces processus ne peuvent plus être expliqués par le moindre niveau d'éducation des femmes.

À titre d'exemple, une étude de Slade (2003) montre que les immigrantes de la catégorie économique possèdent souvent des qualifications dans des professions non traditionnelles pour les femmes au Canada. Ainsi, des 85 780 ingénieurs immigrants au Canada entre 1978 et 2000, environ 12 000 étaient des femmes (Couton, 2002 ; Skills for Change, 1999). Plus récemment, ce chiffre est beaucoup plus important. Il s'agit pourtant d'une profession dans laquelle les femmes ont été très longtemps invisibles et exclues. La même étude de Slade argumente que les femmes ne représentaient en 1970 que 0,2 % des ingénieurs certifiés, et en 1975, 3,6 % des étudiants en génie inscrits dans les universités canadiennes. En 2000, cette situation avait changé (20,3 % des étudiants en génie étaient des femmes), mais l'accès au marché du travail reste encore tributaire de tendances discriminatoires. Il serait dans ce cas d'autant plus difficile pour une femme immigrante de s'affirmer dans une profession déjà traditionnellement dominée par les hommes. Par conséquent, il n'est pas étonnant que les femmes se disqualifient souvent après leur arrivée au Canada, en partie à cause des politiques étatiques protectionnistes qui dirigent et requalifient les immigrants hautement qualifiés en fonction des besoins immédiats du marché. Ainsi, selon Slade (2003), il est possible de confirmer que la division sexuelle du travail au Canada est privilégiée par rapport à l'éducation et aux expériences vécues par les femmes natives.

Il est à noter ainsi que, malgré le fait qu'environ 15 % des immigrantes ont des diplômes universitaires en sciences et en technologie, leurs capacités intellectuelles ont

été fortement sous-estimées. La situation est encore plus dramatique pour les médecins, qui n'arrivent que très rarement à exercer leur métier, malgré une pénurie croissante de personnel médical au Canada. Plus nombreuses, les femmes médecins sont encore plus touchées par les effets discriminatoires et « pervers » de la protection de la profession (Salaff, 2003).

Le deuxième cadre d'analyse traitant l'intégration socioéconomique des immigrants qualifiés met en évidence les problèmes fondamentaux de l'évolution économique de ces dernières décennies. Ainsi, les immigrants qui sont arrivés dans les années 1960 et 1970 auraient rencontré une forte demande de main-d'œuvre en général, surtout pour les trois types d'emplois : ceux des professionnels et des gestionnaires des services, les emplois des cols bleus, et les emplois de la construction, de la fabrication et de l'extraction des ressources. Au début, ils étaient mal rémunérés, néanmoins, il est possible de remarquer que, jusqu'à la fin de la décennie passée, quelques études longitudinales sur les résultats économiques des immigrants en général ont fait ressortir la possibilité de retrouver leur statut socioéconomique et de vivre une mobilité ascendante selon leur niveau de scolarité. Dès cette perspective, la tendance se serait maintenue jusqu'à la dernière décennie. Par exemple, une étude de CIC (1999) sur les résultats économiques des immigrants selon le niveau d'études lors de l'obtention du droit d'établissement montrait qu'en 1995, les immigrants titulaires d'un diplôme universitaire lors de leur arrivée au Canada, qui se trouvaient au pays depuis cinq ans et plus, avaient déclaré des revenus d'emploi comparables ou supérieurs à la moyenne canadienne (27 848 \$CA/année), tandis que les femmes immigrantes gagnaient environ 38 % de moins que les hommes immigrants et 42 % de moins que les canadiennes. Il est à noter que si les immigrants titulaires d'un diplôme universitaire avaient dépassé le revenu moyen canadien deux ans après leur arrivée au Canada, les femmes immigrantes arrivaient à dépasser la moyenne canadienne sept ans et demi après leur entrée au pays, et la moyenne des femmes canadiennes, six ans après.

Dans cette perspective, l'écart observé entre les revenus des femmes et ceux des hommes immigrants dans l'ensemble a été analysé comme s'il ne s'agissait pas d'une

discrimination envers les immigrantes, mais plutôt envers les femmes en général (Renaud *et al.*, 2001 ; Chiswick, Lee et Miller, 2002 ; Bauer et Zimmerman, 1999 ; Stier et Levanon, 2003). Selon notre revue des écrits, il est possible de confirmer que les résultats d'une bonne partie de la documentation scientifique correspondant à cette approche considèrent une explication familiste en arguant que dans la nouvelle ère, la vaste majorité des immigrantes entrent sur le marché du travail du contexte migratoire pour protéger leur ménage. D'ailleurs, il est possible de trouver des travaux qui analysent la participation des hommes et des femmes immigrants et qui estiment que l'intégration des immigrantes au monde du travail est dépendante de la stratégie de l'unité familiale (Cobb-Clark *et al.*, 2005 ; Schauman et Noonan, 2007). Par exemple, quelques études comme celles de Renaud et Carpentier (1994), et Renaud *et autres* (1993) indiquent qu'après environ trois ans, il existe une tendance vers l'emploi stable du mari et de l'épouse, avec le revenu des deux agissant en tant qu'« élément de protection » contre les difficultés économiques importantes.

En outre, Renaud et Carpentier (1994) ont constaté que grâce au système du patronage, les hommes mariés ont un plus grand accès au marché du travail que leur contrepartie féminine, beaucoup plus exclue du marché du travail à cause de la division domestique du travail et des systèmes traditionnels de valeurs. Worswick (1996) observe également ce type de « stratégie de positionnement familial ». Cet auteur emploie des données des recensements canadiens de 1981 et de 1991 pour produire les données synthétiques de cohorte et examiner l'intégration économique des maris et des épouses au fil du temps. Il trouve ce qui semble constituer une stratégie de la part des épouses, c'est-à-dire prendre un travail directement après l'arrivée. Cette stratégie peut être avantageuse, mais elle fournit, d'après l'auteur, moins d'occasions d'avancement, alors que les maris investissent plus de temps dans l'acquisition de compétences et de ressources de capital humain requis par les besoins du marché de la société d'accueil. En fait, cet auteur constate que l'épouse de l'immigrant joue un rôle essentiel en soutenant sa famille et en contribuant dans une proportion plus importante au revenu familial que les épouses nées au Canada (Worswick, 1996).

Il est à noter que cette perspective a entraîné que peu d'études a abordé la question de l'agentivité des femmes. Plus récemment et dès une perspective qualitative, Vatz-Laarousi (2008), en abordant les spécificités de l'intégration socioéconomique des femmes qualifiées d'origine maghrébine au Québec, trouve également que leurs trajectoires d'insertion dans l'emploi sont encadrées par les stratégies et les dynamiques familiales, et les réseaux transnationaux. Bien que l'auteure approfondit sur l'importance de la stratégie familiale adoptée, le texte conclut que l'ambiguïté de l'espace d'insertion socioéconomique et socioculturel et les processus de déqualification peuvent être expliqués principalement par l'origine des femmes maghrébines, les conditions imposées par les politiques d'immigration ainsi que par l'impact du contexte socio-politique québécois. Les débats se poursuivent autour de la façon de penser cette problématique, c'est-à-dire pour savoir si les effets de tous ces processus sont cumulatifs ou discriminatoires.

La troisième approche met l'accent sur la préparation du marché de l'emploi pour les immigrantes. Les analystes qui explorent ce cadre soulignent le fait que le système d'immigration du Canada a été transformé particulièrement dans les dernières années, mais le marché du travail n'a pas nécessairement évolué pour y faire face. Les recherches opérant dans le cadre de la discrimination ont essayé d'identifier les pratiques spécifiques du marché du travail qui pénalisent les immigrantes, surtout celles qui appartiennent aux minorités. Les pratiques plus largement discutées ont été celles se référant au refus des employeurs de reconnaître la valeur de l'éducation (Boyd et Thomas, 2002; Reitz, 2007) et l'expérience de travail à l'étranger (Ferrer and Riddell, 2004; Green and Worswick, 2004) ainsi que les longs et coûteux processus d'accréditation pour de nombreuses professions réglementées (Basran et Zong, 1998; Brouwer, 1999; Li, 2001a; Lopes, 2004; Reitz, 2001, 2003 et 2004).

À partir de cette perspective il est possible constater que, bien que l'intégration et l'insertion sur le marché du travail canadien ne sont pas assurées par la seule possession

d'une formation appréciée par le système de points à l'entrée¹⁶, il ne s'agit pas d'un processus homogène pour tous les groupes d'immigrantes. En effet, les membres de certains groupes ethniques créés par l'immigration récente se trouveraient clairement dans un chemin ascendant de mobilité et se situeraient au sommet de la hiérarchie (Fortin, 2002 ; Frideres, 2005 ; Nedelcu, 2005a), tandis qu'il y en aurait d'autres qui seraient bloqués dans leurs aspirations et qui seraient dirigés dans une spirale de haut en bas, le haut constituant la plus grande partie de la population pauvre. Ce phénomène suggérerait qu'une ségrégation ethnique définie par une « ligne de couleur » soit établie.

Avec cette préoccupation, et comme la plupart des enquêtes longitudinales ne montrent pas l'analyse comparative et les particularités de genre des membres de chaque groupe, pour expliquer la faible participation des immigrantes comme professionnelles sur le marché de travail, diverses études qualitatives ont commencé à analyser comment toutes ces conditions structurales seraient directement liées à la plus grande barrière : les effets combinés des discours et des pratiques discriminatoires envers les femmes issues de l'immigration et appartenant à certains groupes.

En analysant le cas des femmes chinoises à Toronto, Man (2004) démontre que ces femmes immigrantes sont disqualifiées au Canada par des processus institutionnels sous forme de politiques et de pratiques d'État, dont les systèmes professionnels

¹⁶ Le système de points qui s'applique actuellement privilégie la formation professionnelle, l'expérience de travail, la connaissance des langues et l'âge. Ainsi, 25 points peuvent être accordés à la personne possédant une maîtrise ou un doctorat (peu importe le domaine), 21 points à l'expérience de travail et 10 points à l'âge. Donc, avec seulement ces 3 facteurs, on a plus de 80 % de possibilités, alors qu'il est nécessaire d'accumuler 67 points pour être choisi.

Les résidents permanents accueillis au Canada dans la catégorie « immigration économique » sont sélectionnés pour leurs compétences et pour leur capacité de contribuer à l'économie du Canada. Cette catégorie se compose des travailleurs qualifiés et des gens d'affaires. Les immigrants de la catégorie des travailleurs qualifiés sont choisis en considérant leur capacité à bien s'établir au Canada. Le règlement établi en vertu de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés accorde une plus grande importance aux études, à la compétence dans les langues officielles du Canada et à l'expérience de travail qu'à la profession envisagée du demandeur. Les travailleurs qualifiés sont évalués selon les critères de sélection du système de points. Afin d'obtenir le droit d'entrer au Canada, les travailleurs qualifiés doivent : avoir au moins un an d'expérience de travail au cours des 10 dernières années et avoir des ressources financières suffisantes pour subvenir à leurs besoins et à ceux des membres de leur famille au Canada.

d'accréditation, l'exigence des employeurs d'avoir de l'expérience canadienne, les démarches restrictives d'accréditation professionnelle ainsi que le manque de reconnaissance des qualifications étrangères, qui désavantagent ces femmes et les marginalisent. Par conséquent, elles se retrouvent au marché du travail dans des positions serviles, à temps partiel, peu sûres ou même sans emploi. Ainsi, cette disqualification est multifactorielle et se voit compliquée par les effets contradictoires des processus de la globalisation et de la restructuration économique, avec l'entrecroisement des axes de genre, de parcours de vie, d'appartenance ethnique, de classe et de citoyenneté (Man, 2004).

Quelques chercheuses comme Giles et Preston (2004) reconnaissent la présence des comportements discriminatoires chez les employeurs et la société d'accueil canadienne, mais elles montrent aussi que le processus de déqualification et de déclassement ne dépend uniquement pas des conditions objectives de la société d'accueil. Elles trouvent des résultats qui accentuent deux aspects des expériences des femmes immigrées qui doivent être considérées soigneusement dans les futures analyses. Le premier concerne la diversité des expériences des femmes immigrantes. Les auteures montrent comment, même avec des données riches et détaillées, il y a des variations entre les expériences des femmes immigrantes qui ne sont pas captées entièrement par l'analyse des données quantitatives. Ces variations des taux de participation chez les divers groupes de la minorité prouvent la nécessité d'approfondir la recherche. Ensuite, les auteures se demandent : quelle est la signification du pays natal ? Quels sont les effets des caractéristiques, des rôles et des rapports de genre dans le pays d'origine qui peuvent avoir une influence sur la participation au marché du travail des femmes immigrantes très instruites ? Est-ce que ce sont les mêmes qui touchent l'emploi des femmes immigrantes beaucoup moins instruites ?

Comme le précise Nedelcu (2005b), il semble y avoir certaines exceptions. Le cas des femmes informaticiennes ressort particulièrement. S'agissant d'une profession non protégée et d'un marché dynamique, flexible, ayant connu un rythme de croissance flamboyant durant les années 1990, la conjoncture économique leur a été très favorable

à plusieurs reprises. Cette situation a amplifié l'attractivité de ce marché. Une insertion professionnelle convenable et une ascension sociale rapide ont contribué à la production d'une représentation positive de la migration des femmes travaillant dans le domaine informatique au Canada, cela surtout dans un certain nombre de provinces éloignées, à faible densité de population.

Enfin, même s'il s'est avéré extrêmement difficile de vérifier et de mesurer l'ampleur de la discrimination à l'égard des immigrantes sur le marché du travail au Canada, plusieurs chercheurs sont convaincus qu'il faudra soutenir l'aspect des revendications. De ce point de vue, la réponse politique appropriée ne revient pas tant aux processus de sélection qu'à des interventions permettant d'assurer un marché du travail qui serait plus accueillant pour les immigrants, et particulièrement pour les minorités. Par conséquent, nous pouvons trouver un quatrième cadre d'analyse encore embryonnaire dans la documentation canadienne sur le sujet. Il est possible que l'évolution de la nature de l'État-Providence ait constitué un facteur ayant contribué à la détérioration de la situation économique des immigrantes (voir, par exemple, Reitz, 1998 ; Reitz, 2001b).

Certes, les dépenses du gouvernement au Canada en général ont diminué par rapport au PIB, et le champ d'application et/ou la générosité d'un certain nombre de programmes sociaux a été réduite. Dans ce sens, Chicha et Charest (2006) précisent comment, au niveau du processus de sélection du personnel, la discrimination est si forte que les minorités visibles n'arrivent pas à franchir la porte d'entrée du monde du travail et, dans une étude plus récente, Chicha et Charest (2008) examinent la nature et la portée de l'éventail des politiques et des programmes qui visent l'intégration des immigrants sur le marché du travail à Montréal et ils trouvent que si les politiques et les programmes actuels sont nombreux, ils sont fragmentaires, limités et sous-financés, privilégiant essentiellement les mesures s'adressant à l'offre de travail, au détriment de la demande de travail. Les chercheurs insistent alors sur l'importance de remédier à cet échec d'intégration et ils conçoivent difficilement comment le gouvernement québécois accueillera les futurs immigrants, si l'on ne peut intégrer adéquatement ceux déjà présents.

Or, plusieurs hypothèses ont été proposées pour expliquer le faible taux de participation des femmes immigrantes à la force de travail canadienne. Au niveau macrosocial, il est possible de trouver celles qui s'appuient sur les caractéristiques du capital humain des immigrantes, celles qui se réfèrent aux changements dans le marché du travail (Galarneau and Morissette, 2004) et aux obstacles structureaux liés à la globalisation, celles qui se réfèrent à l'ensemble des processus institutionnels sous forme de politiques d'État (Chicha et Charest, 2008) et celles qui sont associées aux diverses pratiques sociétales (Chard, Badets et Howatson-Leo, 2003 ; Man, 2006 ; Preston, 2004), dont les procédés professionnels restrictifs et couteaux d'accréditation (Boyd, 2002 ; Lopes, 2004 ; Reitz, 2007), l'exigence des employeurs pour « une expérience canadienne » ainsi que la non-reconnaissance des diplômes, des études, de l'expérience et des compétences acquises dans leur pays d'origine (Boyd, 1992 ; Brouwer, 1999 ; Ferrer et Riddell, 2004 ; Green and Worswick, 2004 ; Lamotte et Haili, 1991 ; Lamotte, 1992 ; Man 2005 ; Vatz Laaroussi et Tremblay, 1998).

Par ailleurs, cet ensemble de barrières est lié à d'autres facteurs comme les réseaux de soutien limités (Boyd, 2002); les difficultés à bien maîtriser la langue ou les langues officielles (Burgueño, 2005); la définition des projets et aspirations (Berset, 1999 ; Pott, 2001); l'estime de soi (Potter, 1999) et le sentiment d'isolation (Castronovo, 2002). Ces obstacles conduiraient à un douloureux processus de perte de statut et de déclassement (Man, 2005) ainsi qu'à une rupture de l'identité professionnelle (Hum et Simpson, 2002; Alba-Ramírez et Blázquez, 2003; Blain, 2005; Cardu et Sanschagrín, 2006), étant donné que, malgré leurs hauts profils éducatifs, les immigrantes affrontent des difficultés dans l'insertion économique, soit en termes de durée de recherche d'emploi, de qualité de l'emploi obtenu, de marginalisation, d'insécurité et de précarité (Boyd, 2006 ; Jackson et Smith, 2002; Man, 2005). Le grand paradoxe de cette situation est que les qualifications universitaires qui leur ont servi à être admises comme immigrantes de la catégorie économique, une fois qu'elles arrivent dans la société d'accueil, changent totalement de sens (Rojas-Viger, 2004).

De ce fait, il est apparu que pour certains groupes des femmes, la déqualification et le

déclassement professionnel font partie d'une réalité préoccupante. Il reste encore beaucoup de recherches à réaliser sur diverses approches pour arriver à la pleine compréhension de la situation des immigrantes qualifiées au Canada.

Le contexte québécois

Selon les tendances canadiennes, au cours des dernières années au Québec, l'importance relative de la population immigrante qualifiée a connu une croissance ininterrompue. On constate que lors du recensement de 2006, on dénombrait au Québec 851 560 immigrants, soit 11,5 % de la population totale du Québec, tandis qu'en 1951, les immigrants ne représentaient que 5,6 %¹⁷ de la population. De plus, on relève que des 363 560 immigrants reçus entre 1997 et 2006, 167 165 personnes (soit 46 %) sont entrées dans la catégorie « travailleurs qualifiés ». Il faut noter également que cette tendance s'est maintenue dans le temps. Ainsi, en 2007, le Québec a accueilli plus de personnes dans la catégorie de l'immigration économique et moins dans celles du « regroupement familial » et des « réfugiés ». On s'aperçoit par exemple que 56% des immigrants sont entrés dans la catégorie des « travailleurs qualifiés » en 2007¹⁸, tandis que cette migration représentait 50,6 % en 2001 et 39 % du total en 1996.

Par ailleurs, selon le recensement de 2006, 50,7 % de la population immigrante est constituée de femmes (soit 358 675 immigrantes)¹⁹, et la population féminine immigrante qui arrive dans la catégorie économique « travailleur qualifié » est en constante progression au Québec. En effet, le processus de féminisation du phénomène migratoire qualifié est indéniable. À titre d'exemple, on observe, selon les données du Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, qu'en 2007, les nouvelles arrivantes classées dans la catégorie économique « travailleurs qualifiés » comptaient pour 51 % du total des admissions, par rapport à 39 % en 2001 et à 23 % en 1996.

¹⁷ En 1991, on comptait 591 210 immigrants, en 1996, 664 495, et en 2001, 706 975 immigrants.

¹⁸ En 2006, elle a représenté 52,4 %.

¹⁹

□ Il faut préciser qu'une fois que ces femmes immigrantes de la catégorie économique s'établissent comme résidents permanents, les données du recensement parlent en général d'immigrantes.

Ces dernières années, il se serait produit un grand changement dans la composition de cette immigration, dans la mesure où l'on constate une diversification importante de l'origine des femmes arrivées dans la catégorie économique « travailleurs qualifiés ». Selon les données les plus récentes du MICC, pour la période se situant entre 2003 et 2007, 29,9 % des femmes provenaient d'Asie, 27,5 % d'Afrique, 22,2 % d'Europe et 20,2 % d'Amérique du Sud. La conséquence directe de cette tendance est que pour l'ensemble des femmes immigrées au Québec, leurs origines se sont complètement diversifiées, et que l'immigration n'est plus principalement européenne. De même, à l'instar de leurs homologues masculins, les immigrantes vivent majoritairement dans la région métropolitaine de recensement de Montréal et notamment dans l'île de Montréal²⁰, et elles sont, de ce fait, confrontées aux défis de la vie urbaine nord-américaine (Pierre, 2006).

Si l'on analyse le niveau de scolarité des femmes immigrantes qui sont arrivées dernièrement au Québec, on constate qu'elles sont globalement aussi scolarisées que leurs homologues masculins et nettement plus scolarisées que les femmes nées au Canada. Cette tendance est à la hausse, puisqu'en 1996, 36 % des immigrantes arrivaient avec 14 années de scolarité de plus, en 2001, ce pourcentage atteignait 50,8 %, et en 2007, les femmes ayant une formation de 14 années ou plus représentaient 62,5 % du total des immigrantes de cette année.

Concernant l'intégration économique, dans la documentation il existe, selon notre revue bibliographique, une importante quantité d'études qui établissent que, malgré leur niveau de qualification, les femmes immigrantes établies au Québec se trouvent dans des positions désavantagées sur le marché du travail, affichant des revenus d'emploi moins élevés que ceux des hommes, avec un recours plus fréquent à l'assurance-chômage et à l'aide sociale (Pierre, 2005 ; CAMO-PI, 2006). À titre d'exemple, Godin (2004), qui analyse l'insertion en emploi de la population immigrante arrivée entre 1997 et 2000, note que ceux qui arrivent avec le statut de conjoints (très majoritairement des

²⁰ La population immigrante est fortement concentrée dans la région administrative de Montréal (69,6 %) et elle vit à 88,5 % dans la région métropolitaine de recensement de Montréal.

femmes) ont un taux d'activité plus faible et un taux de chômage plus élevé que ceux qui arrivent comme requérants principaux.

Selon les données du recensement 2006, le taux d'activité des femmes immigrantes est de 54 %, contre 64 % pour les Québécoises ; 45 % des femmes immigrantes occupent un emploi, contre 53 % des Québécoises ; et 76 % d'entre elles occupent un emploi à temps plein, contre 72 % des Québécoises. D'ailleurs, elles connaissent un taux de chômage plus élevé que les Québécoises, de 12 % contre 5 %.

Tableau 06 : Taux d'activité et de chômage selon le sexe et le statut d'immigration, région métropolitaine de recensement de Montréal

	Immigrantes	Natives	Immigrants	Natifs
Taux d'activité	54,0 %	63,5 %	69,4 %	73,3 %
Taux de chômage	11,9 %	5,3 %	10,4 %	6,0 %

Source : Statistique Canada, recensement 2006

En examinant le niveau de revenu annuel médian²¹ par secteur d'activité, il est évident que quel que soit le secteur d'activité considéré²², les femmes immigrantes gagnent nettement moins²³ que leurs homologues masculins ; leur revenu moyen atteint 31, 523 \$, contre 36, 212 \$ pour les femmes québécoises. Les femmes immigrantes touchent un revenu moyen qui correspond à un peu moins des deux tiers du revenu moyen des hommes immigrés. Cette situation est très semblable à ce qu'on observe pour l'ensemble de la population. Elles touchent par ailleurs 93 % du revenu de

²¹ Le revenu annuel médian correspond à la valeur maximale séparant les effectifs totaux de la population visée en deux parties égales : 50 % des personnes ayant un revenu inférieur à la médiane et 50 % un revenu supérieur.

²² Les écarts maximums se trouvent dans les services de l'enseignement, les services gouvernementaux et le secteur manufacturier. Les différences de revenus annuels médians entre les femmes immigrantes et les femmes nées au Canada par secteur sont moindres, mais l'écart est particulièrement criant dans le secteur manufacturier, dans lequel les femmes immigrantes sont encore plus mal rémunérées que les femmes nées au Canada (16, 000 \$ versus 21, 000 \$).

²³ En parlant de la situation financière des femmes immigrantes en général, il importe de préciser qu'en 2001, 9 % d'entre elles n'avaient pas de revenu, et que le revenu moyen de celles qui en avaient en 2000 était de 19,766 \$ (contre 21, 286 \$ pour les Québécoises).

l'ensemble des femmes, mais cette proportion baisse à 70 % pour les cohortes les plus récentes.

Tableau 07 : Ratio de revenu moyen par rapport à la population native selon le sexe et le statut d'immigration des personnes de 15 ans et plus ayant travaillé toute l'année au Québec

ANNÉE	Nouvelles arrivantes	Immigrantes	Natives	Nouveaux arrivants	Immigrants	Natifs
2000	57,0 %	69,9 %	74,0 %	78,0 %	96,4 %	100 %
2006	54,0 %	68,0 %	73,7 %	73,1 %	91,4 %	100 %

Source : Statistique Canada, recensement 2006

Pour expliquer l'accès différencié au marché de l'emploi, plusieurs recherches, surtout à partir de l'approche de la discrimination, analysent comment certains obstacles d'intégration socioéconomique sont liés aux caractéristiques de la société québécoise et les touchent doublement ou triplement, puisqu'elles sont femmes, immigrantes et membres d'une minorité dite « visible ». Selon le rapport de l'Institut canadien de recherche sur les femmes, *Vivre le racisme au féminin*, les perceptions négatives et le racisme des employeurs poseraient de gros problèmes pour l'intégration socioéconomique des immigrantes. Le rapport établit que plusieurs employeurs jugent les femmes immigrées d'après la couleur de leur peau et qu'ils entretiennent des préjugés sur leurs habitudes de travail, sur leurs aptitudes à occuper certains emplois ainsi que sur leurs capacités et compétences d'intégration socioprofessionnelle. Ainsi, les femmes, particulièrement celles qui sont racialisées, seraient discriminées sur le marché du travail québécois, de même que dans autres sociétés occidentales, sur la base de la prise en charge patriarcale, qui considère que le rôle naturel de la femme est celui associé à la sphère reproductive. De cette façon, pour plusieurs employeurs, la productivité et l'efficacité des immigrantes dans certaines positions rémunérées seraient négativement touchées par leurs responsabilités familiales. À cet égard, Labelle (2001) précise que :

D'un côté, les femmes immigrantes sont discriminées sur le marché du travail

québécois, de même que dans d'autres sociétés occidentales, sur la base de la prise en charge patriarcale qui considère que le rôle naturel de la femme est dans la sphère reproductrice, raison pour laquelle elles seraient moins productives que les hommes dans certains travaux rémunérés [...]. D'autre côté, un problème qui affecte aussi l'intégration économique des immigrantes est l'ensemble de stéréotypes et d'attitudes discriminatoires vis-à-vis les niveaux de qualification des immigrants chez la population d'accueil et chez les employeurs vers l'immigration des membres de groupes ethnoraciaux notamment.

L'étude des inégalités basées sur la segmentation de genre et d'ethnicité-race s'inscrit dans une réflexion sur le contexte socioculturel à l'intérieur duquel évolue la participation des immigrantes. Ce fait est d'autant important, puisque le marché du travail et l'État-Providence ont subi des transformations profondes depuis les années 2000, période au cours de laquelle l'immigration sud-américaine au Canada et au Québec a augmenté considérablement. Récemment, Chicha et Charest (2008) examinent la nature et la portée des politiques et des programmes qui visent l'intégration des immigrants au marché du travail montréalais et énumèrent quelques-unes des difficultés éprouvées par les immigrants, dont les femmes sont particulièrement affectées. Ainsi, les compétences linguistiques insuffisantes, la complexité de la reconnaissance de l'expérience de travail et des diplômes étrangers à l'extérieur du Canada, l'incohérence des politiques et la discrimination systémique exercée par les employeurs constitueraient les barrières principales à l'intégration socioéconomique des immigrantes.

Or, une compréhension permettant de tenir compte de l'état du marché du travail et du contexte socioéconomique dans lequel s'insèrent les nouvelles arrivantes hautement qualifiées est essentielle. Tremblay (1993) rappelle l'importance du contexte québécois dans le processus d'intégration des immigrants au Québec. À partir de l'analyse de l'impact des crises économiques, de l'insécurité constitutionnelle, de la forme prise par l'État et de l'orientation qu'il donne à ses politiques, de la surdétermination de la question nationale et de l'enjeu linguistique, l'auteur démontre l'importance des facteurs influençant les modalités du contact entre les immigrants et le groupe majoritaire. Et à l'instar de Fortin (2000), il ajoute qu'un facteur très important

d'intégration dans le contexte québécois est l'existence de rapports inégaux entre le ou les groupes minoritaires et le ou les groupes majoritaires. Ces rapports inégaux ne se situent pas seulement au niveau des dimensions « structurelles », mais également au niveau symbolique et identitaire. Il ne faut donc pas oublier que le Québec représente un contexte particulier au sein du Canada, ce qui aura un impact sur l'accueil réservé aux immigrantes hautement qualifiées, comme les Sud-Américaines.

En effet, étant l'unique coin francophone en Amérique du Nord, les rapports sociaux et politiques à caractère ethnique se lisent d'abord en termes de majorité et de minorités linguistiques et religieuses. Les francophones et le Québec ont des « réflexes minoritaires » qui se traduisent généralement par des attitudes et par des stratégies de protection, de revendication et de repli identitaire (Labelle, 2006). Dans ce contexte dans lequel les rapports majoritaires/minoritaires se créent et se cristallisent entre anglophones et francophones, ainsi que selon les « origines ethniques » réelles ou supposées, il est clair que l'accueil des immigrantes allophones des pays du « Sud », catégorisées par ailleurs selon leur pratique confessionnelle religieuse (qui pour les Sud-Américaines serait « majoritairement catholique »), représente un enjeu, tant sur le plan des relations interpersonnelles que sur celui des politiques institutionnelles et des discriminations systémiques. Et, bien que l'analyse de ces enjeux ne constitue pas l'axe principal de cette recherche, son importance se reflète dans nos chapitres d'analyse.

1.4. Pertinence, objectifs et questions de la recherche

Depuis une dizaine d'années, les inégalités affrontées par les immigrantes dans les processus d'intégration au marché du travail montréalais suscitent un intérêt grandissant chez les chercheurs et les chercheuses. Il est à noter que les conclusions inspirées de la théorie du capital humain sont difficiles à concilier avec les nombreuses données qui démontrent que les inégalités dans le marché du travail, notamment pour les personnes immigrées de certaines origines, sont amples et persistantes, et qu'une large proportion en demeure inexpliquée. Selon notre hypothèse, cette grande vulnérabilité s'expliquerait, d'un côté, par les discriminations croisées en fonction du genre, de

l'origine étrangère et de l'appartenance ethnique ou raciale au marché du travail de la société réceptrice. Ces discriminations imprègnent les pratiques, les comportements et les règles adoptées par les divers acteurs, notamment l'État, les employeurs, les associations professionnelles, les universités et les diverses institutions du contexte d'accueil. D'autre côté, la présence du bagage d'expériences acquises dans la société d'origine, et liées aux structures hiérarchiques de genre, d'appartenance ethnique ou raciale et d'origine socioéconomique, jouerait aussi un rôle essentiel dans le processus d'intégration dans le contexte postmigratoire. Dans ce sens, cette étude se veut un moyen d'attirer l'attention sur l'importance d'utiliser une perspective multidimensionnelle et dynamique pour analyser les inégalités dans le processus d'intégration socioéconomique des immigrantes de diverses origines, notamment de celles appartenant aux « minorités visibles ».

Par ailleurs, comme nous l'avons déjà noté, la migration féminine qualifiée issue de la région sud-américaine n'est pas comptabilisée dans les recherches des divers contextes postmigratoires dont le Québec n'échappe pas. Or, une recherche détaillée est nécessaire pour décrire et pour analyser la réalité des femmes immigrantes sud-américaines ainsi que pour comprendre le rôle que jouent les diverses variables de différenciation et de hiérarchisation sociale dans les processus de leur intégration socioéconomique. Comprendre les particularités du processus d'intégration socioéconomique des immigrantes sud-américaines à Montréal est précisément l'objet de cette étude, tout en surveillant avec attention les trajectoires et les histoires migratoires des femmes de notre étude ainsi que les particularités des contextes d'accueil et de l'environnement sud-américain, où commence cette migration.

Bien qu'il mérite une étude à part entière, il faut préciser que tout au long de ce travail, on considère la catégorie ethnique « immigrantes sud-américaines » pour désigner à celles qui, provenant des pays hispanophones (Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Équateur, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela) et du Brésil, sont considérées comme de telle origine dans la société réceptrice. Ainsi, nous verrons que chaque immigrante considérée comme « sud-américaine » par la société d'accueil ne fait pas

nécessairement partie de la « communauté sud-américaine ». Par ailleurs, la notion de catégorie ethnique postmigratoire qu'on utilise renvoie à l'ensemble d'individus, dans ce cas-ci femmes qualifiées, partageant une série de traits objectifs communs d'origine (se basant sur les domaines historico-culturel et démographique) et se caractérisant par certaines désavantages objectives sur le marché du travail qui confèrent à l'entité sud-américaine un statut minoritaire dans la société d'accueil, au sens sociologique de « moindre pouvoir » (Bilge, 2004).

L'objectif de ce projet est de contribuer à combler quelques lacunes dans la documentation sociologique de la migration sudaméricaine, en étudiant, dans une perspective intersectionnelle, les questions suivantes : (a) la situation socioéconomique des immigrantes qualifiées originaires des pays d'Amérique du Sud ; (b) les stratégies féminines pour faciliter leur intégration socioéconomique ; (c) le contenu des discours qu'elles ont trouvés dans la société d'accueil, facilitant et/ou compliquant leurs possibilités d'intégration socioéconomique. Pour ce faire, nous avons retenu quatre dimensions d'analyse : l'expérience, l'intersubjectivité, l'organisation institutionnelle et les représentations.

C'est dans le but de nous rapprocher de la compréhension du processus d'intégration au marché du travail montréalais des immigrantes sud-américaines que nous nous demandons : Dans l'immigration féminine d'origine sud-américaine, répétons-nous les mêmes patterns et les mêmes caractéristiques d'exclusion que les autres groupes ethnoraciaux ou nous trouvons-nous face à une situation qualitativement différente ? Les processus de déqualification et de déclassement dans la société québécoise d'accueil pour ce groupe d'immigrantes sont-ils apparents ou réels ? S'ils sont réels, quelles en sont les causes ? Peuvent-ils être liés aux systèmes hiérarchiques de référence de la société d'origine ? Quels sont les caractéristiques et les éléments qui font de ces systèmes hiérarchiques de la société de référence un processus complexe et multidimensionnel intervenant sur la façon d'agir des immigrantes sud-américaines très instruites dans le contexte postmigratoire ?

Ces questions ont pour but d'encadrer notre question générale de recherche : De quelle façon la mobilisation et l'utilisation des ressources culturelles et symboliques acquises dans la société d'origine peuvent-elles expliquer la définition des stratégies d'accès au marché du travail dans la société d'accueil ?

Il faut noter que la validité de notre recherche ne découle pas de probabilités d'occurrence, voire d'informations répétées de nombreuses fois comme dans les questionnaires. Au contraire, cette validité est construite à partir de la lecture des dimensions subjectives et sociales des différentes « réalités » et de l'interprétation des univers symboliques présents dans les récits des interviewées. En contrepartie, nous voudrions parler de la diversité des cas. Notre terrain nous a permis de constater qu'il n'y a pas qu'un seul type d'immigrante sud-américaine qui fait face à des obstacles d'intégration, mais plusieurs. Et comme parler des immigrantes sud-américaines à Montréal veut dire parler d'un groupe très hétérogène, dans la mesure du possible, nous avons tenté de présenter une grande diversité de cas à l'intérieur de cette « catégorie ethnique ». Il a été donc important pour nous, comme le précise Ghiglione (1998), de nous assurer de la diversité des personnes interviewées et de vérifier que plusieurs situations étaient abordées lors du choix des sujets. Dans ce sens, selon les termes de Kaufmann (1996), plus que de simplement constituer un échantillon, nous avons essayé de choisir nos informatrices pour montrer la diversité de cas. Cependant, il faut reconnaître que plusieurs cas auraient pu échapper à l'éventail de possibilités et expériences.

Compte tenu du phénomène à étudier, notre recherche conserve un caractère exploratoire. Elle vise à nous familiariser avec un phénomène peu traité, à partir d'une démarche inductive et d'un positionnement de la connaissance située, en mettant de l'avant les approches constructiviste et interprétative. De ce fait, nous proposons l'analyse de l'immigration féminine qualifiée d'origine sud-américaine en partant du droit des femmes immigrantes qualifiées d'être reconnues en tant qu'actrices actives du processus migratoire, mais aussi comme produits de l'histoire.

CHAPITRE II

LE CADRE CONCEPTUEL

Afin d'effectuer l'analyse des stratégies d'intégration socioéconomique des professionnelles immigrantes sud-américaines sur le marché du travail montréalais, nous présentons dans les pages qui suivent le cadre conceptuel autour de la théorie intersectionnelle (Anthias, 2001, Klinger et Knapp, 2005 ; Hill-Hill Collins, 2001), la théorie du positionnement de Floya Anthias et la notion des ressources matérielles, culturelles et symboliques acquises et mobilisées dans les deux contextes de référence : celui de réception et celui d'origine.

En se centrant sur l'analyse de l'importance des ressources des immigrantes, cette étude vise à démontrer que l'addition d'éléments considérés comme « subjectifs » apporte une contribution substantielle à l'analyse sociologique de la migration internationale féminine qualifiée et des processus d'intégration-exclusion socioéconomique des immigrantes au cours des dernières années.

Trois concepts de base soutiennent cette étude. Premièrement, l'intégration socioéconomique est considérée comme un processus bidirectionnel, impliquant les immigrantes et la société d'accueil dans le sens d'appartenance (Reitz, 2007), ainsi que multidimensionnel, qui inclut, mais qui n'est pas confiné à l'accomplissement économique (Lister, 1997). Deuxièmement, l'intégration a lieu dans un contexte géopolitique et économique d'arrivée, mais ce processus commence dans le contexte de départ, car ce là-bas où les immigrantes analysent la possibilité de réussir leur projet migratoire. Troisièmement, l'expérience d'intégration des immigrantes qualifiées dépend de plusieurs facteurs du contexte postmigratoire, mais aussi d'une diversité de ressources personnelles et sociales (Anthias, 2001; Bolzman, 1997) qu'elles ont acquises dans leur société d'origine et qu'elles peuvent mobiliser en créant une ou plusieurs stratégies d'intégration (Riaño, 2006).

D'abord, nous utilisons l'approche féministe de l'« intersectionnalité », qui a gagné

beaucoup de force dans les sciences sociales au cours des dernières années²⁴, car elle permet de comprendre le rôle que le « croisement » des différentes expériences sociales dans un contexte déterminé peut avoir sur les actions sociales des individus et sur leur position sociale. Ensuite, nous utilisons la notion de la « *translocational positionality* » créée par Floya Anthias pour permettre la compréhension des processus qui sous-tendent et construisent la stratification sociale par la juxtaposition de différents marqueurs de différence, comme le genre, l'ethnicité, et la classe (entre autres), et leurs effets (Anthias 2002a) au marché du travail. Finalement, nous utiliserons le concept des ressources culturelles et symboliques pour nous référer aux dispositifs socioculturels, susceptibles d'être utilisées activement ou passivement de façon individuelle, selon la position situationnelle ; ou comme membre d'un groupe entier, selon la position sociale.

Or, l'immigrante possède différentes ressources qu'elle utilisera de façons diverses selon une logique stratégique qui est liée à la fois à son expérience dans le contexte d'origine et d'accueil, à sa trajectoire migratoire, et à ses propres caractéristiques et subjectivité. Dans ce sens, quand nous nous référons à un comportement stratégique d'intégration socioéconomique, nous ne montrons pas seulement que le comportement est rationnel et que les choix d'action sont basés sur la perception des intérêts et des risques, mais que le comportement est projeté dans l'avenir en se basant sur les apprentissages du passé et les attentes mises dans le projet migratoire.

2.1. La théorie intersectionnelle

Traditionnellement, les inégalités dans les sociétés occidentales ont été étudiées du point de vue de ceux et de celles qui sont victimes de ces inégalités. Diverses études abordant la stratification sociale de classe, le sexisme, le racisme, la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et autres formes de discrimination se sont principalement

²⁴ Il faut reconnaître que plusieurs auteurs ont exprimé des inquiétudes sur comment certains théoriciens féministes ont utilisé un concept avec tant d'enthousiasme, étant donné son manque de clarté au sujet de la portée et des paramètres de la théorie. À ce sujet, Kathie Davis (2008), en citant Nira Yuval-Davis (2006), propose qu'afin d'être une bonne théorie, l'intersectionnalité exige plus d'attention soutenue aux détails des logiques fondamentalement différentes des divisions et des inégalités sociales aussi bien qu'à la dynamique différente et aux résultats de leurs intersections dans les divers champs d'analyse.

concentrées sur l'oppression de ceux et celles qui sont opprimés. Cependant, dans les trente dernières années, diverses nouvelles approches ont institué une perspective critique et diverses disciplines et courantes théoriques, dont le développement de la perspective intersectionnelle commence à jouer un rôle central, en créant une analyse plus approfondie de la dynamique des diverses inégalités systémiques.

Il serait difficile d'argumenter contre le fait qu'en pratique, le féminisme²⁵ et l'utilisation de la perspective de genre ont constitué la pierre angulaire d'analyse de la ligne qui divise les hommes et les femmes en termes de rapports sociaux de domination-subordination au cours du temps, dans les diverses sphères et dans les différentes régions géographiques (Weber, 2001). Cependant, au cours des trois dernières décennies, après la mise au point de la différence entre les sexes, les courantes féministes ont tourné leur regard vers les différences entre les femmes. Depuis ce moment, on dénote un questionnement sur la domination hégémonique d'un seul type d'expérience d'être « femme », à savoir l'expérience de la femme blanche hétérosexuelle de classe moyenne (Davis, 2004 [1981]; bell hooks, 2004 [1984]; Alexander et Mohanty, 2004 [1997]).

Ce questionnement a été enraciné sur tout dans les travaux des féministes noires nord-américaines et britanniques, les mouvements des gays et lesbiennes, et les rubriques du féminisme multiracial, culturaliste et postcolonial des trois dernières décennies (Baca Zinn et Thornton Dill, 1996, Lorber, 1998, Mohanty 1991). Et il a également été influencé par la remise en cause des homogénéités critiquées par le poststructuralisme et par le débat autour de la modernité-postmodernité (Anthias, 1998 ; Hunter, 2002). Plusieurs des critiques de toutes ces approches peuvent être unifiées dans le questionnement de la tendance à se concentrer sur la position de la femme idéale occidentale et à ne pas participer à l'expérience d'autres groupes de femmes qui vivent

²⁵ La théorie féministe constitue un cadre interprétatif qui a déterminé la constitution et la visibilité du genre comme fait significatif et phénomène pertinent afin d'éclairer certaines dimensions de l'inégalité sociale qui ne peuvent être identifiées dans d'autres cadres interprétatifs de la réalité sociale (Amorós, 1998). En effet, la théorie féministe a mis à découvert diverses structures et mécanismes idéologiques qui reproduisent la discrimination ou l'exclusion des femmes des différents domaines de la société.

des autres expériences dans divers contextes. En effet, cette première critique, du féminisme noir notamment, s'adresse au féminisme « blanc » pour son ethnocentrisme et son indifférence envers le racisme. Mais elle s'adresse également, comme le précise Bilge (2008), au mouvement antiraciste pour son absence de problématisation du sexisme.

L'intersectionnalité, qui a connu notamment un boom au cours des années 1980, après les vigoureuses interventions de féministes noires comme bell hooks, a permis ainsi de reconnaître que la délimitation du genre en tant que construction sociale ne continue plus de fonctionner comme la catégorie organisant les structures sociales et les relations de domination à sens unique. En effet, pour comprendre la condition sociale des femmes, il a fallu reconnaître, d'un côté, la différence, et, d'un autre côté, analyser la combinaison inextricable des identités de race, de classe et de genre.

En outre, les perspectives périphériques et post-structurelles ont présenté une autre critique dirigée contre la tendance à considérer les femmes du « Tiers monde » comme victimes et assujetties, après les avoir reléguées à l'invisibilité (Mohanty, 1998). À titre d'exemple, Lugones (2003), dès la perspective chicana, analyse comment a été importante la reconnaissance de la différence plutôt que de s'adonner à une discussion théorique sur l'essence. Comme elle l'explique :

« White women used to simply and straightforwardly ignore difference. In their theorizing, they used to speak as if all women as women were the same. Now they recognize the problem of difference. Whether they recognize difference is another matter. »

De cette façon, la reconnaissance de la différence d'expériences pose un questionnement fondamental aux enjeux de la catégorie d'analyse « femme » et Lugones, entre autres, propose d'apprendre à connaître les autres dans leurs différences, à se comprendre soi-même et à être ouvert à la construction ou à la reconstruction des positions dans les structures de pouvoir.

Finalement, on doit noter aussi que les critiques postmodernistes ont cherché à saisir le passage progressif de l'essentialisation de la « femme » comme objet, vers la

construction « discursive » de la femme-sujet comme partie incarnée et décentrée de plusieurs appareils de domination (Weber, 2001). Ainsi, c'est grâce à l'émergence progressive du questionnement de la fausse identité de la « femme » comme catégorie universelle, et à la mise en scène des différences et de la diversité d'expériences dans la constitution de la subjectivité des individus que s'est produit une révision des analyses sur les inégalités-oppressions à travers l'approche de l'intersectionnalité²⁶.

Bien que le terme d'« intersectionnalité » soit de loin le plus utilisé aujourd'hui, d'autres théoriciens ont proposé des concepts semblables comme l'« interconnectivité », les oppressions de sexe, de race et de classe chez bell hooks (1984), le « *nexus* » chez Deborah King (1988) ou « les systèmes d'oppression imbriqués » chez Patricia H. Hill Collins (1990). Les prémices de ces approches font en sorte que les axes d'oppression, comme le racisme et le sexisme, ne sont séparés ni conceptuellement ni en réalité, mais qu'au contraire, ils sont intrinsèquement interconnectés. L'approche intersectionnelle soutient que le sexe, la race et la classe en tant que catégories d'analyse ne sont pas indépendants, ni ne peuvent être simplement additionnés (King 1989, Weber 2001). Au lieu de cela, les sociologues féministes qui utilisent cette théorie considèrent que la race et le sexe créent des expériences uniques, des contraintes et des occasions pour tous les groupes, et pas seulement pour les femmes de couleur (Amott et Matthaei 1991, Hill Collins, 1999b, Essed, 1991, Glenn, 1999, Higginbotham, 1997, Hondagneu-Sotelo, 1994, Kibria 1990, Landrine, 1985). D'ailleurs, ces formes de domination ne se limitent pas au genre, à la classe et à la race-ethnicité. Des auteures comme Hill Collins (1991) ajoutent la nationalité, l'âge, la religion et l'orientation sexuelle à ce cadre théorique de la structure de la domination, ce qui permet de prendre en compte le fait que les mêmes personnes puissent simultanément être opprimées et oppresseurs, privilégiées et pénalisées dans divers contextes et champs sociaux.

Les fils par lesquels réfléchit l'intersectionnalité se lient aux catégories d'organisation et

²⁶ Kimberly Crenshaw, juriste afro-américaine, a été la première à utiliser le concept d'intersectionnalité en 1989 pour réintroduire la dimension multiple des identités dans l'analyse de la mobilisation politique et pour appréhender les différences qui traversent les organisations « identitaires » et surtout pour négocier les formes d'expression de cette diversité au sein des coalitions politiques.

de valorisation des structures de pouvoir systématiquement articulées qui reposent sur une construction socioculturelle (de genre, de race-ethnicité ou de classe, entre autres), pour déterminer la position des sujets à l'intérieur des divers systèmes sociaux. La considération du genre, de l'ethnicité-race et de la classe, en tant que principales catégories sociales d'analyse, répond au fait qu'elles se constituent comme axes de différenciation sociale dans divers contextes spatiaux et temporels. Comme le précise Anthias (2000), autour du genre, par la production et la reproduction de la différence sexuelle ; autour de l'appartenance ethnique, selon la production et la reproduction collective et solidaire des obligations relatives à l'origine ethnoculturelle réelle ou supposée ; et, autour de la classe, en termes de production et de reproduction de la vie économique.

L'appartenance raciale-ethnique, le sexe et la classe sont donc des catégories sociales distinctes pour la conceptualisation de l'unité, de la différence et de la division. En tant que constructions sociales, ces catégories sont considérées comme des contingences fluides, historiques et structurales (Espiritu, 1992, Glenn, 1999, Mullings, 1997, Omi et Winant, 1994). Elles impliquent, socialement et politiquement des représentations de groupes, et non la constitution réelle de groupes permanents (Crenshaw, 1991). Une riche et abondante documentation scientifique démontre le sens accordé au genre, à la race-ethnicité et à la classe tout au long des diverses circonstances historiques et des conditions locales (Lorber 1994, Omi et Winant, 1994).

L'intersectionnalité peut aussi être comprise comme la « distance du centre » (Bishop, 1994). Dans ce cas, le centre vise à privilégier, et le point de vue de l'intersectionnalité porte l'idée de la marginalisation. Or, la connaissance des diverses expériences individuelles offre la possibilité de commencer à comprendre l'expérience des groupes marginalisés. Alors, on note que les deux niveaux sont interdépendants. Bishop (1994), à ce propos, déclare :

Les groupes qui ont une histoire d'oppression et d'exploitation sont poussés de plus en plus des centres du pouvoir de contrôle de la forme et du destin de la société. Ce sont les marges de la société, et ceci est le processus de marginalisation.

La théorie intersectionnelle émerge ainsi comme réponse à l'insuffisance des théories existantes, pour rendre compte du phénomène de la différence et de l'oppression multiple (Bilge, 2008). En effet, le genre, l'origine ethnique-race (ethnos) et la classe sont des systèmes qui articulent des formes de différenciation et de stratification des populations humaines dans l'ère moderne. La compréhension de ces systèmes exige non seulement la reconnaissance de la prolifération des identités postmodernes, mais aussi de l'imbrication complexe des relations sociales ainsi qu'une analyse qui peut indiquer leur connexion dans la production de différenciations, d'exclusions, de désavantages et d'inégalités sociales (Anthias, 1998 ; 2001a et 2001b).

D'un point de vue critique, les nouvelles perspectives intersectionnelles s'orientent vers un réexamen de la discussion de la différence et de l'exclusion, et elles sont centrées sur la nature combinée de l'oppression, ce que Patricia Hill-Collins (1990) appelle la « *matrice de la domination* ». Pour cette auteure, dans cette matrice, un individu peut à la fois expérimenter l'oppression et le privilège à travers l'ensemble des positions sociales de sexe, de race et de classe, parce que pour chaque acte d'oppression, un acte de domination interconnecté est présent. Hill-Collins souligne donc que la plupart d'entre nous ont connu des degrés divers de privilège et d'oppression, de sorte que, peu importe où nous tombons dans la matrice, en fonction de nos positions sociales particulières, nous avons tous expérimenté de quelque manière l'oppression, d'un côté, et le privilège, de l'autre. Ainsi, comme tout le monde dans la société dispose d'une position sociale, tout le monde dans la société s'inscrit dans cette matrice.

Il y a deux éléments clés dans cette « matrice de domination ». D'abord, comme toutes les matrices, elle dispose particulièrement l'intersection des systèmes d'oppression, et la façon des divers systèmes de s'entrecroiser est historiquement et socialement spécifique. En second lieu, les systèmes d'oppression sont organisés surtout à travers quatre domaines du pouvoir : structural, disciplinaire, hégémonique et interpersonnel (Hill-Collins, 1990).

Premièrement, le domaine structurel est constitué des diverses structures sociales telles

que le droit, la politique, la religion et l'économie. Ce domaine définit les paramètres structurels qui organisent les relations de pouvoir. Deuxièmement, le domaine disciplinaire est celui qui gère l'oppression. Hill Collins reprend cette idée de Weber et de Foucault : le domaine de la discipline se compose des organisations bureaucratiques qui contrôlent et qui organisent le comportement humain par la routine, la rationalité et la surveillance. Ici, la matrice de la domination est exprimée à travers l'organisation de protocoles qui masquent les effets du racisme et du sexisme sous des couvertures d'efficacité, de rationalité et d'égalité de traitement. Troisièmement, il est possible de voir comment le domaine hégémonique légitime l'oppression en créant un lien entre la structure, la discipline et les relations interpersonnelles. Il s'agit, en termes wébériens, de la sphère culturelle dans laquelle l'idéologie et la conscience se réunissent. C'est ici que nous trouvons le langage que nous utilisons, les images auxquelles nous répondons, les valeurs et les idées que nous véhiculons. Enfin, le domaine interpersonnel est celui qui influence la vie quotidienne. Il est composé des relations personnelles que nous entretenons ainsi que des différentes interactions qui constituent notre vie quotidienne. La façon selon laquelle nous sommes positionnés dans le monde social influence la manière dont nous réfléchissons, à la fois sur notre position personnelle et sur notre position en tant que membre d'un groupe. Pour cette raison, la théorie du « point de vue » confère une place centrale à l'expérience, qui se traduit par un avantage épistémique lié à la position minoritaire et aux divers systèmes qui organisent les hiérarchies, de sorte que se créent différentes sortes d'expériences et de réalités sociales (Hill Collins, 2000).

En analysant le cas des femmes noires, Hill Collins, affirme qu'elles se trouvent sous deux systèmes d'oppression : la race et le genre. Être capable de comprendre la position sociale dans cette « intersectionnalité » ouvre la possibilité de voir et de mieux comprendre les divers espaces transversaux. Dans cette optique, vivement discutée, aucune forme d'oppression n'est primaire, bien que les individus et les groupes tendent souvent à définir l'une d'entre elles comme plus fondamentale que les autres. Ce qu'il importe de noter, à notre avis, est que Hill Collins (1990) introduit une complexité supplémentaire en désignant différemment cette articulation selon qu'elle se déploie

dans les processus microsociaux (*intersectionality*) ou qu'elle implique les structures macrosociales (*interlocking systems of oppression*).

Dans le but d'obtenir une image complète du système de privilèges et d'oppressions dans une société, Lorde (1980) et Hill Collins (1990) soutiennent qu'il est important de prendre en compte tous les aspects de la position sociale des individus, car ils influencent tout ce que nous connaissons, notre façon d'apprendre, comment nous vivons ainsi que toutes les impressions que nous avons des autres, et même la façon dont nous considérons le regard des autres sur nous. Il existe ainsi un double fondement. D'une part, la position objective de(s) dominé(e)s dans la structure sociale se présente dans une situation « d'outsider à l'intérieur » (*Outsiders inside*) et, d'autre part, les effets de type psychosociologique qui en résultent se manifestent sous la forme d'une « conscience dédoublée » (*bifurcated Consciousness*) issue de leur connaissance de la perspective des dominant(e)s et de celle d'être des dominé(e)s (Hill Collins, 1986).

Dans la perspective d'Anthias (1998), ce débat met en évidence deux fils de raccordement pour analyser les divisions sociales. Le premier se situe au niveau de la synergie transversale et des systèmes de domination et de subordination, plus particulièrement en termes de processus et de relations de hiérarchisation, d'inégalité dans la répartition des ressources et d'infériorisation de certains sujets ou membres d'un groupe, en tant que principes fondamentaux des divisions sociales (Anthias, 1998). Le deuxième fils d'analyse est en relation avec les articulations de la construction de l'inégalité sociale et les multiples modes de domination et de subordination, c'est-à-dire, en termes de positions contradictoires. Ainsi, selon les circonstances, une personne peut être considérée dans une relation de domination – pour le genre et la race, par exemple –, mais dans une relation de subordination – en termes de classe, dans le même exemple.

Bref, l'approche intersectionnelle souligne le rôle et l'effet des catégories socialement et culturellement construites pour déterminer l'inclusion ou l'exclusion de certains groupes dans des sphères ou des champs particuliers de la société (Davis, 2008 ; Yuval-

Davis, 2006). Ainsi, le genre, la race et la classe sont des catégories socioculturelles qui, d'un côté, servent à positionner différemment aux êtres humains dans les divisions sociales et les sphères sociales; et, d'autre côté, servent à la classification et à la répartition des individus au marché du travail, par exemple, sur la base des critères de la valeur de leurs compétences, de leurs fonctions socioéconomiques et de leur accès à la connaissance (Anthias, 2001b).

2.2. L'approche de la « translocational positionality »²⁷

En suivant Anthias (2001, 2002a, 2002b, 2005, 2006 et 2007), nous proposons dans cette recherche de suivre l'analyse de la « translocational positionality » (ou « positionnement translocational »²⁸) à partir de l'étude du contexte et de l'expérience historique des femmes et des groupes de femmes qui sont représentés par les conditions matérielles d'organisation de leur vie contemporaine dans les processus migratoires transnationaux.

Selon Anthias (2007), la notion de « positionnalité » (positionality) comprend à la fois une référence à la « position sociale » (« social position ») comme un ensemble d'effets, soit comme un résultat, et à la « position situationnelle »²⁹ (social positioning) comme un ensemble de pratiques, d'actions et de significations, soit comme un processus. Ainsi, la « positionnalité » est l'espace d'intersection de la structure, en considérant la *position sociale* et les divers facteurs et impacts sociaux, avec l'« agentivité », en considérant la *position situationnelle* et les significations de la pratique (Anthias 2001, 2002a, 2002b, 2007).

En s'appuyant sur l'approche de Hill Collins (1989), Cuadraz et Uttal (1999) suggèrent

²⁷ Nous utiliserons tout au long du texte le terme « positionnalité translocationnelle ».

²⁸ □ La responsabilité de la traduction est entièrement de nous.

²⁹ □ Peut-être la traduction la plus cohérente devrait-elle être « positionnement social ». Cependant, pour une question d'utilité dans l'analyse et pour éviter de possibles confusions entre les termes « positionnalité », « position » et « positionnement », nous prendrons tout au long du texte les termes de Cuadraz et Uttal (1999), qui expriment une idée conceptuelle assez semblable. Cette idée est sous l'entière responsabilité de l'auteure de ce mémoire.

qu'il est très important de comprendre comment le moment historique et les processus sociaux permettent aux individus d'apprendre de leurs expériences et de leur vie. À cet égard, elles proposent l'étude de la *position sociale* (social location) et de la *position situationnelle* (situational location). Ces deux éléments conceptuels permettent de reconnaître que les individus négocient leur propre vie en tant que personnes ainsi que comme membres d'un groupe social historiquement formé. Cette conceptualisation de la *position sociale* et de la *position situationnelle* brise l'impasse de la critique, qui analyse la construction sociale du sens et réduit la vie sociale au relativisme des expériences. Selon ces auteures, en mettant l'accent sur la *position sociale* et sur la *position situationnelle*, nous pouvons rendre compte des forces de l'histoire, des idéologies, des politiques contemporaines, des événements politiques, sociaux et économiques, et de cette manière, nous pouvons mieux diriger notre attention sur les structures sociales et sur l'histoire sociale, qui semblent parfois disparaître de la conscience individuelle, mais qui en réalité ne disparaissent jamais, et qui, par contre, influencent l'expérience individuelle et l'élaboration du sens, et vice versa (Cuadraz et Uttal, 1999).

La thèse positionnelle développée par Linda Alcoff (1989) – inscrite dans la théorie féministe de l'identité et qui a été une des premières approches pour la construction des éléments d'analyse pour la compréhension des positions sociales dans un contexte historique –, nous permet d'éclaircir ce double fondement. À partir de la position de cette auteure, on peut comprendre, d'un côté, que, par exemple, être femme n'est pas un ensemble d'attributs naturels, mais plutôt une position dans un réseau social et culturel déterminé. D'un autre côté, il est possible de noter que la position des femmes est relative et non pas innée, et qu'elle n'est pas « limitée » non plus à l'appartenance à un groupe de référence, mais qu'elle dépend plutôt de l'identification de la subjectivité propre dans un contexte déterminé.

D'une façon semblable et abordant la question de l'ethnicité, Anthias (1997) confirme que l'ethnicité est plus qu'une simple question d'identité ethnique, car dans le sens communautaire, elle est définie en termes de culture partagée, de symboles et de

significations qui mènent au sens collectif réel ou imaginaire d'une expérience commune ; et dans le sens personnel, elle se manifeste par rapport à l'identification d'une personne envers un groupe. L'ethnicité implique ainsi la participation à la situation sociale d'un groupe qui est positionné de façon particulière en termes de répartition sociale des ressources, dans un contexte de différences par rapport aux autres groupes ainsi que par rapport aux points communs et aux différences à l'intérieur de ce groupe (par exemple, en ce qui concerne les divisions de classe et entre les sexes).

Or, pour bien comprendre le concept de « positionnalité translocationnelle », il est nécessaire, selon Anthias (2002b), de mettre en évidence les domaines, les processus, les contextes et les conséquences qui interagissent pour le construire :

« Gender, ethnos (ethnicity and « race ») and class may be seen as crosscutting and mutually interacting ontological spaces which entail social relations and social processes (having experiential, intersubjective, organisational and representational dimensions) that coalesce and articulate at particular conjunctures to produce differentiated and stratified social outcomes. Any analysis at the level of social outcomes cannot look at each social division in isolation from the other; therefore. The analogy of a grid may be useful which can be overlaid onto individuals. The different grids are experienced contextually and situationally as sets of simultaneous and mutually effective discursive instances and social practices. » (Anthias, 1998)

Le terme « translocational » utilisé par Anthias fait référence à la nature complexe de la positionnalité rencontrée par ceux et celles qui se situent à l'intersection d'un ensemble de lieux et de bouleversements en ce qui concerne le sexe, l'origine ethnique, l'appartenance nationale, la classe, etc. La notion de *situation* ou de « location » reconnaît ainsi l'importance du contexte, qui participe à la nature des attributions et de leur production dans des situations complexes et changeantes localement et globalement. Ce concept reconnaît ainsi la variabilité de certains processus qui conduisent à une construction complexe, contradictoire et à la fois dialogique et revendicatrice de diverses positionnalités (Anthias 2002b, 2007).

Cela signifie que les individus sont non seulement différents les uns des autres, mais qu'ils sont aussi positionnés socialement selon une certaine hiérarchie et

situationnellement selon leurs pratiques. Par ailleurs, leur position à l'intérieur des espaces ontologiques – comme le genre, l'ethnicité-race et la classe –, dépend de l'espace social qu'ils occupent, mais aussi du contexte. Dans cette perspective, Anthias (1998, 2001a et 2001b) soutient que la connexion des divisions sociales est également croisée par deux problématiques transversales : la différenciation et le positionnement. À l'intérieur de chacune d'elles, il est possible de trouver les domaines de l'expérience, l'intersubjectivité, l'organisationnel et le représentationnel en tant que facteurs qui permettent l'attention à des niveaux différents d'organisation et de hiérarchisation sociale : le personnel (l'expérience), l'action-interaction-pratique (l'intersubjectivité), l'institutionnel-structure (l'organisation) et le symbolique-discursif (les représentations). Chacun de ces champs agit comme contexte ou comme habitus et champ (Bourdieu, 1990) pour les autres, et il permet une exploration de la manière dont ils interagissent les uns avec les autres. Ainsi, la construction de ces distinctions de la réalité permet de répondre à différentes questions de recherche.

Ces quatre domaines, qui serviront à notre analyse, concernent les éléments suivants :

« ***The experiential*** » (*l'expérience*) : est le domaine d'analyse où l'accent est mis sur les expériences personnelles dans des contextes repérables (comme l'école, le lieu de travail, le quartier ou le lieu d'origine), et qui sont définies comme différentes et identifiées comme des catégories particulières.

« ***The intersubjective*** » (*l'intersubjectivité*) : est le domaine qui découle du niveau des relations intersubjectives, c'est-à-dire des actions et des pratiques quotidiennes qui ont lieu dans les diverses sphères de la vie sociale.

« ***The organisational*** » (*le domaine organisationnel*) : est le niveau des espaces ontologiques institutionnels et organisationnels dans lesquels se joue la hiérarchisation sociale : par exemple, les structures familiales et les réseaux, les systèmes éducatifs, les systèmes politiques et juridiques, l'appareil de l'État et le système de contrôle et de surveillance.

« ***The representational*** » (*le champ représentationnel*) : est le domaine lié aux moyens

symboliques et représentationnels, aux images, aux textes, aux documents et aux informations auprès des espaces ontologiques.

À partir de l'analyse de la « matrice de la domination » de Hill Collins (1990), Cuadraz et Uttal (1999) utilisent le terme d'« oppressions entrecroisées » (interlocking oppressions) pour désigner le lien entre les différents systèmes d'oppression, c'est-à-dire un modèle décrivant les structures sociales qui créent les *positions sociales*. D'un autre côté, la notion d'intersectionnalité (intersectionality) de Hill Collins, qui est spécifiquement :

« an analysis claiming that systems of race, social class, gender, sexuality, ethnicity, nation, and age form mutually constructing features of social organization, which shape [Black] women's experiences and, in turn, are shaped by [Black] women » (Hill Collins, 2000 : 299)

permet de décrire des processus microsociologiques, à savoir comment chaque individu et chaque groupe occupe une position à l'intérieur des structures entrecroisées, qui modèlent conjointement l'oppression, mais qui se basent sur la compréhension de la *position situationnelle*. Ainsi, comme Hill Collins elle-même le précise:

« First, the notion of interlocking oppressions refers to the macro level connections linking systems of oppressions such as race, class and gender. This is the model describing the social structures that create social positions. Second, the notion of intersectionality describes micro level processes namely, how each individual and group occupies a social position within interlocking structures of oppression described by the metaphor of intersectionality. Together they shape oppression. » (Hill Collins, 1995: 492)

Par ailleurs, il faut noter qu'en plus d'être structurée autour des axes tels que la race, le sexe et la classe sociale, la matrice de la domination est structurée à plusieurs niveaux : au niveau de la biographie personnelle, au niveau du groupe ou de la communauté, selon le contexte culturel et, finalement, au niveau systémique des institutions sociales (Hill Collins, 2000).

D'abord, selon Hill Collins, chaque individu a une biographie personnelle unique composée d'expériences concrètes, de valeurs, de motivations et d'émotions. Il est impossible de trouver deux biographies identiques. Ce niveau de conscience

individuelle est un domaine où les connaissances nouvelles peuvent générer des changements, en mettant l'accent sur le pouvoir d'autodéfinition et sur la nécessité d'un esprit libre pour prendre des décisions. C'est à ce niveau que les liens humains peuvent être libérateurs et générateurs d'autonomie, ou au contraire, qu'ils peuvent servir de limite et d'oppression.

Ensuite, le contexte culturel, qui est constitué des expériences et des idées qui sont partagées avec d'autres membres d'un groupe ou d'une communauté, donne un sens aux biographies et il constitue un deuxième niveau de domination éprouvée et à laquelle on résiste. La composante culturelle contribue, entre autres choses, aux concepts utilisés dans la réflexion et dans l'action, à la validation groupale du comportement d'un individu, à l'interprétation des concepts, aux « façons de penser » (comme modèles utilisés dans l'acquisition des connaissances) et aux normes employées pour évaluer le comportement et la pensée individuelle. De plus, selon l'auteure, les contextes culturels les plus cohérents à analyser sont ceux qui ont des antécédents identifiables, dans un espace géographique et social défini et se situant autour des institutions sociales de référence.

Enfin, la domination est connue et on y résiste à un troisième niveau : dans les institutions sociales contrôlées par le groupe dominant, à savoir : les écoles, les églises, les médias et autres organisations. Bien que ces institutions exposent les individus à la pensée spécialisée et qu'elles offrent la promesse d'accès aux diverses compétences qui peuvent être utilisées pour l'habilitation individuelle et la transformation sociale, en même temps, elles exigent la docilité et la passivité, car elles reflètent la pensée masculine eurocentrique répandue par les mêmes ou par d'autres institutions.

Dans ces trois niveaux, il est possible de considérer que, d'un côté, il existe un ensemble d'éléments matériels et idéologiques reproducteurs des systèmes d'oppression (Hill Collins, 1990, Weber *et al.*, 1997) ; mais il existe aussi un ensemble de ressources matérielles et psychologico-idéologiques (culturelles et symboliques) (Anthias, 1998 et 2000 ; Weber, 1971) associées à une position dans la « matrice de la domination

sociale », selon l'appartenance à un groupe social défini et dans les structures entrecroisées, selon l'expérience individuelle.

Pour analyser le *positionnement* des immigrantes universitaires sud-américaines de notre étude, nous partons du fait que la « positionnalité » est construite par les femmes, à travers des récits d'appartenance et d'identité collective qui fondent, d'une part, les différences, les frontières (Barth, 1969) ainsi que les hiérarchies d'organisation sociale (Yuval-Davis, 1991). Et, d'autre part, il s'agit de considérer que ces femmes ont les références pour l'adhésion au groupe, mais aussi qu'elles sont en mesure de mobiliser des ressources pouvant être utilisées pour la lutte, la négociation et la poursuite de projets aux divers niveaux. La « positionnalité » va donc au-delà de l'identification à un récit d'appartenance et elle est éprouvée profondément par l'intermédiaire de multiples processus sociaux dans les domaines expérientiel, intersubjectif, organisationnel et « représentationnel » (Anthias 2001, 2002b, 2005) aux niveaux personnel, social et institutionnel (Hill Collins, 2000).

L'analyse du positionnement des femmes participant à notre étude vise deux domaines d'analyse. Le premier, encadré par la *position sociale* (social position), permet de voir que les femmes de notre étude sont socialement situées dans un groupe particulier en partageant certaines conditions de présence, d'existence et de différence dans l'organisation hiérarchiquement structurée du contexte récepteur, mais aussi dans le contexte d'émigration de l'Amérique latine, et de l'Amérique du Sud en particulier. Ainsi, le fait d'être femme, d'une origine sociale et ethnique- raciale particulière, et le fait d'appartenir à une classe ou à un niveau socioéconomique marquent les conditions et les possibilités de compter sur des ressources et sur des capitaux concrets qui jouent un rôle décisif dans la compréhension du processus de féminisation des flux migratoires sud-américains récents et d'insertion sur le marché de travail dans les sociétés d'accueil.

Le deuxième domaine d'analyse que nous nous proposons d'explorer est la *position situationnelle* ou « social positioning » à partir de la notion qui décrit le processus par lequel chaque individu et chaque groupe social occupent une position au sein de

l'imbrication des structures d'oppression décrites par la métaphore de l'intersectionnalité de Hill Collins (Cuadraz et Uttal, 1999). Être capable de comprendre le positionnement d'une personne dans cette « intersectionnalité » ouvre la possibilité de voir et de comprendre beaucoup mieux les divers espaces transversaux dans lesquels les relations sociales se structurent. À cet effet, Hill Collins (1989) a souligné la nécessité de questionner la vision essentialiste des hypothèses sur le sexe, à travers l'élaboration d'une compréhension plus profonde de la vie personnelle dans les histoires qui reflètent les influences de l'intersection entre les sexes en ce qui concerne les diverses identités sociales marginalisées. Le concept de l'intersectionnalité permet ainsi de comprendre de quelle façon l'expérience d'une personne s'inscrit dans le contexte historique, social, économique et politique, et comment les institutions servent à produire et reproduire le système d'organisation et hiérarchisation sociale.

Prendre en considération l'analyse de la *position situationnelle* implique aussi de reconnaître que les individus bâtissent leur avenir sur la base d'un processus itératif de continuité dans lequel les contraintes et les occasions passées encadrent l'expérience de la situation présente (Cuadraz et Uttal, 1999). De ce fait, le positionnement situationnel se manifeste dans le sens que les expériences des femmes de notre étude peuvent être considérées comme des constructions sociales susceptibles d'évoluer au fil du temps. Cependant, en sachant que par leurs caractéristiques individuelles à l'intérieur du regroupement, elles devront tenter de reconstruire leur projet professionnel en utilisant les ressources matérielles, culturelles et symboliques disponibles, leurs expériences demeurent toutes hétérogènes. Ce sont justement ces expériences individuelles qui marqueront leur position situationnelle, qui est défini par le fait que chacune d'elles s'installera dans un nouveau contexte social, mais avec une expérience particulière, qui fait en sorte qu'elle devra élaborer une ou plusieurs stratégies d'intégration dans la société réceptrice.

La notion d'intégration socioéconomique en tant que processus bidirectionnel et multidimensionnel permet de tenir compte de l'importance différenciée des événements relatifs à la position sociale et situationnelle des immigrantes dans le contexte

prémigratoire et postmigratoire, tout en considérant le contexte sociohistorique dans lequel ont lieu les expériences sociales et personnelles des immigrantes et l'influence des ressources auxquelles elles accèdent (Anthias, 2002). L'intégration, même si elle est analysée au niveau socioéconomique, est donc un processus qui a lieu dans divers champs et domaines de l'expérience personnelle et du contexte. Pour comprendre le « positionnement translocationnel » des femmes universitaires sud-américaines nous nous pencherons sur l'analyse des ressources acquises et mobilisées à partir des domaines expérientiel, intersubjectif, organisationnel et représentationnel.

Premièrement, nous nous référerons au champ de *l'expérience sociale* en considérant que, comme le précise Dubet (1994), elle peut être définie comme une combinaison hétérogène de logiques d'action dont le sens et l'unité procèdent d'un travail de l'individu, mais qui, en même temps, lui sont données, lui préexistent ou lui sont imposés à travers une culture, des rapports sociaux, des contraintes de situation ou de domination. Smith (2001) remarque que cette expérience sociale est construite et appelée par l'actrice sociale en formes différentes, en lui donnant du sens, en décrivant à distance, critiquant, jugeant, réagissant, et en faisant appel à des normes plus ou moins latentes mobilisées selon l'occasion. Alors, c'est dans les discours que les femmes sud-américaines construisent de leurs trajectoires qu'il est possible dégager la grande importance du sens de l'expérience.

Le deuxième axe d'analyse, *la dimension intersubjective*, est abordé à partir des projets migratoires et logiques d'action que les migrantes sud-américaines établissent. De cette façon, nous essayerons de situer les interactions singulières des femmes participant à cette étude, avant, durant et après le processus migratoire, dans des processus historiques et structuraux majeurs. Dans le cadre de cette recherche, nous avons retenu, comme perspective de l'intégration professionnelle, la quête d'identité à travers des négociations et le tissage de liens sociaux, dans des espaces d'interaction quotidiens, atteignant autant la vie personnelle que socioculturelle des immigrantes. Parmi ces espaces, on estime que la source fondamentale qui nourrit la réappropriation du sens dans le contexte récepteur, est le projet migratoire de la personne (Taboada-Léonetti,

1975), en tant que professionnelle appartenant à une communauté ethnique, et au niveau personnel, car les dynamiques du projet migratoire s'ancrent dans différents niveaux et logiques d'action qui conditionnent son devenir (Gesle et al., 1994). En effet, dans l'analyse proposée, nous verrons comment les projets migratoires des professionnelles sud-américaines, tels que ces femmes les décrivent, subissent des modifications, des adaptations et/ou des changements en fonction des conditions, des ressources et des logiques d'action selon le positionnement et le contexte des deux sociétés de référence.

Le troisième axe d'analyse permet démontrer l'importance des *facteurs organisationnels et institutionnels* des contextes d'origine et de destin sur l'agir de femmes de cette étude. Ces facteurs, d'un coté, reflètent les conditions économiques, démographiques, sociales, culturelles et politiques qui sont mises en scène dans les dynamiques sociales et relationnelles entre les individus et le contexte encadré par la structure, les normes et les pratiques institutionnelles des deux espaces de référence (Anthias, 2000). D'autre coté, les facteurs organisationnels et institutionnels se constituent en épreuves pour prendre des décisions dans les processus d'élaboration des stratégies pour l'insertion au marché de l'emploi.

Enfin, nous nous occupons de *la dimension représentationnelle*, à partir de l'analyse des perceptions des processus de reconnaissance. Prendre en considération ce champ d'analyse obéit à la nécessité de comprendre la manière dans laquelle le contexte social de la société d'accueil, influe sur l'agir des professionnelles sud-américaines au marché de l'emploi. La reconnaissance et la façon comment elle est perçue fait ainsi, preuve des positionnements et visions des membres de la société d'accueil, révèle les préjugés et les perceptions face à l'Autre et l'Ailleurs, et, témoigne les enjeux du processus bidirectionnel et multidimensionnel du processus d'intégration (Blain, 2006, CAMO, 2006, Rojas-Viger 2006, Michaud, 2004, Thompson 2000, Mata 1999, Ménard, 1995).

Bref, l'analyse du *positionnement translocationnel* implique la conception d'une représentation ellipsoïde de la structuration sociale, comme résultat et comme processus

des relations entre les actrices et la structure sociale. Cette représentation s'accorde avec le concept de la « dualité structurelle » proposée par Anthony Giddens (1984), selon laquelle la structure impose des contraintes à l'action sociale, mais instaure aussi des compétences pour sa matérialisation, qui est vécue dans l'action personnelle elle-même et dans l'interaction sociale. Alors, il ne s'agit pas d'opposer l'analyse macro à l'analyse du niveau micro, mais plutôt de reconnaître que la réalité sociale de la mobilité féminine doit considérer chaque expérience, chaque structure et chaque relation entre la biographie individuelle et les diverses formes de domination selon l'échelle d'observation dans laquelle on se situe. Notre analyse implique le fait de concevoir les positionnements social et situationnel comme des constructions historiques quotidiennement mises à jour individuellement et collectivement par les actrices dans les deux contextes sociaux de référence.

2.3. Les ressources culturelles et symboliques

2.3.1. L'utilisation des ressources et l'intégration socioéconomique

En termes généraux, la plupart des études portant sur l'intégration socioéconomique considèrent que les ressources utilisées par les immigrants qualifiés peuvent être définies comme des outils qui, en fonction de leurs caractéristiques, aident ou gênent l'accomplissement des buts liés à l'intégration socioéconomique (Potter, 1999). Les types de ressources qu'une bonne partie des études sur l'intégration socioéconomique incorporent habituellement sont : d'un côté, les éléments du capital humain, entendus comme l'investissement combiné d'une personne sur elle-même sous forme d'éducation, d'expérience professionnelle et de développement spécifique de compétences dans sa vie, et d'un autre côté, le capital social qui est mis en scène comme le facteur permettant la mobilisation d'autres ressources pour s'intégrer à la vie économique dans la société d'accueil.

Les analyses du capital humain tentent habituellement d'expliquer les différences de revenu, les promotions, la concentration et la participation au marché du travail des

populations autochtones et étrangères, en mesurant, entre autres variables, leur niveau d'éducation, la compétence, le prestige professionnel, les capacités linguistiques et l'expérience dans le domaine de formation (par exemple, Abbott, 1989 ; Plage et Worswick, 1993 ; Bach et Argiros, 1991; Baker et Benjamin, 1994 ; Borjas, 1990 ; Chiswick, 1992 ; Coulson et Devoretz, 1993 ; Goldlust et Richmond, 1974 ; Nogle, 1993 ; Bagagiste, 1965 ; Worswick, 1996). La plupart de ces analyses précisent que le capital humain des femmes, tel que défini ci-dessus, est généralement inférieur à celui des hommes, en raison du double rôle de mère-femme au foyer et de travailleuse³⁰ et des occasions moindres des femmes d'accéder à de meilleurs niveaux d'éducation dans la société d'origine (Boyd, 2002 ; Piper, 2003 ; Potter, 1999).

Par ailleurs, dans la documentation générale sur le capital social et les réseaux sociaux, ceux-ci sont perçus comme un système complexe de relations, de rapports interpersonnels et de rôles sociaux qui servent d'appui et de sources de communication et d'information aux immigrants (Baur *et al.*, 2000; Crisp, 1999 ; Massey, *et al.*, 1993). Ainsi, au niveau du groupe ethnique, les explications du succès ou de l'échec économique des immigrantes s'appuient sur les caractéristiques de la communauté ethnique et sur le rôle des liens et des réseaux ethniques. Au niveau général, plusieurs discussions ont eu lieu autour des avantages et des contraintes créées par les liens coethniques forts lorsqu'ils agissent sur la mobilité professionnelle immigrante à l'intérieur et en dehors de l'enclave ethnique. Les diverses études à ce sujet ont démontré combien l'existence d'une communauté ethnique à laquelle s'identifie l'immigrant – ou le nouvel arrivant – constitue un facteur important de son insertion dans le pays d'accueil, étant donné qu'elle constitue en quelque sorte un réservoir de coutumes, de modes de vie et de valeurs partagées au quotidien. En parlant des immigrants en général, Bertot et Jacob (1991), qui ont décrit trois phases aux processus d'insertion, proposent que le soutien reçu de la communauté serait bénéfique au nouvel

³⁰ Boyd (1992) et Worswick (1996) expliquent que les arrêts de travail rendus nécessaires pour soutenir et élever des enfants ont pour effet que les femmes, par rapport aux hommes, sont confrontées à un inconvénient de plus sur le marché du travail, au même titre que les pratiques qui accordent moins de valeur à l'éducation et à la carrière des femmes, et les empêchent d'accéder sans cérémonie et efficacement aux réseaux, qui sont de plus en plus essentiels pour accéder à l'information rare et essentielle.

arrivant, car il pallierait aux multiples difficultés rencontrées en terre d'accueil : perte de statut, non-reconnaissance des diplômes, perte du sentiment de contrôle, pauvreté, anomie sociale, etc. (Jacob et Blais, 1992 ; Bernier, 1993).

Il faut noter qu'il est possible de se rendre compte qu'une bonne partie de ces recherches et analyses constatent, décrivent, expliquent ou dénoncent la précarité des emplois occupés par les femmes et que celles-ci inventent des stratégies comme l'entrepreneuriat ethnique. Une forte critique adressée à une bonne partie de ces travaux note cependant que la plupart sont basés sur le modèle de travail génériquement divisé, qui reprend la dichotomie entre l'homme rationnel orienté vers la haute productivité économique, et la femme associée à la culture et aux activités reproductives (Beaverstock, 1996 ; Dallalgar, 1996 ; OECD, 2002 ; Oso-Casas, 2006).

En outre, il ne faut pas négliger le fait que l'analyse du regroupement ethnique comme catégorie sociale est susceptible de démontrer une hétérogénéité plus ou moins importante à l'intérieur des groupes. Ainsi, les individus d'une même région de naissance, et plus particulièrement les femmes, sont susceptibles d'avoir des caractéristiques phénotypiques ou culturelles différentes. Par exemple, la couleur de la peau, la langue parlée ou la religion pratiquée par les répondantes risquent de varier entre les individus d'un même groupe, comme c'est le cas pour les Sud-américaines. De plus, le contexte de relations majoritaires-minoritaires, interminoritaires et intracommunautaires ainsi que les relations externes et internes par rapport au pays, à la société d'origine et d'établissement (Bilge, 2004), influenceront de façon plus complexe l'agir dans le domaine socioéconomique. Il est donc important de préciser que les individus à l'intérieur des groupes ne formaient pas nécessairement une « communauté » avant leur migration, et que ce regroupement viserait à illustrer le processus par lequel les inégalités se déploient dans la société d'accueil (Fortin, 2002). Cette illusion d'unité des « groupes » constitue ainsi un enjeu essentiel dans la désignation des groupes d'immigrant(e)s (Labelle, 2006) qui permet de comprendre la complexité du processus d'intégration dans le contexte postmigratoire.

Plus récemment, il est possible de noter que quelques études incluent l'analyse des divers types de capital dans les mesures d'avantages personnels (Potter, 1999 ; Tsukashima, 1985 ; Vega et autres 1991 ; Reitz et Sklar, 1997). Les ressources peuvent, dans cette vision, prendre une variété de formes, telles que le niveau d'éducation, les qualifications, l'expérience professionnelle, les compétences linguistiques (ressources de capital humain) ; les réseaux sociaux (ressources de capital social) ; l'argent et autres éléments productifs (ressources matérielles) ; la connaissance des coutumes du monde occidental ou « des pays du Nord » et les valeurs et croyances occidentales (ressources culturelles) ; ainsi que les éléments de personnalité (ressources psychologiques). Cependant, bien qu'il soit possible de trouver plusieurs recherches analysant d'autres types de ressources³¹, la présence féminine dans ces études est relativement peu traitée. En effet, les recherches sur les ressources culturelles des élites professionnelles³² tendent à se concentrer sur le répertoire culturel d'un individu : les valeurs, les coutumes et les croyances qui sont fortement corrélées avec le capital humain (Erickson, 1996 ; Nee, Sanders et Sernau, 1994).

Dans des études récentes, quelques chercheurs ont identifié des différences importantes dans les résultats de l'intégration socioéconomique de diverses catégories d'immigrantes qui n'ont pu être expliquées par les approches habituelles, telles que la perspective du capital humain et les variables démographiques. On dénote, par exemple, qu'un certain nombre de ressources et de facteurs au niveau personnel ont d'importantes implications pour les immigrants qualifiés, tels que la motivation d'une personne à travailler à l'étranger (Meijering et van Hoven, 2003). Beaverstock (1991) a identifié trois principales motivations individuelles qui influent sur la décision de travailler à l'étranger des immigrantes : la recherche de perfectionnement de leur carrière, le

³¹ À titre d'exemple, voir Abbott, 1989 ; Plage et Worswick, 1993 ; Bach et Argiros, 1991 ; Baker et Beaverstock, 2002 ; Benjamin, 1994 ; Borjas, 1990 ; Chiswick, 1992 ; Coulson et Devoretz, 1993 ; Goldlust et Richmond, 1974 ; Nogle, 1993 ; Bagagiste, 1965 ; Worswick, 1996.

³²

□ Par exemple, il y a dans ces recherches, celles qui se concentrent sur la théorie des ressources culturelles de Bourdieu (1980), en démontrant l'importance de la connaissance des valeurs et des croyances libérales démocratiques occidentales (Pellegrino, 2003) et des « raccords culturels » (Fawcett 1989) qui facilitent l'intégration des travailleurs qualifiés (DiMaggio et Mohr, 1990 ; Hagan, 1994).

développement personnel et le désir d'un meilleur revenu financier. D'autres motivations comprennent le désir d'échapper aux conditions de vie défavorables, en particulier des pays en développement (Tzeng, 1995), et le désir de vivre à l'étranger (Amit-Talai, 1998).

Il est possible également de noter un certain nombre d'études qui considèrent qu'il y a des éléments culturels et personnels ayant une haute valeur symbolique qui jouent un rôle fondamental dans le processus d'intégration. Par exemple, Ho (2006) souligne le rôle de l'identité sociale, comme le sexe et l'appartenance ethnique, dans les trajectoires de carrière des travailleuses immigrantes en Australie. De même, des auteures comme Junankar, Paul et Yasmeen's (2004), dans une étude en Australie, ont constaté que les compétences éducatives ne constituent pas une variable importante de l'intégration des immigrantes provenant d'Asie.

Robinson et Carey (2000), en étudiant le cas des femmes médecins indiennes au Royaume-Uni, ont souligné la nature « multicouches » et très complexe de cette migration. Leur étude a révélé que la migration en provenance de l'Inde évolue au sein de l'héritage colonial britannique en s'appuyant principalement sur l'aspect culturel de l'honneur. De même, Goss et Lindquist (1995) suggèrent que la compréhension des différents facteurs culturels joue un rôle central dans la compréhension de la façon dont la migration des compétences est différenciée selon d'autres critères que les compétences, tels que le sexe, la race et l'ethnicité. Dans une étude semblable, Bevelander (1999) a démontré l'impact visible de l'identité sociale des rôles comme l'âge, le sexe et l'appartenance ethnique sur les trajectoires de carrière des immigrants en Suède. Les niveaux d'emploi dans cette étude semblent être plus élevés chez les hommes mariés que chez les femmes, ceux-ci ayant peut-être une meilleure économie, à cause des pressions qu'ils exercent suite à l'appui de leurs familles dans ce pays.

Au Canada, les études de Gilles et Preston (2003), Man (2004) et Nedelcu (2005a) démontrent aussi l'importance de prendre en considération d'autres ressources pour affronter les contraintes sociétales et le marché du travail.

2.3.2. L'acquisition, la mobilisation des ressources et la positionnalité

Anthias et Yuval Davis (1992) affirment que le genre (sexe social), l'ethnie et la classe en tant que catégories sont les moyens par lesquels les groupes sociaux sont produits et organisés. De cette façon, les formes d'exclusion sociale sont en corrélation pour déterminer la position des individus, en conditionnant leur capacité d'accéder aux ressources matérielles et symboliques (Anthias, 2001 ; Knapp, 2005). En d'autres termes, ces catégories sociales sont constituées comme un mode de classification et elles reflètent les ontologies sociales autour de la différence, pour leur assigner une valeur dans les diverses sphères de l'interaction humaine (Anthias, 1991, 1992a, 1996 et 1998a ; Anthias et Yuval Davis, 1992).

De façon générale, Anthias (2002) affirme que les ressources constituent des éléments qui dépendent du positionnement social à l'intérieur d'une gamme de pratiques sociales. La notion de matérialité n'est donc pas limitée à l'aspect économique. Une fois que « le matériel » est formulé autour de l'idée de la répartition des ressources et de leur placement hiérarchique, il faut, selon l'auteure, déterminer comment les différents types de ressources sont socialement valorisés. Cette valorisation peut être culturelle et/ou symbolique, parce que les ressources économiques possèdent une valeur culturelle, et les ressources culturelles ont une valeur économique.

Ce qui est important est surtout la notion voulant que le capital social et culturel puissent être convertis en capital matériel ou économique et devenir constitutifs du positionnement de classe ou d'appartenance ethnique/raciale (Bourdieu, 1980). Et comme tout capital économique, celui constitué par des ressources matérielles – qui donnent un pouvoir à son détenteur –, peut devenir un capital symbolique ayant une reconnaissance particulière au sein de la société.

Bien que Bourdieu n'ait pas appliqué cette théorie aux populations immigrées, nous croyons qu'il est plus qu'approprié d'étudier dans quelle mesure les immigrantes qualifiées peuvent employer leurs ressources matérielles et culturelles pour accéder

symboliquement à une position sur le marché du travail. La prise en considération de cette approche obéit à l'importance de considérer l'agentivité des travailleuses qualifiées, car le fait de pouvoir disposer de ressources contribue à créer des sentiments de confiance et de continuité (Giddens, 1994), qui sont fondamentaux dans un cadre où l'instabilité et les attentes à l'égard de l'avenir sont concomitantes d'un nouveau contexte et d'une toute nouvelle *positionnalité translocationnelle*.

Il y a toujours une rétroaction entre les divers types de capital qui agissent comme des moyens dont l'individu dispose selon son positionnement. Comme le précise Anthias :

« Bourdieu's notion of cultural capital (1990) goes some way in acknowledging the role of cultural resources as a form of capital. However, the analogy with capital is too focused around how they might enter into providing access, in the final analysis, to economic resources. But economic resources are not the most valuable resource from the point of view of social positioning, at least not in any essentialist way. Economic resources have to be endowed with a symbolic or cultural value for them to be seen as socially meaningful, in producing social hierarchies relating to life conditions and life chances. » (Anthias, 2001 : 379-380).

Dans ce sens, Bolzman (1994 : 105) définit le *système de ressources* d'un immigrant comme « l'ensemble de moyens d'ordre socio-économique, relationnel, culturel et psychosomatique dont dispose une personne et qui peuvent être mobilisés dans le contexte où elle évolue ». Deux mots clés se dégagent de cette définition : *mobilisation* et *utilisation*. Si nous parlons de ressources, c'est justement pour faire référence à cet *ensemble de moyens*, constitué par des groupes de référence, des connaissances, des informations, des croyances, des systèmes de valeurs, des savoirs acquis progressivement à travers l'expérience (comment réagir, quoi dire, où, à qui, etc.), des sentiments positifs tels que l'espoir et le compromis avec la carrière, la connaissance d'autres langues, la capacité d'établir des relations par la sociabilité, etc.

Dans les termes de Bourdieu, cette définition correspond d'une certaine manière à la notion de « capital culturel ». Selon cet auteur, le capital culturel se rapporte à trois types de ressources qu'une personne peut posséder : les ressources incorporées (savoir et savoir-faire, compétences, forme d'élocution, etc.), les ressources objectivées

(possession d'objets culturels) et les ressources institutionnalisées (titres et diplômes scolaires). Ces ressources constituent un capital, parce qu'on peut les accumuler au cours du temps et, dans une certaine mesure, les transmettre aux enfants, ce qui est une condition de la reproduction sociale (Bourdieu, 1980).

D'une façon particulière, en considérant qu'une forme incorporée de capital culturel constitue l'habitus culturel, qui se construit par la socialisation successive, on peut inclure dans ce type de capital celui incarné dans la personne elle-même en tant que dispositions durables de l'esprit et du corps : attitudes et comportements appris selon le genre, la classe et l'appartenance ethnique. L'identification de cet ensemble de moyens implique donc de reconnaître que ces ressources peuvent changer selon les caractéristiques socioculturelles, comprenant, entre autres, les orientations de classe, ethniques et raciales, du pays et de la région d'origine, de genre et d'âge.

Ainsi, la capacité des immigrantes de mobiliser les ressources à leur disposition (Bolzman, 1994; Dallalgar, 1994; Carbajal, 2001) dépend, d'un côté, du positionnement des immigrantes dans la société d'origine autant que dans la société de réception, selon la valorisation symbolique et la reconnaissance de ces ressources. D'un autre côté, la considération de l'importance des ressources culturelles et symboliques demeure en étroite relation avec le fait que la valeur indiquée pour chaque forme de capital n'est pas universelle, mais qu'elle dépend plutôt du contexte spécifique (Kelly et Lusia, 2006). Dans ce sens, nous retenons la définition de Bourdieu, pour qui, il existe un type de capital spécifique à chaque champ social, qui détermine la structure et qui constitue l'enjeu des luttes personnelles et de groupe. La mobilisation des ressources est potentiellement touchée par une variété de contraintes structurelles de contexte, y compris la politique d'immigration, la philosophie et l'organisation des programmes d'établissement et d'intégration, l'accessibilité aux services de santé et aux programmes sociaux, l'intégration globale des économies ainsi que la présence de discours et d'attitudes envers les immigrantes sur le marché du travail et dans la société en général (Jasso et Rosenzweig, 1997). La prise en considération ou l'évaluation d'une ressource ou d'un capital dépendra donc des normes et des systèmes de valeurs sociales du

contexte socio-spatial spécifique dans lequel l'individu se situe à un moment particulier. En effet, les ressources culturelles et matérielles qui tendent à être valorisées symboliquement dans la société d'accueil peuvent avoir des conséquences sur l'intégration économique des immigrantes (Anthias, 1998 ; Riaño, 2004 et 2007).

Dallalfar (1994) a analysé comment des femmes iraniennes ayant de hauts niveaux d'éducation à Los Angeles font usage de leurs ressources de genre ainsi que de leur composante ethnique au moment où elles créent de petites entreprises dans des milieux où le travail et l'activité sociale convergent. Dans son étude, cette auteure constate comment les domaines public et privé se fusionnent dans les milieux de travail dans lesquels les informations concernant la communauté et leurs nouveaux membres, les possibilités d'emploi et surtout les besoins de produits et services sont vécus simultanément. Comme dans l'approche préconisée ici, cette auteure utilise une définition large des ressources, qui ne sont pas confinées au capital humain ou au capital social. Dans ce cadre, les ressources financières et sociales peuvent être perçues comme faisant partie de la position de genre, de classe et d'appartenance à un groupe ethnique (Light et Karageorgis, 1994). Pour elle – de même que pour d'autres auteures comme Bhachu (1988), Dallalfar (1989) et Westwood et Bhachu (1988) –, les ressources déployées par les immigrantes comprennent les qualifications, les attitudes, les valeurs et la connaissance qui accompagnent la position d'une femme dans la structure ethnique et de classe (en tant que membre d'un groupe), et qui aident à former leurs aspirations à des buts tels que l'emploi requérant une éducation professionnelle plus importante.

Selon Dallalfar, les ressources ethniques et de genre sont des dispositifs socioculturels du groupe entier qui sont activement employés par les immigrantes dans leur intégration, et dont elles bénéficient passivement. Entre autres éléments, ces dispositifs incluent des pratiques culturelles, des attitudes, des normes ainsi que des systèmes traditionnels de valeurs, et des institutions culturelles et sociales comme les systèmes de mariage et de famille, la solidarité ethnique, les réseaux sociaux³³, la confiance,

³³ Bien que les mesures du capital social se rapportent à la communauté ethnique dans son

etc. (Dallalfar, 1994). Plusieurs de ces ressources ethniques féminines de groupe reflètent les différentes sortes de ressources qui sont définies dans cette étude comme matérielles, culturelles et symboliques.

2.4. L'intersection du genre, de l'ethnicité-race et de la classe dans l'intégration socioéconomique des immigrantes qualifiées

Les recherches sociologiques ont déjà clairement démontré dans diverses sociétés et différents contextes que la comptabilité de l'éducation, l'expérience et les compétences (capital humain) des femmes immigrantes ne sont pas les différences importantes qui marquent les inégalités dans leurs résultats sur le marché du travail (Brown, 2004 ; Brown et Misra, 2003 ; Glenn 1999, Kibria, 1990). En effet, divers travaux quantitatifs et qualitatifs prouvent que nous ne pouvons prétendre que les hommes gagnent toujours plus que les femmes quand, par exemple, les femmes blanches « de souche » surpassent en revenus les hommes immigrants, surtout ceux appartenant à une minorité visible et/ou racialisée, et l'écart est encore plus grand chez les femmes immigrantes de ces « minorités » (Abu-Laban *et al.*, 1999 ; Basran et Zong, 1998 ; Geddie, 2002 ; Hegale et Layon, 2002 ; Leung, 2000 ; Li, 2000 et 2001; Potter, 1999 Abu-Laban *et al.*, 1999 ; Basran et Zong, 1998 ; Geddie, 2002 ; Hegale et Layon, 2002 ; Leung, 2000 ; Li, 2000 et 2001; Potter, 1999). Ainsi, même si les approches sociologiques démontrent clairement que les changements économiques et politiques, et que l'éducation, l'expérience et les habilités techniques ou professionnelles comptent, plusieurs études ont démontré que les barrières structurelles et les processus institutionnels qui déterminent la position sociale des sujets, et qui sont liées à la classe, au genre et à la race-ethnicité, semblent jouer un rôle fondamental dans la capacité des individus de s'intégrer au marché du travail (Baca Zinn et Thornton Dill 1996, Crenshaw, 1991; Hill Collins, 1999).

Parmi ceux qui conviennent que le sexe et la race ont des conséquences sur la

ensemble, plutôt qu'aux réseaux personnels, quelques auteurs arguent du fait que le succès différentiel de l'esprit d'entreprise ethnique peut en effet être expliqué, dans la mesure où les niveaux de ces ressources changent selon différentes caractéristiques de groupe, par exemple, ethniques et de genre (Light and Bonacich, 1988 ; Tenenbaum, 1993).

performance des divers groupes sur le marché du travail, l'idée que ces caractéristiques sont interdépendantes soulève de nouvelles questions concernant les relations entre les multiples hiérarchies dans l'économie mais aussi dans d'autres domaines de la vie sociale (Ransford 1980 ; Brown, 2004). Selon leurs divers intérêts, les chercheurs qui s'occupent de ce sujet abordent principalement le thème en analysant, d'un côté, l'idéologie et les systèmes de significations qui servent à la perpétuation des inégalités et, d'un autre côté, ils se concentrent sur l'analyse du contrôle des ressources matérielles et politiques servant à cette perpétuation (Anthias, 2001a ; Mullings 1997, Weber 2001). Cependant, la plupart des chercheurs, et surtout ceux et celles qui utilisent l'approche intersectionnelle pour analyser les systèmes de stratification socioéconomique (Browne, 2004 ; Falquet, 2005 ; Reskin 2000), reconnaissent l'importance d'analyser les mécanismes idéologiques sociétaux qui déterminent les processus de stratification et de hiérarchisation sociales et vice versa, ainsi que le contrôle des ressources économiques et politiques et leur accès, particulièrement lors de l'examen de la main-d'œuvre des groupes de femmes de diverses origines (Browne et Misra, 2003). Dans ce contexte, on note une complémentarité théorique concernant la motivation sous-jacente du traitement différentiel des groupes en fonction de leur sexe et de leur race dans le contexte socioéconomique.

C'est ainsi que certains auteurs affirment que, dans les pratiques institutionnelles, le groupe dominant – l'élite des hommes blancs, hétérosexuels, solvables, bien portant et hautement scolarisés –, crée consciemment des ressources pour lui-même et exclut tous ceux qui se trouvent à l'extérieur de ce groupe (Hill Collins, 1999b, Weber 2001; Salfatz, 1988). Dans cette approche, on assume que les groupes dominants qui ont accès au contrôle des ressources productives et sociales à travers les institutions majeures utilisent ces institutions pour légitimer les idéologies androcentristes et pour faire apparaître les inégalités sociales comme naturelles (Sidanius et Pratto, 2001). Dans ce sens, plusieurs auteurs insistent sur l'importance d'analyser les obstacles et les barrières présents dans les discours et dans les pratiques institutionnalisées de l'État et de la société civile. Par exemple, Reskin (2000) analyse l'impact de la « discrimination positive » et des pratiques : les hommes de l'élite blanche utilisent la loi pour conserver

leurs privilèges sur le marché du travail aux États-Unis. Ainsi, il s'offre un moyen d'examiner la reproduction du privilège.

D'un autre côté, nous trouvons les explications dans le fait que les hiérarchies sociales présentes sur le marché du travail sont créées par la position perceptuelle, cognitive et comportementale des individus dans des circonstances déterminées – processus dont les participants sont assez souvent inconscients – (Reskin 2002b, Ridgeway, 1997). Dans l'approche de la discrimination, la perspective intersectionnelle, y compris les croyances et les pratiques associées au sexe, est inextricablement liée aux croyances et aux pratiques associées à la race-ethnicité (Ferdman 1999), soit à travers les définitions traditionnelles de la féminité, qui incluent des stéréotypes comme la passivité et la faiblesse pour décrire la norme sociale d'une femme blanche de classe moyenne, soit à travers l'image des minces compétences des hommes et des femmes de couleur, soit à travers la juxtaposition des positionnements des femmes noires, latinas ou asiatiques, pour ne mentionner que quelques exemples.

Browne (1998) précise que l'approche intersectionnelle n'a pas encore résolu les conflits conceptuels pour savoir comment les processus au niveau de l'interaction sociale sont liés à la répartition des ressources et du pouvoir politique. Cependant, la formulation d'un examen de l'intersection de la race et du sexe peut aller au-delà, en mettant l'accent sur les groupes des femmes racialisées par la couleur et/ou par l'appartenance ethnique, afin de prêter attention aux intersections chez tous les groupes, mais surtout pour comprendre que certains groupes ont plus de pouvoirs et de privilèges dans la société selon la position sociale qu'ils occupent à cause de la classe, de la race-ethnicité, du genre et de l'orientation sexuelle.

Les analyses intersectionnelles – en allant contre la perspective économique néoclassique prédominante qui explique les différences autour du capital humain –, ont également fait valoir que le genre et la race constituent des catégories fluides, historiques et corporelles qui ont été socialement construites pour maintenir la hiérarchie sociale aux divers niveaux et qu'ils sont liées aux diverses expériences des

sujets (Espiritu 1992, Glenn 1999, Mullings 1997, Omi et Winant, 1994) ainsi qu'aux circonstances historiques et aux conditions locales diverses (Lorber 1994, Omi et Winant, 1994 ; Weber, 2001). Plutôt qu'être naturels, le genre et la race-ethnicité sont donc des constructions sociales constamment reproduites par le biais des pratiques institutionnalisées et de l'interaction sociale (Fenstermaker et West 2002).

Aux États-Unis, les recherches, en utilisant une approche intersectionnelle pour analyser la participation socioéconomique des « groupes minoritaires », ont été axées sur trois approches, qui étudient : la différence dans l'écart des salaires, la discrimination et la stéréo-typification, et enfin, l'indéniable lien immigration-domesticité. Dans ces trois domaines, on constate que les femmes noires, les Latinas – sauf les Cubaines-américaines – et certains groupes de femmes asiatiques se trouvent au bas de l'échelle, passant en dessous des femmes blanches et des hommes de leur race-origine ethnique (Browne 1999, Reskin et Padavic). Dans la plupart de ces études, le profil des femmes asiatiques est complexe, car certains groupes, comme les femmes d'origine japonaise, atteignent la parité ou dépassent les niveaux de revenus et de positionnement des femmes blanches, tandis que d'autres, comme les femmes de l'Asie du Sud-Est, se situent au bas de la distribution des salaires et des positions professionnelles. Ainsi, l'écart selon les origines ethniques et l'écart entre les sexes dans les salaires constituent les « faits saillants » de l'économie américaine (Altonji Blank et 1999).

De la même façon, au Canada, les études sur les inégalités des revenus et sur les conditions de la participation au marché du travail des immigrantes de diverses origines démontrent que les femmes de la communauté latino-américaine constituent un des groupes minoritaires les plus désavantagés économiquement (Garay, 2000 ; Ginieniewicz, 2006 ; Mata, 1988 ; Pendakur et Pendakur, 2002). Par exemple, les données du recensement démontrent que bien que le revenu annuel de la population totale atteignait les 29 769 CAN\$, chez les hommes latino-américains, il était de 24 917 CAN\$, et chez les femmes adultes d'origine latino-américaine, il était d'un peu moins de 17 894 CAN\$. Cette différence se serait maintenue, puis elle aurait empiré au cours des années. Ainsi, Pendakur et Pendakur (2002), en utilisant les données des cinq

derniers recensements, entre 1971 et 1996, ont trouvé que les immigrants – notamment les femmes –, d’origine latino-américaine avaient des revenus plus faibles tout au long des ans³⁴.

Diverses structures de la société d’accueil canadienne se sont avérées des barrières importantes à l’intégration des immigrants et à la mobilisation des ressources. En particulier, on constate que l’absence d’un système standard d’accréditation et de reconnaissance des études et de l’expérience professionnelle en dehors du Canada (CEIAC, 1991; Conseil économique du Canada, 1991; Liu, 1996) a des conséquences particulièrement sur les femmes. Les difficultés rencontrées dans l’évaluation des qualifications, leurs coûts très élevés, et les images et les perceptions des immigrantes dans les institutions canadiennes ont des conséquences particulières sur certaines catégories d’immigrantes professionnelles au Canada, qui ont été choisies pour leurs niveaux élevés de qualifications, mais qui sont plus tard niés par des associations professionnelles canadiennes (Krahn *et al.*, 2001).

Par exemple, Man (1995 et 2004) trouve que l’absence de reconnaissance des qualifications professionnelles des femmes chinoises de Hongkong issues des classes moyennes immigrées au Canada engendre leur déclassement social, voire une situation de dépendance économique nouvelle envers leur conjoint. En outre, ces femmes sont coupées des réseaux de parenté élargie qui contribuaient à les décharger de certaines tâches domestiques dans leur pays d’origine. Elles se trouvent donc, dans la migration, confrontées à une surcharge de travail de reproduction, d’autant plus qu’il existe des facteurs structurels limitant leur participation au marché de l’emploi.

Ainsi, l’insertion socioprofessionnelle et la reconnaissance de la part des instances et des milieux de travail ne sont pas assurées par la possession d’une formation et d’une expertise appréciée et mise en valeur par le processus de sélection :

³⁴ Toutefois, il faut reconnaître que l’écart de revenu entre les femmes et les hommes d’origine latino-américaine est légèrement moindre que l’écart existant dans l’ensemble de la population. Cette année-là, par exemple, les revenus des femmes d’origine latino-américaine équivalaient à 66 % de ceux de leurs homologues masculins, alors que ce pourcentage était de 62 % pour l’ensemble de la population.

autant les diplômes et les expériences professionnelles acquis en dehors du Québec [et du Canada] constituent les principaux³⁵ passeports pour le candidat immigrant, autant ces mêmes passeports sont vite périmés faute d'être reconnus facilement, rapidement et équitablement une fois la personne installée au Québec (Conseil supérieur de l'éducation, 2000 : 68).

De plus, certains gestes d'intolérance et d'interactions discriminatoires provoquent normalement chez les nouvelles arrivantes des attitudes de repli ou de rejet par rapport à la société d'accueil qui entrave leur processus d'intégration (Pierre, 2006). Le cas du manque d'acceptation ou de tolérance pousse souvent l'immigrante à se demander si elle est capable de demeurer dans le pays d'accueil ainsi qu'à continuellement idéaliser son pays d'origine (Cardu et Sanschagrin, 2006). Cette expérience appartient certes à une dimension plutôt subjective de la personne, tout en affectant d'autres personnes à plusieurs occasions, mais on ne peut négliger le fait que l'interprétation biaisée des différentes cultures met en évidence la nécessité d'une médiation interculturelle veillant à favoriser le rapprochement culturel entre les divers groupes.

Dans le même sens, une étude menée par le CAMO-PI (Comité d'adaptation de la main-d'œuvre des personnes immigrantes) sur les femmes universitaires immigrantes en emploi dans le secteur manufacturier à Montréal note que la perception de soi, de son potentiel migratoire, de son expertise, de sa valeur professionnelle, de ses attentes et aspirations d'insertion et de reconnaissance socioprofessionnelle sont en lien avec les impressions laissées, volontairement ou involontairement, par les priorités et les processus migratoires des pays d'immigration (CAMO, 2006).

Ce qui précède suggère que chaque niveau des facteurs, tels les multiples identités et positions dans les systèmes hiérarchiques, joue un rôle crucial dans les trajectoires de carrière des migrants ainsi que dans les possibilités d'emploi qui s'offrent à eux dans les

³⁵ Il existe une importante quantité d'études qui notent que les femmes se trouvent dans des positions désavantagées sur le marché du travail, affichant des revenus d'emploi moins élevés que ceux des hommes, avec un recours plus fréquent à l'assurance chômage et à l'aide sociale. Aucune étude révisée à ce jour ne permet toutefois de mettre en évidence des comportements aussi différenciés des hommes et des femmes migrants après certains périodes de séjour au Québec (Girard, 2002 ; Renaud, 2006).

pays d'accueil. Par ailleurs, bien que d'autres études démontrent que l'ajustement au marché du travail semble plus facile pour les immigrants en provenance de pays culturellement proches, autant qu'en termes de langue et de ressemblance des pays d'accueil, il reste encore difficile de formuler une compréhension efficace des processus d'intégration socioéconomique des immigrantes qualifiées au niveau macro et mésonational sans le développement d'une compréhension du niveau microsocial. Cela peut être constaté dans une étude récente de Cardu et Sanschagrin (2002), qui démontre que même si elles sont mariées, le processus d'intégration des femmes universitaires est négocié individuellement. Ainsi, les obstacles auxquels doivent faire face les femmes immigrantes qualifiées et les moyens qu'elles choisissent pour composer leur parcours s'appuient directement sur les représentations qui composent le système identitaire et témoignent de l'appropriation subjective de différents groupes sociaux selon les conditions d'appartenance : nation, sexe, profession, âge, etc.

Il faut également noter que plusieurs auteurs mettent l'accent sur la sphère de la reproduction pour parler des femmes immigrantes et qu'ils examinent « les stratégies de compensation » mises en œuvre pour combler leur déqualification et leur déclassement, ou leur manque d'activité professionnelle, grâce à la participation à des associations, à des actions caritatives, au bénévolat, etc. Ils en concluent que le fait que la migration a des effets d'« empowerment » doit être remis en question. Pessar (1999) note que pour plusieurs immigrantes, le fait de se retrouver dans situations marginales ou de précarité ne leur fait pas percevoir leur position comme une expérience libératrice, mais plutôt comme un événement épouvantable ; par contre, elles apprécient les activités au foyer comme un espace d'autodétermination. Salazar Parreñas (2001) démontre de la même manière comment les Philippines travaillant à Rome et à Los Angeles font face à une mobilité sociale de dépendance par rapport à ces postes dans leur pays d'origine, et à l'exclusion dans leur société d'accueil, de même qu'à la solidarité et à la compétition envers d'autres immigrantes. Dans ce sens, le cas des infirmières Philippines aux États-Unis étudié par Yen Le Espiritu (2005) prouve comment, après avoir connu une situation professionnelle stable dans leur pays d'origine et avoir été les promotrices de la migration familiale, elles peuvent se situer dans une meilleure position que leurs

homologues masculins pour trouver du travail dans une économie américaine marquée par la pénurie de personnel médical ; cependant, elles souffrent d'une surcharge de travail due à l'absence de soutien de leur réseau de parenté et aux structures familiales peu changeables.

Pour résumer, la constatation du fait que certains groupes détiennent le pouvoir et des privilèges sociaux sur la base de leur position sociale de race, de sexe, de classe et d'orientation sexuelle nous est utile pour confronter la théorie économique néoclassique du marché du travail, qui propose que les différences dans la participation au marché du travail sont dues aux variations du capital humain. La recherche sociologique démontre encore que l'éducation, l'expérience et les « savoir-faire » n'expliquent pas significativement les différences dans les « performances » des travailleurs qualifiés sur le marché du travail (Li, 2006). Le positionnement social importe beaucoup. Il faut se demander de quelle façon les catégories de différenciation, telles que la race-ethnicité et le sexe, jouent en tant que différences importantes dans les résultats sur le marché du travail. Comme plusieurs auteurs l'affirment, cette approche est encore à même de construire l'analyse de la dynamique des divisions du travail qui sont encadrées par le processus d'inclusion et d'exclusion sélectifs et elle entraîne une complexe stratification ethnique et de genre dans le nouvel ordre international (Anthias, 1997 et 2000 ; Kofman, 2004 ; Kofman et Raghuram, 2006 ; Raghuram, 2006 ; Riaño, 2006 ; Syed, 2008 ; Sassen, 2001 ; Yuval Davis, 2004). Cependant, à notre avis, se concentrer sur l'analyse intersectionnelle de genre, de classe et d'ethnicité, en examinant les expériences personnelles des individus, peut aider à une meilleure compréhension des iniquités sur le marché du travail canadien.

CHAPITRE III

LA DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

La méthodologie retenue pour cette étude est de type qualitatif, axée sur l'observation participante et sur l'analyse d'entretiens semi-dirigés dans lesquels nos interviewés pouvaient réordonner les éléments de leur expérience migratoire en accord avec ce qui était perçu comme le plus important dans le processus d'intégration socioéconomique dans le contexte montréalais.

3.1. La population de notre recherche

Le groupe avec lequel nous avons travaillé est constitué d'immigrantes qualifiées d'origine sud-américaine entre 27 et 43 ans, arrivées à Montréal entre 1999 et 2006 dans la catégorie économique des « travailleurs qualifiés ». Cinq critères ont prévalu au moment de choisir les femmes sud-américaines participant à cette étude :

- A) *Le statut d'immigration* : Être entrée en tant que résidente permanente, dans la catégorie économique des « travailleurs qualifiés ». Dans trois cas, les femmes sont entrées d'abord comme « étudiantes » (deux) ou comme « demandeurs d'asile » (une), et après être rentrées dans leur pays, elles ont suivi les démarches pour immigrer comme résidentes de la catégorie des « travailleurs qualifiés » ;
- B) *Le niveau de qualification* : Avoir obtenu un diplôme universitaire³⁶ avant l'entrée au Canada. Coïncidence ou pas, dans tous les cas, les femmes de notre étude ont suivi une formation canadienne, notamment dans une institution éducative québécoise, concernant leur propre domaine ou un autre ;
- C) *L'expérience de travail au Canada* : Avoir occupé au moins un emploi à Montréal, quelle qu'en soit la durée ;
- D) *La langue* : Même si les entretiens ont été réalisés en « castellano » (espagnol)³⁷, en

³⁶ Les domaines de formation n'ont pas fait l'objet d'une sélection préalable.

³⁷ À notre avis, le fait de privilégier les entretiens dans la langue maternelle a constitué un outil important, d'une grande richesse symbolique et cognitive, puisque cela a fait appel aux capacités verbales de chacune des interviewées.

considérant que celui-ci est la langue maternelle des interviewées et de l'enquêtrice, nous avons exigé qu'elles connaissent suffisamment la langue française³⁸ pour pouvoir réaliser, si nécessaire, un entretien comprenant des réponses détaillées en français.

- E) *Les origines nationales* : Être née dans un des dix pays considérés dans l'étude (Argentine, Bolivie, Brésil³⁹, Chili, Colombie, Équateur, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela).

Les personnes interviewées ont été recrutées dans le territoire montréalais, particulièrement sur la Rive-Sud (Brossard, Greenfield Park, Saint-Lambert) de Montréal. Les modes d'accès à la population ont été, dans la plupart des cas, directs, car l'enquêtrice connaissait l'immigrante, et indirects, par l'entremise d'un tiers institutionnel ou personnel. Le mode d'accès par boule de neige (snow ball) aux interviewées a été évité autant que possible, parce que, comme le mentionnent Blanchet et Gotman (1992), un des inconvénients de cette façon de procéder est de ne pas être neutre, puisque la demande de l'enquêtrice se fait à une tierce personne provenant d'un réseau amical, social ou institutionnel très semblable à celui de la première personne interviewée.

La population interviewée a donc été rassemblée de la manière suivante :

- À travers un réseau de femmes sud-américaines de notre propre entourage ;
- À travers des organismes communautaires, des associations de professionnels, des associations ethniques ou de personnes d'autres origines qui avaient une certaine relation avec les membres de la communauté sud-américaine.

Le tableau 8 présente les caractéristiques sociodémographiques des femmes participant à cette étude.

³⁸ Cette condition nous a permis d'éliminer la non-connaissance du français comme facteur expliquant les difficultés dans le processus d'intégration socioéconomique.

³⁹ Dans le cas des immigrantes originaires du Brésil, plusieurs candidates ont accepté d'être interviewées. Toutefois, étant donné le caractère exploratoire de l'étude, nous avons cessé de faire des interviews pour des contraintes de temps.

Tableau 08 : Données sociobiographiques des participantes de l'étude

Prénom	Pays d'origine	Situation familiale à l'arrivée	Statut migratoire à l'entrée	Situation familiale actuelle	Pays d'origine du conjoint	Éducation dans le pays d'origine	Âge au moment de l'arrivée	Année de l'immigration	Occupation actuelle	Origine socioéconomique ⁴⁰
Martha	Équateur	Célibataire	Étudiante	Mariée 1 enfant	El Salvador	Biologiste	32	2000	Secrétaire	Moyenne
Yanina	Équateur	Mariée 2 enfants	Travailleuse qualifiée	Mariée 2 enfants	Haïti	Comptable	47	2006	Vendeuse	Haute
Irène	Chili	Mariée 2 enfants	Travailleuse qualifiée	Mariée 2 enfants	Chili	Comptable	46	2003	Manufacture	Moyenne
Laura	Colombie	Mariée 2 enfants	Travailleuse qualifiée	Mariée 2 enfants	Colombie	Enseignante préscolaire	38	2006	Aide-éducatrice de garderie	Moyenne
Lucia	Paraguay	Mariée 2 enfants	Travailleuse qualifiée	Mariée 2 enfants	Paraguay	Comptable	33	2004	Étudiante stagiaire comptabilité	Moyenne
Erica	Argentine	Mariée	Travailleuse qualifiée	Mariée 2 enfants	Argentine	Relations internationales	25	2004	Superviseure comptes clients	Moyenne haute

⁴⁰ Les portraits d'origine socioéconomique des femmes de cette étude ont été définis à partir des deux moments de la trajectoire personnelle de ces femmes dans le contexte pré-migratoire. Premièrement, nous avons retenu comme variables d'analyse : le niveau de scolarité, l'occupation et le niveau de revenu des parents ainsi que la zone de résidence avant de se marier. Deuxièmement, nous avons considéré le niveau de scolarité, l'occupation et le niveau de revenus atteints par la femme et son conjoint ainsi que la zone de résidence avant d'émigrer. Nous voudrions également noter qu'ayant des réalités très diversifiées dans la région sud-américaine, les indicateurs comme le revenu, la scolarité, l'occupation et la zone de résidence ne concernent cependant que quelques-unes des facettes de la stratification sociale, en plus de présenter certaines limites. Pour cette raison, nous avons utilisé des mesures un peu subjectives pour définir le portrait socioéconomique de la mobilité sociale, comme l'expérience de participation au marché du travail dans la société d'origine, la perception de sa situation financière et son impact social dans le contexte pré-migratoire, le patrimoine du ménage et la durée des conditions socioéconomiques avant de partir. Du point de vue méthodologique, cela a permis l'examen des relations entre ces différents indicateurs, de leur spécificité et de leur utilité respective.

Sandra	Venezuela	Mariée 2 enfants	Travailleuse qualifiée	Mariée 2 enfants	Venezuela	Biologiste- entrepreneure	48	2006	Étudiante	Moyenne haute
Mayra	Colombie	Célibataire 1 enfant	Travailleuse qualifiée	Célibataire 1 enfant	Roumanie	Dentiste	35	2004	Hygiéniste dentaire (Stagiaire)	Moyenne
Paula	Argentine	Célibataire	Travailleuse qualifiée	Célibataire	Argentine	Ingénieure informaticienne	44	2003	Programmeuse de systèmes	Moyenne
Lorena	Uruguay	Mariée 1 enfant	Travailleuse qualifiée	Mariée 2 enfants	Uruguay	Ingénieure informaticienne	33	2004	Ingénieure informaticienne en sécurité	Moyenne haute
Sara	Pérou	Mariée	Travailleuse qualifiée	Mariée	Pérou	Comptable	33	2005	Comptable	Moyenne haute
Marina	Chili	Mariée 2 enfants	Demandeur d'asile	Mariée 2 enfants	Chili	Travailleuse sociale	43	1999	Intervenante psychosociale	Haute
Myriam	Venezuela	Mariée 3 enfants	Travailleuse qualifiée	Mariée 3 enfants	Venezuela	Médecin (sans spécialité)	34	2001	Conseillère en santé industrielle	Moyenne
Elena	Bolivie	Mariée 2 enfants	Travailleuse qualifiée	Mariée 2 enfants	Pérou	Publiciste entrepreneure	35	2005	Designer graphique de publicité	Haute
Soledad	Pérou	Célibataire	Étudiante	Mariée	Canada	Médecin (sans spécialité)	26	2001	Médecin résidente pathologiste	Moyenne
Natalia	Uruguay	Mariée	Travailleuse qualifiée	Mariée 1 enfant	Uruguay	Ingénieure chimique	26	2005	Ingénieure chimique	Moyenne

La sélection de la population interviewée pour cette étude a été réalisée d'après la méthode du « theoretical sampling » de Glaser et Strauss (1967). Il s'agissait de constituer un échantillon au fur et à mesure que les données étaient collectées et qu'elles faisaient l'objet des premiers traitements. Par ailleurs, à mesure que l'enquête sur le terrain a progressé, nous avons cherché, dans la mesure du possible, à équilibrer le nombre d'entretiens selon le temps de séjour à Montréal, l'âge, le secteur d'activité professionnelle et le pays d'origine. À un moment donné, nous avons constaté que d'éventuels entretiens additionnels ne donneraient pas beaucoup d'éléments explicatifs supplémentaires.

3.2. Méthodes et instruments pour la récolte d'informations

L'enquête sur le terrain s'est déroulée entre janvier et août 2008, et lors d'une observation participante de façon systématique pendant l'année 2007, alors que nous étions intervenante stagiaire dans un organisme communautaire, ainsi qu'à partir de notre propre processus d'insertion comme immigrante à Montréal.

En tenant compte des objectifs de cette recherche, l'enquête par entretien en profondeur avec une approche sociobiographique s'est révélée particulièrement pertinente. Ainsi, nous avons obtenu une grande richesse dans l'analyse des motivations et des univers mentaux et symboliques autour d'une expérience concrète : leur façon de définir leur stratégie d'accès au marché de l'emploi.

Le guide d'entretien

Les entretiens ont eu lieu en nous aidant d'un guide thématique avec des questions semi-structurées. Ce guide a fourni, à notre avis, un questionnement qui stimulait une réponse qui, sans être objectivement vraie, était subjectivement sincère. Nous avons formulé un ensemble de questions à chaque interviewée, en assumant que l'ordre et le format s'adaptent au fil discursif de l'entretien, tout en essayant en même temps de nous adapter à l'univers linguistique de l'interviewée (Alonso, 1998). De cette façon, le guide d'entretien a subi quelques modifications après les deux ou trois premiers

entretiens. Tel que prévu, ces modifications concernaient deux aspects : d'une part, les termes à employer, pour énoncer les questions de manière plus claire et moins directe ; et d'autre part, l'inclusion ou l'exclusion de certaines questions en suivant l'initiative des interviewées.

Les thèmes abordés dans le canevas d'entretien ont été organisés en quatre sections et trois champs d'analyse. Les sections correspondent à :

- 1) Des informations d'ordre général permettant d'abord de situer la répondante en fonction de certaines caractéristiques sociodémographiques : âge, statut civil, scolarité, milieu social d'origine, connaissances et pratiques, et trajectoire professionnelle ;
- 2) Des informations liées au parcours migratoire : le milieu de vie prémigratoire et les antécédents de l'émigration, les motifs et les raisons de partir du pays d'origine et de venir au Canada, les conditions matérielles, sociales et symboliques des phases : prémigratoire et de formalité migratoire ;
- 3) Des informations concernant le récit d'établissement à Montréal et d'intégration au marché de l'emploi, incluant les enjeux liés à la segmentation ethnique et de genre du marché du travail et à la définition personnelle des stratégies d'incorporation au monde du travail dans la société d'accueil ;
- 4) Des informations à propos des sentiments et des appréciations personnelles.

De même, les champs d'analyse définis ont été : le champ sociodémographique, le champ des représentations (pour déterminer l'utilisation des ressources sociales et symboliques dans la définition du projet migratoire), et enfin, le champ des pratiques (pour analyser la définition des stratégies). Les questions ont été organisées autour de ces trois champs au moment des entretiens. De cette manière, nous avons cherché à comprendre les significations des expériences concrètes dans lesquelles les facteurs structurels (économiques, matériels, sociaux) s'articulent de façon complexe et directement avec l'expérience personnelle.

Situation d'entretien

Le premier contact avec les interviewées sud-américaines a été réalisé par conversation directe, par courriel électronique ou par téléphone et, dans quelques cas, sur la recommandation d'un tiers. L'enquêtrice s'est présentée comme une étudiante réalisant une étude sur le mode de vie des immigrées sud-américaines des dernières années. Nous avons expliqué qu'il s'agissait de raconter leur histoire migratoire, c'est-à-dire comment elles avaient décidé de venir à Montréal, comment elles vivaient à ce moment-là et comment elles envisageaient leur avenir. Il faut noter que, depuis le début, dans tous les cas, malgré les difficultés à gérer notre temps (à cause des horaires des différentes participantes et de la propre enquêtrice), la réponse de participer à l'étude s'est avérée positive, en précisant le souhait que leur expérience puisse aider à améliorer la situation des femmes immigrantes au Québec.

L'interview démarrait par la présentation de la recherche en précisant qu'il est important de connaître le point de vue des immigrantes mêmes. En garantissant l'anonymat de leurs témoignages, la demande d'autorisation d'enregistrement a été faite dans le but de rester le plus fidèle possible à leurs propos, étant entendu que le magnétophone serait étendu à la fin de l'entrevue.

Au cours du déroulement de l'entretien, nous avons essayé d'aborder le moins possible les thèmes de la déqualification ou du déclassement de manière directe. D'une part, parce que nous voulions que cela ressorte de façon spontanée sans introduire des éventuels biais dus au fait de poser des questions sur le sujet. D'autre part, parce qu'au début de la recherche, nous ne voulions pas vraiment émousser la sensibilité de nos interviewées. Dans tous les cas, nous avons précisé qu'il n'y a aucune étude sur les immigrantes sud-américaines et leur processus d'insertion au marché du travail montréalais, et que les travaux existants de la migration latino-américaine et sud-américaine considèrent l'expérience de femmes qualifiées comme dépendant de l'expérience masculine ou simplement elle reste comme un phénomène invisible.

Les entretiens ont été réalisés en espagnol, en considérant le fait que c'est la langue

maternelle des interviewées. À notre avis, le fait de privilégier les entretiens dans la langue maternelle des interviewées a constitué un outil important, puisque cela a fait appel aux capacités verbales des sujets. Ainsi, la réalisation des entretiens dans la langue maternelle des interviewées (et de l'enquêtrice d'ailleurs) a été d'une grande richesse symbolique et cognitive, car chacune des interviewées a pu s'exprimer dans sa langue maternelle. Le fait de réaliser les entretiens dans la langue maternelle a permis, à notre avis, d'élargir les possibilités d'appréhender une population de façon moins biaisée.

3.3. Le traitement et l'analyse des données

Nous inscrivons notre recherche dans la perspective critique de l'exclusivité du concept traditionnel de l'objectivité, à travers lequel les féministes essaient de démontrer que la connaissance « objective » n'est pas objective dans le sens traditionnel du terme, mais plutôt qu'il s'agit d'une connaissance socialement située (Harding, 2004). Il s'agit donc de reconnaître que chaque partie de la connaissance supposée objective revient à un être humain, dont l'existence entière est basée sur la manière selon laquelle il ou elle perçoit la vie, c'est-à-dire d'un point de vue particulier. Ainsi, pour l'analyse des données, nous avons retenu, d'un côté, le principe que la connaissance est basée sur l'expérience, sur les différentes situations, sur les intérêts et les valeurs qui entraînent des connaissances différentes (Jaggar, 1983 ; Harding, 2004). De plus, dans l'analyse des données, nous avons utilisé la notion réaliste et les fonctions descriptive, compréhensive et analytique de la méthode ethnosociologique créée par Bertaux (1980)⁴¹. Finalement, nous avons considéré les principes de saturation et de comparaison continue de la théorie ancrée proposée par Glaser et Strauss (1967), parce que notre objet de recherche est un phénomène social compris comme un processus dépourvu de frontières formelles, qui appelle à la compréhension de la totalité du système social et ainsi, à la possibilité de trouver un ample éventail de cas. Dans le terrain, nous avons essayé de chercher un équilibre de cas en veillant à ne pas tomber dans des généralisations pour lesquelles il

⁴¹ Selon Bertaux, l'étude des trajectoires de vie individuelles, à travers l'approche des histoires de vie, permet de connaître les différents « capitaux d'expérience biographique » qui marquent les différences qui ont lieu dans les pratiques individuelles, cela même chez ceux ou celles qui réalisent une même activité à laquelle ils ou elles impriment un sceau personnel et particulier appelé « différentialité ».

n'y aurait pas des fondements suffisants (Alonso, 1994). L'objectif était de trouver, des mécanismes et des stratégies à travers lesquelles les divers groupes de femmes pouvaient être considérés dans une « catégorie-type ».

Le traitement du matériel recueilli lors des entretiens a subi une analyse continue. La méthode de traitement de données des entrevues a observé les étapes suivantes : la transcription ; la normalisation ; le codage des segments ; la création et définition de catégories et de sous-catégories d'analyse ; la systématisation, en vidant les segments retenus dans des fiches associées par catégories ; l'analyse des codes sous chaque catégorie pour vérifier la cohésion ; la comparaison entre la transcription et les notes prises pendant les rencontres ; et finalement, l'analyse de contenu des entrevues et la traduction. Nous voudrions remarquer que dans le cas des entretiens, ceux-ci ont été retranscrits le plus intégralement possible à mesure qu'ils ont été recueillis. L'analyse, de cette manière, a commencé dès le premier entretien.

Finalement, il nous semble important de noter que la validité de notre recherche n'est pas donnée par les probabilités d'occurrence, voire dans des informations répétées de nombreuses fois comme dans les questionnaires. Au contraire, la validité a été construite à partir de la lecture des dimensions subjective et sociale des différentes « réalités » et de l'interprétation des univers symboliques présents dans les récits des immigrantes sud-américaines interviewées. Les résultats de cette recherche, ne se posent donc pas en termes de représentativité statistique, mais plutôt de catégorisation et de représentativité sociologique, en considérant la diversité de l'échantillon et la richesse des expériences des immigrantes. Les hypothèses ont été dégagées peu à peu sur le terrain, car dans une démarche inductive, le mode de fonctionnement s'inverse (Kaufmann, 1996). Ainsi, les vagues d'entretiens ont donné lieu à une nouvelle élaboration des pistes de réflexion et à la réinjection de nouvelles hypothèses et d'informations, afin de pouvoir les vérifier. Avec cette perspective, les cas analysés dans notre recherche, ont été pris comme « histoires de pratiques », permettant d'explorer diverses trajectoires sociales, familiales et individuelles, la succession de statuts sociaux à travers des processus de production dynamique du sens. Dans la deuxième partie de ce mémoire, nous examinerons les

résultats de notre enquête de terrain. Mais, comme il importe de retracer les caractéristiques majeures et le profil sociodémographique des immigrantes sud-américaines, nous nous étendrons sur ce point au chapitre suivant, pour ensuite nous occuper de l'analyse des résultats.

Deuxième partie

Les résultats du terrain

Cette partie du mémoire vise à explorer la définition des stratégies d'accès à l'emploi des immigrantes sud-américaines qualifiées installées à Montréal et à rendre opérationnelle la relation qui existe entre l'acquisition des ressources culturelles et symboliques et la « positionnalité transpositionnelle ». Nous proposons de comprendre quatre dimensions d'analyse correspondant aux axes de référence proposés par Anthias (2001a, 2002, 2007). Ces quatre axes renvoient à l'expérience, à la dimension intersubjective, à l'aspect institutionnel et à la perspective représentationnelle. Dans ce but, nous présentons, dans les pages suivantes, l'analyse des 16 entrevues à partir de la prémisse voulant que :

*« Bourdieu's (1990) notion of four kinds of capital, which includes cultural and symbolic capital, treats [some] aspects of class, so that gender and ethnicity form part of the cultural and symbolic schema, which then enters class relations [...] Moreover, the focus on human capital, found in some approaches to stratification, essentially concentrates on individual capacities and skills, as determinants of market inclusion and exclusion is not fully adequate either. This approach [of capital] presupposes that individuals can acquire human capital attributes, without reference to the overall system of stratification, which determines which categories of persons are eligible to accomplish particular forms. Such a system includes within its very heart gendered, ethnicized and racialized relations: **the experiential, intersubjective, organizational and representational** features of these ontological domains are themselves constitutive of the stratification system. These are spaces where the production and reproduction of valuational and material inequalities takes place and where relational and antagonistic social relations are embodied and performed (Anthias, 2001a: 381). »*

Dans un premier temps, au chapitre quatre, nous effectuons un examen préliminaire de la présence sud-américaine au Canada et au Québec, de même que nous analysons quelques indicateurs de l'intégration socioéconomique des immigrantes sud-américaines à partir des données des recensements. Il y est question de la population féminine sud-américaine à Montréal, qui forme le groupe à partir duquel notre échantillon a été construit.

Pour comprendre la « positionnalité transpositionnelle » des femmes universitaires sud-américaines dans la société de départ et comment les ressources culturelles et symboliques sont mises à leur disposition selon leur position situationnelle et sociale

(Anthias, 2007 ; Cuadraz et Uttal, 1999), nous nous pencherons, dans le chapitre cinq, sur quatre thèmes selon les axes définis ci-dessus. Le premier axe d'analyse est constitué de la compréhension des ressources acquises et de la décision de partir selon *l'expérience personnelle* des interviewées dans leur société d'origine. Le deuxième axe d'analyse, *la dimension intersubjective*, est abordé à partir des projets migratoires que les migrantes sud-américaines établissent. Le troisième axe se concentre sur la façon selon laquelle *l'organisation des institutions* influe sur l'accès aux ressources et sur l'expérience d'accès au marché de l'emploi dans la société de départ. Quatrièmement, nous analyserons *les représentations* que ces professionnelles se font du processus migratoire. À la fin du chapitre, la position sociale des femmes interviewées sera analysée à partir de la définition des projets migratoires.

Enfin, dans un troisième temps, nous présentons, dans le premier point du chapitre six, la façon selon laquelle les ressources culturelles et symboliques sont mobilisées dans la société réceptrice pour définir une ou plusieurs stratégies d'intégration socioéconomique. À cet effet, le premier axe de cette partie (*l'expérience personnelle*) est analysé en tentant de comprendre les processus d'établissement des interviewées dans la société réceptrice. Le deuxième axe, *la dimension intersubjective*, est abordé à partir de l'analyse des attentes et des processus qui encadrent le projet migratoire. Le troisième s'oriente sur l'influence des *facteurs organisationnels et institutionnels* du contexte récepteur, qui est formé d'épreuves pour rester au pays. Enfin, nous nous occupons de *la dimension représentationnelle*, à partir de l'influence des perceptions et des processus de reconnaissance des employeurs et des membres de la société réceptrice sur l'accès au marché de l'emploi. Dans la deuxième partie de ce chapitre, nous présentons l'analyse de la position sociale à partir des stratégies d'intégration socioprofessionnelle déployées par les femmes interviewées (*l'expérience*), des logiques d'action (*la dimension intersubjective*), de la reconnaissance dans la société de réception (*facteurs organisationnels et institutionnels*) et, enfin, de l'impact de l'insertion professionnelle des immigrantes (*la dimension représentationnelle*).

CHAPITRE IV

LA PORTÉE DE L'ORIGINE

4.1. La migration sud-américaine au Canada⁴²

La présence des Sud-Américains au Canada est un fait récent. Jusqu'au début des années 1960, l'immigration au Canada était composée majoritairement d'Européens. Selon Mata (1985), Garay (2000) et Ginieniewicz (2007), l'immigration latino-américaine au Canada est issue de cinq grandes vagues qui ont des racines historiques et géographiques différentes. Selon les circonstances de sortie des pays latino-américains, ces vagues ont été appelées : la « Lead wave » (la première vague), l'« Andean wave » (la vague « andine »), la « Coup wave » (la vague des coups d'État), la « Central American wave » (la vague centroaméricaine) et, finalement, la « technological-professional wave » (la vague technologique et professionnelle) (Ginieniewicz, 2007).

À partir de cette distinction des vagues migratoires, il est possible d'observer que, sauf pour la vague « Central American wave », les quatre autres ont été prioritairement composées d'immigrants d'origine sud-américaine. Il est à noter aussi que les vagues des décennies 1960 et 1970 étaient directement liées aux crises politiques, sociales et économiques des pays de la région (Lamotte, 1992 ; Burgueño, 2005), tandis que la première et les dernière vagues ont été davantage en rapport avec le marché du travail et les conditions favorables de la politique migratoire canadienne. On évoque ainsi l'arrivée des immigrants d'Amérique du Sud vers le Canada selon quatre vagues successives :

La première vague (Lead wave), entre les années 1956-1965, était constituée d'une

⁴² Dans cette étude, nous abordons l'immigration sud-américaine comme celle provenant des pays hispanophones (Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Équateur, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela) et du Brésil, en nous basant sur les domaines historico-culturel et démographique qui servent à la construction d'une « identité sud-américaine ».

immigration de professionnels et de travailleurs spécialisés dans les secteurs des sciences naturelles, de l'administration, de l'enseignement et de la santé, qui sont entrés avec des permis de travail temporaires en tant qu'ouvriers, qualifiés ou non. Ils provenaient, dans la plupart des cas, des pays les plus industrialisés de la région : l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Venezuela (Ginieniewicz, 2007), et ils ont quitté leur pays à cause de l'instabilité sociale et économique qui y régnait (Burgueño, 2005).

La « vague Andine » (« Andean wave ») date du début des années 1970. La plupart des immigrants provenaient alors du Chili, de l'Argentine, de l'Équateur, de la Colombie et du Pérou (Mata, 1985 ; Burgueño, 2005). Il s'agissait de collectivités formées par des émigrants ayant dû quitter leur pays, surtout en raison de la répression des dictatures militaires qui sévissaient dans le sous-continent, ainsi que par ceux qui avaient émigré pour avoir la possibilité d'améliorer leur qualité de vie. Ces arrivants sont entrés aussi avec des permis de travail temporaires en tant qu'ouvriers, qualifiés ou non ; et dans la majorité des cas, ils sont devenus immigrants par la suite.

La troisième grande vague migratoire provenant d'Amérique du Sud (la vague associée aux coups d'État) était constituée de personnes ayant obtenu le statut de réfugiés en sortant des dictatures militaires, surtout du Chili (Lamotte, 1992), dans une période où la société canadienne assumait ses engagements conformément avec la Convention de Genève en matière de réfugiés, sans pour autant négliger l'accommodation à sa politique d'immigration en fonction d'une de ses priorités fondamentales : la demande de main-d'œuvre. Cette cohorte était avant tout constituée de Chiliens, d'Argentins et d'Uruguayens, majoritairement acceptés en tant que personnes parrainées (Rojas Viger, 2006 ; Ginieniewicz, 2007).

Enfin, la vague professionnelle-technologique est celle qui a débuté à partir des années 1990. Elle est la conséquence directe du « desencantamiento social » (désenchantement social) et des conflits et des guerres internes au cours de la « década perdida » (décade perdue) des années 1980, ainsi que de l'ajustement structurel des années 1990. C'est

dans cette période qu'on commence alors à voir arriver un contingent de nouveaux arrivants d'Amérique du Sud, qui viennent de plus en plus comme immigrants de la catégorie économique, principalement du Pérou et de la Colombie.

Bien que nous souscrivons à cette périodicité, la présente étude vise à fournir les preuves de l'important changement survenu à la fin des années 1990 et au début des années 2000. À notre avis, durant cette période, s'inscrit une vague marquant un nouveau profil des Sud-Américains. En effet, nous notons qu'au cours des années 2000, la migration des travailleurs qualifiés originaires d'Amérique du Sud a connu une croissance très rapide. Selon Citoyenneté et Immigration Canada (2007), la migration de la catégorie économique des pays de la région sud-américaine a représenté, en 2007, plus du tiers de l'immigration de cette origine (37 %), tandis qu'en 1996, elle n'était que de 23 %. Quant au nombre de résidents permanents⁴³ d'origine sud-américaine admis au Canada, il serait passé de 19 480 personnes, durant la période 1996-2000, à 53 935 personnes au cours de la période se situant entre 2001 et 2006. Alors, l'arrivée des résidents permanents originaires des cinq pays les plus représentatifs de la région (la Colombie, le Pérou, le Venezuela, l'Argentine et le Brésil) aurait connu une croissance de 276 % dans les dix dernières années⁴⁴ (tableau 9).

Formée d'adultes, de jeunes familles et d'un grand nombre de personnes ayant une formation universitaire, étant aussi sorties de leur pays à titre individuel ou comme accompagnatrices pour s'insérer dans le marché du travail, cette nouvelle vague a les caractéristiques générales du nouveau visage de l'immigration au Canada : un plus haut

⁴³ La migration des résidents permanents comprend la catégorie économique dans laquelle figurent les immigrants sélectionnés en raison de leurs compétences ainsi que leurs conjoints et personnes à charge. Cette catégorie comporte deux sous-groupes : « travailleurs qualifiés » et « investisseurs et entrepreneurs », mais aussi, elle inclut les immigrants de la catégorie « regroupement familial ». Quant au nombre des résidents permanents d'origine sud-américaine admis au Canada, il serait passé de moins de 3 000 personnes, en 1996, à plus de 11 000 en 2005.

⁴⁴ D'après les données du recensement de 2001, il y avait 196 560 immigrants d'origine sud-américaine au Canada. Nous calculons que pour 2006, la population totale d'origine sud-américaine pourrait dépasser les 260 000 immigrants. C'est une approximation, puisque les sources statistiques de Statistique Canada et du CIC ne présentent que de l'information partielle.

niveau de qualification des nouveaux arrivants et un indéniable processus de féminisation.

Tableau 09 : Résidents permanents d'origine sud-américaine établis au Canada selon la période d'admission

PAYS	Avant 1991	1991-1995	1996-2000	2001-2006	TOTAL 2006
Colombie	6 995	1605	5240	25 305	39 145
Chili	19 375	2920	1890	2325	26 505
Pérou	8455	5020	3220	5380	22 080
Argentine	7940	2115	1870	6200	18 120
Brésil	5295	2245	2510	5075	15 120
Équateur	7825	1750	1500	2400	13 480
Venezuela	2840	1450	1715	4260	10 270
Paraguay	5220	855	375	1080	7530
Uruguay	4185	990	580	880	6635
Bolivie	1590	565	580	1030	3770
TOTAL	69 720	19 515	19 480	53 935	162 650
% DU TOTAL	43,0 %	12,0 %	12,0 %	33,0 %	100,0 %

Source : Statistique Canada, Recensement de 2006. Population immigrée recensée au Canada selon origine nationale et période d'immigration.

Par ailleurs, on peut remarquer que l'immigration des années 2000 issue de la région sud-américaine peut être fortement associée aux processus de modernisation, à des changements divers dans la même région ainsi qu'aux effets de la mondialisation. Si nous prenons les données statistiques de la région sud-américaine, nous pouvons constater que ce processus coïncide avec la tendance croissante de l'émigration permanente ou transitoire des professionnels sud-américains. Ce ne serait donc pas une simple coïncidence si les pays qui ont une plus grande présence dans les flux les plus récents au Canada et au Québec (Colombie, Pérou, Venezuela, Brésil et Argentine) sont

presque les mêmes que ceux qui ont un plus grand nombre de professionnels et de techniciens émigrants : la Colombie, le Pérou, le Venezuela, l'Argentine et l'Équateur (CEPAL, 2002 ; Martinez, 2003 ; Barrere, Luchilo et Raffo, 2004). En termes généraux, l'émigration sud-américaine qualifiée se dirige d'abord vers les États-Unis et ensuite vers les pays européens (Martinez, 2001). Toutefois, l'ouverture des politiques d'immigration mises en place par le Canada, l'intensification de ses liens commerciaux avec les pays membres du Mercosur⁴⁵, de la CAN⁴⁶ et de la Unasur⁴⁷ (Peña, 2008), l'image de pays ouvert et multiculturel caractérisée par un haut niveau de qualité de vie et celle de l'économie canadienne en pleine expansion qui requiert un apport migratoire pour approvisionner sa force de travail (Santana, 2005) ont suscité des idées qui nourrissent les imaginaires sur les avantages de l'immigration au Canada (Herrera, 2005). Cela a contribué à stimuler l'émigration sud-américaine des élites techniques et professionnelles qualifiées vers le Canada au cours des dernières années.

4.2. Le profil des professionnelles sud-américaines au Québec

Au Québec, l'immigration en provenance d'Amérique du Sud correspond aux périodes des vagues migratoires au Canada telles qu'elles ont été décrites antérieurement. De même, il est à noter qu'au cours des dix dernières années, grâce à l'entrée de travailleurs qualifiés, la présence des immigrants de cette origine a été caractérisée par une croissance très rapide. Selon le MICC (2009), c'est l'Amérique du Sud qui affiche la plus forte croissance d'effectifs depuis 2001, avec une augmentation de 56,7 % du nombre de personnes natives de cette région. En effet, en termes généraux, l'admission d'immigrants de la catégorie économique « travailleurs qualifiés » originaires d'Amérique du Sud a triplé au cours de la période 1996-2006 (graphique 1). Ainsi, le nombre d'admissions serait passé de 5 675 immigrants, dans la période de 1996-2000, à

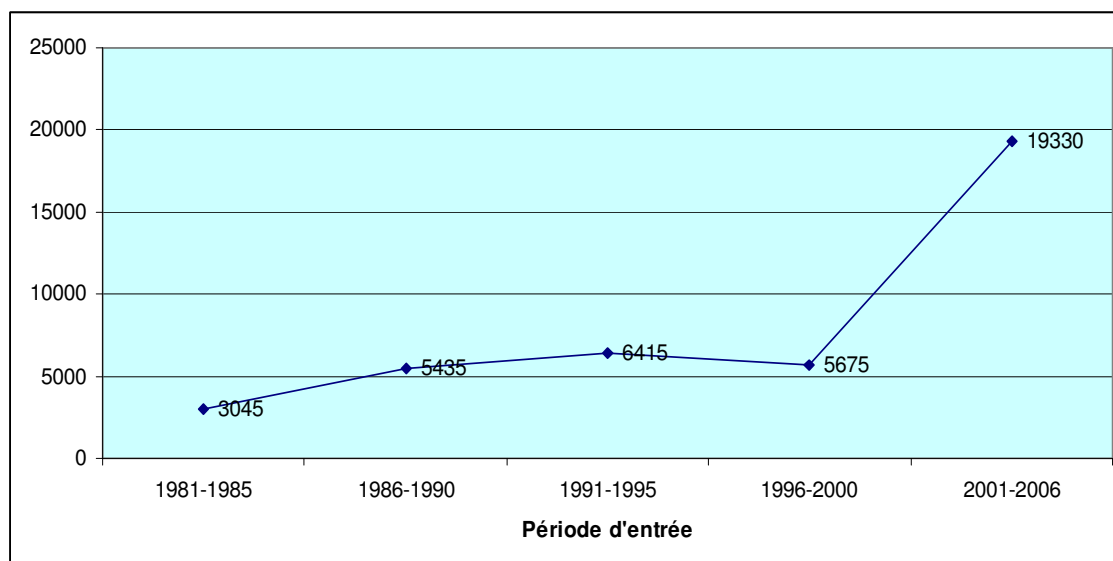
⁴⁵ El Mercado Común del Sur (Le Marché commun du Sud).

⁴⁶ La « Comunidad Andina de Naciones » (La Communauté andine des nations), plus connue sous son ancien nom : le Groupe andin.

⁴⁷ La Unión de Naciones Sudamericanas (l'Union des nations sud-américaines).

19 330, dans la période de 2000-2006.

Graphique 1 : Immigrants d'origine sud-américaine admis au Québec par période d'admission.



Source : Statistique Canada, Recensement de 2006. Tableaux de la population immigrée recensée au Québec

Au recensement de 2006, on estime à 45 815 le nombre d'immigrants d'origine sud-américaine établis au Québec. Cette population s'installe majoritairement à Montréal (88,5 %) et, entre 1996 et 2006, elle aurait doublé. Ainsi, on évalue à 36 695 la population d'origine sud-américaine résidant à Montréal (tableau 10), provenant principalement du Pérou, de la Colombie, du Chili, d'Argentine et du Brésil, et dont les membres, confrontées aux défis de la vie urbaine nord-américaine, mobilisent diverses dimensions et notions identitaires dans leur processus d'insertion et d'installation dans le contexte montréalais (Garcia, 2003).

En ce qui concerne la dimension de l'implantation résidentielle latino et sud-américaine à Montréal par rapport à d'autres groupes d'immigrants (Portugais, Italiens, Libanais, etc.), Garcia (2003) trouve qu'on y observe une relative dispersion résidentielle⁴⁸. Cette

⁴⁸ Au niveau géographique, le quartier entourant la rue Saint-Laurent et ses nombreux commerces hispaniques : la librairie espagnole, le marché latino-américain, plusieurs restaurants salvadoriens,

dispersion des immigrants latinos contraste fortement avec la concentration souvent accentuée des immigrants latino-américains dans les grandes agglomérations américaines. Ainsi, nous sommes loin de la figure du « *barrio latino* » des principales villes des États-Unis. Par contre, on trouve des lieux d'attraction et de rassemblement qui prouvent que la communauté existe, grâce notamment au partage de la langue espagnole, qui agit comme élément unificateur. Del Pozo (2009) explique qu'il y a, par exemple, un ensemble d'organismes et d'institutions où l'on constate une participation conjointe de la population de cette provenance. Il s'agit d'institutions créées par des Latino-Américains, avec le soutien financier gouvernemental, pour fournir des services en espagnol aux gens venant de ces pays : renseignements pour l'établissement, recherche d'emploi, assistance sociale, enseignement du français, entre autres⁴⁹.

Tableau 10 : Population immigrante née en Amérique du Sud résidant à Montréal selon les recensements de 1986, 1991, 1996, 2001 et 2006

PAYS	1986	1991	1996	2001	2006
Argentine	1 740	2 050	2 200	2 340	4 135
Bolivie	n/d	n/d	n/d	470	670
Brésil	n/d	n/d	n/d	1 555	2 095
Chili	4 520	5 735	6 620	6 700	7 425
Colombie	1 800	2 315	2 315	3 290	7 850
Équateur	475	430	535	645	825
Paraguay	n/d	n/d	n/d	30	55
Pérou	1 955	3 340	5 150	6 090	9 120
Uruguay	n/d	n/d	n/d	1 235	1 365
Venezuela	n/d	n/d	n/d	2 230	3 155
TOTAL	9 490	12 070	16 820	27 685	36 695

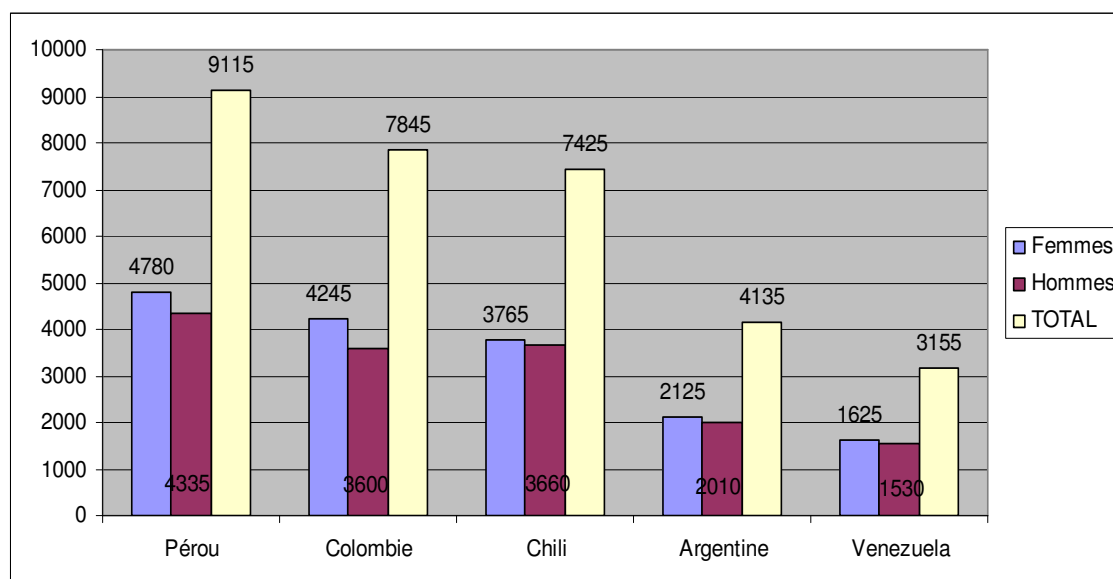
Source : Statistique Canada, recensements 1986, 1991, 1996, 2001, 2006.

mexicains, péruviens, la boulangerie chilienne vendant des *empanadas* et des *lomitos*, etc., constituent un pôle de rassemblement informel, où l'on peut se renseigner sur les prochaines activités sociales, sportives et artistiques organisées régulièrement par les divers groupes pour les célébrations de la fête nationale d'un pays, où l'on fait des soirées dansantes, etc. Il existe aussi un certain nombre d'hebdomadaires en langue espagnole, en format tabloïd, qui paraissent avec plus ou moins de régularité.

⁴⁹ On peut mentionner par exemple l'existence de groupes de catholiques, organisés autour d'une église : la mission latino-américaine Guadalupe de Montréal, les groupes de personnes du troisième âge ou des organismes non-gouvernementaux, les associations nationales, etc.

Quant à la présence féminine, nous pouvons constater, au recensement de 2006, que les femmes d'origine sud-américaine déjà établies à Montréal représentent 54,8 % de cette population immigrante. En effet, leur présence est majoritaire chez les immigrants provenant des pays comme le Brésil (57 %), le Venezuela (54 %), le Pérou (53 %) et la Colombie (52 %).

Graphique 2 : Population sud-américaine installée à Montréal selon le sexe en 2006



Source : Statistique Canada, Recensement de 2006. Tableaux de la population immigrée recensée à Montréal.

Par ailleurs, selon le MICC (2008), on constate que les femmes d'Amérique du Sud qui ont immigré au Québec au cours des cinq années se situant entre 2003 et 2007 représentaient 52,5 % (11 872) des immigrants de cette région et 10,9 % du total des immigrantes admises au Québec. La plupart étaient jeunes : 38 % d'entre elles avaient entre 25 et 34 ans, et dans presque tous les groupes, elles représentaient plus de la moitié du pourcentage d'immigrantes. De plus, selon les données disponibles, nous notons une augmentation du niveau d'éducation des femmes sud-américaines qui migrent vers le Canada. En fait, le pourcentage des femmes venant d'Amérique du Sud qui détiennent un diplôme universitaire est de beaucoup supérieur à celui de leurs homologues masculins de même origine, à celui des Latino-Américaines en général

ainsi qu'à celui des Canadiennes et des Canadiens (Chute, 2004).

Il convient de mentionner ici que, bien que plusieurs femmes de ce groupe soient admises au Canada comme accompagnatrices (70 %) en même temps que leur mari et leur famille, bon nombre d'entre elles sont admises en tant que « demandeur principal » (Citoyenneté et Immigration Canada, 2007). Il faut donc reconnaître que de nombreuses femmes jouent un rôle actif dans l'immigration au Canada, et que, d'après leurs déclarations, la plupart sont des professionnelles, alors que 73 % d'entre elles ont plus de 14 ans d'études. Elles sont donc autant sinon plus qualifiées que les hommes de la même origine et elles sont activement en quête de travail, tout comme leurs homologues masculins.

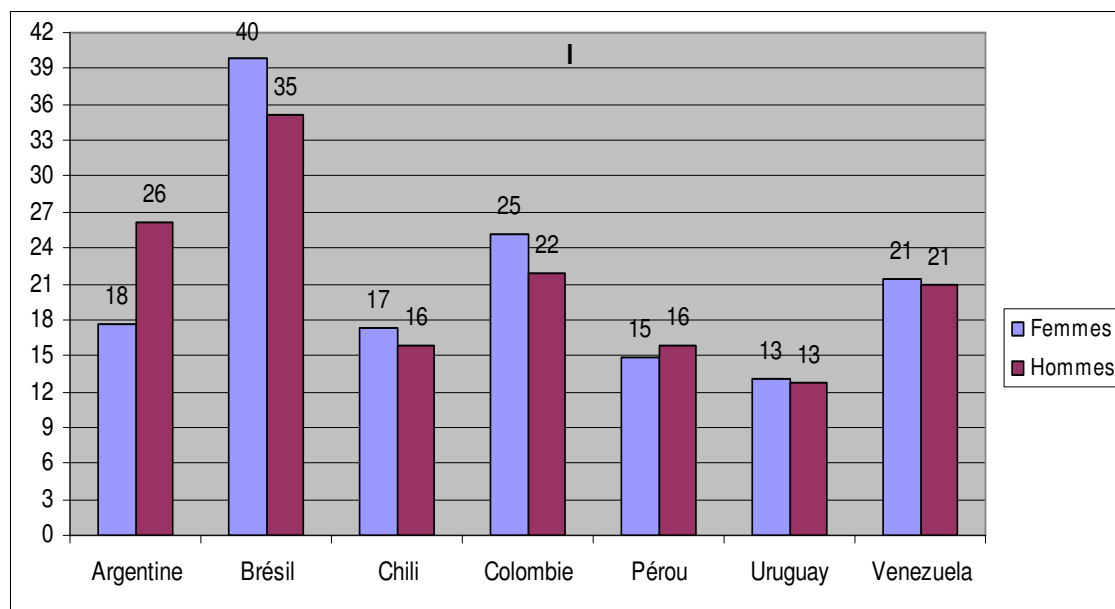
Pour bien cerner le profil des migrantes sud-américaines sur le marché du travail montréalais, considérons quelques caractéristiques des Sud-Américaines déjà installées au Québec et particulièrement à Montréal d'après les données disponibles.

Un premier constat est que le niveau de scolarité des femmes immigrantes d'origine sud-américaine est plus élevé que celui du groupe des femmes latino-américaines. Ainsi, selon les données du recensement de 2001, parmi toutes les immigrantes sud-américaines au Québec, le pourcentage qui détient un diplôme universitaire est de 21,3 % contre 15,3 % pour les Latino-Américaines. Elles sont aussi un peu plus scolarisées que leurs homologues masculins (21,1 %) et nettement plus scolarisées que les femmes nées au Canada (13 %). Selon les portraits des communautés du MICC (2005), parmi les Brésiliennes, près de 40 % des femmes recensées en 2001 avaient réalisé des études universitaires, contre 35 % des hommes du même pays, et les Colombiennes comptaient une éducation supérieure à 25 %, contre 22 % des hommes de ce pays (graphique 3).

Analysant le cas des femmes latino-américaines universitaires déjà installées à Montréal, Rojas-Viger (2006) constate que dans la documentation sur ce sujet, il existe

une certaine invisibilité des qualifications de ce groupe d'immigrantes. Selon l'auteure, cette invisibilité correspondrait au fait que la plupart de ces femmes seraient entrées comme immigrantes de « réunification familiale », comme « personnes à charge dans la catégorie des travailleurs qualifiés » ou même avec le statut de réfugiées. Cependant, nous pouvons ajouter que cette invisibilité peut également obéir au fait qu'il n'existe aucune analyse qui suive les diverses vagues migratoires à Montréal selon le statut migratoire ou qui considère les grandes différences interrégionales ainsi que l'hétérogénéité des groupes. Dans ce sens, inclure la spécificité des processus selon la période et selon les conditions d'entrée ainsi qu'une meilleure précision au moment d'analyser les groupes selon l'origine pourrait, à notre avis, entraîner une meilleure compréhension du processus complexe d'intégration socioéconomique des femmes qualifiées provenant de la région.

Graphique 3 : Immigrantes sud-américaines établies à Montréal ayant une scolarité universitaire selon le sexe et le pays d'origine (%)

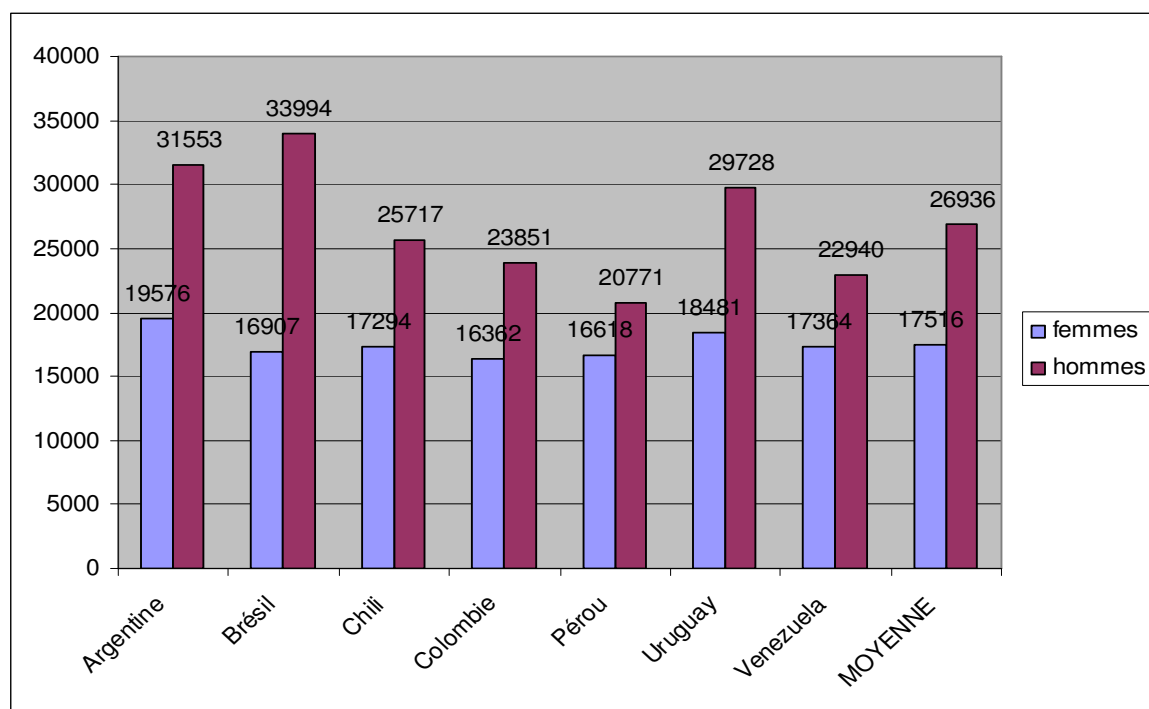


Source : MICC. Portraits statistiques des pays d'Amérique du Sud recensés au Québec en 2001

En ce qui concerne la présence des femmes immigrantes d'origine sud-américaine sur le marché du travail, nous pouvons constater qu'une grande inégalité des revenus persiste,

même lorsque ces femmes ont une formation universitaire. En effet, si on analyse le niveau de revenu annuel médian par secteur d'activité, nous notons que, quel que soit le secteur d'activité considéré⁵⁰, les immigrantes sud-américaines gagnent nettement moins que leurs homologues masculins. Ainsi, leur revenu moyen atteint 17 516 \$, contre 26 936 \$ pour leurs homologues masculins, contre 31 523 \$ pour les autres femmes immigrantes et contre 36 212 \$ pour les Québécoises.

Graphique 4 : Immigrants d'origine sud-américaine : revenu moyen selon le pays par sexe



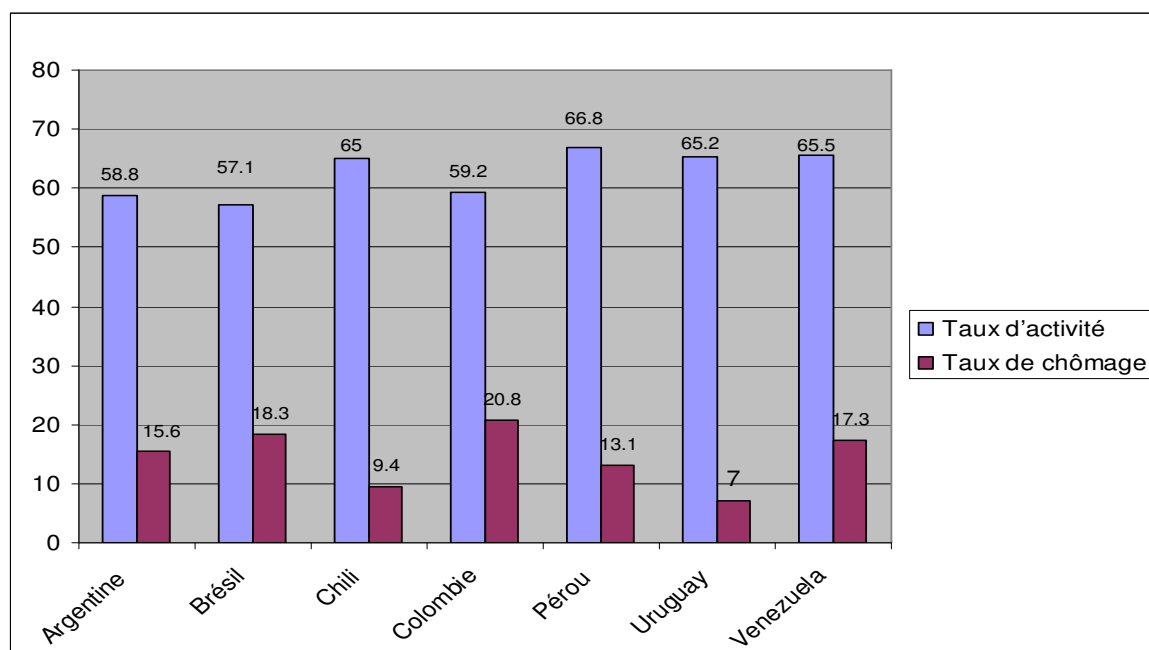
Source : MICC (2005). Portraits statistiques des pays d'Amérique du Sud recensés au Québec en 2001

Un autre fait saillant est que les immigrantes sud-américaines se concentrent dans les activités liées à la vente et aux services (37 %), dans le monde des affaires, dans la

⁵⁰ Les écarts maximums se retrouvent dans les services d'enseignement, les services gouvernementaux et le secteur manufacturier (jusqu'à 16 028 \$). Les différences de revenus annuels médians entre les femmes immigrantes et les femmes nées au Canada par secteur sont moindres, mais l'écart est particulièrement criant dans le secteur manufacturier, dans lequel les femmes immigrantes sont encore plus mal rémunérées que les femmes nées au Canada (16 000 \$ versus 21 000 \$).

finance, dans l'administration (18 %) et dans les industries liées à la transformation et à la fabrication (18 %) ; or, ces activités ne correspondent pas aux professions déclarées au moment de l'entrée. Cependant, il n'est pas possible d'assumer pour autant que les Sud-Américaines se retrouvent toujours dans des emplois faiblement rémunérés et précaires. De fait, c'est au cours des dernières années que les nouvelles venues d'Amérique du Sud sont plus qualifiées ; et il semblerait qu'elles bénéficient d'écarts favorables, notamment dans le taux de'activité, par rapport à l'ensemble des femmes immigrantes (Mongeau et Pinsonneault, 2007).

Graphique 5 : Taux d'activité et taux de chômage de la population immigrante d'origine sud-américaine



Source : MICC (2005). Portraits statistiques des pays d'Amérique du Sud recensés au Québec en 2001.

Par ailleurs, les immigrantes sud-américaines connaissent un taux de chômage plus élevé que les autres immigrantes et que les Québécoises. Ce taux, en moyenne, est de 14,5 %, contre 12 % pour les immigrantes en général et contre 8 % pour les Québécoises. Si nous prenons l'exemple des immigrantes d'origine colombienne, brésilienne et vénézuélienne (Graphique 5), nous constaterons que, bien qu'il s'agisse

des groupes les plus instruits, ce sont aussi les groupes de femmes les plus frappés par le chômage : 21 %, 18 % et 17 % respectivement.

De cette manière, dans l'analyse de la situation des femmes sud-américaines sur le marché du travail, nous constatons une grande disparité de l'ensemble des indicateurs, même si ces femmes possèdent une formation universitaire. Cela est clairement démontré par plusieurs enquêtes portant sur les femmes immigrantes de cette région du monde (Avilés 1988 ; Guanipa-Ho, 1991 ; Rojas Benavente ; 1989 ; Rojas Viger, 2004 et 2006). Même quand elles ont adopté les caractéristiques de sélection du processus migratoire au complet ainsi que celles du marché du travail, elles se retrouvent souvent dans des emplois faiblement rémunérés et précaires. On remarque alors que l'insertion sur le marché du travail montréalais n'est toutefois pas assurée par la seule possession d'une formation appréciée par le système de points à l'entrée. Le manque de compétences sociales et linguistiques des nouvelles arrivantes sud-américaines ou leur « accent » particulier ainsi que la politique protectionniste de certains ordres professionnels, discriminatoire à beaucoup d'égards, expliquent en partie les difficultés que la plupart des immigrantes sud-américaines rencontrent au début de leur vie à Montréal. Par ailleurs, dans plusieurs cas, une formation complémentaire est exigée, afin que leurs compétences soient reconnues et validées (Couton 2002 ; Salaff 2003 ; Slade 2003) pour regagner le statut professionnel dont ils jouissaient dans leur pays d'origine.

C'est ici que nous nous questionnons comment dans cette ville bilingue et cosmopolite, la reconnaissance des qualifications et des compétences acquises dans d'autres systèmes de formation et de travail que celui du Canada est-elle soumise pour le groupe des femmes d'origine sud-américaine. Les barrières et les défis sont d'ailleurs multiples : les critères des employeurs et des ordres professionnels, l'accès à l'information, l'exigence d'avoir acquis une expérience canadienne, l'acquisition de compétences linguistiques suffisantes pour obtenir un poste de travail, l'équivalence éducative, le coût des certifications, le coût des formations supplémentaires, etc., entraînant au

cours des années que diverses stratégies sont mises en œuvre afin d'affronter ces problèmes et de compenser cette perte de statut à travers l'investissement dans les études, le cumul d'emplois, le travail autonome, l'entrepreneuriat, etc.

Grosso modo, , il est possible de constater que la participation des immigrantes sud-américaines au marché du travail montréalais, comme celle d'autres groupes de femmes des « minorités visibles », présente de fortes inégalités, principalement dans trois domaines : les salaires, la concentration dans des occupations à caractère tertiaire ou de services, et l'exposition aux pratiques institutionnalisées qui entraînent la déqualification volontaire ou forcée dans le marché de l'emploi montréalais. Dans les deux chapitres suivants de cette partie du travail, nous nous occupons de l'analyse de ces pratiques institutionnalisées à partir des quatre champs précisés antérieurement.

CHAPITRE V

L'ACQUISITION DES RESSOURCES CULTURELLES ET SYMBOLIQUES DANS LA SOCIÉTÉ D'ORIGINE

Les trajectoires migratoires de 16 femmes participant à cette étude montrent que l'interprétation du processus d'intégration économique dans une perspective purement économique est insuffisante. Ce chapitre se veut une analyse de la signification de l'expérience et du contexte de la société d'origine. Nous voulons nous rapprocher des logiques sociales et individuelles des immigrantes qualifiées d'origine sud-américaine à l'œuvre, en considérant les ressources acquises selon l'expérience personnelle et les éléments organisationnels, institutionnels et représentatifs du contexte de départ. Pour composer cette analyse, quelques questions nous guident : Quelles sont les expériences de ces femmes dans la société d'origine qui les ont amenées à prendre la décision de partir et d'instituer un projet migratoire ? Quelle est l'importance que les femmes immigrées attribuent à leur participation au marché de l'emploi et à d'autres sphères dans leurs pays d'origine ? Quels sont les éléments d'organisation institutionnelle qui agissent sur la définition du projet migratoire ? Quelles sont les logiques pour acquérir et mobiliser des ressources dans le pays d'origine et les légitimer dans la société d'accueil ? Dans les pages suivantes, nous proposons des réponses à ces questions, en considérant le positionnement situationnel et social des femmes de notre étude avant et au moment de partir de leur pays d'origine.

5.1. La position situationnelle dans le contexte de départ

Dans cette partie, nous voulons mettre en évidence l'importance de la société d'origine, étant donné que l'expérience et la façon d'agir (la dimension intersubjective) dans ce contexte particulier peuvent être définies comme une combinaison de logiques d'actions hétérogènes injectées dans la philosophie du projet migratoire de départ, dont le sens et l'unité procèdent d'un travail de l'individu (la dimension représentationnelle) et de la structure (le champ organisationnel) de la société de référence.

La compréhension de l'expérience et du contexte dans la société d'origine nous semble nécessaire pour définir *le cadre* du projet migratoire et pour mieux comprendre l'*agir* des femmes professionnelles sud-américaines dans le contexte postmigratoire montréalais. À notre avis, l'analyse des *projets migratoires* des femmes interviewées peut servir de point de repère à la compréhension des stratégies qu'elles définissent, car elles se situent par rapport à leur passé pour donner du sens à leur présent et pour se projeter dans l'avenir. Ainsi, comme Tap (1991) le souligne, la personne est d'abord inséparable du présent en tant que sujet-acteur. Elle fait des choix selon les nécessités de l'action en cours, puisqu'elle évoque son histoire personnelle, ses rêves, ses aspirations, ses parcours et ses stratégies de vie. Elle a un passé, autrement dit une histoire d'enracinement et de continuité identitaire qui sert de base à la conscientisation, au questionnement critique et à la prise en compte des ressemblances et des différences dans les quatre points de repère que nous prenons dans l'analyse de la position situationnelle.

5.1.1. L'expérience dans le contexte de départ

Dubet (1995) définit l'*expérience sociale* comme une combinaison de logiques d'action hétérogènes dont le sens et l'unité procèdent d'un travail de l'individu, mais qui, en même temps, lui sont données, lui préexistent ou lui sont imposés à travers une culture, des rapports sociaux et des contraintes de situation ou de domination. Dans l'expérience des personnes, il existe un ensemble de circonstances au niveau personnel et contextuel qui rendent propice la prise de décision et les actions, par exemple partir pour vivre, s'installer et travailler dans un autre endroit, un autre pays ou une autre société. Ainsi, la décision de partir du pays d'origine est prise dans un contexte social, économique, culturel et politique déterminé et elle n'acquiert de sens que dans la mesure où la personne a vécu une expérience dans ce contexte. Pourquoi les femmes professionnelles sud-américaines ont-elles décidé de quitter leur pays et sont-elles venues s'installer au Canada, particulièrement à Montréal ? Qu'est-ce qui les a incitées à tenter l'expérience migratoire ?

L'expérience d'« être quelque part » en tant que sujet immergé dans un contexte et un entourage définis est une base fondamentale de la vie de la personne. C'est ainsi qu'elle se trouve face à la nécessité pratique d'habiter un lieu, de construire un système de relations et une forme d'appartenance pour se sentir en sécurité et en continuité. À notre avis, les possibilités de se trouver dans une perception sécuritaire ou non dans le contexte de réception pourraient dépendre, plus que des ressources du capital humain, de divers facteurs encadrant l'expérience personnelle dans la société de départ : une origine nationale, une origine de classe ou ethno- raciale, le fait d'être femme et/ou le parcours professionnel.

D'abord, il est à noter que le fait d'avoir vécu une expérience particulière dans un pays d'Amérique du Sud permet aux femmes universitaires l'acquisition de ressources culturelles et symboliques qui se manifestent par des connaissances diverses qui leur servent à développer des capacités, des compétences, des savoirs et des intuitions variés qui sont, à leur propre avis, très appréciés symboliquement.

Comme je me suis mariée très jeune, j'élevais mon fils aîné en même temps que j'étudiais à l'Université. C'était bien dur, parce qu'en médecine, il faut faire un gros effort [...] On est supposée d'être à temps plein pour bien réussir la carrière. Cependant, j'ai pu bien finir et j'ai commencé à travailler sans beaucoup de problèmes. Après, tout a été une question d'organisation, j'avais appris comme me débrouiller et réussir professionnellement sous une énorme pression. Dans un domaine comme le mien, il faut toujours démontrer qu'on est très efficiente (Myriam, médecin, Venezuela).

L'expérience accumulée dans les sociétés sud-américaines – qui sont fréquemment perçues comme des sociétés traditionnelles dans la société réceptrice – devient une ressource mobilisable au moment de l'arrivée et confère, selon le cas, un certain niveau de sécurité, qui peut, par exemple, être lié à l'appui parental ou familial :

J'ai eu l'opportunité d'étudier et de faire beaucoup de choses parce que j'ai toujours eu l'appui de mes parents. [...] Après avoir étudié la carrière au Pérou, je voulais aller au Japon pour des études supplémentaires, mais j'ai commencé à travailler et j'ai décidé de rester au Pérou pendant quelque temps, puis j'ai déménagé en Bolivie, et tout le temps, mes parents étaient là pour me donner leur appui (Elena, publiciste, Bolivie).

Cette sécurité, dans certains cas, comme dans celui d'Elena, est liée au positionnement de classe, qui se manifeste sous diverses formes.

Mon père voyageait beaucoup grâce à son travail, et nous avons eu l'opportunité de connaître plusieurs lieux, en Amérique Latine et en Europe, c'était une époque vraiment magnifique [...](Elena, Bolivie).

D'ailleurs, l'accent mis sur la fréquentation des écoles privées, sur la possibilité de prendre des cours de langue étrangère depuis qu'elles sont jeunes, soit l'anglais ou le français, et de poursuivre des études universitaires en tant que « filles de famille » reflètent chez plusieurs d'elles l'appartenance à la classe moyenne supérieure ou à la classe moyenne.

J'avoue que, le fait d'avoir étudié dans une bonne école et d'étudier le français tous les samedis depuis que j'étais petite a été des fois fatiguant, surtout pour ma mère qui m'amenait toujours, mais je comprends maintenant qu'elle avait tellement raison, parce qu'elle disait qu'on ne sait jamais ce qui va se passer (Lorena, ingénieure informaticienne, Uruguay).

L'origine socioéconomique joue alors un rôle important dans l'histoire des femmes interviewées pour deux raisons. D'une part, elle touche l'accès à des ressources matérielles et culturelles dans certains moments particuliers et elle détermine les chances d'accumuler plus de ressources à l'avenir. D'autre part, dans le contexte de l'Amérique du Sud l'accès à certaines ressources culturelles ne dépend nécessairement pas de la classe en termes matériels et économiques; et les possibilités de mobilité deviennent fluctuantes. Ainsi, appartenir à la classe sociale moyenne élevée ou moyenne est déterminée par des critères primordiaux d'ethnicité – comme le nom de famille ou la couleur de la peau, selon les propres termes de nos interviewées –, et ne serait pas aussi important que le niveau culturel atteint par la famille à travers les occupations des parents et les activités orientées vers l'acquisition de plus de ressources sociales et culturelles. Ainsi Paula, qui a immigré seule, décrit les besoins économiques de sa famille, mais elle met également l'accent sur son niveau culturel :

On pourrait dire que ma maison était simple, cependant, j'ai toujours eu accès à de bons livres, à une bonne école et surtout à l'appui de mon père. Il travaillait dans un organisme de l'État, mais il nous amenait à plusieurs endroits pour

connaître toute sorte de choses [...] et ma mère s'occupait aussi de notre éducation à tous les niveaux, même quand nous étions déjà adultes (Paula, informaticienne, Argentine).

C'est à partir de leur séjour comme immigrantes au Canada que plusieurs de ces femmes commencent à se rendre compte véritablement de l'existence d'un fort niveau de ségrégation et de hiérarchisation dans leur société d'origine et de la position avantagée ou désavantagée qu'elles y occupaient avant de venir s'installer ici. En effet, en étant ici, la plupart sentent avoir profité de quelques avantages dans certains aspects et d'un faible positionnement dans d'autres domaines. Si à ce moment-là, elles ne se rendaient pas compte, le processus migratoire leur a permis d'identifier les champs où elles détenaient une position avantageuse ou désavantageuse dans leur pays, parfois, en termes de classe au niveau personnel, comme dans ce cas-ci :

Depuis que je suis ici, je me suis rendue compte de notre grande chance. Là-bas, nous avons une très bonne position... nous n'étions pas riches, mais il y avait la possibilité pour mon mari et pour moi d'avoir un bon travail et la stabilité économique suffisante pour toute la famille. (Sandra, biologiste, Venezuela).

Parfois, c'était en termes de valeur assignée à l'origine ethnique ou à des caractéristiques phénotypiques raciales :

Peut-être que pour certaines personnes ici, le pays d'origine ou la couleur de la peau sont très importants, mais j'agis comme je le faisais là-bas. Je ne comprends pas très bien pourquoi ils mettent ces étiquettes, mais ... enfin ... j'espère que ça changera un jour (Paula, ingénieure informaticienne, Argentine).

La sécurité et la capacité de prendre la décision de partir dépend aussi, dans le cas des femmes mariées, de la disponibilité des ressources matérielles et culturelles au niveau familial, soit à cause de la profession ou de l'appartenance à une classe socioéconomique d'un ou des deux membres du couple.

Avant de venir ici, nous étions bien établis, nous avons vendu la maison et toutes nos choses. Et pour moi, il a été bien difficile de prendre la décision, parce que j'ai dû vendre ma boutique; elle était petite, mais elle me permettait de payer mes principales dépenses et celles de mes enfants. Je détestais demander de l'argent à mon mari. Mes enfants ne sont pas à lui, et même s'il disait que tout était correct, je n'aimais pas dépendre de lui et de son argent (Irène, comptable-

entrepreneure, Chili).

Dans un cas comme celui d'Irène, il est possible de constater la valeur symbolique de ses ressources matérielles en termes d'indépendance et sécurité pour prendre des décisions importantes comme sortir de son pays d'origine et s'installer dans un autre. En effet, la valeur assignée à leurs revenus, mais surtout leur position stable en tant que travailleuses dans leur domaine dans leur pays d'origine entraîne chez la plupart des femmes le sentiment de confiance de pouvoir réaliser ici une certaine continuité.

J'ai commencé à travailler quand j'avais 18 ans dans une pharmacie, et après, pour finir mes études à l'université, j'ai travaillé dans une entreprise de support informatique. Deux ans plus tard, je travaillais au centre de support de Citibank. Dans ce travail en Uruguay, j'ai appris plusieurs choses. J'ai demandé mon changement vers l'Argentine et je peux te dire que là-bas, j'ai appris beaucoup plus que tout ce dont j'ai besoin ici pour mon travail, même si ce dans le même domaine (Lorena, ingénieure informaticienne, Uruguay).

Dans d'autres circonstances, il est à noter que c'est la situation familiale qui permet aux deux membres du couple de prendre la décision. La migration est considérée dans ce cas comme une option pouvant réellement contribuer à limiter ou à stimuler les plans des deux membres du couple, en pensant aux possibilités personnelles et également aux occasions d'améliorer la situation de toute la famille :

Pour mon époux, par le fait de voyager et de travailler dans une entreprise transnationale dont le siège principal est ici, il a été facile de s'informer du processus d'immigration. Dans une occasion, il est allé à l'ambassade canadienne et il a demandé les formulaires d'immigration. Après les avoir regardés, étant donné que nous étions des professionnels avec une famille et un travail, nous nous sommes rendus compte que nous étions éligibles pour venir et nous installer. Mais je dirais que ce qui nous a poussés à prendre la décision est le fait qu'à ce moment, Chavez a gagné les élections, et nous avons vu que les choses allaient se gêner. Alors, c'est à ce moment-là, avec tout ce que nous voyions venir, que nous avons décidé de compléter l'application. En résumé, nous avons dit « il faut partir d'ici ». Et en réalité, il a été très facile d'être acceptés comme immigrants de la catégorie des travailleurs qualifiés... (Myriam, médecin, Venezuela).

La décision et la mise en marche de la migration des femmes qualifiées résultent ainsi d'une décision individuelle, mais aussi des rapports personnels du couple dans leur pays

d'origine.

Je dirais qu'à la fin, la décision de venir a été prise par tous les deux (Marina, travailleuse sociale, Chili).

Dans d'autres cas, les projets de départ se trouvent confrontés aux réalités complexes marquées par la présence de contraintes économiques structurelles et aussi par des rapports liés aux divers systèmes de domination de la société d'origine. Nous pouvons constater cela dans le cas de Martha qui, après être venue comme étudiante et avoir suivi des études de deuxième cycle dans une université montréalaise, est rentrée dans son pays : même avec cette formation, elle a fait face à plusieurs problèmes dans son pays d'origine. Ce cas souligne la position sociale subordonnée de la femme et la nature oppressive et discriminatoire de certaines pratiques sociétales du pays d'émigration. Dans ce cas, la situation est encadrée par les diverses conditions de domination de genre, malgré les efforts d'autonomie personnelle :

Quand je suis rentrée en Équateur, j'ai commencé à travailler dans des projets internationaux. Je pensais qu'avec ma maîtrise d'ici, les choses s'amélioreraient vraiment. [...] Au début, lorsque je suis arrivée, j'avais un très bon projet, mais les autorités et les directeurs des projets de l'université voulaient être inclus sans rien faire, et comme je suis femme, j'étais supposée céder, tu sais... Là-bas, il y a une autre mentalité, je me suis lassée du système [...] (Martha, biologiste, Équateur).

Par ailleurs, la présence de multiples origines, cultures et traditions provoque une grande hétérogénéité dans la lecture des références ethnoculturelles. Or, pour les conditions particulières, l'analyse de l'articulation du sexe, de l'origine, de la classe sociale, de l'ethnicité et de la race est particulièrement importante pour comprendre l'agir des femmes qui proviennent des sociétés sud-américaines, étant donné que chaque expérience dépend des processus vécus à l'intérieur des différents systèmes de domination.

Un premier constat lors de notre terrain est que l'ensemble des représentations personnelles et l'autoperception ethnoculturelle provoque chez certaines des interviewées la construction de représentations à propos de comment l'origine

européenne, par exemple, pourrait jouer comme élément favorisant du projet migratoire.

Je crois que quand j'ai décidé de commencer tout le processus d'immigration au Canada, j'ai eu l'idée de trouver un horizon plus ample que celui que je pourrais trouver en Argentine. [...] Je me disais aussi que je trouverais ici une société plus ouverte et respectueuse, mais ce qui m'a surpris au moment de l'entrevue a été que le conseiller qui m'a interviewée m'a demandé l'origine de mon nom, je lui ai dit qu'il s'agissait d'un nom d'origine française. Je dois avouer qu'au moment de commencer le processus, j'ai pensé que cela pourrait m'aider, mais je n'avais jamais imaginé que l'interview finirait à ce moment-là. J'étais un peu étonnée, mais des fois, les choses marchent comme ça, n'est-ce pas ? (Paula, ingénieure informaticienne, Argentine).

Cette déclaration nous amène à penser que l'expérience personnelle se reflète dans la façon de percevoir la réalité. Il est particulièrement important de considérer qu'une des caractéristiques du contexte sud-américain est le grand nombre d'inégalités sociales⁵¹, économiques, culturelles et politiques qu'on y trouve. Or, ces inégalités affectent d'une façon différente chaque femme selon son expérience personnelle.

Je crois que le fait de voir tant d'injustices, le racisme, les attitudes des gens, l'utilisation du pouvoir et les abus nous a fait prendre la décision de venir. C'est sûr que nous en avons l'idée depuis beaucoup de temps, mais il y a quelque chose dans ce que tu vois qui te dit, ok, c'est le moment de partir (Sara, comptable, Pérou).

⁵¹ En Amérique Latine, une des caractéristiques de l'époque actuelle est l'accentuation de la pauvreté et de la marginalité ainsi que la précarité des systèmes éducatifs et de travail qui sont associées aux critères ethno-raciaux qui divisent la population. Même si entre 1990 et 1994, la proportion des pauvres en Amérique Latine est descendue de 41 % à 39 % (rappelons-nous qu'elle était passée de 35 % à 41 % dans la décennie précédente), le processus de réduction de la pauvreté s'est arrêté abruptement depuis 1997. En effet, la pauvreté dans la région est passée de 42,5 % de la population totale, en 2000, à 44,2 %, en 2003, ce qui signifie qu'aujourd'hui, il y a plus de 224 millions de personnes vivant en Amérique Latine et dans les Caraïbes ayant moins de deux dollars de revenu par jour (seuil de pauvreté). Parmi eux, quelque 98 millions de personnes (19,4 % de la population) vivent dans l'extrême pauvreté, c'est-à-dire qu'ils disposent de moins d'un dollar par jour. Par ailleurs, la pauvreté en Amérique Latine et dans les Caraïbes a une importante corrélation raciale-ethnique. Ainsi, dans les pays comme la Bolivie, le Brésil, le Pérou et l'Équateur, la pauvreté est deux fois plus élevée chez les Indiens ou chez les descendants des Africains que dans le reste de la population. Le plus étonnant est que malgré le processus de croissance économique des dernières années, la « brèche sociale » s'est accentuée, et les inégalités paraissent au contraire progresser entre couches sociales et entre régions. Ainsi, en 2004, 48 % des Péruviens vivaient en situation de pauvreté. Et ce pourcentage présente encore de grandes différences entre la zone rurale et la zone urbaine : 37 % de la population habitant dans la zone urbaine vit en dessous du seuil de pauvreté, et 36 % est extrêmement pauvre. Par contre, dans les régions rurales, 70 % de la population vit sous le seuil de la pauvreté, et 36 % est extrêmement pauvre (Trigo, 2006).

Pour certaines femmes, cette situation d'insécurité, d'instabilité et de vulnérabilité ne permet pas trop de planifier l'avenir, même si la personne compte sur un travail qualifié et bien rémunéré, c'est-à-dire, si elle a un bon niveau de capital culturel et, dans plusieurs cas, si elle provient d'une couche sociale moyennement élevée ou élevée⁵².

Quand j'ai parlé avec mon mari de la possibilité de venir et de nous installer ici, il m'a dit : « Non ... définitivement non ! Je ne pense pas que ce soit une bonne idée ! Je parle seulement espagnol ! Que veux-tu ? Commencer à zéro ? Tu oublies que j'ai un très bon travail ici ? Même que toi ... » Et bien, je lui ai dit : « Laisse-moi préparer la demande et les documents. Tu n'auras qu'à signer. » Ainsi, j'ai commencé à faire les papiers, seulement pour les faire en novembre 2002. Mais en février 2003, « février noir », il s'est produit une énorme révolte, avec des blocages dans les rues, beaucoup de morts et [...] je crois que cela a été le détonateur pour venir ici (Elena, publiciste, Bolivie).

Par ailleurs, les changements et les processus de modernisation et de technique vécus dans la région sud-américaine, particulièrement les dernières années, encadrent l'expérience au niveau social et personnel de chaque femme, et ils mènent à l'élaboration de projets personnels en tant que professionnelles. Cela signifie que ces femmes appartiennent aux dernières générations de Sud-Américaines qui ont grandi en sachant qu'il est possible d'accéder au système universitaire de leur pays et ensuite au marché du travail avec une facilité relative, pouvant « prendre leur temps » pour choisir leur domaine d'étude et s'insérer sur le marché du travail tout en comptant sur un niveau élevé de qualification.

Aujourd'hui, il est beaucoup plus facile de choisir une carrière, même si l'entrée à l'université est difficile et requiert une bonne préparation ... il y a d'énormes possibilités. Ce n'est plus comme dans le temps de ma grand-mère (Sara, comptable, Pérou).

Ainsi, la valeur du capital culturel acquis est liée à l'origine sociale et surtout à la capacité personnelle d'avoir réussi des études universitaires et dans le monde du travail, notamment dans les villes et les régions les plus modernes où il est possible d'avoir accès aux carrières compétitives fortes sur le marché du travail qui, à long terme,

⁵² À tout moment, nous avons pris comme indicateur de l'origine socioéconomique la position socioprofessionnelle des parents.

donnent l'assurance de pouvoir compter sur des connaissances et sur des ressources culturelles suffisantes.

J'ai décidé de quitter l'Uruguay parce que je me sentais préparée. Avec ma formation professionnelle et mon expérience de travail, je pouvais me débrouiller avec beaucoup de facilité dans mon domaine (Lorena, informaticienne, Uruguay).

Cependant, dans de nombreux cas, il arrive aussi que la décision de partir est prise quand la femme commence à percevoir que le niveau de ses ressources culturelles ne l'assure plus de conserver la position qu'elle et/ou sa famille avaient ou qu'elle voudrait avoir dans l'espace social d'origine. En effet, est présente dans tous les discours l'idée voulant que la perte de valeur des ressources culturelles soit due à la logique distributive des pays d'origine, car la réalité démontre que dans la majorité des cas, ce sont les élites qui sont les seules à avoir la possibilité d'accéder au mode de vie occidental (Ribas, 1999).

Au moment de partir, je savais que ce serait très difficile, mais toute ma vie je m'en étais sortie très bien ... Tu sais bien que, dans nos pays, avec un bon niveau de qualification, on peut travailler, et même gagner de l'argent suffisamment pour se maintenir au moins dans la même position que celle qu'on avait au moment d'être célibataire... Au moment de venir, je pensais que, comme dans nos pays, avec beaucoup d'efforts, tout serait possible, mais je ne comptais pas sur toutes ces difficultés-ci... (Mayra, dentiste Colombie).

Il faut également préciser que dans tous les cas rencontrés, les femmes qui ont décidé de migrer avant et durant le processus de mobilité pensaient qu'elles allaient réussir et qu'il s'agissait d'un projet qui valait la peine d'être entrepris. Le fait d'avoir une histoire familiale migratoire, par exemple, permettait de penser à un projet migratoire réussi. En effet, nous avons vu que, dans quelques cas, le fait de venir d'une famille ayant de précédents migratoires, l'idée de s'établir et de réussir dans une société leur a permis de s'adapter et d'être très ouvertes à l'idée de mobilité.

En Uruguay... il est presque naturel de venir d'une famille d'immigrants. En effet, je crois que le fait que mes grands-parents aient été des immigrants et que dans le cas de mon mari, ses parents aient vécu en Allemagne comme des immigrants, nous a fait penser à la possibilité de migrer sans avoir beaucoup de problèmes... Dans ce sens, je crois que le fait d'avoir des ancêtres migrants

marque d'une certaine manière le fait de penser à la migration comme à une autre étape dans la vie où l'on peut trouver de nouveaux horizons. Je crois que ça a toujours été comme ça dans ma famille (Natalia, ingénieure chimique, Uruguay).

Grosso modo, la décision de migrer est influencée, d'un côté, par un ensemble de facteurs sociaux, politiques et économiques, d'attentes sociales, par le sens de la privation ou de la recherche de biens ou de sources de bien-être et, d'un autre côté, par un désir individuel d'actualisation et d'accomplissement personnel, familial ou professionnel, dans un contexte qui offre à cet égard les conditions de vie souhaitée.

5.1.2. La dimension intersubjective : le projet migratoire

Nous avons vu précédemment que la notion d'accès aux ressources culturelles permet d'adopter l'idée de choix et d'autonomie face à ces faits, qui agissent comme des facteurs incitant à prendre la décision de partir. Pour analyser la façon avec laquelle les femmes de l'étude concrétisent cette capacité de décision et leur façon d'agir, nous proposons de décrire des projets migratoires pour jeter un regard sur le phénomène migratoire, mais aussi pour lire la dimension intersubjective du point de vue des sujets, à partir des éléments personnels et du contexte qui influent sur leur agir.

Nous caractérisons le *projet migratoire* en considérant ses dimensions rationnelle et relationnelle dans la perception des intérêts et des risques dans l'espace et dans le temps (Gesle *et al.*, 1994). En tant que projection dans l'avenir, le projet se caractérise par une dimension temporelle fondamentale : il s'inscrit dans un continuum temporel qui participe à sa redéfinition constante, le présent n'étant qu'une actualisation de l'avenir du passé, et l'avenir n'étant qu'un futur proche de l'actualité. Le projet est sans cesse amené à être redéfini au fil de ce continuum en fonction du contexte et des stratégies sociales et/ou individuelles. Parler du projet migratoire conduit alors à privilégier une analyse dynamique se fondant sur le continuum temporel.

Il faut considérer que le projet migratoire a une dimension individualiste subjective et

intersubjective : l'actrice se projette dans un avenir migratoire qui exige de l'information, des attitudes et d'autres ressources personnelles ainsi que des rapports interpersonnels. Dans cette perspective, le projet migratoire des femmes sud-américaines n'est pas simplement le résultat d'un raisonnement simple ou d'un calcul rationnel, mais il représente également un éventail de motivations et de perspectives personnelles et sociales selon l'expérience de chaque femme dans un contexte de référence particulier. Si nous rapportons cette remarque à l'analyse de la dimension intersubjective, cela revient à dire que le projet migratoire se construit certes au départ, mais aussi tout au long de l'histoire migratoire. La notion de projet migratoire permet ainsi de rendre compte de la complexité de la migration qualifiée, car il articule les différentes échelles sociales, spatiales et temporelles.

Selon les propos de nos interviewées, on n'émigre pas seulement parce qu'on a en soi l'idée d'un projet migrateur, mais aussi à cause des conditions extérieures du contexte d'accueil. Il élabore ce projet parce que le sujet a la possibilité d'émigrer, c'est-à-dire qu'il a les ressources matérielles, sociales, culturelles et symboliques qui permettront de remplir les conditions et de suivre les procédures migratoires. Certes, le fait que parmi nos 16 interviewées, neuf (9) ont accompli les démarches d'immigration comme « demandeur principal » et que les sept (7) autres ont été les personnes à charge pour initier et suivre les démarches du processus d'immigration au Canada, donne un premier exemple de la façon d'agir et de la participation très active de ces femmes pour concrétiser leur projet. Ce premier élément montre les divers processus qui servent à légitimer l'expérience personnelle selon le positionnement et l'accès aux divers types de ressources.

Comme c'était une chose à laquelle j'étais habituée, lorsque nous avons décidé de commencer les démarches, j'étais responsable de toute la documentation, il (l'époux) a signé les documents, et nous avons envoyé la demande (Laura, enseignante, Colombie).

Le projet migratoire se construit alors avec les ressources qui sont à la disposition : les expériences personnelles, les rapports et les rôles attribués selon la position

situationnelle ainsi que par le parcours professionnel.

Avant de décider de venir, nous avons eu du temps pour planifier les choses, nous avons vendu la maison et tout le reste, puis nous avons quitté notre travail et on a décidé de commencer à vendre la petite entreprise que nous avions petit à petit... Après avoir été ici en 1999 la première fois, on voulait tellement s'installer ici et changer toute notre vie... (Marina, travailleuse sociale, Chili).

Or, en tant que *fil conducteur* de l'expérience migratoire, l'élaboration d'un projet migratoire pourrait bien représenter la *source de sens* de l'expérience personnelle à laquelle les femmes migrantes pourront faire référence pour légitimer leur expérience à leurs propres yeux comme aux yeux des autres. Ce *sens* permet d'établir et de rétablir un sentiment de « continuité », de « cohérence interne » et de légitimation selon le positionnement situationnel et social.

Au début, je n'étais pas très certaine, mais je savais qu'on pourrait faire tout pas à pas (Myriam, médecin, Venezuela).

Si au départ la femme migrante dispose d'un certain nombre d'informations et de connaissances sur la ou sur les possibilités du lieu de destination, celles-ci ne sont que partielles et parfois déformées. La migrante éprouve par ailleurs des besoins qui l'amènent à partir et elle suppose qu'elle pourra les satisfaire dans le contexte migratoire. À cause de cela, lors du premier départ, le projet migratoire individuel s'élaborerait à partir de ce faisceau de facteurs.

Je n'ai jamais douté de vivre à l'étranger. Tout le temps, j'étais absolument convaincue de le faire [...] Quand j'étais en train de finir le secondaire et que j'avais 16 ou 17 ans, j'ai fait un échange en Hollande, et avec cette expérience-là, j'ai eu l'idée de vivre en dehors de l'Argentine... Après, quand j'ai connu mon conjoint, j'ai essayé de le convaincre... J'ai toujours eu cette idée-là, et il savait que de toute manière, j'allais le faire. D'une certaine manière, il a pris le projet comme le sien, parce qu'il voulait aussi voir les choses s'améliorer [...] (Ericka, relationniste industrielle, Argentine).

De même, dans certains cas, la construction du projet dépend d'un processus encadré par les parcours de mobilité temporaire, circulaire ou permanente. Nous pouvons ainsi trouver dans le cas de celles qui sont venues comme étudiantes étrangères et qui après certains événements ont commencé à envisager la possibilité d'immigrer et de s'installer au Canada un projet qui semble en construction, passant d'un ensemble

d'aspirations indéterminées jusqu'au fait de vouloir atteindre des objectifs personnels, même si pour donner suite, la construction du projet signifie quelques ruptures avec son groupe de référence ou son propre positionnement dans la société d'origine :

J'avais de la curiosité, mais aussi beaucoup d'attentes. [...] Je savais que je venais pour six mois, et je ne savais pas exactement qu'est-ce qu'il pouvait m'arriver (Soledad, médecin, Pérou).

5.1.3. L'importance du contexte de départ : les facteurs organisationnels

Bien que, dans la plupart des cas, la décision de partir et d'instituer un projet migratoire ait une dimension individuelle et familiale, le contexte encadré par une présence faible et, dans plusieurs cas, très négative de l'État et des institutions de la société civile, facilite le processus d'émigration-immigration des femmes sud-américaines. Ce sont donc, dans une grande mesure, les divers processus structuraux qui inciteront et contribueront à prendre la décision de partir. Et, comme dans le cas de l'immigration algérienne en France, pour lequel Abdelmalek Sayad parle d'un état de « disposition à l'émigration » pour les Algériens (c'est-à-dire de la transformation, à travers la colonisation, d'émigrés potentiels ou virtuels attendant d'immigrer), il convient de parler, pour le contexte sud-américain, d'un ensemble d'idées qui favorisent aussi une « disposition à l'émigration » qui, à la différence du cas algérien, a une relation directe avec la reconfiguration de la libération des règles coloniales et postcoloniales ainsi qu'avec différentes étapes du processus de « modernisation » des dernières années en Amérique Latine (Mignolo y Lastra, 2007).

Je dirais qu'il y a des messages pour sortir de nos pays partout. Cependant, je crois que c'est depuis que les gens ont vu tous les problèmes et le désordre que les gens veulent sortir de plus en plus (Paula, Informaticienne, Argentine).

Ainsi, un des premiers éléments à considérer pour la plupart de nos interviewées est la présence contradictoire de l'État dans le contexte sud-américain, qui incite au développement d'une certaine capacité à vivre dans un terrible enjeu d'insécurité. Dans ce sens, les projets migratoires sont formulés par des personnes qui, en migrant au Canada, transportent avec elles l'expérience des années de crise politique, économique et sociale d'un contexte inégalitaire et qui ont dû créer des réponses et, par conséquent,

une certaine attitude d'indépendance par rapport aux institutions formelles, dont elles n'attendaient pas beaucoup, ainsi qu'une certaine *force* pour résister et faire face aux différentes situations contraignantes.

Nous avons pris la décision de partir à cause de la grave crise en Argentine. Mais ce n'était pas seulement la crise du « corralito⁵³ », c'était en général tout. On ne sait jamais ce qui va se passer et on vit toujours en attendant quelque chose d'imprévisible, et personne ne fait rien (Lorena, ingénieure informaticienne, Uruguay).

Après avoir vécu divers processus de « modernisation », il faut considérer que les modèles de croissance économique et de possible stabilité politique sont perçus comme des échecs dans la plupart des cas. L'idée d'avoir une balance négative de la réalité est très présente.

Je crois que le mot clef ici est l'« instabilité ». Dans mon pays, j'ai vu, à plusieurs occasions, comment malgré les bonnes possibilités économiques pour le pays, il y a toujours eu un événement qui provoque une grande instabilité. C'est vrai que dans les dernières années, les choses se sont beaucoup améliorées, mais il te reste toujours le sentiment que quelque chose d'imprévisible pourra arriver (Marina, travailleuse sociale, Chili).

Une autre conséquence des étapes de la modernisation est que l'Amérique du Sud, marquée par une histoire d'immigrations au cours des XIX^e et XX^e siècles, est devenue aujourd'hui une source de population émigrante pour les pays européens et nord-américains (Martinez Pizarro, 2003). Si jusqu'au début des années 2000, l'effet ne s'est pas fait sentir considérablement dans certains pays, aujourd'hui, l'émigration des travailleurs qualifiés est beaucoup plus perceptible.

C'est vrai qu'il n'y a pas beaucoup de Paraguayens ici, du moins je n'ai trouvé qu'un monsieur qui s'est installé à Montréal depuis longtemps. Cependant, dans

⁵³ « Corralito » est le nom informel donné aux mesures économiques prises en [Argentine](#) à la fin de l'année 2001 par le ministre de l'Économie Domingo Cavallo, dans le but de mettre fin à une [course à la liquidité](#) et à la [fuite des capitaux](#). En vigueur pendant presque une année complète, les mesures ont en pratique gelé les avoirs bancaires et interdit tout retrait des comptes de banque en devises [USD](#). L'éclatement de cette crise économique et du « corralito » a déclenché un effet domino sur l'économie. De ce fait, l'accélération des processus de restructuration économique, la privatisation des grosses entreprises de l'État et le refinancement de la dette, qui étaient gérés par la dictature militaire de 1976 à 1982, se sont accentués au cours de la décennie du gouvernement de Carlos Menem (1990-98). Ces processus de restructuration et de privatisation ont été liés aux politiques économiques néolibérales des récentes décennies qui, dans le contexte de l'Amérique Latine, ont entraîné une aggravation rapide et l'approfondissement des inégalités sociales.

les dernières années, avec tous les problèmes qu'il y a là-bas, les gens sortent et sortent, et le pire de tout, c'est que ce sont les gens avec le plus d'éducation et de possibilités de réussir. Il ne s'agit pas de gens pauvres et sans éducation, comme la plupart des gens d'ici pensent (Lucia, comptable, Paraguay).

La complexe réalité d'instabilité et d'insécurité provient également de la grande inégalité, de l'hétérogénéité de ces sociétés, des traditions culturelles entrecroisées et des populations d'origines diverses qui cohabitent dans la région sud-américaine (Manrique, 2004). Le fait de vivre dans des sociétés si inégalitaires dans la distribution des ressources provoque une sorte de rejet qui se reflète sur les perceptions et sur les représentations de la société d'origine :

Au moment de partir, nous pensions, ou du moins je pensais, qu'en venant au Canada, nous pourrions élever des enfants avec un plus grand sens de la justice et de l'équité. Tu sais bien comment les choses sont au Pérou ... il est bien difficile que tout change d'un jour à l'autre (Sara, comptable, Pérou).

Cette insécurité se fait plus évidente et contradictoire dans le cas de celles qui ont vécu dans une période durant laquelle la stabilité était associée à la participation active en politique, soit en faveur du régime, soit contre. Cette sorte de participation fera que la position personnelle associée, dans plusieurs cas comme celui-ci, à l'appartenance à la classe sociale aisée sera confrontée aux propres idées et valeurs des femmes. L'extrait du témoignage de Marina, une Chilienne, peut constituer, à cet égard, un bon exemple. Elle nous renseigne sur les stratégies forgées dans le contexte du Chili de Pinochet, sous lequel toute initiative individuelle était strictement interdite.

Tout ce que nous avons vécu pendant le temps où « Monsieur » (Pinochet) était vivant a été incroyable, la grande instabilité politique et économique à cause de la dictature, dont je ne voudrais plus parler... reste et restera toujours dans ma mémoire. Beaucoup de personnes se sont faites arrêter, et la seule façon de rester « libre » et de s'insérer dans le marché du travail durant cette période-là – si contrôlée –, était d'obtenir des « recommandations » de personnes qui occupaient une position de pouvoir dans le gouvernement. Je connais vraiment des histoires terribles, dont je ne voudrais pas me rappeler (Marina, travailleuse sociale, Chili).

5.1.4. La dimension représentationnelle

Bien que la prise en compte des ressources qu'on assigne aux immigrantes ayant une

formation universitaire ou spécialisée, selon leur positionnement particulier de classe et de race-ethnicité dans chacun des espaces de référence, contribue à la définition d'un projet migratoire, elle est présente dans un ensemble d'imaginaires et de représentations qui encadrent les attentes et les aspirations d'insertion professionnelle qu'on attribue au processus migratoire dans la société réceptrice.

Il est possible de constater que dans un contexte encadré par le modèle néolibéral mondial, par les changements socioculturels des dernières années et par la présence des relations socioéconomiques articulées par les flux de capitaux et de personnes entre les pays d'Amérique, il existe un ensemble complexe de conceptions et d'imaginaires autour de la migration internationale. En effet, dans les dernières années, diverses études ont démontré qu'il est très fréquent de trouver dans l'imaginaire populaire que l'émigration sud-américaine en Europe et aux États-Unis est conçue comme une stratégie de mobilité sociale (Pellegrino, 2005 ; Martinez-Pizarro, 2006). De façon semblable, d'après les résultats de notre recherche, le champ représentationnel de l'image positive de l'immigration au Nord se manifeste au niveau idéologico-culturel à travers les désirs de sortir, les imaginaires géographiques et les attentes de la société réceptrice canadienne.

Les représentations idéologico-culturelles de la migration peuvent être analysées d'abord d'après les conditions du désir de sortir du pays d'origine. Nous pouvons trouver qu'il existe déjà une certaine prédisposition à émigrer vers un pays du Nord. Dans certains cas, le fait d'avoir connu la réalité et les possibilités de mobilité sociale dans d'autres pays – où les niveaux de vie et les occasions de développement personnel sont perçus comme idéaux –, produit des espoirs qu'on cherche à satisfaire par la mobilité géographique. On parle ici d'une *prédisposition* ou d'une *propension migratoire sud-américaine*, parce que le niveau éducatif global de la société fait en sorte que cet objectif est considéré comme accessible, et que le sentiment de « privation relative » est développé avec une plus grande intensité (Pellegrino, 2003). Chez plusieurs de nos interviewées, nous trouvons que, quand elles ont eu l'occasion de sortir

de leurs pays pour des raisons touristiques ou d'études, elles ont une vision plus ouverte du monde.

Dès le moment où j'ai connu l'Europe, je me suis dit que je voulais sortir de l'Argentine. Définitivement, je ne voulais pas rester pour faire ma vie là-bas. Je n'ai jamais douté de sortir de mon pays. Le doute était d'envisager si la meilleure alternative était le Canada, l'Australie ou quelque pays d'Europe, étant donné qu'avant de venir, j'ai fait toutes les démarches pour l'obtention de la citoyenneté espagnole. À la fin, nous avons décidé de venir nous installer ici, peut-être parce que c'est plus proche et que le Canada offre en général de meilleures possibilités (Ericka, relationniste industriel, Argentine).

Dans ce sens, il est possible de constater chez nos interviewées que les facteurs structurels qui les affectaient à un moment précis ou depuis longtemps ont provoqué la décision d'émigrer de la société d'origine. La plupart d'entre elles ont abouti à la migration au moment où le contexte social a marqué profondément leur expérience. Dans d'autres cas, apparaissent comme des éléments importants dans cette optique la valorisation et la concrétisation de la logique méritocratique. L'insistance sur le travail est révélatrice des inquiétudes suscitées par le mode d'insertion professionnelle.

Je crois que j'étais très fatiguée de toute cette façon d'agir. La personne fait son travail parce qu'il faut le faire de la meilleure manière, mais il y a toujours un « recommandé » qui utilise son nom et ses réseaux pour obtenir tout. C'est pour cette raison que les choses ne changent pas, et je ne crois plus qu'elles changeront (Irène, entrepreneure, Chili).

Cette vision serait plus forte chez celles ayant eu l'occasion de sortir du pays ou de vivre comme étudiante, touriste ou réfugiée politique en Europe, aux États Unis ou même au Canada.

Quand nous sommes venus la première fois, c'était en demandant l'asile, mais le processus n'est pas arrivé à sa fin. Cependant, ce premier séjour nous a servi à nous convaincre que nous voulions vraiment venir vivre ici (Marina, travailleuse sociale, Chili).

Par ailleurs, les représentations idéologico-culturelles du contexte d'immigration canadien peuvent être analysées par les conditions d'entrée que les gouvernements fédéral et provincial ont installées au cours des dernières années. Dans ce sens, nous pouvons constater que, d'un côté, le discours « vendeur » de la politique canadienne de

« recrutement » actif des immigrants instruits et économiquement dynamiques et des jeunes familles d'Amérique du Sud dans les dernières années (Armony, 2006) a créé de fortes attentes par rapport à la *pénurie* de main-d'œuvre pour la réalisation des tâches dans divers champs professionnels.

Le choix que nous avons fait à propos du Canada a eu une relation directe avec tout ce qu'on entend là-bas. À ce moment-là, nous ne savions pas si la description de la réalité d'ici était vraie ou non. Nous avons pensé que si on venait comme il faut ... légalement, nous pourrions travailler comme des professionnels ... (Yanina, comptable, Équateur).

D'un autre côté, le fait d'être entrés dans le pays récepteur en ayant un statut pleinement légal qui permet d'avoir tous les mêmes droits qu'un citoyen natif provoque l'édification d'un ensemble d'attentes et répond à la nécessité de trouver un climat plus sécuritaire et stable face à l'instabilité et à l'insécurité politique, économique et/ou sociale des pays d'origine.

Nous ne pouvons pas continuer là-bas ; il était impossible de vivre dans une situation comme ça (Irène, comptable, Chili).

Dans plusieurs cas, les immigrantes choisiront le Canada, non seulement comme le pays qui leur offre les règlements les plus souples en matière d'entrée et de droits de séjour (selon l'avis des interviewées), mais aussi parce qu'il offre le meilleur système de protection sociale ainsi que de plus grandes possibilités d'emplois aux travailleurs qualifiés, de sorte qu'il est possible de s'y construire une image mentale de réussite en tant que future immigrante.

Avant de venir, nous nous sommes informés, et selon tout ce qu'on a pu voir sur Internet, il nous semblait qu'il serait possible d'obtenir un bon travail avec tous les droits et tout ... (Natalia, ingénieure chimique, Uruguay).

Par ailleurs, bien qu'il soit possible de noter une grande différence dans les expériences selon les contextes de référence, dans la plupart des cas, la représentation positive du projet migratoire est plus évidente et remarquable chez celles qui ont vécu dans un contexte d'ouverture et qui cherchent à trouver un climat semblable dans un pays en principe ouvert d'esprit. Ainsi, il est très fréquent de croire que le fait d'être

professionnelle et d'avoir une bonne position économique et sociale dans le pays d'origine permet de s'adapter et de s'installer presque automatiquement dans la société d'accueil, en faisant abstraction des processus de discrimination et/ou de ségrégation qu'il pourrait y avoir à affronter.

À vrai dire, je pensais qu'avec tout ce qu'on dit du Canada aux séances d'information, dans les journaux et partout, ce serait plus facile. Au moment de décider de venir, j'ai pensé surtout aux possibilités de trouver une société flexible. Là-bas, j'avais mon cabinet et mes affaires ; je n'ai jamais imaginé qu'en venant ici, je ne serais qu'un membre d'une « minorité visible » [...] J'avais définitivement une autre idée (Mayra, dentiste, Colombie).

Dans l'imaginaire géographique que la plupart des femmes interviewées partagent, se joue aussi l'idée que le Canada s'offre comme un espace social plus ouvert et tolérant idéologiquement, surtout en comparaison – et dans quelques cas, au mépris –, des politiques et des pratiques américaines des dernières années envers les immigrants Latinos.

Je crois que nous n'aurions jamais choisi les États-Unis comme pays pour immigrer, même si nous avons de la famille là-bas et que tous les ans nous la visitons pour Noël ou les vacances d'été. Je déteste la façon avec laquelle les « gringos⁵⁴ » nous maltraitent... Par exemple, le seul fait de nous appeler « Hispaniques » montre leur totale méconnaissance de notre réalité ou de qui nous sommes (Sandra, biologiste, Venezuela).

Il s'ensuit qu'on souligne l'articulation entre l'identité féminine et les changements dans les discours, les représentations et les mœurs dans les systèmes de sexe-genre (Scott, 1988) des dernières années. En fait, les processus de démocratisation des sociétés sud-américaines qui ont provoqué divers changements dans la participation féminine à l'espace public à partir des années 1960 sont : la participation croissante des femmes à l'éducation formelle, au marché du travail et à la vie politique ainsi qu'une redéfinition du modèle patriarcal de la famille se reflétant dans les perceptions du projet personnel de ces femmes qui ont vécu cette réalité dans leur propre expérience et celle de leur mère.

Je savais que les choses ne seraient pas faciles, mais c'est normal, pour nous les

⁵⁴ Expression utilisée pour nommer les Nord-Américaines dans le contexte latino-américain.

femmes, c'est toujours comme ça... très difficile. Mais nous avons beaucoup de courage et des espoirs. Là-bas, même les femmes les plus pauvres font tout pour se sortir des situations vraiment difficiles. Avant ma naissance, ma mère est venue à Viña del Mar et elle s'en est bien sortie avec nous. Quand nous sommes venus avec ma famille, je comptais aussi sur cela (Irène, entrepreneure, Chili).

Et si, d'un côté, la représentation de la féminité chez la plupart des femmes au moment de définir le projet migratoire est encadrée par la maternité, des éléments sont en jeu et questionnent les notions patriarcales de division du travail, de tâches, d'espaces et d'attentes autour du rôle de genre. Dans ce sens, on constate dans diverses études réalisées en Amérique du Sud que le modèle féminin qui est concentré sur la maternité commence à être dévalué, et qu'apparaissent de nouvelles demandes comme la nécessité de participer et de s'insérer dans l'espace public à travers les études supérieures et le marché du travail (Auges, 1988 ; Fuller, 1993 ; Gysling, 1996). Et nous corroborons cette nouvelle image de la féminité articulée autour du projet de réalisation personnelle.

Quand nous avons décidé de venir ici, je ne me suis jamais questionnée sur le fait de travailler dans mon domaine. Je voulais travailler, me perfectionner avec des études supérieures. J'ai investi trop d'années dans mon pays en étudiant et en travaillant, pour oublier tout ce que j'avais fait avant. Je pensais à ce moment-là que toute l'expérience que j'avais devait me servir à quelque chose ici. [...] (Natalia, ingénieure chimique, Uruguay).

Comme nous le constatons, à l'étape de l'émigration, les femmes sud-américaines ont des espoirs, des attentes et des représentations qui reflètent leur position, associée à leur succès dans le système éducatif et le monde du travail ainsi que la situation qu'elles occupaient dans la hiérarchie de l'organisation sociale dans leur contexte d'origine. Cependant, il y a chez la femme professionnelle une sorte de déséquilibre entre le fait de comprendre que l'avenir est incertain et sa capacité de savoir si elle pourra maîtriser cette situation. En effet, la signification même de déqualification ou de déclassement est encore vide de sens pour elle. Il s'agit plutôt d'une notion théorique, et ce n'est qu'en se trouvant à Montréal que l'immigrante commence à savoir ce que signifie véritablement le fait d'être une femme immigrante. Les concepts d'« exclue » et d'« informalité »

dans le contexte sud-américain⁵⁵ peuvent bien se rapprocher, mais ils demeurent encore pour elle d'une grande incertitude.

1.5. La position sociale dans la société d'origine et la définition du projet migratoire

Comme nous avons essayé de le démontrer, les projets des femmes universitaires interviewées expriment leurs besoins et leurs aspirations, dans le sens que dans la plupart des cas, la personne cherche à trouver dans une autre société ce qu'elle n'a pas réussi à obtenir dans sa société d'origine (Taboada-Leonetti, 1975). Les projets sont ainsi une manière de combler l'écart actuel des choses et la conception qu'on s'en fait à propos de l'avenir. Cependant, la définition du projet migratoire constitue aussi un processus d'équilibrage et de déséquilibrage qui peut continuer en tant que *fil conducteur* de l'expérience dans la société d'origine. Dans ce sens, les projets migratoires pourraient bien représenter également une *source de sens et de continuité* de l'expérience à laquelle les femmes de l'étude font référence pour légitimer leur expérience à leurs propres yeux comme aux yeux des autres.

Le projet migratoire se construit par le dialogue et la confrontation de différentes échelles sociales. Selon le niveau qu'on questionne, il ne sera pas formulé de la même façon, puisque la femme, sa famille ou un groupe de parents et son ou ses groupe(s) social/socials d'appartenance ou de référence n'ont pas les mêmes objectifs ni les mêmes attentes. Cette diversité de formulation ne signifie pas pourtant qu'il y ait opposition, conflit ou addition de projets qui seraient imperméables les uns aux autres. Au niveau de la position sociale des femmes sud-américaines, le projet migratoire révèle ainsi une négociation permanente entre les diverses échelles et les différents champs sociaux : l'expérience, la dimension intersubjective, l'institutionnel et la dimension représentationnelle. En essayant de classer les projets définis au moment de

⁵⁵ Voir : De Soto, H. (1994), *L'autre sentier. La révolution informelle dans le Tiers-Monde*, Paris, Éditions la Découverte ; CAMACHO A. (1990) "Informalidad politica. Movimientos sociales y violencia" en *Nueva Sociedad*, n° 106, p. 36-37 ; REVES B. (1993), "Ciudadanos periféricos y demos dividido" en *Revista Andina*, n° 2, diciembre p. 271-289.

partir, nous avons trouvé trois sortes de projets, qui sans être exclusifs, orientent la décision d'émigrer de la société d'origine et en même temps influencent la façon d'agir au moment d'adopter une stratégie comme axe structurant de comportement dans le marché du travail de la société d'accueil montréalaise.

A) Le projet familial

Un bref aperçu des femmes interviewées dans cette étude montre que parmi les seize (16) femmes interviewées, la moitié (8) sont arrivées avec leur famille entière. Elles sont mariées et sont venues à Montréal avec deux enfants dans la plupart des cas, sauf Myriam, qui s'est amenée avec trois enfants. Dans la quarantaine, l'âge moyen de leurs enfants est de 12 ans. Il s'agit de couples jeunes, mais déjà établis depuis longtemps (14 ans en moyenne). On dénombre également une femme célibataire, mère d'une fille de 14 ans, qui est aussi dans la quarantaine. Par ailleurs, parmi les sept (7) autres femmes, trois (3) sont venues avec leur époux et ne comptent que quatre ou cinq ans de vie de couple (et deux ou trois ans de mariage). Dans un seul cas le couple a décidé d'avoir un enfant, qui est né ici. Enfin, les quatre dernières femmes ont émigré comme célibataires, et deux se sont mariées ici, dont l'une a déjà un enfant.

Cette vision panoramique nous permet de comprendre que dans les discours à analyser de plusieurs femmes professionnelles provenant d'Amérique du Sud, on dénote que le projet migratoire est défini par les objectifs et les attentes économiques et sociales, tout en considérant la stabilité et la continuité dans la satisfaction de différents besoins de la famille. C'est la présence des enfants qui exerce une influence prédominante ; cette présence leur donne une reconnaissance sociale, que ce soit dans le pays d'origine ou dans le pays d'accueil. Dans ce cas, le projet familial devient le focus de la position sociale et un axe central de l'autodéfinition identitaire. Nous constatons la grande importance de la maternité dans l'émigration de ces femmes ; en tant que femmes-mères de famille ou mères célibataires, elles sont à Montréal pour leurs enfants, pour leur donner la possibilité d'avoir un meilleur avenir.

Au moment de partir, je savais que ce serait bien difficile, qu'on avait besoin

d'un peu plus de qualifications pour pouvoir travailler, pour gagner librement l'argent que je voudrais... je pensais que, comme dans nos pays, avec beaucoup d'efforts tout serait possible, je ne réalisais pas toutes les difficultés qui se présenteraient... Mais le plus important pour moi à ce moment, c'était de penser au futur de mes enfants. Avec tous les problèmes qu'il y a là-bas, à ce moment-là, je ne pouvais penser qu'à leur bien-être, et je croyais qu'ici, on pourrait le trouver. C'est pour cela que nous sommes venus (Lucia, comptable, Paraguay).

Les relations familiales, le maintien des rapports familiaux ou leur réorganisation sur une autre base font également partie de cette vision. Bien que le pouvoir de socialisation ait pu être remis en cause par d'autres instances de production de sens, la famille reste, pour les femmes sur lesquelles nous avons enquêté, un pôle de stabilité et de socialisation. Il se dégage d'elles une volonté de faire de la famille un havre de stabilité préservé des mutations d'une société déstructurée, tout en préservant la nécessité de s'inscrire dans un cadre familial harmonieux.

Je crois qu'en venant ici, je voulais que ma fille apprenne qu'il faut faire tout son possible pour bien se débrouiller dans la vie et ainsi donner et avoir le meilleur (Mayra, dentiste, Colombie).

Dans une bonne partie des cas, cette remarque sur la centralité du rôle maternel est établie par la logique coercitive familiale ou du groupe. Ainsi, les éléments qui composent l'idéal de la maternité s'insèrent dans le cadre de l'univers mental et culturel de la société d'origine. La définition des attentes, dans ce sens, concerne davantage les modes d'inclusion des individus dans les « définitions de la réalité » édictée par des principes personnels.

Avant de nous marier, mon mari avait été aux États-Unis, il a fait ses études de maîtrise et quand il commençait à travailler, la séparation d'avec sa première épouse est arrivée. Elle ne voulait pas d'enfants... Alors, je crois que ça lui a provoqué une terrible cicatrice. Il n'y a rien de plus important pour lui que ses enfants, cependant, je me sens des fois très impressionnée par sa façon de réagir face à mes responsabilités, même s'il sait que, pour moi aussi, il n'y a rien de plus important que le meilleur pour les enfants (Lucia, comptable, Paraguay).

Cette focalisation sur la famille dans le cadre d'une « vie meilleure » ne concerne pas seulement le maintien d'une cellule familiale harmonieuse. Elle porte aussi sur la reconnaissance de l'individualité de la femme en tant que sujet par les membres de sa

famille.

Au moment de venir, nous avons pensé à tous les avantages pour les enfants, mais aussi pour nous. Nous savions qu'il serait plus ou moins facile de trouver un travail et d'avoir une bonne vie ici (Myriam, médecin, Venezuela).

Ainsi, dans le cadre de la « vie meilleure », nous avons pu constater à quel point l'idéal exprimé ne s'inscrit pas nettement en opposition avec toutes les autres possibilités qui amènent à une définition du projet migratoire.

B) Les projets d'émancipation personnelle

Nous trouvons également dans la population interviewée des femmes participant à des projets d'émancipation personnelle au niveau social et/ou familial au moment de partir. Cela concrétise leur désir de devenir indépendantes en ce qui a trait aux décisions et au mode de vie. Comme ces femmes l'ont exprimé dans leur projet d'émancipation personnelle et professionnelle, les études, dans un premier temps, et le travail dans le pays de réception, dans un deuxième temps, leur fournissent la possibilité d'atteindre une certaine indépendance sociale et économique.

La recherche de l'indépendance

Le fait d'échapper à des relations sociales patriarcales et au contrôle familial ainsi que le désir de connaître une certaine mobilité économique motivent plusieurs femmes à émigrer temporairement et plus tard à prolonger leur séjour ou à rentrer pour s'établir ensuite définitivement dans le pays d'accueil. Ainsi, le projet migratoire, pour les participantes qui sont parties de leur pays avec des attentes personnelles liées au domaine professionnel, aurait été conçu dans le but d'améliorer leur condition et leur positionnement personnel grâce au perfectionnement professionnel, par exemple, mais surtout dans le but de se sortir de certaines situations d'oppression :

Mes projets, en venant ici, étaient de bien apprendre la langue et de me perfectionner pour améliorer ma situation économique et pouvoir ainsi prendre mes propres décisions. J'ai toujours eu l'idée de sortir de l'Équateur pour faire plusieurs choses [...] (Martha, biologiste, Équateur).

Les projets de compromis personnel avec la carrière

Pour la plupart des professionnelles sud-américaines, le choix de partir de leur pays d'origine dépend de diverses causes. Cependant, il y a une bonne proportion d'entre elles qui construisent un projet professionnel en mettant un très fort accent sur leur carrière. En effet, les attentes du projet migratoire sont élevées concernant leur carrière. Ainsi, chez ces professionnelles, surtout chez les plus jeunes, célibataires ou en couple récemment constitué, les objectifs migratoires sont exprimés en termes de connaître, de mûrir et surtout de s'établir dans leur propre carrière. Il s'agit d'arriver avec un projet d'aventure, de découverte et d'autoformation comme position situationnelle pour accorder de la légitimité à leur construction identitaire. Le cas de Soledad (médecin péruvienne), arrivée comme étudiante, exprime bien cette réalité :

J'avais de la curiosité, mais aussi beaucoup d'attentes [...] Je pense que quand on est jeune, ça nous plaît de pouvoir découvrir ce qui se passe à l'étranger, et alors on part. Dans mon cas, je savais que je venais pour six mois, et je ne savais pas exactement ce qu'il pouvait m'arriver après ; non, je n'avais pas pensé à l'étape postérieure à cette période... Au début, j'ai profité du fait que j'avais un petit peu d'épargne et que je restais chez ma cousine, mais avec le temps, je me suis rendue compte que j'étais toute seule [...] J'ai travaillé dans plusieurs endroits [...] et à la fin, je savais que de toute façon, je pratiquerais la médecine ici (Soledad, médecin, Pérou).

C) Les projets d'autoaffirmation identitaire

Pour les professionnelles sud-américaines arrivées dans les dix dernières années à Montréal, le processus migratoire a mis en jeu des illusions et des attentes qui, bien que constituées de manière personnelle, ont fini par un constant trajet de restructuration dépendant des caractéristiques du contexte et de l'expérience personnelle dans la société réceptrice. En effet, les projets de départ, pour la plupart de nos interviewées, ont subi des changements au cours de la trajectoire migratoire, étant donné qu'il faut les adapter aux circonstances réelles du pays de réception, car ils peuvent s'éloigner de la mentalité dominante, tant dans le domaine public, qui considère l'immigration en fonction des coûts et des bénéfices apportés à la société d'accueil (Sayad, 2002) que dans le domaine privé, à travers les attitudes et les perceptions individuelles de leurs membres. Ainsi, comme Taboada-Leonetti (1975: 117) l'affirme :

« [...] même si le projet initial oriente longtemps le comportement du migrant, divers facteurs peuvent influencer sur son évolution. Les projets de départ se trouvent confrontés aux réalités de l'émigration, à savoir : l'emploi, le logement, l'attitude de la population du pays de résidence, le dépaysement, etc. »

Par ailleurs, la mobilité ou la stabilité de la population féminine de notre étude apparaît influencée par de nouvelles constructions sociales et culturelles de genre. Jusqu'à récemment, plusieurs auteurs comme Chant (1992) ont tenu à affirmer qu'en Amérique Latine, l'attitude générale de proximité et d'affection de la femme envers sa famille ainsi que sa soumission au pouvoir et à la décision de l'homme – en tant que femme ou que fille –, implique que les caractéristiques de la famille sont plus décisives pour la mobilité de la femme qu'elles ne le sont pour l'homme. Celle-ci doit, par exemple, faire parvenir de l'argent à ses enfants ou à sa famille, afin de démontrer qu'elle est une « bonne fille » (good girl), c'est-à-dire celle qui rend tout ce que ses parents ont fait pour elle, qui fait tout ce que sa mère lui a appris pour être une bonne épouse et une bonne mère, et qui ne manque pas à ses responsabilités. Dans une perspective semblable, dans une recherche menée à Québec, Cardu et Sanschagrin (2002) trouvent que, dans le cas des femmes immigrantes latines, leurs décisions restent fortement influencées par les besoins de leurs familles, et que ces femmes jouent souvent un rôle très important au niveau des ressources élémentaires des unités familiales.

Cependant, dans notre étude, il est clair que pour la plupart de nos interviewées, selon leurs propres témoignages, l'ensemble des attentes construites au moment de partir des sociétés sud-américaines a connu un processus de reconstruction durant la période d'établissement car, selon les circonstances personnelles, il a été possible, à cette époque de leur trajectoire, de définir une sorte de continuité et/ou de rupture. Ainsi, l'émigrante peut avoir un profil en termes de formation, d'expérience de travail et de connaissance des langues qui lui permet un accès à la société canadienne ; mais comme immigrante, elle aura nécessairement un autre profil, marqué par les conditions du contexte du pays d'accueil. C'est dans cette intersection qu'elle doit réaffirmer ou reconstruire son identité et les éléments qui donnent du sens à ses façons d'agir.

Je me sentais mal de me voir dans une situation aussi critique au Pérou. Je ne pouvais rien acheter pour moi, parce que mon salaire était destiné à payer les choses de base. Après avoir beaucoup réfléchi, je me suis convaincue qu'en travaillant dans un hôpital où il n'y avait pas de bons matériaux ni de ressources, je n'arriverais nulle part. Ici tout est différent, malgré que comme immigrante, ils ne finissent pas encore par m'accepter ; si on compare les deux situations, je préfère rester ici, parce que je sais qu'il y a beaucoup plus d'opportunités et que je ferai tout mon possible pour réussir (Soledad, médecin, Pérou).

CHAPITRE VI
LA MOBILISATION DES RESSOURCES CULTURELLES ET SYMBOLIQUES
DANS L'INTÉGRATION SOCIO-ÉCONOMIQUE

Pour connaître la relation de continuité ou de vulnérabilité des immigrantes sud-américaines dans leur insertion sur le marché du travail de la société d'accueil à travers la *positionnalité translocationnelle*, dans ce chapitre nous concentrerons l'analyse sur la position situationnelle et sociale des immigrantes interviewées. Celles-ci mobilisent et utilisent les ressources culturelles et symboliques à leur disposition (Anthias, 2006), et prennent des décisions en se basant sur leur expérience pre et postmigratoire, leurs interactions avec les membres de la société receptrice, l'impact de la dimension organisationnelle des institutions, et les représentations du contexte montréalais.

À notre avis, les positions qui existent dans un espace social particulier devraient toujours se situer en relation les unes avec les autres. Comme nous l'avons vu, une fois arrivées et installées à Montréal, ces femmes cherchent à réaliser leurs attentes professionnelles. Ainsi, le positionnement situationnel de ces professionnelles dans le contexte postmigratoire est déterminé par le processus de mise en valeur des qualifications universitaires acquises dans le système éducatif du pays d'origine et ne se consolide que quand elles sont déjà intégrées au marché du travail. Cependant, l'identité professionnelle de ces femmes ne se joue pas seulement dans leur participation personnelle à la sphère productive, elle est liée à leur positionnement social en tant que femmes qui appartiennent à une strate socioéconomique et qui ont une certaine origine raciale et ethnique. Les femmes interviewées ont diverses origines nationales, ethniques, raciales et économiques ; elles étaient toutes professionnellement actives avant de migrer définitivement au Canada. Comme actrices, ces femmes seront insérées dans une structure sociale présentant certaines possibilités prédéfinies par les relations de pouvoir existant dans des domaines qui déterminent leur positionnement dans la société réceptrice.

Selon les dimensions d'analyse de notre étude, au niveau de la position situationnelle, nous réviserons les premières démarches de l'établissement et de l'intégration professionnelle, la façon d'agir pour se débrouiller dans les limites établies par la société d'accueil à travers la redéfinition du projet migratoire, les facteurs organisationnels qui se constituent en épreuves dans le contexte pour rester au Québec, et, finalement, les perceptions et la reconnaissance dans la société réceptrice. Au niveau de la position sociale, nous présenterons, premièrement, une courte réflexion sur les diverses expériences d'intégration socioéconomique que nous avons découvertes dans notre terrain ; deuxièmement, nous montrerons la dimension intersubjective de la/des logique/s utilisée/s pour définir les stratégies d'intégration au marché du travail des personnes concernées. Dans un troisième temps, nous explorerons la reconnaissance, et finalement, nous nous attarderons sur les impacts de l'intégration-exclusion socioéconomique sur la position sociale.

6.1. La position situationnelle dans le contexte de réception

Tel que nous l'avons vu dans le chapitre précédent, les femmes interviewées évoquent différentes raisons pour justifier le fait de partir. Un *ailleurs prometteur*, un *idéal de vie avec d'autres conditions*, et des *aspirations personnelles, professionnelles et familiales* se mettent en relation pour donner lieu aux projets migratoires ainsi qu'à une nouvelle position. Mais que se passe-t-il en réalité avec les projets que les Sud-Américaines interviewées envisageaient en émigrant vers le Canada dans le contexte postmigratoire ? Comment les premières démarches personnelles peuvent-elles réaffirmer ou non ces projets ? Quels sont les éléments pris en considération pour suivre un cheminement d'insertion au marché de l'emploi montréalais ?

6.1.1. Les premières démarches de l'établissement et de l'intégration professionnelle

L'expérience migratoire des femmes sud-américaines universitaires dans le contexte de réception implique un réaménagement de leur mode de vie. Et si les attentes dévoilées

dans le projet migratoire se concentraient sur l'évaluation positive de leur réalité dans le contexte prémigratoire et sur leurs possibilités de trouver un travail selon leurs compétences dans le contexte de réception, dans leur nouvelle réalité, ces femmes devront faire face à une toute nouvelle expérience ainsi qu'à plusieurs transformations. Les transformations que subissent ces femmes dans leur vie personnelle et dans leur insertion professionnelle se répartissent sur de nombreuses dimensions, notamment d'ordre matériel, psychologique, social et symbolique.

En suivant cette logique, il est possible de constater qu'après leur départ, d'un côté, les immigrantes sud-américaines se réjouissent de se sentir en sécurité dans un contexte stable. Cette interprétation de la société d'accueil s'explique par le besoin de comprendre le nouveau code culturel qui les régit et de trouver un sens à leur vie présente.

Quand nous sommes venues, nos projets étaient clairs. Nous avions l'idée de rester ici et de ne jamais retourner [...] Nous savions que ce serait difficile, mais nous étions habitués à vivre dans des situations exigeantes pour le travail et la vie (Myriam, médecin, Venezuela).

Le premier intervalle est connu comme « l'étape touristique » de l'immigrant, durant laquelle l'individu ressent de la sécurité et du confort, jusqu'au moment où le nouveau milieu lui fait vivre ses premières expériences conflictuelles – notamment celles qui contrecarrent ses besoins essentiels, tels que le logement, l'accès aux services de base, la recherche d'emploi, etc. Sa durée dépend du processus de deuil particulier de chaque personne (Bibeau *et al.*, 1992).

Les premiers jours, j'étais absolument contente, mais petit à petit, j'ai commencé à me sentir comme perdue. Ce qui m'a tellement impressionnée à notre arrivée, c'était l'amabilité des gens. Cependant, au cours du temps, je me suis rendue compte comment tout ce qui m'arrivait était nouveau et difficile [...] (Irène, comptable, Chili).

Ainsi, après une période de découverte du pays d'accueil, selon les circonstances et les épreuves, les sentiments d'anxiété et même de frustration commencent à sortir, comme un choc culturel, qui peut être associé à un déracinement, lié au deuil pour leur

émigration et surtout à celui de se trouver dans des circonstances différentes de celles qui faisaient partie du projet migratoire du début et qui, tout au long du processus d'établissement et d'installation, se font sentir.

Je peux t'assurer que quand nous sommes arrivés, j'avais l'espoir d'un avenir meilleur pour moi et ma famille, la volonté de commencer à m'impliquer comme citoyenne à part entière et le désir incommensurable de m'immerger dans cette nouvelle société. Cependant, comme une plante en attente de changer de pot, j'ai appris que le processus de se replanter est très difficile et dur comme je n'avais jamais imaginé (Marina, travailleuse sociale, Chili).

Dans la période se situant entre l'arrivée de l'immigrante dans la société d'accueil et son accès au marché du travail régulier, nous avons trouvé, comme dans d'autres études, qu'il est fréquent que les immigrantes et leur famille, indépendamment de leur origine sociale, doivent s'installer dans des zones de la ville un peu dégradées ou qui ne répondent pas à leurs attentes. Cette expérience touche particulièrement celles qui partagent leur espace avec des membres de la société réceptrice appartenant aux classes sociales inférieures et surtout au niveau socioculturel peu élevé, avec lesquels elles ont très peu de choses en commun ; mais cette expérience leur permet de commencer à percevoir le contexte « idéalisé » d'une autre manière. Aussi, dans la mesure où elles acquièrent plus d'informations et améliorent leur position, cette situation est transitoire, parce qu'elles, ainsi que leurs conjoints, chercheront un meilleur endroit pour résider.

Au début, je crois que le plus difficile a été la recherche de l'appartement. Comme nous ne connaissions personne, sauf l'ami qu'on avait contacté par Internet et qui nous a reçus pendant deux semaines au moment de notre arrivée, après on a essayé et essayé, on cherchait un appartement à louer n'importe où. Après avoir beaucoup cherché et avec l'aide d'un Colombien, nous avons trouvé un appartement qui n'était pas pire, mais il y avait plein de monde qui fumait beaucoup et vivre comme ça... a été vraiment difficile... (Yanina, comptable, Équateur)

Les premiers mois représentent, selon les personnes interviewées, une période assez dure : il n'est pas facile de trouver du travail aussi rapidement que prévu ; l'argent que la personne a apporté disparaît rapidement :

[...] durant la première année, on ne fait pas d'argent, parce qu'il y a beaucoup de problèmes, surtout avec la langue. En plus, la vie ici est très chère, comme on gagne, on dépense [...] (Sandra, biologiste, Venezuela).

Si la personne ne trouve pas un travail selon ses attentes, elle gagne peu. Le sentiment de nostalgie à l'égard de la famille restée dans le pays d'origine, les contraintes quant à l'argent, le fait de téléphoner rarement à la famille et, dans quelques cas, le fait de ne pouvoir être sincère pour ne pas inquiéter la famille sont soulignés :

Je devais faire semblant que tout allait bien, même si tous les jours je pleurais parce que ma famille me manquait beaucoup (Martha, biologiste, Équateur).

Tout cela démontre les premiers problèmes concrets que suppose la méconnaissance du contexte de réception : notamment, l'impossibilité d'avoir un logement ou le fait de ne pas parler la langue ou de ne pas bien connaître la manière de se débrouiller en tant que personne à la recherche d'un premier emploi. Le processus d'acclimatation est donc laborieux. En effet, s'adapter à un nouveau climat, maîtriser une nouvelle langue, créer des nouveaux liens et instaurer de nouveaux attachements ne sont que des processus qui accompagnent la recherche d'un emploi et les démarches complexes pour la reconnaissance des acquis professionnels, comme les études, les diplômes et l'expérience de travail.

L'analyse de notre terrain nous amène à penser à la variété de cas que nous avons rencontrés et qui démontrent, selon les perceptions de nos interviewées, que l'intégration à l'emploi peut constituer une expérience positive, dans le sens qu'il est possible de s'adapter à un poste de travail selon les compétences acquises ou même à de meilleures postes ; mais en même temps, l'expérience peut s'avérer frustrante, car les attentes ne sont pas toujours comblées entièrement. Cependant, la reconnaissance vient confirmer l'immigrante dans la construction d'un soi par le travail, en attribuant un sens à son rôle, à sa valeur, à son potentiel, à ses rapports au travail, à ses propres attentes et perceptions ainsi qu'à son pouvoir d'action et à son identité dans la société réceptrice (Dubar, 1991, Mata, 1999, Anthias, 1999 ; Riaño, 2003).

Mon objectif était de travailler dès que possible, et j'envoyais partout mes CV. Je pensais qu'en ayant une formation d'ici je pourrais m'en sortir, devenir celle que je voulais, mais à la fin, la pression économique a été plus forte. Comme j'étais toute seule, je devais payer mes dépenses, donc, j'ai commencé à travailler comme professeure d'espagnol et, après, dans une boulangerie en contact direct

avec le public [...] Oui, c'est vrai, c'est difficile... (Martha, biologiste, Équateur).

Nous avons vu que pour celles qui arrivent à s'insérer dans des postes liés à leurs compétences ou au-dessus, le processus permet de consolider leur confiance en elles. Ce fait, qui est parfois comparé avec fierté aux compétences des canadiennes qui seraient supposées avoir un plus grand spectre de connaissances, d'après leur contexte et leurs conditions de travail, leur donne une grande valeur symbolique. Alors, la décision de ces personnes de rester dans le pays d'accueil sera directement liée à la réalisation des buts qu'elles se sont fixés dans leur projet migratoire ; le processus d'intégration progresse dans la mesure où la personne sent qu'elle se réalise.

Quand j'ai postulé au poste que j'ai maintenant, le superviseur de mon ancien travail l'avait fait aussi, et quand je l'ai su, j'étais très découragée... Cependant, à la fin, j'ai pu obtenir le travail, et je n'ai pas demandé pourquoi ... Quelques jours après, quelqu'un m'a dit que c'était simplement parce que mon expérience professionnelle a été très bien considérée, mais aussi parce que j'avais la bonne attitude (Myriam, médecin, Venezuela).

Par contre, il y a aussi des histoires qui reflètent en quelque sorte la manière dont le fait d'être une professionnelle immigrante est vécu par quelques personnes : des abus, des restrictions, la présence constante de mauvaises perceptions concernant le travail, l'impression de faire de mauvaises choses, de commettre tout le temps des erreurs, etc. Ainsi, même en ayant un poste de travail en rapport avec leurs compétences et dans leur domaine, nous pouvons trouver de la déception et de la tristesse intériorisées à cause de plusieurs carences provoquant des frustrations dans le vécu quotidien de ces femmes.

Après avoir beaucoup réfléchi, j'étais convaincue qu'en travaillant dans un hôpital dans mon pays, où il n'y avait ni de bons matériaux, ni ressources, ni rien du tout, je n'arriverais nulle part. Ici, tout est différent, malgré que comme immigrante, ils (les Québécois) ne finissent pas encore par m'accepter ; si on compare les deux situations, je préfère rester ici, parce que je sais qu'il y a beaucoup plus d'opportunités et que je ferai le mieux possible (Soledad, médecin, Pérou).

Pour d'autres qui ont aussi des expériences de réussite professionnelle, les carences viennent principalement du fait qu'en Amérique latine, les relations interpersonnelles sont basées fondamentalement sur la réciprocité et sur la proximité. Par conséquent, les

ressortissants de ces pays ne trouvent pas, dans la société québécoise, la satisfaction de leurs besoins de valorisation sociale et d'estime professionnelle et personnelle.

Je crois que ce que je trouve le plus difficile ici, c'est la vie sociale. On peut travailler dans notre domaine. Cependant, il me manque beaucoup de tout ce que nous avons là-bas : le partage, la convivialité et tout ça. Même si nous avons plusieurs facilités matérielles ici, nous n'avons pas le sens de l'unité et de la solidarité qui se vivent entre les gens là-bas [...] Ici, je trouve que les gens sont bien spéciaux (Natalia, ingénieure informaticienne, Uruguay).

Pour d'autres, les ruptures ou les fractures vécues dans leur parcours professionnel, c'est-à-dire la non-reconnaissance, soit des employeurs, des institutions d'enseignement, des instances gouvernementales ou des ordres professionnels face à leur expérience et à l'expertise professionnelle sont des expériences douloureuses.

Cela est très triste, on vient pour travailler et toujours on se sent comme une étrangère, comme si on avait commis un délit ; c'est comme si on s'enfuyait de quelque chose et on ne sait pas de quoi exactement (Irène, comptable, Chili).

Et dans les cas où la déqualification joue comme conséquence de la non-reconnaissance, la professionnelle cherche à saisir la situation.

Au début, je cherchais un travail dans mon domaine [...] Mais le temps passait, j'ai envoyé plusieurs CV, mais j'avais besoin de payer mes comptes. Puis, j'ai commencé à travailler comme enseignante d'espagnol [...] et après, dans une boulangerie [...] Et c'était de cette façon que j'ai fini dans le poste que j'ai maintenant. Et je peux dire que je suis bien contente là, parce que le travail est très gratifiant. Il est toujours possible d'aider les gens, et je suis très contente de pouvoir le faire (Martha, biologiste, Équateur).

Dans ce cas, à défaut d'avoir reçu la reconnaissance sociale de ses compétences, même si elles ont été acquises ici, la femme trouve dans son travail et dans ses relations quotidiennes une forme de reconnaissance. Les tâches qu'elle accomplit servent de moteur de reconnaissance de soi et de valorisation. C'est donc dans cet espace relationnel qu'il y a une reconstruction du projet migratoire. Dans ce cas, même si la nature du travail ne correspond pas à ses compétences, l'activité dans laquelle elle se débrouille lui permet de se rapporter positivement à elle-même.

J'ai toujours eu une conception du travail comme quelque chose qui valorise la personne. Et comme je considère que je suis une de ces personnes super actives, je devais faire quelque chose pour avoir un travail. En tout cas, malgré tout,

j'aime ce que je fais, le contact avec le public [...] En outre, avec le temps, je dois avouer que j'ai raté beaucoup, je ne suis plus actualisée. Puis, je connais plusieurs de mes copains à la maîtrise qui ont dû recommencer une autre carrière [...] et de même, les baby-boomers sortent, mais... ce ne sont pas les membres de ma génération qui entrent, ce sont les plus jeunes qui ont et qui auront plus d'opportunités (Martha, biologiste, Équateur).

Bien que son accès au marché de travail dans son pays d'accueil puisse s'avérer satisfaisant, et que cette valorisation du travail devienne un élément important de la lecture de la réalité, provenant dans la majorité des cas de la classe moyenne, plusieurs de ces femmes finissent par considérer l'immigration comme un processus de mobilité sociale descendant, même si dans un premier temps, il s'agit plutôt d'assurer leur survie :

Le problème, c'est de trouver un travail le plus tôt possible, parce que tout l'argent que tu as apporté s'épuise. Pour cela, tu dois parler la langue, sinon tu es condamnée à faire n'importe quoi, on te paie très peu ou, sinon, il faut penser entrer à l'aide sociale... Je dirais que ce premier temps est très, très difficile... il faut commencer à avoir des relations, des contacts, etc. (Lucia, comptable, Paraguay).

Le fait de vivre une immigration difficile, quand il n'est pas possible d'atteindre les buts planifiés, remet en question le sentiment de la continuité de l'identité et la capacité à se projeter dans l'avenir. La place que l'immigrante occupe est comme flottante, il s'agit d'une place qui ne correspond pas à celle qu'elle devrait légitimement avoir ou, plus encore, d'une place qu'elle ne doit pas occuper. Un sentiment d'impuissance apparaît face à des situations souvent discriminatoires, car la marge de manœuvre dont les immigrantes disposent est limitée pour renverser la situation sociale imposée.

Dans mon expérience, je crois que le plus frappant de la recherche d'emploi a été dans ce poste où j'étais refusée pour le seul fait d'être une Latina [...] Le dentiste m'a acceptée pour commencer à travailler comme assistante, mais il m'a dit que je devais passer une entrevue avec son épouse. Évidemment, j'ai accepté, car je pensais que tout irait bien. Cependant, quand cette dame m'a demandé mon état civil et que je lui ai dit que j'étais mère célibataire... à ce moment-là, toute son amabilité a changé. Et le plus incroyable de tout, c'est qu'à cet instant-là, elle m'a dit : « Je suis désolée, mais dans ces conditions, je ne peux pas te permettre de travailler ici... » Je ne pouvais pas croire ça... Je suis une professionnelle avec plusieurs années d'expérience, et jamais personne ne m'avait fait sentir comme ça [...] À la fin, j'ai décidé d'oublier cette expérience

et de continuer les études d'ici comme hygiéniste dentaire et j'espère pouvoir obtenir un travail plus ou moins lié à ma formation professionnelle... on verra...
(Martha, dentiste, Colombie)

Ainsi, ces femmes qui avaient besoin de comprendre que les modes de vie comportent des encadrements souvent dichotomiques qui correspondent, soit au système individualiste typique des pays industrialisés, soit à un mode de socialisation orienté par un esprit collectif comme celui de leur milieu d'origine, et qui à leur avis était semblable, définissent d'autres logiques pour leur agir dans la quotidienneté en cherchant à s'adapter à leur nouveau milieu. L'enjeu est donc, pour ces femmes, de gagner ou de regagner une image de cohérence identitaire et une identité positive et adéquate d'elles-mêmes. Par ailleurs, l'expérience des femmes sud-américaines universitaires constituée par un travail de réaménagement identitaire et de vie au quotidien sera entourée d'un travail constant d'attribution de *sens*, c'est-à-dire qu'à leurs propres yeux, cette expérience doit valoir la peine d'être vécue et doit avoir une certaine cohérence et unité. Ces femmes vont donc construire leurs expériences migratoires, tout en leur conférant continuellement du *sens*.

6.1.2. La redéfinition du projet migratoire et la façon d'agir dans le contexte de réception

L'organisation de la vie au quotidien dans un nouveau contexte, face à de nouveaux défis qui découlent d'une nouvelle situation, face à l'intégration d'aspects cachés et invisibles au sein du nouveau mode de vie, face au fait d'assurer la prolongation du séjour sur le territoire montréalais pour avoir une stabilité et face à l'accomplissement des attentes migratoires fera partie d'une resocialisation secondaire qui influencera la qualité des rapports avec les citoyens natifs, mais également un certain aménagement au niveau identitaire (Taboada Leonetti, 1984).

À la manière d'un cadre de référence sur la façon d'agir des immigrantes sud-américaines, le projet migratoire contient les directions et les repères pour orienter le cheminement situationnel jusqu'à la réalisation des aspirations dans le pays d'accueil

(Taboada Léonetti, 1994). Comme Tap (1991) le souligne, la personne est d'abord inséparable d'un présent et, en tant qu'acteur, elle fait des choix selon les nécessités de l'action en cours. Cependant, elle a aussi un passé, autrement dit une histoire d'enracinement et de continuité identitaire, qui sert de base à la concrétisation, au questionnement critique et à la prise en compte des ressemblances et des différences des deux contextes de référence. L'importance du projet migratoire réside donc dans le rôle qu'il joue dans la vie de la personne, car il se constitue en point de départ et de repère pour se situer par rapport à son passé, pour donner du sens à son présent et pour se projeter par rapport à l'avenir, puisque l'acteur évoque son histoire personnelle, ses rêves, ses aspirations, ses parcours et ses attentes de vie future.

Mon objectif était de travailler dans mon domaine aussi vite que possible, et selon ce que nous avons entendu là-bas, cela semblait absolument possible. Au moment où nous avons fait la demande de résidence, j'ai pensé qu'en ayant une formation spécialisée comme la mienne, je pourrais facilement trouver un emploi et faire ce que je voulais (Natalia, ingénieure chimique, Uruguay).

Selon les différentes typologies des projets migratoires, plusieurs auteurs affirment qu'au début, les immigrés, en concevant la situation du commencement comme provisoire, ne prêtent pas trop attention à leurs conditions de vie dans la société d'accueil. Cependant, au fur et à mesure que le temps passe, selon que le projet d'installation-intégration se concrétise ou non, les projets, tels qu'ils étaient conçus au départ, ne peuvent se réaliser d'emblée et provoquent divers sentiments contradictoires. Ainsi, les femmes sud-américaines, selon les circonstances, doivent réadapter leurs projets d'après les conditions concrètes et actuelles de leur séjour à Montréal. C'est donc dans le cadre des démarches dans le contexte de réception qu'elles doivent réinventer le contenu de leurs projets, tout en essayant de les réordonner harmonieusement.

Bien que la question de l'insertion professionnelle constitue un des éléments nécessaires au projet initial d'une « vie meilleure », dans les diverses démarches pour entrer sur le marché du travail et en attendant de pouvoir œuvrer dans le domaine professionnel, on remarque que les premières expériences de travail sont normalement définies

contradictoirement. D'un côté, elles sont considérées comme bonnes, pour avoir pu gagner de l'expérience canadienne et avoir appris les logiques du monde du travail dans le contexte actuel. D'un autre côté, comme mauvaises, étant donné que les patrons ne s'inquiétaient jamais de connaître leurs qualifications réelles et parce qu'il a fallu, dans la plupart des cas, lutter contre les préjugés et les stéréotypes. Il y a ainsi dans l'expérience un premier sentiment d'ambivalence.

J'ai eu un peu de chance, parce que mon mari était supposé avoir plus de possibilités pour obtenir un travail... J'avais envoyé plusieurs CV... peut-être plus que ceux qu'il avait envoyés, et je mettais mes acquis selon le poste auquel j'appliquais. Et ce que j'ai pu voir dans les entrevues, c'est que peu importe tout ce que tu peux savoir à propos d'un thème. Même maintenant au travail, mon chef ne sait pas que je connais plusieurs choses, peut-être plus que lui. Enfin, ici... les choses marchent comme ça (Lorena, ingénieure informaticienne, Uruguay).

Pour d'autres, les projets évoluent plus négativement, et les objectifs migratoires initiaux ne sont pas atteints dans le temps prévu. À cela, il convient d'ajouter qu'il peut se produire une adhésion à des activités ou à des branches économiques qui entraînent directement une perte de statut social et une dévalorisation personnelle à cause de l'effet de la déqualification. Les deux thématiques qui règnent dans ce type de discours sont, d'un côté, l'objectivation du rejet de la société, l'intériorisation de normes explicatives et de contraintes structurelles et, d'un autre côté, la signification du travail en tant que matérialisation du projet de mobilité dans la société d'accueil qui, en pratique, signifie une sous-estimation de ses potentialités et un processus de délocalisation.

Ce n'est qu'en étant à Montréal que l'immigrante commence à savoir ce que signifie le fait d'être une « immigrante en souffrance ». En effet, la signification même de la déqualification et du déclassement commence à être effective, même s'il s'agit d'une notion momentanée. Le concept d'« exclue » dans le contexte sud-américain peut se trouver à proximité, et l'expérience de la perte de valeur telle qu'elle est vécue résulte en une grande incertitude face à l'avenir et en différentes attentes qui ont été définies dans l'élaboration du projet migratoire.

La valeur symbolique des flux d'informations et des réseaux sociaux

À leur arrivée, le manque du sentiment d'appartenance et l'absence de contacts dans la nouvelle société font partie du sentiment de déracinement et d'isolement des nouvelles arrivantes. Le fait de compter ou non sur quelqu'un dans le pays d'accueil comme ressource sociale et personne contact a une grande influence sur l'image créée dans le projet migratoire. Alors, tous les différents types de savoirs et d'informations dont les femmes universitaires devraient disposer pour leur établissement et leur insertion à l'emploi et qu'elles seront prêtes à mobiliser lorsque la situation le requerra impliquent que la femme soit insérée dans un réseau social lui permettant d'y avoir accès.

Le manque de réseaux de proximité dans la société d'accueil peut rendre fragile la personne immigrante dès son arrivée dans son nouveau milieu de vie. Lorsqu'elle se retrouve à l'extérieur de sa société d'origine, ses conditions de vie sont drastiquement modifiées par la perte des acquis sociaux, matériels et symboliques. Alors, elle cherche à trouver des personnes ressources qui puissent l'aider en lui fournissant des informations précieuses.

Au début, tout était difficile, pour cette raison, chaque fois que je sortais au parc avec ma fille, j'essayais de parler avec des personnes. On savait que c'était très important pour avoir accès à l'information que personne ne te donne avant de venir (Lorena, ingénieure informaticienne, Uruguay).

Une des ressources les plus utilisées pour avoir de l'information est l'accès à des forums Internet. Par cette communication virtuelle, les nouveaux arrivants (depuis qu'ils sont candidats éligibles au visa d'immigration) tissent des liens sociaux, établissent des réseaux sociaux de différentes configurations et accordent et reçoivent une aide à l'établissement dans le cadre de la communauté virtuelle. Cette aide touche plusieurs domaines de la vie dans le nouveau contexte, comme la recherche d'un logement ou l'insertion sur le marché du travail.

Avant de venir, comme je ne connaissais personne, j'ai essayé de contacter des gens par le forum « Chemontreal ». C'était mon unique façon d'avoir les premières informations et de trouver de l'aide dans les diverses démarches d'installation et de recherche d'emploi (Ericka, relationniste, Argentine).

Dans d'autres cas, un croisement des conditions propres au pays d'origine et au pays de réception, soutenu par un discours favorable et même – dans quelques cas – par l'encouragement d'un membre de la famille ou d'un(e) ami(e) peut favoriser le départ, dans la mesure où cette personne est supposée aider dans les premières démarches d'installation. Ces aspects présents au début de l'émigration sont à nouveau mis de l'avant lorsqu'il s'agit de faire une sorte de bilan migratoire au début de la période d'établissement.

Quand nous sommes arrivés, nous nous sommes installés chez mon ami Marco, et on ne faisait rien sans son approbation. Les premières formalités, la recherche d'écoles, l'analyse des possibilités de travail, d'un lieu pour nous installer et acheter la maison, etc. (Elena, publiciste, Bolivie).

Cependant, le fait de connaître une personne dans le pays d'accueil, qui dans un premier temps a permis de solutionner le problème du premier logement ou qui a été la source des informations préliminaires pour le processus d'installation, peut s'avérer contradictoirement négatif. De plus, la fragilité émotionnelle à cause du deuil de l'émigration et la faible connaissance du contexte postmigratoire rendent les femmes, accompagnées ou non, impuissantes et résignées à accepter diverses situations d'iniquité et d'injustice, même à confier leur sort à de tierces personnes qui profitent des circonstances. Dans leur récit, elles se rendent compte que même dès le début, quand elles sont arrivées dans le pays de destination, elles disposaient souvent d'informations partielles sur leurs droits et sur les instances de la société d'accueil auxquelles elles pouvaient recourir si elles avaient besoin d'aide ainsi que sur les conditions qu'elles devaient remplir pour pouvoir s'adresser aux services sociaux.

Avant de venir, j'avais contacté une amie qui était supposée m'aider avec la position de l'appartement et les premières démarches pour le travail. Comme elle est aussi dentiste et que je l'avais connue en Colombie, je l'ai crue sans douter de son honnêteté. Cependant, lorsque je suis arrivée avec ma fille, je me suis rendue compte qu'il s'agissait d'un mensonge. Je ne connaissais personne ni ne savais où aller, alors, j'ai dû payer très cher (1300 CAN \$/mois) pour un appartement de 4½ pièces qu'on a partagé avec cette fille durant six mois. Le pire de tout a été que toute l'aide qu'elle m'avait offerte pour le travail était dans le domaine du nettoyage... j'étais vraiment déçue (Mayra, dentiste, Colombie).

Ainsi, il se crée, dans certains cas, une situation de dépendance qui aboutit quelquefois,

après une période de quelques semaines de confrontation, de situations problématiques et/ou de différences dans les attentes, à un éloignement « violent » ou « amical », selon les circonstances. De plus, cette rupture, qui se fait généralement durant les premiers mois du séjour à Montréal, est accompagnée d'un sentiment de solitude et de déception, étant donné que la personne contact représentait un certain appui émotionnel.

Quand je suis venue, comme j'étais toute seule, je me suis installée chez ma cousine. Elle vivait avec son mari et sa fille à lui. Mais, j'étais comme une intruse. Elle faisait plusieurs choses pour me faire sentir comme tel. Après quelque temps, on a commencé à avoir des difficultés, et même si j'avais un très bon souvenir de notre enfance au Pérou et que je l'aimais beaucoup, j'ai décidé de m'en aller (Soledad, médecin, Pérou).

Par ailleurs, face à un déclassement social transitoire et pour avoir accès aux emplois qualifiés auxquels elles aspirent, les migrantes doivent faire la preuve de leurs compétences, dans un contexte en général plus compétitif, plus exigeant et contraignant que celui du départ. Être en communication avec les bons réseaux aux bons moments semble la clé du succès d'une intégration professionnelle réussie. Les nouvelles arrivantes comprennent cet enjeu et cherchent à s'insérer rapidement dans des réseaux coethniques capables de fournir des informations et des relations intéressantes. Ces ressources permettront de s'accrocher à la dynamique d'un marché qui ne leur est pas tout de suite compréhensible.

L'existence d'une communauté ethnique à laquelle la nouvelle arrivante s'identifie est également un facteur important pour son insertion dans le pays d'accueil, étant donné qu'elle constitue en quelque sorte un réservoir de coutumes, de modes de vie et de valeurs potentiellement partagées au quotidien. L'existence et l'utilisation des réseaux formels et informels font partie des ressources personnelles des immigrantes pour créer des stratégies créatives afin de s'en sortir. De ce fait, étant donné que le capital social dont elles et leurs familles disposaient dans la société de réception est presque inexistant, elles sont, dans la plupart des cas, les principales appelées à remplacer le capital social dont la famille disposait dans le contexte prémigratoire par un autre capital social valable dans le nouveau contexte de réception, un capital qui sera

sanctionné par les rapports intracommunautaires et intercommunautaires principalement et qui plus tard serviront dans le processus d'intégration à la société réceptrice.

Enfin, il est à noter que les femmes immigrantes tendent également à être plus engagées que les hommes dans le maintien des liens avec leurs régions d'origine et leurs familles. Cette importance de la famille dans la vie des femmes est en relation avec l'attachement pragmatique et idéologique de la femme à la sphère domestique et avec le rôle central qu'elles jouent dans les réseaux de réciprocité et d'échanges entre les amis et la parenté.

6.1.3. Les épreuves du contexte pour rester

Le processus d'intégration professionnelle dans le contexte postmigratoire demande aux immigrantes sud-américaines d'interagir dans les domaines d'une société et d'une culture différentes où il sera nécessaire de trouver une certaine légitimité sociale. Le premier élément qui se met en jeu comme cadre légitimateur des parcours migratoires des immigrantes qualifiées est la reconnaissance des compétences et des expériences socioprofessionnelles dans la société réceptrice. Recevoir la reconnaissance pleine ou partielle ou vivre la non-reconnaissance de leurs capacités, de leurs compétences, de leurs expériences, de leurs qualifications, bref de leur soi professionnel et de leurs ressources culturelles dans la nouvelle société de référence semble le point de départ pour bâtir leurs aspirations et leurs attentes au moment de définir leur processus d'insertion et pour retisser des liens sociaux qui faciliteront ou agiront comme des obstacles à leur accès au marché de l'emploi.

Dans leur analyse de l'intégration socioprofessionnelle, il est évident que du côté de la demande de main-d'œuvre, un des aspects qui influence le plus les perceptions du processus migrateur est la différence entre les conditions de travail sur le marché du travail d'origine et celles dans la société d'accueil. Dans quelques cas, les immigrantes se rendent compte qu'il est fréquent de trouver des situations où les employeurs canadiens considèrent l'immigration comme une activité humanitaire et non comme une

nécessité et un avantage économique. Dans ces cas, il est évident que le cadre d'équité en matière d'emploi est mal appliqué. Un entrepreneur qui connaît bien les procédures et les bénéfices qu'il peut retirer de l'embauche d'immigrants en utilisant un des programmes du gouvernement peut se déclarer un acteur assujéti à l'équité en matière d'emploi ; cependant, il peut s'agir tout simplement de quelqu'un qui embauche souvent des immigrants pour en faire bénéficier son entreprise. Alors, il n'est pas question d'intégration des valeurs ni de reconnaissance des avantages de l'immigration, mais plutôt d'observation et de profits, ce que les femmes interviewées n'apprécient guère. Elles veulent être recrutées pour leurs compétences et pour leurs connaissances, et non être considérées comme des personnes appartenant à une minorité visible.

J'ai été embauchée en utilisant tous les avantages du programme PRIIME⁵⁶. Cependant, quand j'ai passé l'entrevue, je me suis sentie utilisée. Le propriétaire de l'entreprise m'a fait une entrevue dans laquelle il semblait me dire : « Ok, tu connais déjà la réponse. » Je crois qu'avoir ce type de rencontres n'a pas beaucoup de sens. Ils devraient te dire : « J'ai besoin de financement pour mon entreprise et aussi combler ce poste, et ce n'est pas mon problème si tu es trop ou pas assez qualifiée. J'ai besoin d'une assistante comptable et c'est tout (Sara, comptable, Pérou) ».

Il est évident que les femmes interviewées comparent leur situation sociale et personnelle dans les deux espaces de référence. Même si dans leur pays d'origine elles ne pouvaient avoir une grande mobilité sociale ascendante, elles se trouvent plusieurs raisons pour critiquer l'attitude du Canada par rapport aux étrangers. Ainsi, le fait de pouvoir rester et accomplir leurs projets constitue un motif de questionnement. Dans ce cadre, il est tout à fait compréhensible que la personne exprime une reconnaissance relative du fait de pouvoir rester dans le pays de réception et d'y être « acceptée ».

Je crois qu'au Québec, ils sont présentement à la place où nous étions il y a 40 ans en Argentine. Ils ont commencé à penser à tout comme un ensemble. Je ne dis pas qu'en Argentine tout soit parfait, non, il y a peut-être plus de différence selon l'origine qu'ici. Cependant, je crois que nous avons un peu plus de tolérance avec les gens qui viennent de partout, et surtout si ces personnes démontrent avoir les capacités et les compétences professionnelles ou techniques requises. C'est lorsque je vois ces situations d'injustice que je me demande si on veut tellement rester ici (Paula, ingénieure informaticienne, Argentine).

56

Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi.

La langue

Au fur et à mesure que la femme sud-américaine acquiert plus de notions en « français québécois » et commence à mieux s'exprimer dans sa nouvelle langue, sa marge de manœuvre s'élargit. En effet, l'apprentissage de la langue locale permet à l'immigrante sud-américaine de devenir assez autonome pour pouvoir interagir avec son pays de réception et accéder à d'autres cercles sociaux. Par ailleurs, le fait de se sentir à l'aise avec le français permet à ces personnes de se débrouiller lors de l'établissement de nouvelles relations, pendant la recherche d'un meilleur emploi, et représente une source de fierté de soi non négligeable.

Quand j'ai commencé à travailler, j'avais peur que le téléphone sonne, car je ne savais pas si je pourrais arriver à comprendre. C'était vraiment effrayant... maintenant, c'est plus normal... je parle au téléphone avec les gens, je vais partout, je parle avec mes collègues sans problème, et si on me demande quelque chose, je peux entamer un dialogue en français avec n'importe qui. Avant, tout était en anglais (Lorena, ingénieure informaticienne. Uruguay).

Une majorité de postes exigent le bilinguisme, et cela représente une barrière au recrutement, au maintien en poste et à la mobilité des minorités visibles dont la langue maternelle n'est ni l'anglais ni le français. De même, il est possible de constater que les représentants des administrations traitent de manière différente les immigrantes, à cause de leur méconnaissance de la langue et à cause de leur accent. Cette situation est plus évidente dans la relation des immigrantes avec les employés des entreprises où elles commencent à travailler ainsi qu'avec l'administration même des entreprises. Un outil essentiel pour faciliter la compréhension de ce comportement dans la nouvelle société et la logique des signifiants culturels locaux se rapporte à l'utilisation de la langue du milieu : le français. De ce côté, les limites que présente le fait d'avoir le français comme deuxième ou troisième langue et avec un accent particulier se font sentir.

Je ne comprends pas pourquoi à chaque instant lorsque je trouve quelqu'un, la personne insiste pour me parler anglais. C'est comme s'ils pensaient que je ne suis pas capable de parler français. En tout cas, je ne comprends pas bien cette attitude, peut-être qu'il s'agit seulement d'un peu de gentillesse ... on ne sait jamais ... (Sandra, biologiste, Venezuela).

Cet inconfort devient compréhensible, étant donné que le marché du travail exige

souvent de maîtriser les deux langues officielles du pays d'accueil. Selon l'Office québécois de la langue française, un travailleur sur deux doit utiliser l'anglais au travail au Québec, parce que l'anglais et le français sont les deux langues officielles du pays. Or, malgré toutes ces difficultés, la connaissance de la langue française est conçue comme une ressource qui leur appartient et qu'elles pourront utiliser dans diverses situations.

Les institutions d'orientation de l'immigrante

Au Canada et au Québec, le réseau officiel d'accueil, d'installation et d'intégration des nouveaux arrivants est partiellement sous la responsabilité d'organismes sans but lucratif. Ils sont subventionnés par différents paliers gouvernementaux, parmi lesquels se trouvent le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles⁵⁷ (MICC), les Agences de la santé et des services sociaux et les Centres locaux d'emploi. Ce réseau formel est appuyé par les associations culturelles et les associations de quartier œuvrant auprès de la population immigrante qui s'établit sur leur territoire.

Ces organisations travaillent en étroite collaboration avec des instances gouvernementales des paliers fédéral, provincial et municipal ainsi qu'avec les acteurs sociaux du milieu. La mission de ces organismes consiste en l'accueil, l'établissement et l'intégration des immigrants, principalement en leur intégration au marché du travail. Ils ont des ententes avec le gouvernement pour les accompagner dans leur parcours migratoire des cinq premières années de séjour.

Les diverses institutions qui offrent, entre autres, des services d'informations et de renseignements, un accueil aux personnes immigrantes, dans la mesure où elles sont connues et perçues par les professionnelles comme des endroits fiables, deviennent une

⁵⁷ Les principaux programmes que le ministère de l'Immigration soutien à ce moment pour l'intégration des nouveaux arrivants sont : PANA : Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants, PAFILI : Programme d'intégration linguistique pour les immigrants, PRIIME : Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi, PARI : Programme régional d'intégration et PRI : Programme d'aide à la recherche industrielle.

ressource importante que les femmes mobilisent pour entreprendre leurs démarches de recherche d'emploi. Dans certains cas, ces institutions permettent d'augmenter le réseau social : « *j'ai connu des gens différents ...* », offrent des aides ponctuelles : « c'est là-bas qu'on m'a aidée pour la rédaction de mon CV » et/ou divers types d'informations : « je demandais au responsable de m'aider à trouver un travail ; moi, je suis venue toute seule, je ne connaissais personne à Montréal ». Il convient de souligner que ces institutions, outre le fait qu'elles sont à caractère humanitaire et de service social, représentent, en quelque sorte, le sentiment d'éprouver une certaine *normalité*, étant donné les caractéristiques culturelles des sociétés d'origine.

Dans ces organismes, tu peux trouver de l'information intéressante à propos du logement ou des services médicaux... Des fois, c'est comme si tu parlais avec quelqu'un d'un de nos pays (Irène, comptable, Chili).

Cependant, la présence de ces institutions n'est pas nécessairement vue positivement.

Dans cet organisme-là, tu es supposée trouver la bonne information pour les démarches en cherchant du travail. Cependant, quand j'y suis allée, j'ai senti que j'étais seulement en train de perdre mon temps (Sara, comptable, Pérou).

6.1.4. Les images et les perceptions de soi dans la société réceptrice

S'établir professionnellement dans un pays différent du sien entraîne, en principe, une confrontation de deux cultures, un questionnement sur les différences et les ressemblances, mais aussi une réflexion sur ce qui était attendu par rapport à la réalité qui se présente. En effet, le changement d'environnement physique et social dans lequel se sont installées les immigrantes sud-américaines qualifiées entraîne le déséquilibre de leurs repères matériels, émotionnels et symboliques préconçus à propos du monde du travail. De là que ces femmes avaient besoin de revenir à leur projet migratoire de départ et de travailler à sa réalisation pour trouver un sens à leur vie et se réapproprier une identité professionnelle dans le contexte postmigratoire.

Il est possible de constater que les attentes et les aspirations que les immigrantes sud-américaines avaient par rapport à la société réceptrice au moment de partir de leur pays se confrontent aux images de la réalité qu'elles trouvent après un certain temps

dans la société du pays où elles ont décidé d'immigrer. Dans ce sens, un premier élément à distinguer est que se retrouver dans un nouvel espace où les représentations sociales de la société d'origine se construisent différemment de celles qu'elles attendaient est peut-être la première étape de valorisation ou de dévalorisation, fait qui, dans la plupart de cas, fera partie d'un certain choc culturel.

Quand je suis arrivée, j'ai entendu plusieurs fois que les gens me disaient oui, je parle espagnol. Je trouvais ça vraiment charmant, mais après les trois premières minutes, je me rendais compte qu'ils ne savaient pas où est l'Argentine, la Bolivie ou le Paraguay, et même, j'ai découvert qu'il y a plein de stéréotypes, et c'est dommage, parce que je pensais qu'ici, la plupart des gens sauraient quelque chose de nos pays... (Lucia, comptable, Paraguay).

Le changement d'espace géographique et social de vie provoque paradoxalement, chez les Sud-Américaines, des images et des sentiments ambivalents, même contradictoires, car, en venant dans un pays comme le Canada, elles attendaient une grande ouverture et une bonne connaissance de leur contexte d'origine. Cependant, la réalité démontre que malgré les liens économiques et sociaux à cause de la proximité entre les deux régions du continent, il existe une grande méconnaissance des sociétés sud-américaines. Et cette méconnaissance se reflète dans les perceptions de l'expérience de travail et dans le « know-how » que ces femmes possèdent.

[...] à la fin, je me suis rendue compte qu'ils pensent que l'Amérique Latine est le lieu parfait pour se relaxer, prendre du soleil et faire la fête. Ils ont une perception que là-bas on ne connaît pas les techniques et les connaissances pour bien se débrouiller au travail comme professionnelles. C'est vraiment dommage, et je vis tous les jours cette réalité... Et même si j'ai beaucoup plus d'expérience que ma chef pour administrer une agence de publicité [elle était propriétaire d'une agence] je ne peux pas lui dire : « Eh non, il faut faire les choses de cette façon. » (Elena, publiciste, Bolivie)

Par ailleurs, les immigrantes sud-américaines perçoivent la culture canadienne comme moins chaleureuse que la leur. Elles regrettent que leurs relations interpersonnelles avec les citoyens de souche soient superficielles ; souvent, le sujet de conversation entre eux ne dépasse pas celui du climat, du travail ou du sport. Cette distance dans leurs échanges pourrait s'expliquer par l'absence d'une mémoire culturelle commune entre elles et les citoyens de souche. À leur avis, il y a dans ces situations une

non-reconnaissance qui semble être une atteinte morale inacceptable. Les attitudes rencontrées se perçoivent alors comme « quelque chose d'injuste », et même pour certaines, le Canada projette l'image d'un pays « retardataire ». Cette notion provient du fait de comparer la situation actuelle avec celle du pays d'origine.

La plupart d'entre elles proviennent de sociétés ayant des problèmes d'instabilité économique, politique et de sécurité. Toutefois, avec la croissance économique récente des pays sud-américains et les processus de démocratisation de l'éducation dans lesquels l'idéologie de la classe moyenne a prédominé, mettant l'accent sur les possibilités de promotion sociale pour tout le monde, à leur sens, il est surprenant de se retrouver dans un pays dans lequel les problèmes de discrimination et surtout de méconnaissance sont présents. À partir de là, si selon leurs attentes, elles considéraient que le Canada était un pays où la liberté personnelle et les possibilités de mobilité sociale ascendante étaient à la portée de tout le monde, leurs perceptions face à la réalité du contexte postmigratoire se transforment.

Je crois que les Canadiens, et surtout les Québécois, devraient comprendre les répercussions économiques et les coûts du racisme qu'il y a, car eux ne font que montrer la grande incapacité d'optimiser le potentiel des compétences des travailleurs et des gens qui arrivent pour l'économie du Canada... Je crois qu'il faudrait élaborer des campagnes de sensibilisation pour la télévision, les lieux de travail et surtout les écoles, afin de faire passer le message que la croissance économique du Canada est liée à l'immigration [...] Et je ne sais pas s'ils savent tout ça, mais en tout cas, il me semble qu'ils ne veulent pas le reconnaître. À ce sujet, mon mari lui-même a écrit une lettre à la ministre Jones, parce qu'il faut faire quelque chose pour changer les choses [...] (Myriam, médecin, Venezuela).

Ainsi, malgré les dispositions institutionnelles veillant à l'intégration économique des immigrantes et la position des immigrantes qualifiées dans le contexte postmigratoire, plusieurs d'entre elles semblent vivre avec une très grande quantité de difficultés et d'injustices avant de réussir à devenir citoyennes à part entière.

Le pire de tout ce qu'on retrouve ici, c'est le fait de rencontrer des gens très capables de raconter des histoires de déqualification, d'abus, de mauvais traitements, etc. Dès que je suis arrivée, tout ce que j'entendais me donnait envie de rentrer chez moi... je ne m'attendais pas à ça (Natalia, ingénieure chimique, Uruguay).

Par ailleurs, ce n'est pas seulement le fait de vivre ou d'endurer personnellement des situations difficiles et qui ne sont pas habituelles à Montréal (exploitation, abus, racisme, etc.) qui provoquent une tendance à formuler un discours négatif envers les Québécois. Elles ressentent qu'elles ou d'autres personnes de leur entourage ne peuvent trouver du travail parce qu'elles sont marginalisées et considérées comme inférieures, à cause de leur origine nationale : « parce que nous venons du Tiers-Monde ».

C'est compréhensible que, d'une certaine manière, ils veulent le travail pour les Québécois ... mais ce que je ne comprends pas, c'est leur façon d'agir envers beaucoup de gens. Je trouve tellement dur le fait de cataloguer des personnes par leur couleur de peau ou leur pays d'origine (Laura, enseignante, Colombie).

Ainsi, quelques femmes tiennent un *discours critique* par rapport à la politique migratoire, envers laquelle elles expriment clairement des sentiments d'injustice et de discrimination face à l'impossibilité d'obtenir un statut égal sur le marché du travail. À cela il convient d'ajouter qu'il se produit aussi des rapports intercommunautaires complexes avec d'autres groupes d'immigrants. Bien que, dans la plupart des cas, ces interrelations sont perçues comme positives, parce qu'elles expriment une « solidarité » à cause de la condition migratoire et des rapports majoritaire-minoritaire, elles peuvent aussi être conflictuelles, à cause des préjugés ou des stéréotypes culturels

Dans mon travail actuel, les choses ne vont pas très bien, parce que mon « boss » a certaines idées que je ne peux pas partager. Il voudrait que je lui serve du café et que je sois disposée à arranger ses affaires personnelles. Il ne se rend pas compte que je suis là pour travailler comme administratrice, et non comme sa secrétaire personnelle. Même si l'entreprise est petite, je ne sais pas pourquoi les « musulmans » ont ces attentes à propos de la femme [...] Enfin, j'espère pouvoir changer d'emploi, parce que c'est vraiment difficile de continuer dans cette situation (Erika, relationniste, Argentine).

Le principe du relativisme culturel dans cette situation est évident. Dès leur arrivée, les immigrantes ont cherché à comprendre le fonctionnement de leur nouveau milieu. Pour ce faire, elles utilisaient leurs références culturelles d'origine. Cependant, leurs points de référence ne leur permettent pas toujours de comprendre leur nouvelle réalité, surtout au niveau des interactions sociales, étant donné qu'elles trouvent qu'il y a plusieurs contradictions dans le contexte social. D'un côté, elles partagent avec le groupe

majoritaire de la société d'accueil les principes occidentaux de respect de l'autre afin de pouvoir vivre ensemble, la nécessité de la lutte pour l'égalité et les principes de sécularisation de l'État. Cependant, d'un autre côté, elles ont en commun avec d'autres groupes la croyance en la supériorité des valeurs qui, comme trait universel du groupe ethnique (Weber, 1971), créent la capacité de résistance et de défense de leur propre culture, qui joue un rôle central dans leur recherche de légitimité, mais en même temps de contestation.

6.2. La définition des stratégies d'accès au marché de l'emploi dans la société réceptrice

Un des effets de la présence des immigrantes qualifiées dans la société réceptrice est de déplacer les frontières qui séparent les groupes (Barth, 1972) et les hiérarchies sociales (Anthias, 1998), en offrant ou en imposant aux immigrantes une nouvelle position sociale pouvant être considérée comme légitime ou non (Sayad, 2004). Cette position se manifeste à travers les divers domaines sociaux et dans différents champs d'application. Comme l'objectif de cette partie de notre travail est de montrer comment les immigrantes changent leur position sociale dans la société de réception et définissent des stratégies d'intégration socioéconomique, nous présenterons, dans la première partie, une brève analyse des expériences d'intégration au marché de l'emploi et de leur relation avec leurs attentes. Dans les points suivants, nous nous occuperons des façons d'agir et des logiques déployées et utilisées par les femmes pour établir leur stratégie dans les processus d'incorporation au marché du travail, et ensuite nous ferons une brève description de la façon selon laquelle la reconnaissance se joue individuellement et dans le rapport à l'autre et à la société et vice-versa. Enfin, nous verrons l'ensemble des repères par rapport à soi, par rapport au regard que les autres ont sur elles et à celui qu'elles ont d'elles-mêmes dans la société.

6.2.1. Les expériences d'insertion dans le marché de l'emploi

Comme l'objectif principal de notre analyse est de comprendre les stratégies déployées

par les immigrantes sud-américaines qualifiées pour s'insérer dans le marché du travail, nous verrons d'abord que les femmes de notre étude inventent des modes d'investissement professionnel, de manière à minimiser les coûts liés à la rupture de trajectoire ou à l'absence de reconnaissance professionnelle. La définition des stratégies d'intégration socioéconomique implique la connaissance des démarches nécessaires pour s'établir dans le contexte postmigratoire ainsi que des façons d'établir des rapports avec les membres de la société francophone dominante de la société d'accueil ainsi qu'avec les membres d'autres groupes minoritaires pour trouver et obtenir de l'information et de l'aide dans les différents domaines d'intégration. Dans ce sens, nous verrons que les premières démarches pour l'établissement et l'intégration professionnelle répondent à l'analyse du contexte, à la rétroaction établie dans les divers réseaux sociaux, et surtout à la révision de la prise de décisions à plus long terme.

Les résultats de notre travail sur le terrain démontrent de façon générale que, selon leur niveau de formation et d'expérience de travail dans le pays d'origine, les immigrantes peuvent avoir des trajectoires semblables ou très différentes dans le marché du travail de la ville d'accueil. Nous devons souligner que lorsque nous parlons de même niveau de formation et d'expérience, nous faisons référence aux diplômes, mais également aux contenus culturels de leurs pratiques dans leur domaine d'expertise ainsi que dans leur façon d'agir. Une interprétation superficielle et à première vue pourrait supposer que cela se réduit principalement à une question ethnique, en présument qu'à cause de l'origine européenne de certains groupes, comme les Argentines et les Uruguayennes, et de leurs caractéristiques de « blanches caucasiques », les femmes qui correspondent à ces caractéristiques pourraient avoir réussi en s'intégrant à la vie professionnelle dans le contexte postmigratoire. Pourtant, la réalité est beaucoup plus complexe. En nous basant sur nos résultats d'enquête, nous pensons que le partage de l'habitus de classe, acquis dans les sociétés d'origine – où la mobilité sociale dépend d'innombrables facteurs –, joue un rôle prépondérant dans la façon de s'intégrer au marché de l'emploi. Bourdieu (1999) définit l'habitus de classe comme « un système de goûts ou de dispositions commun à un ensemble d'agents occupant une même position sociale qui

donne une même signification à l'ensemble de leurs pratiques et leur vision du monde ». Ce système se reflète sur la façon d'acquérir certaines ressources qui permettent aux acteurs de répondre aux diverses situations. Par ailleurs, l'*habitus* a une dimension historique⁵⁸ qui nous intéresse au moment d'analyser comment les changements qui sont vécus dans la société réceptrice affectent les immigrantes, car il y aurait une forte corrélation entre les possibilités objectives offertes par l'environnement social aux acteurs et leurs attentes subjectives.

En considérant les contextes sud-américains, qui malgré les processus de transition et de changement⁵⁹ des dernières années maintiennent des rapports inégalitaires et de hiérarchisation sociale, on peut considérer ici l'analogie que Bourdieu (2001) applique à la domination. Nous proposons que la domination se manifeste au niveau de la position sociale dans une « matrice de domination » de laquelle même les groupes dominants ne sont pas conscients, et que les dominées ne se sentent pas nécessairement de cette façon. Alors, plusieurs de ces femmes savent qu'elles peuvent être considérées comme membres d'une « minorité visible », pourtant il y a plusieurs éléments de l'expérience du pays d'origine qui compteront pour que la domination soit intériorisée par elles. De cette façon, au moment d'établir une stratégie, ces femmes utiliseront tous ces apprentissages et ces codes symboliques acquis dans des sociétés où les rapports des

⁵⁸ Selon Bourdieu, s'il y a une forte corrélation entre les possibilités objectives offertes par l'environnement social aux acteurs et leurs attentes subjectives, ce n'est pas parce que les acteurs sociaux adaptent consciemment leurs aspirations à une évaluation de la probabilité de succès. En réalité, l'« *habitus* », par l'internalisation du social chez l'individu, transformerait les pratiques improbables en impensables. La notion d'*habitus* vise à surmonter l'opposition, que Bourdieu considère fallacieuse, entre l'objectivisme et le subjectivisme (Bourdieu, 1999, 2005, Fuchs, 2003). Par rapport à l'objectivisme, Bourdieu affirme que les formes symboliques utilisées dans le cadre des pratiques des êtres humains sont relativement autonomes à l'égard de ce qu'on pourrait considérer comme objectif dans une situation sociale. À l'égard du subjectivisme, Bourdieu soutient que l'ordre social n'est tout simplement pas la somme mécanique des facteurs individuels (Fuchs, 2003).

⁵⁹ Une grande quantité d'études ont démontré comment, dans les quarante dernières années, la rupture des modèles traditionnels des sociétés sud-américaines a marqué le changement des rapports de domination entre les différents groupes sociaux. Voir, par exemple, HENRIQUEZ N. (1998), *La sociedad diversa, hipótesis y criterios sobre la reproducción social*, Lima, Fondo Editorial Pontificia Universidad Católica del Perú, PORTOCARRERO G. E VALCARCEL M. (éd.), *El Perú frente al siglo XXI*, Lima, Fondo Editorial Pontificia Universidad Católica del Perú, 1995, p. 298. QUIJANO A., « Colonialité du pouvoir et démocratie en Amérique latine » in BEJAR A. et al., *Amérique latine. Démocratie et exclusion*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1994, p. 94-99.

divers niveaux tendent à être inégalitaires. Cela conduit à des relations complexes qui combinent la revendication des droits à la violence symbolique des changements de position. En effet, pour la plupart, le fait d’avoir eu une position avantageuse en tant que membres de la classe moyenne, positionnées grâce à la logique méritocratique de l’effort personnel, leur permettra d’élaborer diverses stratégies. Celles-ci sont liées aux projets migratoires et dépendent de la situation personnelle de chaque femme. Une brève présentation du processus d’insertion économique des 16 cas de femmes étudiées dans notre recherche indique quatre situations données en exemples dans le tableau 11 :

Tableau 11: Exemples d’intégration socioéconomique dans le marché de l’emploi montréalais

Éducation au pays d’origine	Occupation actuelle	Type d’intégration économique
Biologiste	Secrétaire	Déqualification
Comptable	Vendeuse	Déqualification
Comptable-entrepreneure	Manufacture	Déqualification
Enseignante préscolaire	Aide-éducatrice en garderie	Déqualification
Comptable	Étudiante stagiaire comptabilité	Avec projet d’intégration
Relations internationales	Superviseure comptes clients	Avec projet d’intégration
Biologiste-entrepreneure	Étudiante	Avec projet d’intégration
Dentiste	Hygiéniste dentaire (stagiaire)	Avec projet d’intégration
Ingénieure informaticienne	Programmeuse de systèmes	Intégration équivalente
Ingénieure informaticienne	Ing. informaticienne en sécurité	Intégration équivalente
Comptable	Comptable	Intégration équivalente
Travailleuse sociale	Intervenante psychosociale	Intégration équivalente
Médecin (sans spécialité)	Conseillère en santé industrielle	Intégration équivalente
Publiciste-entrepreneure	Designer graphique en publicité	Intégration équivalente
Médecin (sans spécialité)	Médecin résidente pathologiste	En voie ascendante
Ingénieure chimique	Ingénieure chimique	En voie ascendante

Source : Élaboration selon les résultats de notre recherche

A) Déqualification ou intégration professionnelle avec des qualifications moindres

Nous trouvons ici le cas des quatre femmes qui ont travaillé et qui travaillent encore dans des métiers différents de ceux de leur formation universitaire et sous leurs qualifications. Un premier profil qui correspond à cette situation est celui des femmes qui, malgré le fait d'avoir une formation dans leur pays d'origine et une autre canadienne dans leur domaine, se retrouvent dans des postes qui n'ont pas besoin de toutes ces années de formation. Elles se voient ainsi dans l'impossibilité d'exercer leur métier et elles travaillent dans un autre domaine que celui de leur formation professionnelle. Avec une préparation que leur a demandé plusieurs années et conscientes qu'elles ont une bonne connaissance de la langue, deux femmes de ce profil ont choisi de travailler dans un domaine technique en tant que membre du personnel de bureau ou comme vendeuse. Cette déqualification dans les deux cas est étroitement liée aux conditions du marché et aux logiques adaptatives personnelles et familiales. Nous trouvons aussi des cas où la déqualification se manifeste par le fait de travailler en usine ou dans une manufacture. Enfin, nous trouvons des cas de femmes qui choisissent une formation courte dans le même domaine d'études, mais au niveau technique et avec un maigre salaire.

Par ailleurs, si l'on considère la situation familiale, il est possible de considérer deux cas : celui des femmes qui sont venues toutes seules ou qui, malgré le fait d'être mariées, ont toujours été responsables du bien-être économique de leurs enfants, et celui des femmes mariées qui essaient de soutenir leur conjoint pour qu'il puisse reprendre des études universitaires ou, dans d'autres cas, entrer sur le marché du travail. Cependant, cette situation est temporaire et elle génère un grand stress émotionnel. De plus, il est très difficile que le conjoint puisse encourager sa femme dans l'emploi qu'elle occupe et en même temps qu'elle le soutienne dans la reprise de ses études ou dans ses premières démarches sur le marché du travail. Alors, le coût émotionnel et social pour le couple est très élevé, et ils décident, dans certains cas, de se séparer.

D'après l'expérience de ces quatre femmes sud-américaines, le processus de

déqualification du début n'a pas pris beaucoup d'importance au moment de la décision d'immigrer, dans la mesure où il était conçu comme momentané, car les personnes s'attendaient ou s'attendent encore à obtenir dans l'avenir un travail dans leur domaine professionnel :

[...] j'ai toujours été consciente que quand on va dans un autre pays, il y a toujours quelques problèmes... à la télé on le voit, mais on pense qu'il s'agit de ceux qui immigreront dans un pays comme les États-Unis ou l'Espagne... illégalement ... je ne suis pas venue avec les yeux fermés, je suis venue préparée psychologiquement, je savais à quoi j'allais m'exposer, je savais qu'il y aurait plusieurs difficultés, mais je n'aurais jamais pensé que c'était si compliqué d'obtenir un travail comme celui que je voulais (Yanina, comptable, Équateur).

Les deux thématiques qui se profilent dans ces discours et qui encadrent le positionnement social sont, d'un côté, l'objectivation du rejet de la formation et de l'expérience professionnelle acquises en dehors du Canada au moyen de l'intériorisation de normes explicatives et de contraintes structurelles et, d'un autre côté, le changement de la signification du travail, en tant que matérialisation du projet de mobilité dans la société d'installation, ce qui en pratique signifie une sous-estimation de ses capacités réelles. La conséquence en est un processus de déplacement de la position sociale, mais en même temps la recherche d'une façon de se légitimer, malgré la déqualification et les sentiments d'incapacité à réagir pour appartenir à un groupe exclu, comme le groupe générationnel.

Au début, je devais faire semblant que tout allait bien, même si tous les jours je pleurais [...] J'ai toujours eu une conception du travail comme quelque chose qui valorise la personne. Et comme je considère que je suis une de ces personnes super actives, je devais faire quelque chose pour avoir un travail. En tout cas, malgré tout, j'aime ce que je fais, le contact avec le public [...] En outre, avec le temps, je dois avouer que j'ai raté beaucoup, je ne suis plus actualisée. Puis, je connais plusieurs de mes copains à la maîtrise qui ont dû recommencer une autre carrière [...] et de même, les baby-boomers sortent, mais... ce ne sont pas les membres de ma génération qui entrent, ce sont les plus jeunes qui ont et qui auront plus d'opportunités (Martha, biologiste, Équateur).

B) Déqualification avec un projet d'intégration professionnelle

Au début, plusieurs des femmes interviewées ne trouvent pas facilement un emploi correspondant à leurs attentes car elles se sentent en situation désavantageuse à cause de

la langue. En péril de déqualification, elles prennent en considération l'option d'entamer une formation qui peut durer de quelques mois à quelques années. Qu'il s'agisse d'une spécialisation supplémentaire de *maîtrise* ou de *doctorat* dans un domaine proche, ou d'une reconversion professionnelle entière, cette option n'est pas perçue comme une déqualification, parce que le projet de formation s'accompagne, en règle générale, d'une ascension sociale et d'un gain de statut.

Au moment des entretiens, un quart des femmes (quatre sur seize) se trouvent dans un processus transitoire. En considérant que ces femmes étaient professionnellement actives et économiquement indépendantes dans leurs pays d'origine, à Montréal elles sont devenues économiquement dépendantes de leur mari et par leur situation d'étudiantes, elles vivent dans une situation de précarité économique, mais avec la possibilité de se trouver une place sur le marché de l'emploi à moyen terme et dans leur domaine. Chez la plupart d'entre elles, il y a un fort compromis avec la carrière et aussi avec leurs familles.

Pour l'instant, nous sommes dans un moment très difficile. Quand nous voulions venir, on n'avait pas pensé à toutes les difficultés que nous sommes en train de traverser aujourd'hui. [...] C'est la première fois que je me sens comme dans un fil, cependant il me semble que la crise devrait passer. Je suis supposée faire un stage à la fin de mes études et j'ai parlé avec beaucoup du monde pour obtenir le fameux stage, mais à la fin, la personne qui a accepté mon stage m'a dit qu'il y a de bonnes possibilités pour y rester [...] En tout cas, je crois que si cette possibilité-là ne se concrétise pas, je devrai chercher autre chose, mais toujours dans mon domaine [...] (Lucia, comptable, Paraguay).

Par ailleurs, l'insécurité socioéconomique et les difficultés sur le marché du travail montréalais quant au fait de trouver un emploi ou de continuer leurs études, à cause de la fragilisation de leurs revenus au moment d'émigrer, créent la forte conviction que les systèmes d'origine et d'accueil sont très différents. Chacune d'elles expérimente ses propres difficultés, la décision de rester se justifie à partir des attentes et des délais qu'elles se sont fixées pour mener à bien leur projet migratoire. Ainsi, à partir de l'analyse de l'expérience de ces femmes et des contextes sociaux différents, le bilan est plus favorable à la société d'accueil, car les attentes sont encore présentes dans leur

projet migratoire. Dans ce cas, nous pouvons voir comment l'expérience de travail dans le contexte social d'origine et le statut d'immigrante dans la société réceptrice entraînent une autovalorisation de l'effort personnel, malgré le contexte social et le climat culturel de compétitivité si dur et si différent.

Je crois que tout va s'améliorer dans la mesure qu'avec le temps je gagne de l'expérience canadienne. Nous avons déjà passé par des moments très difficiles, et avec le temps et dans la mesure que la langue et mes propres connaissances s'améliorent, je pense que je pourrai avoir un travail plus en rapport avec mon expertise [...] (Ericka, relationniste, Argentine).

Par ailleurs, pour plusieurs de ces femmes, cette stratégie implique d'inverser ou de réorganiser un peu les rôles dans la famille et de permettre à la femme, grâce au meilleur salaire du mari, à la contribution financière de la famille élargie dans le pays d'origine et à des revenus additionnels provenant du pays d'origine, de reprendre ses études et d'obtenir un meilleur niveau d'emploi. Dans la plupart des cas, la femme compte sur un changement important dans la répartition des rôles dans la famille, grâce au fait qu'elle a toujours assumé sa part de l'engagement économique du foyer. Cette négociation se fait parce que dans le pays d'origine, la famille comptait sur un soutien à l'aide domestique, et que la famille disposait de cette ressource, alors que l'homme et la femme se constituaient en pourvoyeurs économiques.

Il faut également considérer que le statut de femme mariée ou celui de célibataire et le cycle familial ont une forte influence sur la logique que la femme utilisera pour se débrouiller et redéfinir son projet migratoire. Ainsi, mariées ou célibataires, la plupart ont des enfants qui sont des adolescents et elles comptent sur cette stratégie pour étudier en faisant un grand compromis pour s'établir économiquement et pour montrer le « bon exemple » aux enfants. D'ailleurs, si le projet en cours ne réussit pas, d'autres formes de formation pratique de courte durée comme des stages, des cours de qualification ou de reconversion proposés par des institutions d'aide aux immigrants, ou des activités comme le bénévolat (même si elles ne sont pas très valorisantes) ouvrent parfois une porte d'accès au marché du travail.

C) Intégration professionnelle équivalente

Selon Carmen Camilleri, les deux grands défis auxquels les individus sont d'abord sensibles en situation de morcellement culturel sont les atteintes à leur unité de sens et à la valeur qu'ils y attribuent. Le fait d'être des professionnelles reconnues dans leur pays d'origine, mais non dans leur pays d'accueil, constitue une atteinte directe au sentiment d'identité de ces femmes. Face à l'assignation du statut d'« immigrantes », elles voient leur projet remis en question, à cause de leur désir d'assurer une continuité en tant que « professionnelles dans leur domaine », compte tenu de leur avenir incertain. Par conséquent, l'enjeu identitaire pour plusieurs femmes sud-américaines professionnelles (face à la remise en question du sentiment de continuité de l'identité et à la capacité de se projeter dans leur profession) est de restaurer une unité de sens pour regagner l'impression de cohérence et de stabilité de leur identité et s'auto-attribuer une valeur minimale attachée à l'image qu'elles ont d'elles-mêmes. Cette revalorisation passe par le fait d'avoir une image adéquate à leurs propres yeux et aux yeux des autres, surtout dans un contexte où le regard d'autrui leur attribue fréquemment une étiquette stigmatisante. Alors, plusieurs femmes, après avoir évalué leurs possibilités d'accéder à un emploi correspondant à leurs compétences, décideront de réaffirmer leur projet d'insertion professionnelle dans un profil d'intégration équivalent.

Le tiers des femmes interviewées (six) travaillent dans un métier correspondant à leur niveau de formation. Peut-être un facteur important de leur « succès » est-il qu'elles ont profité de leur expérience professionnelle sur leur continent d'origine ainsi que des ressources matérielles qu'elles ont apportées avec elles en arrivant ici. Nous avons identifié trois situations. Un premier profil correspond aux femmes qui ont une formation très valorisée sur le marché du travail (carrières spécialisées en technologies de l'information, telles que programmation ou sécurité informatique). Ces femmes font un important compromis avec leur carrière, avec le fait d'être jeunes ainsi que de vivre le processus d'établissement familial. Elles sont dans la trentaine et sont venues au pays mariées et en ayant un projet d'établissement familial définitif, ou encore célibataires,

mais avec l'idée d'un projet migratoire d'établissement durable.

Il m'a fallu faire beaucoup d'efforts, surtout avec la langue. [...] J'ai passé trois examens pour avoir les certifications, mais il s'agissait surtout de questions de forme. Heureusement, j'ai eu une bonne expérience en Argentine et en Uruguay, et je dirais que la plupart des outils et des ressources que j'utilise dans mon travail, je les ai acquises là-bas et non ici. En tout cas, pour l'instant, je peux dire que je vais bien dans le domaine du travail. [...] (Lorena, ingénieure informaticienne, Uruguay).

Dans d'autres cas, il arrive qu'après une ou deux années, si le conjoint n'a pas encore obtenu le diplôme ou le travail convoité, la femme s'engage elle-même, soutenue moralement par son époux, à continuer dans sa carrière, tout en s'insérant plus profondément dans leur projet personnel d'affirmation et d'engagement. Ainsi, il est possible de trouver le cas où la position de travail qui avait été occupée dans le pays d'origine parvient à être plus ou moins reproduite dans un poste de travail qualifié et même avec la tendance à s'améliorer dans le contexte de réception.

Je suis très contente de mon travail et je dois reconnaître que j'ai eu la chance de travailler en tout temps dans mon domaine, même au début, lorsque j'ai commencé à travailler chez-moi [...] je faisais aussi de la publicité. Je crois qu'il sera bien difficile de m'éloigner d'elle, parce qu'elle est ce que je fais de mieux. Je ne sais pas si je pourrais avoir une agence de publicité aussi grande que celle que j'ai eue en Bolivie, mais en tout cas, j'espère pouvoir donner tout ce que je sais (Elena, publiciste, Bolivie).

Une deuxième stratégie dans ce profil est celle de certaines femmes qui décident, en accord avec leur conjoint, de reprendre elles-mêmes des études universitaires canadiennes, en espérant ainsi obtenir un diplôme qui leur ouvrira de meilleures portes sur le marché de l'emploi. Dans cette situation, elles comptent sur l'appui constant de leur conjoint, et la négociation des buts désirés s'effectue sur des bases pragmatiques : qui a le plus de chances d'obtenir un bon revenu et une promotion à moyen terme selon les avantages du marché du travail ? Comment réorganiser les tâches et les ressources disponibles pour prendre soin de la famille ? Dans cette situation, nous trouvons le cas de femmes provenant de divers domaines d'étude, mais qui en comptant une expérience de travail assez difficile sur le marché du travail dans leur pays d'origine, sont en

constante redéfinition de leur projet migratoire, afin d'atteindre leurs buts d'autoaffirmation. C'est aussi à travers leurs enfants qu'elles affirment avoir concrétisé leur projet migratoire. Leurs attentes et leurs façons d'agir sont en concordance avec le projet du couple et de toute la famille. Dans ce cas, le cycle familial joue un rôle transcendantal, car c'est dans l'étape d'établissement récent ou de stabilité que la planification et le partage des tâches domestiques et des responsabilités économiques envers la famille sont définies. Dans ce sens, la famille joue un rôle central autant que la carrière dans la motivation, à partir du moment de l'établissement dans la société réceptrice.

Je ne me suis jamais questionnée sur le fait de travailler dans mon métier. J'ai investi trop d'années dans mon pays pour oublier tout ce que j'avais fait avant. Toute cette expérience que j'avais devait me servir à quelque chose. J'aime ma carrière et je ne me vois pas comme femme au foyer à temps plein. [...] (Myriam médecin, Venezuela).

Enfin, nous avons le profil des femmes qui, après avoir travaillé dans des postes qui ne correspondaient pas à leurs compétences, des positions peu rémunérées et difficiles à endurer, ont alors décidé de participer aux activités de bénévolat et de cette façon de s'intégrer dans des activités semblables à celles de leur formation professionnelle (travail social, par exemple). Dans ces cas, nous trouvons celles qui ont actuellement dans la quarantaine et qui se sont installées depuis plusieurs années avec leur famille. Pour ces femmes, s'engager dans le travail bénévole est une autre stratégie à utiliser pour étendre leur espace de participation sociale et donner plus de sens à leur vie. Une analyse de leurs récits montre que le travail bénévole peut avoir comme fonctions : a) le renforcement de l'identité culturelle et personnelle pour procurer un sentiment de continuité et de stabilité, surtout chez celles qui se lient aux activités semblables à celles de leur pays d'origine ; b) réagir contre les perceptions négatives des femmes immigrantes latino-américaines, qui sont perçues dans une bonne partie de la population comme des victimes de leur société patriarcale d'origine ; c) l'exercice social et l'engagement politique dans la société réceptrice ; d) développer des réseaux sociaux.

J'ai dû faire plein de choses pour arriver à ce poste-ci, mais je crois que l'expérience du bénévolat a été vraiment importante. Au moins je sais que dans

mon cas, cela a marché, mais je ne pourrais pas dire comment cela pourrait marcher maintenant (Marina, travailleuse sociale, Chili).

En général, toutes ces femmes qui ont un bon travail ont réussi à s'intégrer dans des postes qui correspondent à leurs attentes et à leurs compétences, mais leur chemin a été plutôt difficile. Les femmes seraient ainsi avec le temps porteuses de résilience, mais elles dépendraient de l'appui de leur conjoint. Cette résistance des femmes pourrait être liée à leur histoire personnelle, aux processus de négociation des rapports de genre, aux réseaux qu'elles tendent à établir, à leurs stratégies de débrouillardise et aux logiques d'action déjà mises en œuvre dans la société d'origine et qui se manifestent dans la société d'établissement. Par ailleurs, ces femmes ont toutes eu la possibilité de voyager à l'extérieur de leurs pays, et cette expérience leur a servi d'élément contribuant à leur décision de sortir de leur pays natal et d'immigrer au Canada. Ayant suivi une formation de spécialisation ici, elles comptent sur une mentalité pratique en termes d'organisation personnelle et familiale pour réussir leurs projets personnels et professionnels.

D) Intégration professionnelle en voie ascendante

Lors de notre étude, deux femmes avaient de meilleurs emplois que ceux qu'elles occupaient dans leur pays d'origine. Elles sont présentement en train de travailler, elles ont obtenu des promotions et elles étudient pour acquérir un plus haut niveau de qualification. Après avoir été formées dans des milieux universitaires exigeants en Amérique du Sud et avoir travaillé dans leur domaine respectif, au moment d'entrer sur le marché de l'emploi montréalais, elles ont avancé graduellement. Dans les deux cas, elles sont arrivées jeunes (au début de la trentaine), sans enfant et en ayant de grandes aspirations professionnelles. L'une d'elles, appartenant à la classe moyenne, est venue comme étudiante, et après son mariage, elle a continué ses études de médecine. L'autre, provenant aussi de la classe moyenne élevée, adepte de l'épargne et de la planification, est arrivée mariée et sans enfant. Ces deux femmes ont fait un très grand compromis avec leur carrière. Disposant d'une grande initiative dans leurs déclarations, elles exprimaient leurs attentes par rapport à l'exercice professionnel de leur domaine

d'études.

Dans ces cas, de même que dans plusieurs autres, les autoperceptions et les perceptions des autres pourraient sembler positives, dans la mesure où la personne gagne de l'argent et maintient son statut professionnel dans un travail qualifié. Cependant, les perceptions sont plus complexes que cela. C'est pourquoi il ne s'agit pas de lire les témoignages en leur accordant uniquement une perspective économique et téléologique (surtout lorsque la tendance générale associe le migrant à quelqu'un qui n'a que de purs intérêts économiques liés au travail), mais plutôt de considérer la perspective sur laquelle ces femmes construisent leur identité. Ainsi, même dans les occasions où les professionnelles sud-américaines accèdent à des postes de travail semblables à ceux qu'elles avaient occupés dans leur pays d'origine et à une reconnaissance matérielle et symbolique dans leur société d'accueil, la position qu'elles occupent dans l'espace social d'accueil continuera à être marquée par le fait qu'elles sont des « immigrantes », ce qui confirme le poids de ce que Sayad (1999) a appelé la « malédiction migratoire ».

Ici, il ne suffit pas de disposer de diplômes universitaires, il est aussi nécessaire d'avoir l'habileté de savoir gérer correctement les difficultés qui se présentent. Nonobstant, je dirais qu'à la fin, j'ai eu une grande chance, en réalité, je n'ai pas eu de gros problèmes pour obtenir mon travail. Les difficultés sont toujours au niveau social, avoir des amis ou des gens qui peuvent tellement t'apprécier comme dans mon pays, c'est bien difficile (Natalia, ingénieure chimique, Uruguay).

Grosso modo, notons que les identités professionnelles tendent à être bricolées par les femmes de notre étude en fonction de leurs aspirations, de leurs trajectoires personnelles et de leurs besoins de reconnaissance sociale en tant que membres d'un groupe particulier. Ainsi, la notion de reconnaissance se modèle et se façonne sur les différents parcours des immigrantes, mais elle s'offre, se reçoit et se négocie entre les divers acteurs et agents engagés dans ce processus (Camilleri, 1989). Certes, c'est en raison du nombre de personnes et d'instances qu'elles rejoignent que la question de l'insertion et de la reconnaissance des immigrantes qualifiées occupe plusieurs niveaux. À ce sujet, Fischbach (1999) affirme que la situation de reconnaissance désigne l'ensemble des conditions intersubjectives permettant à l'individu ou à un groupe de se

présenter positivement face à lui-même, d'avoir une représentation favorable de sa propre identité. Dans le point suivant, nous observerons la dimension subjective des logiques d'action, pour aborder ensuite la question de la reconnaissance dans une optique de dialogue et de développement.

6.2.2. La dimension intersubjective des logiques d'action

Comme l'affirme Claudio Bolzman (1996), même lorsque les acteurs sociaux se trouvent dans des situations semblables au point de vue de leurs ressources, il existe des différences quant à la logique qui gouverne leur mobilisation. Dans ce sens, nous utiliserons, dans notre cadre d'analyse, la notion de logique d'action pour rendre compte de la façon selon laquelle les immigrantes sud-américaines définissent leurs stratégies d'intégration socioéconomique. Ainsi, nous tenterons de distinguer différentes *logiques d'action* autour desquelles se structure le choix d'une ou de plusieurs stratégies d'insertion sur le marché de l'emploi chez ces femmes.

Les *logiques d'action* sont associées au système de valeurs que l'individu définit socialement. À travers les pratiques individuelles, les récits de vie fournissent des renseignements sur les systèmes de valeurs, sur les normes et sur les principes organisationnels et les représentations sociales telles qu'elles sont intériorisées et négociées par les sujets. Ces logiques s'entrecroisent, c'est pourquoi il est difficile de les trouver à l'état pur dans un seul mode de vie. Pour construire l'analyse de ces logiques d'action, il nous semble important de définir d'abord la valeur sous-jacente à partir de laquelle se structure le mode de vie. Cette valeur est en lien direct avec le projet migratoire. En effet, ces femmes ont immigré en cherchant à atteindre des buts migratoires, il est donc compréhensible que leurs conduites soient orientées vers la réalisation de ces objectifs. Cependant, la façon d'agir n'a pas une structure linéaire. Plusieurs critères s'installent : la temporalité pour accomplir les buts, l'évolution des points de référence personnelle, familiale ou du groupe, les changements socioéconomiques sur le marché du travail, dans le contexte de réception, etc.

À notre avis, les logiques d'action pour définir une stratégie dans le champ socioéconomique reprennent trois critères : la *valeur* sous-jacente à partir de laquelle se structure le mode de vie, qui est en lien direct avec le *projet migratoire* ; le délai établi pour accomplir les buts et les attentes, c'est-à-dire que les références de ces femmes peuvent bien se situer entre le passé, le présent et l'avenir ; l'état des *ressources*, qui influencera l'investissement en ressources culturelles et leur validité symbolique dans le pays d'accueil.

La plupart des femmes expriment, d'une manière ou d'une autre, une *valeur* principale autour de laquelle leur mode de vie s'organise et permet d'établir un projet migratoire (familial, d'émancipation personnelle ou d'autoaffirmation). Cependant, cela ne veut pas dire que leur trajectoire de migration peut avoir seulement un type de connotation. Les femmes interviewées sont plutôt centrées sur le présent et sur les problèmes auxquels il faut faire face pour atteindre les buts du projet migratoire. Il s'agit de vivre dans le présent en ayant toujours l'idée de ce qui va advenir, et en se référant toujours au mode de vie passé dans le pays d'origine, mais surtout en comptant sur le soutien des ressources disponibles.

Compte tenu du projet migratoire, des attentes et des ressources déployés, les logiques que nous avons pu trouver sur le terrain sont plus ou moins les suivantes :

La logique adaptative

Étant donné que la plupart des femmes ont généralement un projet migratoire d'établissement familial à long terme, les femmes de notre étude concentrent leurs efforts et leurs énergies sur les gains monétaires. Elles dirigent leurs attentes sur l'avenir de leurs enfants et, pour l'instant, le plus important est assurer les meilleures conditions de vie possible. Pour l'établissement, plusieurs d'entre elles ont apporté des sommes d'argent importantes, ont compté sur une aide financière de chez-elles et dépendent du temps de séjour à Montréal, ces revenus étant destinés à la satisfaction des besoins essentiels. Avec le temps, c'est une logique pratique qui s'est installée, mais en même

temps, celle du sacrifice pour la génération suivante.

Ainsi, certaines femmes peuvent se sentir bien à Montréal sans nécessairement s'identifier totalement à la société de réception. Elles apprécient plusieurs aspects de la société d'accueil, comme le fait de se trouver dans une société ouverte et permissive par rapport à la mobilité sociale. Dans ce sens, il y a présence d'un *discours nuancé* sur la politique de migration et sur les Québécois en général : elles évaluent leur séjour de manière très rationnelle en s'appuyant sur les expériences positives qu'elles ont vécues dans le pays de réception et en pensant à s'installer « ici » définitivement.

La logique intellectuelle

Dans la logique intellectuelle, ce sont les études, la carrière et le projet personnel ou familial à venir qui occupent une place très importante dans la vie de l'immigrante. En mettant le plus d'efforts possible sur leurs études ou sur un poste requérant de bonnes qualifications, elles considèrent qu'améliorer leur position dépend de leur labeur personnel. Pour elles, le fait d'être indépendantes par rapport aux idées traditionnelles de leur entourage dans leur pays d'origine, par rapport à leur famille élargie ou aux systèmes basés sur l'injustice sociale est très important. Ainsi, entreprendre des activités quotidiennes, choisir des amis et la manière d'évaluer les autres personnes du cercle social suivront des critères d'ordre intellectuel. Ces femmes sont marquées par leur passé ou par le travail intellectuel qu'elles faisaient dans leur pays et elles ne voudraient pas perdre toutes ces ressources. Ainsi, c'est l'ensemble des valeurs placées dans le projet migratoire qu'elles veulent comprendre dans leur insertion socioprofessionnelle et dans leur vie à Montréal.

La logique émotionnelle

Bien que la réalisation des buts familiaux et personnels au niveau professionnel soit très importante, pour toutes, le désir d'être reconnues non seulement par leur entourage familial et par leurs amis, mais aussi par l'entourage social du contexte migratoire est indispensable. Ne pas pouvoir travailler dans leur domaine d'études, ne pas être reconnues à cause de leurs capacités ou vivre des expériences d'isolement malgré le fait

de compter sur un poste de travail lié à leurs compétences provoque d'énormes pertes émotionnelles. Il est possible ainsi de constater que les attentes et les aspirations que les professionnelles sud-américaines avaient envers la société réceptrice au moment de partir de leur pays se confrontent à des images de la réalité qu'elles trouvent très difficiles à dépasser. Ainsi, après un certain temps dans la société d'immigration, plusieurs vivent un fort sentiment d'isolement ou même une énorme dépression nerveuse. Les différentes façons de réagir à cette situation sont de chercher l'appui de la famille, de l'aide psychologique, simplement de penser à la possibilité de rentrer ou d'essayer un autre projet migratoire dans un autre pays. Dans ce que nous avons trouvé, cette logique interagit fortement avec les autres, et l'utilisation de ressources personnelles et identitaires est l'élément clé pour affronter les difficultés et s'adapter au contexte postmigratoire. Ainsi, pour la plupart d'entre elles, s'identifier avec la recherche du bien-être de leur famille et se concentrer sur leurs relations affectives est la stratégie de contournement la plus utilisée pour faire face à la réalité.

6.2.3. La reconnaissance dans la société d'accueil

À notre avis, prendre en considération la notion de la reconnaissance dans les processus d'intégration socioéconomique dans la société d'accueil obéit à la nécessité d'analyser la manière selon laquelle le contexte social de cet espace influe sur l'agir des immigrantes sud-américaines de niveau scolaire élevé sur le marché de l'emploi. La reconnaissance témoigne des enjeux et des dynamiques sociales et relationnelles entre les individus et du contexte encadré par la structure, les normes et les pratiques institutionnelles de la société de référence. La notion de reconnaissance fait ainsi preuve de la lecture symbolique de l'autre et de l'ailleurs.

Dans cet ordre symbolique créé pour légitimer l'ordre établi, les dominés n'ont toutefois pas de spécificité en tant qu'individus, d'unicité, de singularité, ni d'individualité : les caractéristiques attribuées à leur groupe suffisent à les définir entièrement. De la même façon, la reconnaissance des compétences des « immigrantes sud-américaines » dans le contexte postmigratoire questionne l'expérience et les années

consacrées à se forger une identité professionnelle dans un pays ou une région d'origine déterminée, et questionne aussi le fait d'être une femme de cette origine. À ce propos, un premier constat réfère à ce que les notions qui distingueraient l'immigrante « latina » de la notion d'« étrangère » sont construites comme une catégorie séparée et dispersée. Bien que ce processus d'étiquetage ait une conséquence directe sur les membres du groupe de Sud-Américaines et sur leur participation au marché du travail, dans notre recherche, nous avons trouvé que ce fait a plusieurs arêtes, car ce groupe n'est pas homogène.

Il y a, par exemple, certains cas où la légitimation de la situation de la femme est préjugée subjectivement, et même si elle a réussi à se placer professionnellement de manière ascendante dans les propres conditions du moment, elle se sent trop diminuée pour pouvoir entreprendre une participation plus active à des actions personnelles ou collectives nécessaires à la reconnaissance de ses droits, voire à l'amélioration de sa situation.

Ici, il est bien difficile de réussir à avoir une place comme professionnelle ; on essaie plusieurs chemins et, en réalité, personne ne fait rien ... [...] Le début a été presque impossible, seulement pour les examens, j'ai dû dépenser une énorme somme d'argent ! J'ai travaillé à n'importe quoi [...] et je crois qu'après avoir étudié toutes ces années, je pourrai avoir un poste de travail en rapport avec mes capacités... enfin, j'espère qu'au moins avec le diplôme d'ici, si je réussis les examens finaux, tout ira mieux. Le pire est que je ne sais vraiment pas si je pourrai passer l'examen final. On entend tellement souvent qu'on a besoin de médecins, mais dans tous les hôpitaux auxquels je suis allée, il n'y a rien pour moi... et je ne sais si c'est parce que j'ai un accent, ou parce que je suis Péruvienne, ou si je viens de Mars ou si je suis jeune, bleue ou latina (elle rit). À la fin, c'est une roulette russe, je ne sais pas ce qui va se passer (Soledad, médecin, Pérou).

Entendue de cette façon, la reconnaissance dans la société d'accueil questionne et atteint la valeur personnelle du parcours professionnel en tant que femme et surtout la valeur des origines ainsi que les attentes et les aspirations personnelles. C'est à partir de ce point qu'on reconnaît la subjectivité du positionnement social et le besoin de reconnaissance, puisqu'elle dépendra, entre autres, du regard que l'individu portera sur

sa situation, ses besoins et ses aspirations. Bref, la reconnaissance de ces professionnelles se joue sur le rôle et sur la place qu'elles commencent à avoir dans la société réceptrice. Dans ce sens, le sentiment vécu en regard de la reconnaissance que les immigrantes reçoivent et perçoivent dépend, d'un côté, des projets initiaux, des attentes, des individus et des relations qu'elles avaient dans leur travail, de leurs rôles et de leurs responsabilités et, d'un autre côté, des occasions et des obstacles rencontrés dans la société d'accueil.

Ainsi, il est possible de noter que la position de supériorité du groupe dominant pousse ses sujets à percevoir et à juger les membres du groupe minoritaire de façon homogène dans certaines situations (Hall, 1992), alors que les membres du groupe majoritaire se considèrent certainement de manière différente. Tel que Stuart Hall l'affirme, il en résulte que les individus conçoivent chaque personne du groupe minoritaire comme n'étant pas unique (personnalisation), et que celles-ci se perçoivent comme appartenant à une catégorie faisant partie d'un tout n'ayant pas les caractéristiques personnelles du groupe possesseur du pouvoir matériel et symbolique. Tout cela permet au groupe avantagé de légitimer la discrimination et l'injustice sociale qui en résulte. En invoquant des stéréotypes – dans le cas des « Latinos », l'idée qu'il s'agit de minorités désavantagées parce qu'elles sont composées de gens paresseux, mal formés ou peu motivés au travail ou à l'effort et sans respect pour l'éthique du travail –, les groupes dominants parviennent à légitimer leur comportement discriminatoire. Ainsi, il est possible de trouver dans les discours de la presse actuelle qu'à travers le langage, on assigne à chacun sa place en définissant l'individu « d'origine latino-américaine » et en le situant par rapport à l'autre, qui est majoritaire⁶⁰.

En effet, le contrôle du domaine national qu'exercent les membres de la société d'accueil, surtout les employeurs, se manifeste par le contrôle du marché du travail et de la validation des formalités pour entrer au pays. À maintes reprises, nos interviewées

⁶⁰ Voir par exemple les articles de *La Presse* disponibles dans la page <http://www.cyberpresse.ca/article/20070922/CPOPINIONS>.

ont indiqué que les critères pour accepter la qualification de la main-d'œuvre favorisent fondamentalement qu'elle ait été développée dans l'espace local, ce qui implique une dévalorisation de l'expertise et de l'expérience acquises à l'extérieur.

Au début, quand j'ai essayé de chercher un emploi, je me suis rendue compte que ce serait très difficile ; même si le programme de régionalisation dans lequel je participais à ce moment-là était supposé nous donner tout le support, la plupart des immigrants qui y participions, nous n'avons pu obtenir un travail. À ce moment-là, j'ai décidé de commencer à étudier ici, à Montréal. Si je n'avais pas fait ça, je crois qu'aujourd'hui, je ne travaillerais pas (Paula, ingénieure informaticienne, Argentine).

De ce fait, la configuration des offres de travail dans le cadre local contribue à définir tant l'offre des postes de travail que la demande selon les types de caractéristiques demandées. Il existe alors une forte interdépendance entre le développement des formations canadiennes et la demande du marché du travail local. De là, pour presque toutes nos interviewées, la poursuite des études s'avère nécessaire.

Dès que je suis arrivée, j'ai pensé à toutes les possibilités pour trouver un travail, selon mon expérience, et c'était quand je suis allée voir un conseiller à l'université que je me suis rendue compte que je voulais vraiment travailler dans mon domaine. J'ai découvert à ce moment-là que je devais suivre une formation pour me spécialiser selon les critères qu'on considère ici comme les plus appropriés (Myriam, médecin, Venezuela).

Le fait d'accorder une valeur à la propriété, à un territoire en lui-même et de délimiter un groupe d'« habitants », et par conséquent, un groupe d'étrangers, est étroitement lié à la position des individus, particulièrement à ceux qui ont plus de pouvoir dans le domaine national et à la valorisation qui se fait des autres origines nationales.

Pour la plupart des gens ici, il est intéressant de savoir d'où tu viens, quelle est ta langue et quelques autres particularités à propos de ton origine. Mais je me suis rendue compte plusieurs fois [dans les entrevues de travail et dans la même ambiance de travail] qu'ils te demandent pour quelque chose en particulier, et si tu dis que tu ne le sais pas, ils ne te considèrent pas. Si, par contre, tu connais bien le thème dont ils parlent, même si tu es bien habituée avec certaines méthodes de travail, c'est comme une énorme surprise pour eux [...] Des fois, je sens que c'est comme s'ils attendaient de voir ta réaction, en attendant la confirmation que tu ne connais rien (Sara, comptable, Pérou).

De cette façon, il est fréquent pour elles de constater la contradiction qui existe entre les

avantages que présentent la diversité et le multiculturalisme pour le marché du travail canadien et le fait que plusieurs employeurs manifestent beaucoup de résistance à reconnaître les compétences et les connaissances professionnelles des immigrantes. Cette situation est présente au moment d'étiqueter la personne, soit au moment de la recherche d'emploi, soit à l'embauche.

Dans les entrevues de travail, et même quand j'ai commencé à travailler, partout les gens me demandaient : « D'où venez-vous ? Quel est votre pays ? » Ils pensent souvent que je suis d'origine européenne, de par mon nom de famille, mais je dis toujours que je suis argentine. Ils ne me demandent jamais : « Êtes-vous canadienne ? » Non. Alors, je me suis dit qu'il faut m'accepter comme « latina » ici. C'est quelque chose que je n'aurais jamais dit en Argentine : « Oui, je suis latina. » (Paula, ingénieure informaticienne, Argentina)

C'est ainsi que le Canada, qui représentait aux yeux des immigrantes le « progrès économique », « le développement », « les occasions diverses » et, entre autres, « la possibilité de se réaffirmer comme professionnelles et d'avoir plus d'avantages que dans le pays d'origine », commence à être perçu d'une manière différente. En comparant les attentes avec la réalité, un grand déséquilibre apparaît. Ce fait provoque une réflexion sur les modèles de justice sociale, car le discours est loin de la réalité sociale. Alors, ces femmes attribuent au Canada et à sa politique gouvernementale une position d'illégitimité, en considérant que les formes d'intégration au marché du travail sont différentes dans des pays qui ont éprouvé des changements et des modèles de développement différents. À cet égard, voyons l'extrait du témoignage suivant :

Il me plaît beaucoup que le Canada soit un pays très correct, comme il l'est, avec des lois et des principes clairs, parce que quand il y a du désordre comme dans nos pays, chaque personne fait ce qu'elle veut, et à la fin, c'est celui qui a le plus de pouvoir qui a tous les avantages, et cela n'est pas juste. Tandis qu'ici tout est très différent, tous sont plus ou moins égaux. Il n'y a personne qui dit : « Tu as obtenu ton emploi grâce à l'influence de telle ou telle personne..., ici c'est vraiment l'effort personnel qui se joue. Cependant, je crois que les règles du jeu ne sont pas claires ; je ne crois pas que ce soit juste que tu sois mis dans le même sac que ceux qui commencent l'université ou ceux qui sont nés ici et qui ne travaillent pas (Sara, comptable, Pérou).

6.2.4. Les impacts de l'intégration-exclusion socioéconomique sur la position sociale et les rapports de genre

Comme il nous semble important de questionner comment la définition des stratégies d'insertion professionnelle est liée à la redéfinition de la représentation de la féminité et à la réorganisation de la vie familiale, dans cette section, nous nous occuperons de la dynamique dans laquelle s'inscrivent les projets et les logiques migratoires de ces professionnelles. Nous ne pouvons oublier qu'en tant que professionnelles dans leurs pays d'origine, elles comptaient toutes sur une série de ressources sociales, culturelles et symboliques comme l'appui familial et l'aide domestique et que, par conséquent, la façon d'organiser la famille et les responsabilités était très différente dans le contexte prémigratoire. Le fait de ne plus compter sur ces ressources a comme conséquence une transformation de la structure des modèles familiaux.

Plusieurs études qui analysent l'impact de la migration sur l'autonomie de la « femme immigrante » soulignent les profits de l'immigrante tout au long de son insertion sur le marché de travail et du transfert des ressources dont elle dispose, à cause du fait de se trouver dans un autre système de stratification de genre. Cependant, ces changements ne sont pas généraux, ils varient selon le positionnement des femmes. Dans ce sens, nous basant sur nos résultats du terrain, nous pouvons constater que, d'un côté, bien que l'ensemble des changements dans les relations de pouvoir à l'intérieur de l'unité familiale se transforment pour rendre plus facile l'adaptation au nouveau contexte, ces changements ne dépendent pas nécessairement du processus migratoire, ils seraient plutôt le résultat de l'évolution propre de la logique d'interaction familiale. Ainsi, les familles dans lesquelles la femme arrive à s'intégrer à des postes requérant une qualification semblable à celle qu'elles possédaient dans leur pays ont une participation active sur le marché du travail, grâce à un fort appui de leurs compagnons de l'organisation familiale.

D'un autre côté, les changements dans les rapports de genre à l'intérieur de la famille varient principalement selon les critères d'organisation de la structure familiale, le cycle familial et la définition de la logique partagée par les conjoints dans l'instauration du projet migrateur. En effet, dans certains cas, les relations de genre sont maintenues

invariables ou, même, elles se sont aggravées pour les femmes, dans le sens qu'elles auraient une double charge de travail à laquelle elles n'étaient pas habituées et qui, dans plusieurs cas, génère une situation de stress difficile à gérer. Par contre, dans d'autres cas, les rapports changent favorablement et permettent aux femmes de trouver une plus grande autonomie et une organisation familiale plus égalitaire, car leurs compagnons partagent avec elles les principales tâches de l'organisation familiale. Ainsi, plusieurs couples ayant des difficultés ont trouvé qu'avoir une étape de rapprochement signifie le retour au projet de couple. Bien entendu, les conjoints doivent être tous les deux rendus à cette étape pour la franchir. Si l'un des deux se trouve toujours à l'étape de l'expérimentation de se trouver dans un contexte différent ou s'il envisage un projet non partagé de promotion du travail, la tentative de rapprochement de l'autre représentera alors une menace pour lui.

De ce fait, les résultats de cette recherche ne peuvent pas confirmer que les rapports de genre changent favorablement et permettent aux femmes de trouver une plus grande autonomie et une organisation familiale plus égalitaire si ces rapports n'étaient pas établis de cette façon dans la société d'origine.

Les résultats de notre enquête confirment que la répartition des tâches ménagères est en relation directe avec la façon de s'incorporer dans le marché du travail et qu'elle occupe une place extrêmement importante dans les préoccupations des femmes et de leur partenaire masculin. Ainsi, les femmes cherchent à combiner le travail, la carrière et le mariage, en prenant les choix stratégiques le plus convenables pour elles et pour leur famille. D'un côté, elles doivent penser à la meilleure façon de s'insérer dans le marché du travail, et d'un autre côté, elles doivent penser à partager les obligations et à restructurer leur projet migratoire personnel et familial. Pourtant, il est difficile de saisir les logiques d'action en utilisant une classification simple, car ces logiques ont une relation directe avec les expériences des conjoints. Ainsi, nous trouvons que pour les hommes, il y a aussi divers modèles d'intégration qui influenceront directement les domaines de l'intersubjectivité et des représentations.

Dans le cas des femmes qui accèdent à des postes semblables ou qui prennent un cheminement ascendant, les tâches s'organisent en couple. Cette recherche d'égalité dans la répartition des tâches ménagères provoque plusieurs frictions et conflits, cependant, ce qui reste à la fin est une importante sensation de communication entre les membres du couple.

Tout a été bien difficile. Cependant, le partage des tâches à la maison se passe comme si une norme préexistait au moment du mariage et s'imposait maintenant de façon tacite, sans qu'on ait besoin de s'accorder [...] Nous savons que tout sera pour économiser de l'énergie et pour le bien des enfants (Myriam, médecin, Venezuela).

Ainsi, il est important de noter que les rapports de genre dépendent du projet migratoire familial, personnel et du conjoint. Dans certains cas, nous pouvons trouver des exemples d'intégration économique lente et sans la réussite attendue dans le projet migratoire de départ. Comme Renaud (2005) le montre, plus un immigrant est qualifié à son arrivée, plus il avait un statut socioéconomique élevé dans son pays d'origine, moins il a de chances de trouver au Québec un emploi au moins équivalent. C'est en particulier le cas des immigrants en provenance de l'Amérique du Sud et du Vietnam. Dans ce sens, il est possible de voir une situation dans laquelle le conjoint surtout, malgré un retour aux études et un investissement économique important, n'accède pas à un emploi qualifié ou dans laquelle son expérience québécoise dans un métier non qualifié comme serveur, ouvrier de manufacture, téléphoniste en centre d'appels, livreur de pizza ou vendeur ne lui est d'aucune utilité pour trouver un emploi plus adéquat en rapport à ses compétences, alors que plus encore, cette expérience rend sa promotion encore plus improbable (Renaud et Cayn, 2005). Cette situation provoque une forte instabilité chez le couple et la famille. Alors, les stratégies mises en œuvre par les familles pour s'insérer dans le milieu postmigratoire sont très souvent portées par les femmes qui sont particulièrement compétentes dans la mise en place de leur ressources culturelles acquises dans la société d'origine. Elles seront ainsi, dans une bonne partie des cas, porteuses d'une grande résilience. C'est le cas de presque toutes les femmes de

notre étude qui se sont intégrées dans des positions semblables ou qui ont un cheminement en voie ascendante.

Par contre, pour celles chez qui l'expérience d'intégration socioéconomique n'a aucun « succès », le partage des tâches et la différenciation des rôles ne se discutent pas. Dans tous les cas, les tâches ménagères sont assumées par l'épouse, même si cela lui ajoute de la fatigue et du stress.

Ici au moins je peux dire que j'ai la bonne chance que Raul m'aide à payer la plupart des dépenses familiales. J'ai des amis ici qui ne partagent rien avec leur mari, et bien qu'il ne m'aide pas pour les tâches ménagères, je peux dire qu'il aime être avec nous (Martha, biologiste, Équateur).

Cependant, l'expérience de la déqualification, le manque d'un réseau de soutien, la perte de contrôle de leur présent et de leur avenir, le sentiment d'impuissance ou la précarité continue de leur situation économique et la dégradation inéluctable de leur statut social sont des éléments qui ont un impact important sur la santé mentale des immigrantes et sur leurs relations au sein de leur famille et du couple. Des conflits avec les enfants et dans le couple peuvent alors surgir, parfois dégénérer en violence familiale ou en rupture du couple. Alors, la séparation du couple, sanctionnée dans quelques cas par un divorce, placera certaines femmes sud-américaines en situation d'être le chef de famille monoparental dans un contexte où elles ne bénéficient pas de l'aide de la famille élargie à laquelle elles étaient habituées dans leur pays d'origine. Ces femmes vont alors joindre majoritairement le premier profil d'insertion et trouver un emploi déqualifié pour faire vivre leurs enfants. Après plusieurs années, si elles parviennent à élargir leur réseau social québécois, elles tenteront peut-être un retour aux études dans un programme professionnel.

Notons que dans les quatre profils d'insertion socioéconomique, les décisions et les stratégies seront négociées selon les logiques établies au niveau personnel et au sein des couples et des familles, sans que cela signifie nécessairement que les stratégies seront centrées sur l'intérêt familial. Il s'agira alors de décider de rester ou de quitter la ville,

la province ou le pays, pour rentrer dans le pays d'origine ou partir vers un autre pays d'immigration permettant à l'un ou à l'autre, ou aux deux membres du couple, de reprendre leur carrière ou de travailler dans un domaine correspondant davantage à leur niveau de qualification. Enfin, lorsque les enfants sont plus âgés, parfois, c'est leur intérêt qui sera visé, en prenant pour nouvelle destination une ville où ils pourront poursuivre leurs études. Toute la famille suivra alors la logique la plus adéquate selon les circonstances, en donnant la priorité aux projets des enfants, et surtout en pensant aux possibilités et aux tentatives d'insertion socioprofessionnelle dans un nouveau milieu.

DISCUSSION

Initialement, les analyses proposées dans le cadre de la présente recherche avaient pour but d'apporter une meilleure compréhension des processus « subjectifs » d'intégration socioéconomique des femmes immigrantes de la catégorie économique des « travailleurs qualifiés ». Ainsi, pour confronter la théorie économique néoclassique du marché du travail, qui suggère que les différences dans la participation au marché du travail sont dues principalement aux variations du capital humain et social, cette étude visait à démontrer que l'expérience de chaque individu et son positionnement social dans les contextes de départ et d'arrivée importent beaucoup.

L'objet de l'étude a été construit tout au long de la recherche à partir de la considération voulant que, d'un côté, certains groupes détiennent le pouvoir et des privilèges dans la société, alors que d'autres ont une situation désavantagée sur la base de leur position sociale de race-ethnicité, d'origine nationale, de genre et de classe dans la société réceptrice, et que, d'un autre côté, les expériences personnelles des individus peuvent permettre une meilleure compréhension des iniquités dans leur participation au marché canadien du travail.

La visée principale de cette étude est de caractère exploratoire et elle s'appuie sur les éléments de la « théorie ancrée » (grounded theory). Notre but a été de nous familiariser avec une problématique peu étudiée, à partir d'une démarche inductive, constructiviste et interprétative, dans le positionnement de la « connaissance située » (standpoint theory). C'est pourquoi nous avons proposé l'analyse de l'immigration féminine qualifiée d'origine sud-américaine, en partant du droit des immigrantes qualifiées d'être reconnues comme actrices actives du processus migratoire et également en tant que produits de l'histoire. À partir de la considération de ces deux éléments, nous avons pris comme données principales d'analyse la position situationnelle et la position sociale des sujets.

Dans la mesure où notre objet d'étude a mûri, nous avons élaboré un cadre conceptuel qui, tel que présenté ici, s'appuie sur l'analyse des principes de l'approche intersectionnelle (Hill Collins, 1999), sur la théorie de la « positionnalité translocationnelle » (Anthias, 2002 et 2007b) et sur le concept des ressources culturelles et symboliques (Bourdieu, 1986 ; Anthias, 2007).

Dans notre analyse, nous avons suivi principalement Anthias (1998, 2001a, 2001c, 2002 et 2007a), qui soutient que la connexion des divisions sociales est également croisée par deux problématiques transversales : la différenciation et le positionnement, se constituant tous les deux dans la définition de la « translocational positionality ». À l'intérieur de chacune de ces divisions, il est possible de trouver les domaines de l'expérience et de l'intersubjectivité, les facteurs organisationnels et le champ représentationnel comme des niveaux qui permettent la compréhension de la hiérarchisation sociale. Chacun de ces champs agit comme contexte ou comme habitus (Bourdieu, 1990) pour les autres et il permet une exploration de la manière dont ils interagissent les uns avec les autres. Ainsi, pour comprendre la « positionnalité translocationnelle » des femmes universitaires sud-américaines dans les deux sociétés de référence et comment les ressources culturelles et symboliques sont mises à leur disposition selon la position situationnelle et sociale (Anthias, 2007b ; Cuadraz et Uttal, 1999) des actrices interviewées, nous avons défini une analyse qui considère le domaine personnel (l'expérience), l'action-interaction-pratique (l'intersubjectivité), le domaine institutionnel-structure (l'organisationnel) et les éléments symboliques-discursifs (les représentations).

Dans un premier temps, cette étude a visé à démontrer comment l'acquisition de ressources culturelles et symboliques dépend, d'un côté, de l'expérience, de la façon d'agir, des représentations, de la position personnelle ou de la situationnelle de chaque femme ainsi que des facteurs institutionnels et organisationnels du contexte. D'un autre côté, l'utilisation et la mobilisation des ressources pour définir un projet migratoire dans la société de départ est tributaire de la position sociale de ces femmes.

Dans un deuxième temps, nous avons analysé les divers champs qui définissent la position situationnelle des interviewées dans la société réceptrice à partir de la compréhension des processus d'établissement, des attentes et des processus qui encadrent leur agir, de l'influence des facteurs organisationnels et institutionnels et de l'action des perceptions des employeurs et des membres de la société réceptrice sur leur expérience d'accès au marché de l'emploi. Enfin, l'objectif principal de cette étude étant l'analyse des stratégies d'intégration socioprofessionnelle déployées par les femmes interviewées, nous avons présenté l'étude de la position sociale à partir des profils d'insertion en emploi (l'expérience), des logiques d'action (l'intersubjectivité), de la reconnaissance dans la société de réception (les facteurs organisationnels et institutionnels), et enfin, de l'impact de leur insertion professionnelle sur la redéfinition de leur projet migratoire (le représentationnel).

Nos résultats sur le terrain remettent en question la perspective du migrant rationnel qui considère et envisage sa participation au marché de l'emploi selon ses possibilités de réussir en s'appuyant sur son capital humain et social, et la perspective qui assume que le projet migratoire est le plus souvent un projet familial. L'intégration socioéconomique des professionnelles sud-américaines est subordonnée à plusieurs contraintes structurelles et institutionnelles dans le contexte de la société d'accueil : la non-reconnaissance des diplômes ou de l'expérience à l'extérieur du Québec-Canada et le coût élevé des processus d'équivalence, entre autres. Mais elle dépend également de leurs propres ressources et de leurs logiques d'action pour définir un projet migratoire et des stratégies d'insertion au marché du travail. C'est à l'intérieur de ces logiques que nous pouvons trouver des dynamiques et des représentations, dont la question de la reconnaissance et de la mobilisation des ressources acquises devient centrale. Elle vient engager les enjeux avec lesquels les immigrantes qualifiées peuvent se trouver dans des processus de déqualification sans ou avec un projet d'intégration professionnelle, d'intégration professionnelle équivalente ou d'intégration professionnelle « en voie ascendante ». Ces « modèles » d'intégration socioéconomique doivent se négocier quotidiennement selon le contexte et les attentes. Il ne s'agit donc pas de trouver un

emploi correspondant aux compétences, définies comme le capital humain, mais plutôt d'un processus complexe de construction identitaire, de ruptures et de continuités dans lesquelles les diverses dimensions de l'expérience personnelle s'entremêlent avec les contraintes du contexte postmigratoire.

Dans notre perspective, analyser comment les immigrantes sud-américaines perçoivent la reconnaissance de leurs compétences professionnelles et personnelles après les premières démarches d'établissement économique dans le contexte social d'accueil est très important, parce que cela permet, d'un côté, d'analyser la manière selon laquelle ces femmes perçoivent que le groupe majoritaire impose un modèle de légitimité, en leur attribuant une place et une identité au moment de chercher un poste de travail et/ou de se débrouiller dans un emploi et, d'autre côté, parce qu'à travers l'analyse de ces perceptions, il est possible de distinguer la présence de certains stéréotypes socioculturels et de certaines valorisations concernant les femmes membres de la communauté « latina » ou « sud-américaine » – basés principalement sur la possible adhésion endogroupe –, et qui ont des conséquences sur l'employabilité de ces immigrantes.

Le présent mémoire, intitulé *La migration féminine qualifiée d'origine sud-américaine à Montréal : Ressources culturelles et symboliques, et stratégies d'accès au marché de l'emploi* veut apporter une contribution à l'avancement de la connaissance sociologique sur l'intégration socioéconomique d'un groupe déterminé d'immigrantes. Cependant, comme nous l'avons mentionné lors de la problématique, la recherche qui touche à l'immigration féminine qualifiée et à la participation des immigrantes de diverses origines à la sphère socioéconomique de la société de réception reste encore à être achevée.

CONCLUSIONS

La présente étude a analysé les stratégies que les immigrantes sud-américaines qualifiées définissent et utilisent comme mesures pour parvenir à une positionnalité sur le marché du travail montréalais. Compte tenu du phénomène étudié, notre recherche conserve un caractère exploratoire. À partir de l'analyse de 16 cas d'immigrantes sud-américaines arrivées à Montréal au cours des années 2000, nous avons examiné l'effet des ressources culturelles et symboliques acquises dans la société d'origine sur la participation des immigrantes sud-américaines au marché de l'emploi montréalais. Notre analyse a mis l'accent sur les caractéristiques de l'expérience de la participation au marché du travail montréalais des femmes interviewées. Or, comme la définition d'une stratégie ne dépend pas seulement du comportement rationnel des individus ou du contexte social, nous avons tenté de démontrer comment les ressources acquises dans la société d'origine rendent évidente la présence de plusieurs marqueurs de différence selon le positionnement social et situationnel des femmes professionnelles.

La validité de notre recherche a été construite à partir de la lecture des dimensions subjective et sociale des différentes « réalités » et de l'interprétation des univers symboliques présents dans les récits des interviewées contactées directement dans divers espaces d'interaction de la chercheuse en tant qu'immigrante.

Les ressources acquises dans la société d'origine sont clairement définies par le profil de nos interviewées. Tel que nous pouvons le constater, les immigrantes sud-américaines participant à cette étude ne font pas partie des secteurs pauvres des pays respectifs. Appartenant aux classes moyenne et moyenne élevée, elles sont plutôt les plus susceptibles de se voir attirées par la combinaison de la liberté et du bien-être matériel existant dans des pays riches comme le Canada. Par ailleurs, ayant un niveau scolaire très élevé, les ressources culturelles et symboliques de ces femmes se reflètent de diverses manières. La plupart d'elles sont entrées comme « demandant principal » ou ont été elles-mêmes les responsables des premières démarches pré-migratoires et

postmigratoires d'établissement. Dans la plupart des cas, elles sont accompagnées d'un conjoint très scolarisé, et l'émigration a été une autre manière d'accéder aux mécanismes de mobilité sociale ascendante, qu'elles connaissaient déjà à travers leurs expériences dans leur propre pays d'origine.

Par ailleurs, en arrivant toutes seules ou avec leur famille, elles ont toutes décidé de poursuivre des études. Il ne faut pas oublier qu'au Québec, les études universitaires représentent un coût important pour les familles. Cependant, cette stratégie est intimement liée à la façon dont elles sont amplement engagées à accomplir un projet familial, un projet d'émancipation personnelle (à travers la recherche de l'indépendance financière ou de compromis avec leur propre carrière) et/ou un projet d'autoaffirmation identitaire. Nos études sur le terrain nous ont permis de constater que, même si la plupart des femmes proviennent de couches socioéconomiques moyennes et moyennes élevées, il n'y a pas un seul type d'immigrante sud-américaine qui fait face à des obstacles d'intégration, mais plusieurs. Et comme parler des immigrantes sud-américaines à Montréal signifie parler d'un groupe très hétérogène, dans la mesure du possible, nous avons essayé d'ouvrir une ligne d'analyse pour que toutes les grandes catégories puissent être représentées.

À la différence des dernières études qui démontrent que chez les familles immigrantes, la plupart des femmes trouvent plus vite et plus souvent un emploi non qualifié que leur conjoint, nous avons trouvé que si elles sont souvent les premières à entrer sur le marché de l'emploi, cette démarche n'implique pas nécessairement la déqualification. Les femmes interviewées utilisent diverses *logiques adaptatives, intellectuelles ou émotionnelles*, selon leur situation. D'après nos résultats, quatre profils d'insertion en emploi des femmes sud-américaines à Montréal semblent se dessiner.

Le premier est celui de l'insertion rapide dans un emploi déqualifié. Les femmes sud-américaines qui entrent dans des emplois déqualifiés semblent accepter cette stratégie après plusieurs essais dans leur domaine ou à cause d'un sentiment

d'impuissance face aux divers obstacles comme la langue ou les conditions du marché. Il est aussi notoire que ces femmes décident d'établir cette stratégie en tenant compte de leurs propres compétences, formations et expériences dans leur pays d'origine. Les formations les plus investies par les femmes sud-américaines qui acceptent ce processus de déqualification sont souvent centrées sur les occupations des « soins », comme la technique infirmière ou la technique de garde des jeunes enfants, ou se trouvent dans les services et administrations, comme secrétaire ou personnel de bureau. Ainsi, face à un marché du travail fermé à leurs compétences, souvent ces femmes font volontairement abstraction de leurs savoirs et de leurs projets pré-migratoires pour faciliter leur vie familiale. Par ailleurs, dans certains cas, le fait de travailler en usine ou dans un commerce comme vendeuse permet au conjoint de reprendre des études universitaires ou, dans d'autres cas, d'entrer sur le marché du travail. Cependant, cette dernière situation est temporaire et elle génère un grand stress émotionnel. De plus, il est bien difficile que dans cette stratégie, le conjoint puisse encourager sa femme dans l'emploi qu'elle occupe en même temps qu'elle le soutient dans la reprise de ses études ou dans ses premières démarches sur le marché du travail. Dans ce sens, le coût émotionnel et social pour les couples est très élevé, et ils décident même, dans certains cas, de se séparer. Après, la femme entreprendra d'autres démarches de professionnalisation, même si cela signifie un processus de déqualification à long terme. D'autres, par contre, décident simplement d'accepter la situation. Enfin, plusieurs femmes, après avoir travaillé au début dans des milieux ne correspondant pas à leurs compétences, particulièrement difficiles et peu rémunérés, décident de se retirer du marché du travail et de retourner aux études, tout en reformulant leur projet d'insertion professionnelle.

Elles joignent ainsi le deuxième profil des femmes de niveau scolaire élevé qui, confrontées à la réalité du marché de l'emploi québécois, décident de d'affronter un processus de déqualification avec un projet d'intégration professionnelle dans leur domaine ou dans un autre qui considère leur savoir-faire. Dans la plupart des cas, elles visent un fort changement dans la répartition des rôles dans leur famille, grâce au fait que la femme a toujours assumé sa part de l'engagement économique de la famille,

comptant sur un soutien d'aide domestique chez elle, la famille à part entière disposant de cette ressource, et l'homme et la femme se constituant en pourvoyeurs économiques de la famille. Ainsi, pour plusieurs de ces femmes, le projet professionnel est en restructuration, et le projet familial consiste à inverser ou à réorganiser un peu les rôles dans leur famille pour permettre à la femme, grâce à un meilleur salaire du mari, de reprendre ses études et d'atteindre un meilleur niveau d'emploi.

Le troisième profil est celui des femmes sud-américaines qui, ayant un niveau scolaire élevé, réussissent dans une démarche d'intégration professionnelle équivalente. Ce profil correspond aux femmes qui ont une formation très valorisée sur le marché du travail (technologies de l'information et communication) ou aux femmes qui, après avoir travaillé dans des milieux ne correspondant pas à leurs compétences, particulièrement difficiles et peu rémunérés, décident de participer à des activités de bénévolat pour, de cette façon, s'intégrer à activités semblables à celles correspondant à leur formation professionnelle (travail social, par exemple). Une troisième stratégie dans ce profil est celle de certaines de ces femmes qui décideront, en accord avec leur conjoint, de reprendre elles-mêmes des études universitaires québécoises, espérant ainsi obtenir un diplôme qui leur ouvrira de meilleures avenues d'emploi. Dans cette situation, elles comptent sur l'appui constant du conjoint, et la négociation s'effectue sur des bases pragmatiques. Il est intéressant de noter que cette négociation évolue dans le temps et dans la façon de confronter les situations.

L'homme et la femme affrontant progressivement et différemment, selon leur genre, les obstacles de l'insertion socioprofessionnelle au Québec, ils réagissent de manière différente. Ainsi, il semblerait – d'après notre interprétation –, que les femmes soient plus résistantes que leurs conjoints aux obstacles, qu'elles mettent en œuvre des stratégies à plus long terme, vivant moins violemment les premières expériences sur le marché du travail. Les femmes seraient ainsi, avec le temps, porteuses de résilience, les hommes vivant plus négativement l'impuissance et la perte de contrôle. Cette résistance des femmes peut être liée à leur histoire personnelle et de genre, aux réseaux plus larges

qu'elles tendent à établir, à leurs stratégies de débrouillardise ainsi qu'aux logiques d'action qu'elles avaient déjà mises en œuvre dans leur société d'origine.

Dans la plupart des cas, il arrive qu'après une ou deux années, si le conjoint n'a pas encore obtenu le diplôme ou le travail visé, la femme s'engage elle-même, soutenue moralement par son époux, à continuer dans sa carrière, choisissant le profil suivant.

Le quatrième et dernier profil des femmes de niveau scolaire élevé que nous avons trouvé est celui des femmes qui s'intègrent professionnellement et qui établissent une stratégie ascendante. Il s'agit de femmes qui, réalisant un fort compromis avec leur propre carrière et ayant déjà un poste de travail, décident de retourner aux études pour accéder à de meilleures positions sur le marché du travail. Cette orientation n'est pas si surprenante, car un grand nombre de femmes sud-américaines sont formées à des professions scientifiques, administratives ou en santé, non traditionnellement féminines (diplômes d'ingénieurs, de biologistes, de médecins, de dentistes, etc.) et elles réussissent dans le difficile processus d'embauche, à cause de leurs origines. Et même s'il s'agit de femmes jeunes qui se trouvent au moment d'établir leur famille et qu'elles décident d'attendre ou qu'elles viennent d'avoir récemment des bébés, elles ne considèrent pas la possibilité de rester des femmes au foyer.

Grosso modo, nous devons préciser que la rencontre et l'écart des attentes créées entre la société d'origine et le contexte de la société d'accueil produisent un contraste de valorisation personnelle chez les professionnelles immigrantes. L'ensemble de ces expériences les amène à remettre en question leur projet migratoire, soit en réévaluant leurs options pour rester et affronter les obstacles d'intégration économique, soit pour partir. Comme chez la plupart d'entre elles le projet migratoire était conçu avec divers buts, elles doivent trouver les moyens de légitimer leur séjour. Ainsi, l'immigrante sud-américaine qui arrive avec ses expériences et son bagage de connaissances et de compétences afin de s'insérer dans un nouvel univers se voit désormais partie intégrante de la construction des dynamiques sociales pour constituer une notion de *l'autre et de*

l'ailleurs à partir de la catégorisation socioculturelle et elle établit des logiques que nous avons catalogué comme adaptatives, intellectuelles ou émotionnelles.

Les actrices engagées dans la société d'accueil doivent négocier leurs stratégies, puisque la reconnaissance s'installe d'abord dans un rapport dialogique. Il ne s'agit donc pas de trouver un emploi correspondant à leurs compétences – définies comme capital humain –, mais plutôt d'un processus complexe de construction identitaire, de ruptures et de continuités, dans lesquelles les positions sociale et situationnelle, selon les contextes de référence et l'expérience personnelle, seront redéfinies. Dans cette dynamique, toutes les femmes interviewées et qui sont confrontées à la réalité du marché de l'emploi québécois travaillent, car elles le faisaient avant de venir ici, et ce fait, à leur avis, ne se discute pas. Mentionnons comme exemple celles qui ont des enfants en âge préscolaire. Aucune de nos interviewées n'a décidé de rester au foyer pour s'occuper de ses jeunes enfants, elles prennent leur congé de maternité, mais habituées à des systèmes qui accordent moins de protection sociale aux femmes, elles ne doutent aucunement de pouvoir exercer leur profession.

Bien que l'objectif de notre recherche ne soit pas de faire des généralisations ni des comparaisons, mais plutôt de comprendre l'expérience des femmes sud-américaines dans une situation commune, soit celle de l'insertion sur le marché de l'emploi, nous avons pu trouver quelques indices et spécificités qui devront être approfondis dans l'avenir. Dans notre recherche, l'analyse des récits de femmes sur le sens de l'activité professionnelle a révélé trois importantes conclusions dont l'approfondissement est désirable. Tout d'abord, l'importance que les femmes immigrées attribuent à l'intégration socioprofessionnelle reflète les attentes, les ressources et les normes des sociétés d'où elles viennent. Deuxièmement, provenant de la classe moyenne ou moyenne élevée d'un pays du « Sud », le passage des frontières implique une confrontation avec de nouveaux ensembles de normes et de valeurs concernant le rôle de la femme et la valeur de son travail. Avoir des enfants et la confrontation à de nouvelles normes ou perceptions sociales relatives à la maternité des immigrantes

oblige de nombreuses immigrantes sud-américaines à transformer, à adapter ou à lutter pour maintenir la valeur qu'elles assignent à leur activité professionnelle. Enfin, les « normes patriarcales » des sociétés sud-américaines d'origine qui limiteraient la réalisation des buts des femmes ayant des niveaux élevés de qualifications ne changent pas nécessairement dans le contexte de réception ; il s'agirait plutôt du développement de stratégies qui permettent aux femmes immigrantes d'affronter les nouveaux obstacles qui se trouvent dans la structure du marché du travail et de la société d'accueil dans le discours ethnique sur les « autres ».

BIBLIOGRAPHIE

- AGRELA, Belén (2006) De los significados de género e inmigración (re)producidos en las políticas sociales y sus consecuencias para la acción e integración social. En *Migration and Social Policies in Europe*. Universidad Pública de Navarra, Pamplona.
- ANTHIAS, Floya (2007a). "Ethnic ties: Social capital and the question of mobilisability". In *The Sociological Review*, no.55, vol.4, p.788-805.
- ANTHIAS, Floya (2007b) "Gender, Ethnicity and Class: Reflecting on intersectionality and translocational belonging". In *The Psychology of Women Review*, no1, vol 9, p.2-11.
- ANTHIAS, Floya (2006) "Belongings in a globalising and unequal world: rethinking translocations" In Yuval Davis et al., *Situating Contemporary Politics of Belonging*, London, Sage, p.17-30.
- ANTHIAS, Floya (2005) "Social stratification and social inequality: models of intersectionality and identity", in R. Crompton, F. Devine, J. Scott and M. Savage (eds) *Rethinking Class: Culture, Identities, and Lifestyle*, London and Basingstoke, Palgrave p.24-45.
- ANTHIAS, Floya (2002) "Where Do I Belong? Narrating Collective Identity and Translocational Positionality." *Ethnicities* 2(4):491-514
- ANTHIAS, Floya (2001a)"The Material and the Symbolic in Theorizing Social Stratification: Issues of Gender, Ethnicity and Class." In *The British Journal of Sociology*, no.3, vol. 52, p.367-390.
- ANTHIAS, Floya (2001b) "New Hybridities, Old Concepts: The Limits of 'Culture'." In *Ethnic and Racial Studies* no.4, vol. 24, p.619-641
- ANTHIAS, Floya (2001c) "The Concept of 'Social Division' and Theorising Social Stratification: Looking at Ethnicity and Class." In *Sociology* no. 4, vol. 35, p.835-854.
- ANTHIAS, Floya (1998) "Evaluating Diaspora: Beyond Ethnicity", In *Sociology*, no. 3, vol. 32, p. 557-580.
- ARMONY, Víctor. 2006. Los Latinoamericanos en Québec: una realidad particular. In *Ruptures, Continuities and Re-learning. The Political Participation of Latin Americans in Canada* edited by J. G. D. Schugurensky. Toronto: Ontario Institute for Studies in Education of the University of Toronto.
- BAUDER, Harald (2003). "Brain Abuse", or the Devaluation of Immigrant Labour in Canada. In *Antipode*, vol 35, p.699-717.
- BARRERE, RODOLFO; LUCHILO, LUCAS AND JULIO RAFFO (2004) Highly Skilled Labour and international Mobility in South America. OECD Publications, France. Disponible sur le site www.oecd.org/sti/working-papers
- BARTH, Frederick (editor). 1969. *Ethnic groups and boundaries: The social organization of culture difference* 153 pages.
- BERTAUX, Daniel. 1980. *L'approche biographique : sa validité méthodologique, ses potentialités*. Cahiers internationaux de Sociologie, vol. LXIX, p.197-225.

- BILGE, S. (accepté). « De l'analogie à l'articulation : théoriser la différenciation sociale et l'inégalité complexe ». En *Homme et Société*, Paris, CNRS, p. 1-17.
- BILGE, Sirma (2004). *Communalisations ethniques postmigratoires : le cas des « Turcs » de Montréal*, Collection du Centre d'études canadiennes. Paris : Presses universitaires de Paris III- Sorbonne nouvelle, 647 pages.
- BLAIN, MARIE-JEANNE (2005) *Parcours d'immigrants universitaires colombiens dans la région des Laurentides: Déclassement professionnel et stratégies identitaires*. En *Diversité urbaine*, no. 1, vol. 5, printemps 2005, p.85-100.
- BOURDIEU, Pierre (1986). "The forms of capital". In: John G. Richardson (ed.), *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*. New York: Greenwood Press, p. 241-258.
- BROWNE, Irene and Joya MISRA (2003) "The intersection of Gender and Race in the Labor Market", *Annual Review of Sociology*, vol. 29, p. 487-513.
- BROWNE Irene, "Latinas and African American Women in the U.S. Labor Market", In *Latinas and African American Women at Work*, Rusell Sage Foundation, pp 1-31.
- BOURDIEU, Pierre (1986). « The Forms of Capital », dans John G. Richardson (éditeur) *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*, New York-Westport, Londres Greenwood Press.
- BOLZMAN, Claudio *Sociologie de l'exil : Une approche dynamique. L'exemple des réfugiés chiliens en Suisse*, Zürich, Éditions Seismo, 1996.
- [Boyd](#), MONICA, (2006) "[Migration in an Interconnected and Gendered World](#)". In Joseph Chamie and Mary G. Powers (editors) *International Migration and the Global Community: A Forum on the Report of the Global Commission on International Migration*. New York: Center for Migration Studies, p. 12-20.
- BOYD, M., 2000. *Matching Workers to Work: the Case of Asian Immigrant Engineers in Canada*. The Center for Comparative Immigration Studies, University of California-San Diego, Working Paper n° 14, May, 23p.
- BOYD, MONICA. (1992). Gender Issues in Immigration Trends and Language Fluency: Canada and the United States. In *Immigration Language and Ethnic Issues: Public Policy in Canada and the United States*, Barry R. Chiswick, ed. Washington, D.C. American Enterprise Institute, p.305-372.
- BURGUEÑO Angulo, Karla (2005) *La migración latinoamericana en Quebec*. En *Revista Mexicana de estudios canadienses*, no. 9, junio 2005, p.95-112
- CARDU, Hélène et Mélanie SANSCHAGRIN (2002). Les femmes et la migration : les représentations identitaires et les stratégies devant les obstacles à l'insertion socioprofessionnelle à Quebec. *Recherches féministes*, no 2, vol 15, p. 87-122.
- CATARINO, CHRISTINE et MOROKVASIC, MIRJANA (2005). Femmes, genre, migration et mobilités. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, no. 1, vol21, p.7-27.
- CEPAL (2006). *Migración internacional, derechos humanos y desarrollo en América Latina*

y el Caribe, síntesis y conclusiones. Trigésimo primer periodo de sesiones. Montevideo, Uruguay, 125 pags.

CHANT, Sylvia (Ed.) (1992) *Gender and Migration in Developing Countries*. London and New York, Bellhaven Press.

CHICHA, Mari-Therese et Erick CHAREST (2008) « L'intégration des immigrés sur le marché du travail à Montréal. Politiques et Enjeux », *Choix*, no. 2, vol.14, Mars.

CHICHA, Mari-Therese (2009) « Le mirage de l'égalité : les immigrées hautement qualifiées à Montréal ». Fondation Canadienne des Relations Raciales

CITOYENNETE ET IMMIGRATION CANADA (2007) [Faits et chiffres, « Aperçu de l'immigration : résidents permanents et temporaires »](#).

CITOYENNETE ET IMMIGRATION CANADA. (2006) Immigrating to Canada as Skilled Worker. Online. Disponible sur : <http://www.cic.gc.ca/english/skilled/index.html>

COMITE D'ADAPTATION DE LA MAIN-D'OEUVRE – PERSONNES IMMIGRANTES (CAMO-PI), Nadia LAKROUZ. *Recherche exploratoire auprès des travailleuses salariées du secteur manufacturier issues de l'immigration détenant un diplôme universitaire*, Montréal, 2006.

CUADRAZ, G. et L. UTTAL (1999) Intersectionality and in-depth Interviewing methodological strategies for Doing Race, Class and Gender Analyses. *Race, Gender & Class*, n° 3, vol. 6, p. 156-186.

DALLALFAR, Arlene(1994) Iranian Women as Immigrant Entrepreneurs In *Gender & Society*, no. 4, vol. 8, p. 541-561.

DAVIS, Kathy (2008) 'Intersectionality as buzzword: a sociology of science perspective on what makes feminist theory successful.' In: *Feminist Theory*, no. 1, vol. 9, p. 67-86.

DE RUDDER, Véronique (1995). « Adaptation », *Pluriel. Recherches. Vocabulaire historique et critique des relations interethniques*, no2. p.22-26.

FORTIN, Sylvie (2000). « Pour en finir avec l'intégration. » *Document de travail* Groupe de recherche ethnicité et société : Centre d'études ethniques des universités montréalaises. 34 pages.

FORTIN, Sylvie et Jean RENAUD (2004), « Stratégies d'établissement en contexte montréalais: une diversité de modalités ? », in J. Renaud, A. Germain et X. Leloup (éd.), *Le racisme et la discrimination : Permanence et résurgence d'un phénomène inavouable*, Les Presses de l'Université Laval, p. 31-59.

FULLER, NORMA (1995) En torno a la polaridad marianismo/machismo. In: Arango, Luz Gabriela, León Magdalena & Viveros, Mara eds. *Género e Identidad, Ensayos sobre lo Femenino y lo Masculino*, T. M Editores, Bogotá, p.241-263.

GALARNEAU, Diane and René MORISSETTE (2008). "Immigrants' education and required job skills". Perspectives on Labour and Income. December 2008. Statistics Canada. Catalogue no. 75-001-XIE. p. 5-18. Disponible en <http://www.statcan.gc.ca/pub/75-001-x/2008112/pdf/10766-eng.pdf>.

- GARCIA LOPEZ, Magda (2003) « L'insertion urbaine des immigrants latino-américains à Montréal : trajectoires résidentielles, fréquentation des commerces et lieux de culte ethnique et définition identitaire ». Thèse de doctorat en études urbaines, Université du Québec, Institut national de la recherche scientifique - Urbanisation, Culture et Société, 333 pages.
- GIDDENS Anthony (1982) *Profiles and Critiques in Social Theory*, Berkeley, University of California Press.
- GIMENEZ, MARTHA (2001) *Marxism and Class, Gender and Race: Rethinking trilogy*. Published (2001) in Jean Belkhir (ed) *Race, Gender and Class*, no. 2, vol. 8, p. 23-33, special issue on Marxism and Race, Gender & Class.
- GINIENIEWICZ, Jorge. (2007). Political participation of Latin Americans in Canada : what do we know so far? *In: Ruptures, continuities and re-learning: the political participation of Latin Americans in Canada*. p. 36-47 OISE, Toronto
- GLASER, Barney G. et Anselm STRAUSS (1967). *The discovery of grounded theory, Strategies for qualitative research*, Chicago
- GRIECO Elisabeth and Monica, BOYD (1998) «Women and migration: incorporating gender into international migration theory», Working Paper, WPS 98-139, Center for the Study of Population, Florida State University Available at www.fsu.edu/popctr/papers/florisastate/1998.html
- GODIN, Jean-François (2005). *Immigration et travail à Montréal : la dynamique de l'établissement professionnel des dix premières années*. Thèse de Doctorat, Sciences Humaines et Appliquées : Université de Montréal. 225 pages.
- GUYON, SYLVIE. (2003). *Les Femmes Immigrantes au Québec: Une population défavorisée sur le marché de l'emploi*. Actes du colloque organisé les 21 et 22 mars 2003 par la Table des groupes de femmes de Montréal, Montréal.
- HARDILL, Irene. 2006. "Gender, migration and the dual-career household." In *Gender, Work and Organization*, no. 13, vol.2, p.221-223.
- HAWTHORNE, L (2006), *Labour Market Outcomes for Migrant Professionals – Canada and Australia Compared*, Statistics Canada, Ottawa, 23 pages.
- HARDILL, Irene. (2004) "Transnational living and moving experiences: Intensified mobility and dual-career households". In *Population, space and place*, vol.10, p. 375–389.
- [HERNÁNDEZ, Berenice \(2005\) "Mujeres migrantes latinoamericanas en Alemania: entre las fronteras nacionales, de género, étnicas y raciales". En Alternativas. Cuadernos de Trabajo Social. no. 13 \(dic. 2005\), p. 197-213.](#)
- HIEBERT, D (2006), "Skilled Immigration in Canada: Context, Patterns and outcomes" In *Evaluation of the General Skilled Migration Categories*, Commissioned paper for current review. Appendices: papers from overseas contributors, p. 182-223.
- HILL COLLINS Patricia (1990) *Black Feminist Thought : Knowledge, Consciousness, and the Politics of Empowerment*, New York, Routledge, 335p.

- HILL COLLINS Patricia (1995) Symposium on West and Fenstermaker's «Doing difference», *Gender and Society*, (4), pp. 491-494.
- HO, Christina (2006), "Migration as Feminisation? Chinese Women's Experiences of Work and Family in Australia", *Journal of Ethnic and Migration Studies*, Vol 32, No. 3, pp. 497 – 514.
- HOOKS bell (1981) *Ain't a woman: Black Women and feminism*, Boston, South End Press.
- HOOKS bell (1984) *Feminist Theory: from margin to center*, Boston, MA, South End Press.
- HONDAGNEU-SOTELO Pierrette, AVILA Ernestine (1997) « I'm here, but I'm there ». The meanings of Latina Transnational Motherhood, *Gender and Society*, no. 5, vol.11, pp. 548-571.
- IREDALE Robyn (2005), "Gender, immigration policies and accreditation: valuing the skills of professional women migrants", *Gender and Skilled Migrants: into and Beyond the Workplace*. *Geoforum*, no. 2, Vol 36, p, 155-166
- JUTEAU, Danielle (1999), « L'ethnicité et la modernité », *L'ethnicité et ses frontières, Trajectoires Sociales*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, p. 185-197.
- KOFMAN, Eleonore and Parvati RAGHURAM (2006), "Gender and Global Labour Migrations: Incorporating Skilled Workers", Blackwell Publishing, editorial Board of *Antipode*, pp282-303.
- KOFMAN, Eleonore and Parvati RAGHURAM (2005), « Reconsidération de l'émigration féminine: les sites et le travail qualifié au sein d'une reproduction sociale mondialisée ». *Mobilités au féminin– Tanger*. p 1 – 21.
- KOFMAN, Eleonore and Parvati RAGHURAM (2004a), "Gender and skilled migrants: into and beyond the work place", Department of International Studies, Nottingham Trent University, Clifton Lane, UK. *Geoforum*, no. 2, vol 36, p 149-154.
- KOFMAN, Eleonore and Parvati RAGHURAM (2004b) "Out of Asia: Skilling, re-skilling and deskilling of female migrants", En *Women's Studies International Forum*, no. 27, p 95-100.
- KOFMAN, Eleonore (2004), "Gendered Global Migrations, Diversity and Stratification", *International Feminist Journal of Politics*, no. 4, vol. 6, p.643-665.
- KOFMAN, Eleonore (2000). "The Invisibility of Skilled Female Migrants and Gender Relations in Studies of Skilled Migration in Europe." *International Journal of Population Geography*, no. 6, vol.1, p.45-59.
- KOFMAN E., PHIZACKLEA Annie et al. (2000) "Gender and migration theory", in E. KOFMAN *Gender and International Migration in Europe*, London, Routledge, p. 21-43.
- LABELLE Micheline (2006). *Un lexique du racisme : Étude sur les définitions opérationnelles relatives au racisme et aux phénomènes connexes*. Coalition internationale des villes contre le racisme : document de discussion no1. UNESCO et CRIEC, 49 pages.
- LAMOTTE, A. et A. EL HAILI (1991). Dossier sur le cheminement de carrière des professionnelles latino-américaines du Québec, Québec, Ministère des Communautés

Culturelles et de l'Immigration, Direction des études et de la recherche.

LAMOTTE, A. (1992). Femmes immigrées et reproduction sociale, *Recherches sociographiques*, vol. 32, no 3, 367-384.

LI, Peter S. (2003). "Deconstructing Canada's discourse of immigrant integration." In *Journal of International Migration and Integration* no. 3, vol. 4, p. 315-333.

MAN, Guida (2004). Gender, work and migration: Deskilling Chinese immigrant women in Canada, In *Women's studies International Forum*, no. 2, vol. 27, June-July 2004, 135-148.

MARTINEZ PIZARRO, JORGE (2003) El mapa migratorio de América Latina y el Caribe, las mujeres y el género. Proyecto regional de población CELADE-UNFPA. Fondo de Población de las Naciones Unidas. En: *Serie Población y Desarrollo*, no. 44, setiembre 2003, 59 Págs.

MARTINEZ PIZARRO, JORGE (2001) Tendencias y patrones de la migración internacional en América Latina y el Caribe. En *Bahia Analise & Dados*, no 4, vol.10, p.49-78.

MATA, F. (1985). Latin American immigration to Canada: some reflections on the immigration statistics. *North-South Canadian Journal of Latin American Studies*, vol. 20, p.27-42.

MICC (2009) Population immigrée recensée au Québec et dans les régions en 2006 : caractéristiques générales. Recensement de 2006 Données ethnoculturelles. Disponible sur : <http://www.micc.gouv.qc.ca/publications/fr/recherches-statistiques/Population-immigree-recensee-Quebec-regions-2006.pdf>

MICC (2006). Statistique sur les principales caractéristiques de la population des communautés culturelles. Disponible sur le site <http://www.immigration-quebec.gouv.ca/fr/immigrer-installer/travailleurs-permanents/demande-general/couts-projet/frais-paiement.html>

MICC (2005) Portraits statistiques de la population d'origine ethnique argentine, brésilienne, chilienne, colombienne, péruvienne, uruguayenne et vénézuélienne recensées au Québec en 2001. Disponible sur le site <http://www.quebecinterculturel.gouv.qc.ca/fr/diversite-ethnoculturelle/stats-groupes-ethno.html>

MIGNOLO, Walter (1997) « La razón postcolonial: herencias coloniales y teorías postcoloniales » En : *Postmodernidad y Postcolonialidad. Breves reflexiones sobre Latinoamérica*, Alfonso de Toro ed., Madrid, Iberoamericana.

MIGNOLO, Walter y Alberto LASTRA (2007), "*Walter Mignolo y La Idea de América Latina: Un Intercambio de Opiniones (entrevista con Antonio Lastra)*", edited by Javier Alcorza y Antonio Lastra, *La Torre del Virrey*, no. 3, vol. 3, Otoño 2007, p. 88-110

MONGEAU Jaël et Gérard PINSONNEAULT, 2007, *Portrait économique des femmes immigrées recensées au Québec en 2001*, Ministère de l'immigration et Communautés culturelles, Gouvernement du Québec.

MOHANTY, Chandra Talpede (1991). "Cartographies of Struggle. Third World Women and

- the Politics of Feminism”. In: C. T. Mohanty, A. Russo and L. Torres (eds.), *Third World Women and the Politics of Feminism*. Bloomington: Indiana University Press.
- MOROKVASIC Mirjana (2004) “Settled in mobility’: engendering post-wall migration in Europe”, In *Feminist Review:labour migrations: women in the move’*, vol. 77, p. 7-25.
- NEDELUCU, Michaela (2005a). La composante féminine des migrations roumaines qualifiées à Toronto : visibilité, rôles et stratégies. En *Femmes en mouvement* vol 12, p. 203-223.
- NEDELUCU, Michaela (2005b) « Stratégies de migration et d’accès au marché du travail des professionnelles roumaines à Toronto : rapports de genre et nouvelles dynamiques migratoires ». En *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 21 p. 77-106
- OECD (2002). *International Mobility of the Highly Skilled*. Paris: OECD Policy Brief.
- OECD (2007). *Perspectives des migrations internationaux*. Paris.
- OSO-CASAS, LAURA (2005a) La réussite paradoxales des bonnes espagnoles de Paris : stratégies de mobilité sociale et trajectoires biographiques. En *Revue Européene des Migrations internationales*, no. 1, vol. 21, p.77-106.
- OSO CASAS, LAURA (2005b) Mujeres inmigrantes latinoamericanas y empresariado étnico: Dominicanas en Madrid, Argentinas y Venezolanas en Galicia. En *Revista Gallega de Economía*, vol 14, num. 1-2 (2005), p.1-19
- PECORARO Marco (2005). “Les migrants hautement qualifiés en Canada“. In: *Forum* no. 4, p.37-39.
- PELLEGRINO, Adela (2001) “Trends in Latin American Skilled Migration: “Brain Drain” or “Brain Exchange” In *Internacional migration*, no. 5, vol. 39, p. 111-132.
- PELLEGRINO, Adela (2000), “Migrantes latinoamericanos: síntesis histórica y tendencias recientes”, Montevideo, Universidad de la República/Centro Latinoamericano y Caribeño de Demografía (CELADE) de la Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL).
- PENDAKUR, Krishna et Ravi PENDAKUR (1998). « The Colour of Money: Earnings Differentials Among Ethnic Groups in Canada», in *Revue canadienne d’économie*, no 31, vol.3. p. 518-548.
- PICHÉ, Victor (2005), « Immigration, mondialisation et diversité culturelle: Comment «gérer» les défis? », *Diversité Urbain/Les Cahiers du GRES*, no 1, vol. 5, p.7-22.
- PICHÉ, Victor et al. (2002). « L’insertion économique des nouveaux immigrants dans le marché du travail à Montréal : une approche longitudinale », in *Population*, no 57, vol.1. p.63-90.
- PICHÉ, Victor et Jean RENAUD (2002). « Immigration et intégration économique : peut-on mesurer la discrimination? » in R. Côté et M. Venne (éd.), *L’annuaire du Québec 2003*. Québec: Fides. p. 146-152.
- PIERRE, Myrlande (2005). Les facteurs d’exclusion faisant obstacle à l’intégration socioéconomique de certains groupes de femmes immigrées au Québec, Un état des lieux. NPS no. 2, vol. 17, p.75-94.

- PIPER, Nicola (2003). "Wife or worker? Worker or wife? Marriage and Cross-border Migration in Contemporary Japan". In: *International Journal of Population Geography*, no.9, vol.6, 457-469.
- POIRET, Christian, « Articuler les rapports de sexe, de classe et interethniques » Quelques enseignements du débat nord-américain, *Revue européenne des migrations internationales*, no.1, vol. 21 p. 1-26.
- PORTES , A. (ed.) (1995) *The Economic Sociology of Migration*, New York
- PORTES Alejandro (1999) Conclusion : Toward a new world – the origins and effects of transnational activities, *Ethnic and Racial studies*, no. 2, vol.22, p. 217-237.
- POTTER, Stephanie (1999) *The Social Resources of Immigrants: Effects on the Integration of Independent and Family Class Immigrants to Toronto, Canada from South Asia*. Doctoral Thesis, Department of Sociology, University of Toronto, 238 pages.
- PRESTON, Valerie (2003). "Gender, Inequality and Borders". In *International E-Journal for Critical Geographies*, no.2, vol.2, p.184 1.
- PRESTON, Valerie et Wenona GILES (2004) Employment experiences of highly skilled immigrant women : where are they in the labour Market? Paper presented at the Gender and Work knowledge production in practice. October 2004 York University, North York, Ontario. Disponible sur le site www.genderwork.ca/conference/Preston-Giles_edited_final.pdf
- RAGHURAM, Parvati (2004a), "The Difference that Skills Make: Gender, Family Migration Strategies and Regulated Labour Markets", *Journal of Ethnic and Migration Studies*, no.2, vol. 30, p. 303-321
- RAGHURAM Parvati (2004b), "Migration, gender, and the IT sector: Intersecting debates", Department of International Studies, Nottingham Trent University, Clifton Lane, UK.
- REITZ, Jeffrey (2005). « Tapping Immigrants' skills, New directions for Canadian Immigration Policy in the knowledge Economy ». Institute for Research on Public Policy. Choices Vol 11, February.
- RENAUD, Jean et al. (2003). « L'origine nationale et l'insertion économique des immigrants au cours de leurs dix premières années au Québec » in *Sociologie et Sociétés* no XXXV, vol.1. p.165-184.
- RENAUD, Jean et al. (2001). *Ils sont maintenant d'ici! Les dix premières années au Québec des immigrants admis en 1989*. Québec : Les publications du Québec no4, 197 pages.
- RENAUD, Jean et Tristan CAYN (2006). *Un emploi correspondant à ses compétences? Les travailleurs sélectionnés et l'accès à un emploi qualifié au Québec*. Étude réalisée pour le Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles. 75 pages.
- RIAÑO Yvonne and Nadia BAGHDADI (2007) "Understanding the Labour Market Participation of Skilled Immigrant Women in Switzerland: The Role of Class, Ethnicity and Gender". In *Journal of International Migration and Integration*, Special Issue on 'Foreign Training and Work Experience: The Skilled Immigrants' Perspective', Rutgers, Transaction Publishers.

- RIAÑO Yvonne, 2007: "Migration des femmes latino-américaines universitaires en Suisse. Géographies migratoires, motifs de migration et questions de genre". In Bolzman, Claudio, Carbajal, Myrian, Mainardi, Giuditta (eds.), *La Suisse au rythme latino. Dynamiques migratoires des Latino-Américains*. IES Editions, Genève, pp. 115-136.
- RIAÑO Yvonne (2006) "The Role of Gender Representations and Geographical Imaginations in Latin American Female Migration to Europe" In: Sonia E. Alvarez, Frances Aparicio, Amalia Pallares, *De-Centering Latin American Studies*. XXVI International Congress of the Latin American Studies Association, San Juan, Puerto Rico.
- RIAÑO, Yvonne (2005). "Women on the Move to Europe. A Review of the Literature on Gender and Migration". In: Maria Gloria da Marroni and Gloria Salgado (eds.), *Latinamerican Diaspora: Migration within a Globalized World*. Instituto de Ciencias Sociales y Humanidades, Universidad Autónoma de Puebla. Institute of Developing Economies, Japan External Trade Organization.
- RIAÑO, Yvonne (2003). "Migration of Skilled Latin American Women to Switzerland and Their Struggle for Integration." In: Yamada Mutsuo (ed.), *Latin American Emigration: Interregional Comparison among North America, Europe and Japan*. JCAS Symposium Series 19, Japan Centre for Area Studies, National Museum of Ethnology, Osaka.
- ROJAS-VIGER, Celia (2006) Femmes professionnelles latino-américaines à Montréal. Conditions d'insertion dans le milieu universitaire et au marché du travail. En *Diversité urbaine*, no.1, vol. 6, printemps 2006.
- ROJAS-VIGER, Celia (2004) Corps-fait-histoire dans le processus de mondialisation, de migration et d'insertion. Parcours de femmes immigrantes péruviennes à Montréal Thèse de doctorat en Anthropologie (Ph.D.). Montréal, département d'Anthropologie, Université de Montréal, 527 p.26-43.
- SALAFF, Janet and Arent GREVE (2003) "Gendered structural barriers to job attainment for skilled chinese emigrants in Canada" In *International journal of population geography*, vol. 9, p.443-456.
- SALT, John (1992) Migration Processes among the Highly Skilled in Europe. In *International Migration Review*, Vol. 26, No. 2, Special Issue: The New Europe and International Migration (Summer, 1992), pp. 484-505
- SANTANA, ADALBERTO (2005) Migración Latinoamericana en los inicios del siglo XXI. En *Cuadernos Americanos*, num. 114, 71-84.
- SASSEN, S. (1991) *The global city*, University Press: Princeton
- SASSEN, S. (2001) "Impacts of information technology on urban economies and politics" *International Journal of urban and regional research*, no. 2, vol. 25, p. 411-418
- SASSEN, S. (2002) *Global networks, linked cities*, New York, Routledge
- SIMMONS, Alan (2002), « Mondialisation et migration internationale : tendances, interrogations et modèles théoriques », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 31, no 1, p. 7-33.

- SMITH Dorothy (1990) *The Conceptual Practices of Power: A Feminist Sociology of Knowledge*, Boston, Northeastern University Press.
- SYED, J. (2008). Employment prospects for skilled migrants: A relational perspective. *Human Resource Management Review*, no.18, vol.1, p.28-45.
- TABOADA-LEONETTI, Isabelle. 1994. « *Intégration et exclusion dans la société duale. Le chômeur et l'immigré* ». En *Revue internationale d'action communautaire*, no. 31/71, p. 93-103
- TABOADA-LEONETTI, Isabelle. (1989). « Stratégies identitaires et minorités dans les sociétés pluriethniques », *Revue internationale d'action communautaire (RIAC)*, no 21, vol.61. p.95-107.
- TABOADA-LÉONETTI, Isabelle (1975) « Le projet de migration. La nature du projet de migration et ses liens avec l'adaptation » *L'année sociologique*, vol. 26, p. 107-123
- VATZ-LAAROUSSI, Michèle (2008), *Du Maghreb au Québec : accommodements et stratégies*, *Travail, genre et sociétés*, no.2, vol. 20, p. 47-65.
- VATZ LAAROUSSI, Michèle (2002), « Femmes, mères et immigrantes : un appel au féminisme » in Francine Descarries et Christine Corbeil (dir.), *Espaces et temps de la maternité*, Éd. Du Remue Ménage, Montréal.
- WEBER, Lynne (2001) *Understanding Race, Class, Gender, and Sexuality: A Conceptual Framework*. Boston: McGraw-Hill
- YUVAL-DAVIS, Nira (2006). "Intersectionality and Feminist Politics", *European Journal of Women's Studies*, no. 3, vol. 13, p. 193–209
- ZLOTNIK, Hania "The Global Dimensions of Female Migration" in the *Migration Information Source*, March 1, 2003. Available in <http://www.migrationinformation.org/Feature/display.Cfm?ID=109>

